



Université de Montréal

Gestion des ressources naturelles, dégradation de l'environnement et stratégies de subsistance  
dans le désert de Thar :  
Étude ethnographique dans la région du Marwar, au Rajasthan en Inde

par  
Karine Gagné

Département d'anthropologie  
Facultés des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des arts et des sciences  
en vue de l'obtention du grade de maîtrise  
Maître ès sciences (M.Sc.)  
en anthropologie

août, 2010

© Karine Gagné, 2010

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures et postdoctorales

Ce mémoire intitulé :

Gestion des ressources naturelles, dégradation de l'environnement et stratégies de subsistance  
dans le désert de Thar :  
Étude ethnographique dans la région du Marwar, au Rajasthan en Inde

Présenté par :

Karine Gagné

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Bernard Bernier, président-rapporteur

Karine Bates, directrice de recherche

John Leavitt, membre du jury

## Résumé

Cette recherche porte sur les origines et les effets de la dégradation de l'environnement dans le désert de Thar, au Rajasthan en Inde. Elle expose les processus politico-économiques qui conditionnent la gestion des ressources naturelles dans la région du Marwar depuis l'indépendance de l'Inde à aujourd'hui.

Les modes de gestion des ressources environnementales et agraires dans le contexte du système *jagirdari*, un système foncier domanial qui prévalait dans la région avant l'indépendance de l'Inde, sont d'abord présentés. S'en suit une analyse de la manière dont les diverses idéologies liées au développement postcolonial ont reconfiguré le paysage socio-administratif et environnemental de la région.

Ces transformations ont engendré des désordres écologiques qui ont donné lieu à une crise environnementale et agricole qui connaît son paroxysme avec les nombreux déficits pluviométriques qui sévissent depuis la dernière décennie dans la région. À partir d'une recherche de terrain effectuée dans la communauté de Givas, l'impact – au plan physique et métaphysique – de ces problèmes environnementaux sur la population locale est examiné. L'étude porte également sur les réponses à ces changements, soit les stratégies de subsistance adoptées par la population locale, de même que les interventions déployées par une organisation non gouvernementale et par l'État indien – à travers le *National Rural Employment Guarantee Act* (NREGA). L'analyse démontre que l'expérience de la dégradation de l'environnement, à travers ses effets et les stratégies d'adaptation qui s'en suivent, est tributaire de facteurs politiques, économiques et socioculturels et donc différenciée selon le genre, la classe et la caste.

Mots-Clés : Anthropologie de l'environnement, développement, gestion des ressources naturelles, eau, dégradation de l'environnement, désertification, stratégies de subsistance, changements sociaux, gouvernance environnementale, Inde.

## Abstract

This research focuses on the origins and the consequences of environmental degradation in the Thar Desert in the State of Rajasthan, India. It outlines the political and economic processes that have influenced how natural resources are managed in the region of Marwar since Indian independence.

First are presented the modes of agrarian and natural resources management that were current during the *jagirdari*, the pre-independence land tenure system that prevailed in this region. This is followed by an analysis of how different ideologies of postcolonial development have reshaped the social, administrative and environmental landscape of this region.

These changes have led to ecological disruptions which have given rise to an environmental and agrarian crisis that has now reached a critical point with the rainfall deficits of the past decade in this region. Based on field research conducted in the community of Givas, the implications – physical and metaphysical – of these environmental problems are analyzed. The study also looks at the responses generated in order to cope with these changes, namely the livelihood strategies adopted by the local people, as well as the interventions from a non-government organization and the Indian state – through the *National Rural Employment Guarantee Act* (NREGA). The analysis reveals that the experience of environmental degradation, through its effects and responses, is conditioned by political, economic and sociocultural factors, and thus differentiated by gender, class and caste.

Keywords: Ecological and environmental anthropology, development, natural resources management, water, environmental degradation, desertification, livelihood strategies, social changes, environmental governance, India.

## TABLE DES MATIÈRES

Résumé.....	i
Abstract .....	ii
Liste des tableaux.....	vi
Liste des figures.....	vii
Liste des sigles .....	viii
Remerciements .....	ix
<b>INTRODUCTION- LA PROBLÉMATIQUE, LES OBJECTIFS ET LE PLAN DU MÉMOIRE.....</b>	<b>1</b>
La problématique.....	1
Les objectifs de la recherche .....	3
La structure du mémoire .....	5
<b>CHAPITRE 1- CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE.....</b>	<b>7</b>
1. 1. Historique de l’anthropologie de l’environnement .....	8
1.1.1. Anthropologie et environnement.....	8
1.1.2. Écologie politique .....	10
1.2. Paysage, nature et acteurs sociaux .....	11
1.2.1. Paysage.....	11
1.2.2. Nature.....	15
1.2.3. Acteurs sociaux et intérêts multiples.....	18
1.2.4. Conceptualisation des relations de genre .....	20
1.3. Développement et gestion des ressources naturelles.....	21
1.3.1. Articulations d’un projet de haute modernité.....	22
1.3.2. Développement durable et configuration de la gestion des ressources naturelles .	24
1.4. Méthodologie .....	26
1.4.1. Orientations méthodologiques et stratégies de recherche .....	26
1.4.2. Collecte de données : observation participante et entretiens.....	28
1.4.2.a L’observation participante .....	28
1.4.2.b Les entretiens .....	29
1.4.2.c La recherche documentaire .....	31
1.4.3. Politique de la recherche de terrain.....	31
1.4.3.a Assistant de recherche et interprète.....	32
1.4.3.b Normes de genre et adaptation sur le terrain .....	33
1.4.3.c Associations et neutralité .....	35
Conclusion.....	36
<b>CHAPITRE 2- RECONFIGURATION ADMINISTRATIVE DE LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES.....</b>	<b>38</b>
2.1. caractéristiques géographiques.....	39
2.2. Le système <i>jagirdari</i> .....	42
2.2.1. Contexte historique et mode opérationnel du système <i>jagirdari</i> .....	43
2.2.2. Gestion des ressources naturelles sous le système <i>jagirdari</i> .....	44
2.3. Réforme agraire et abolition du système <i>jagirdari</i> .....	47
2.3.1. Processus légal et irrégularités .....	48
2.3.2. Perceptions locales .....	50
2.3.3. Réforme agraire et ressources communes.....	51

2.3.3.a La gestion de l'eau .....	52
2.3.3.b La gestion des terres communes .....	53
2.4. La révolution verte .....	57
2.4.1. Particularités de la révolution verte dans la région de Barmer .....	59
Conclusion.....	60
<b>CHAPITRE 3- ARTICULATIONS SOCIO-ENVIRONNEMENTALES ET COMMUNAUTAIRES .....</b>	<b>64</b>
3.1. Portrait de la communauté.....	65
3.1.1. Bref portrait régional.....	65
3.1.2. Portrait de Givas.....	71
3.1.2.a Espace socio-environnemental.....	74
3.1.2.b Conflits au sujet des ressources naturelles.....	77
3.1.3 Déficit pluviométrique .....	79
3.2 Parenté, Famille et maisonnée.....	83
3.2.1. Degré de contrôle exercé sur les femmes.....	84
3.2.2. Parenté et mariage en Inde du Nord.....	85
3.2.2.a Résidence post-maritale .....	87
3.2.3. Dynamiques, droits et obligations au sein de la maisonnée des affins .....	88
3.2.3.a Participation économique et division du travail entre hommes et femmes.....	89
3.2.3.b Droit à la propriété .....	93
Conclusion.....	95
<b>CHAPITRE 4- TRANSFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES, STRATÉGIES DE SUBSISTANCE ET CHANGEMENTS SOCIAUX .....</b>	<b>97</b>
4.1. Discours sur la dégradation de l'environnement.....	98
4.1.1 Trop de gens, pas assez de terre .....	98
4.1.2. « Il n'y a plus d'arbres, alors il n'y a plus de pluie ».....	99
4.2. Transformations environnementales et insécurité.....	103
4.2.1. Impasse financière et futur incertain.....	103
4.2.2. Insécurité alimentaire .....	106
4.3. La migration en tant que stratégie de subsistance : paramètres, perceptions et effets .....	107
4.3.1. Tendances et paramètres .....	108
4.3.2. Migration, perception, statut .....	112
Conclusion.....	121
<b>CHAPITRE 5- INTERVENTIONS : MISE EN ŒUVRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DU PLAN NREGA .....</b>	<b>124</b>
5.1. Intervention de L'ONG à Givas .....	125
5.1.1. Généalogie et articulation .....	126
5.1.2. Mode opérationnel du projet .....	129
5.1.3. Le travail de <i>Water Agency</i> à Givas.....	131
5.1.3.a Perceptions par la population locale .....	134
5.2. Intervention de l'État : mise en œuvre du plan NREGA.....	137
5.2.1. Origine, articulation et mode opérationnel du NREGA.....	139
5.2.1.a Controverse .....	140
5.2.2 Participation des femmes.....	143
5.2.3 Le programme NREGA à Givas : Participation et Perceptions .....	149
5.2.3.a Participation locale.....	149
5.2.3.b Perceptions locales.....	151
Conclusion.....	153

<b>RÉFLEXION ET CONCLUSION</b> .....	157
<b>Bibliographie</b> .....	<b>170</b>
<b>ANNEXE 1: GUIDE POUR LES ENTREVUES</b> .....	<b>i</b>
<b>ANNEXE 2: PROFIL DES RÉPONDANTS</b> .....	<b>v</b>
<b>ANNEXE 3: CARTE DU LIEU DE L'ÉTUDE</b> .....	<b>vii</b>
<b>ANNEXE 4: CARTE DE GIVAS</b> .....	<b>viii</b>
<b>ANNEXE 5 : <i>NADI</i> (ÉTANG)</b> .....	<b>ix</b>
<b>ANNEXE 6: <i>TANKA</i> (CITERNES)</b> .....	<b>x</b>



## Liste des tableaux

**Tableau 2.1** : Mesures de gestion des ressources de propriété communes mises en place par les *jagirdars* dans l'ouest du Rajasthan

**Tableau 3.1** : Proportions des propriétés (individuelles et conjointes) par classes agraires Givas/district de Barmer/Rajasthan/Inde.

**Tableau 3.2** : Inscriptions à l'école, district de Barmer (2007-2008)

**Tableau 3.3** : Sex-ratio, Rajasthan et Inde, selon les recensements de 1991 et de 2001

**Tableau 3.4** : Répartition de la population de Givas selon la caste

**Tableau 3.5** : Proportions des propriétés à Givas par catégories et par caste

**Tableau 3.6** : Utilisation des terres, district de Barmer et État du Rajasthan (2004-2005)

**Tableau 3.7** : Ressources communautaires de Givas

**Tableau 3.8** : Pluie tombée dans le district de Barmer en 1999 et 2009

**Tableau 3.9** : Tâches domestiques et usage du temps au quotidien

**Tableau 3.10** : Nombre de titres de propriété (individuelles et conjointes) et superficies par catégorie et par sexe, district de Barmer et Inde

## Liste des figures

**Figure 1** : Impact des sécheresses au niveau macro et micro

**Figure 2** : État de la déforestation à Givas

## Liste des sigles

**CAZRI:** Central Arid Zone Research Institute

**DDT :** dichlorodiphényltrichloroethane

**HYV:** High-yielding variety

**NREGA:** National Rural Employment Guarantee Act

**OBC:** Other Backward Class

**ONG :** Organisation non gouvernementale

**ST :** Scheduled Tribes

**UNCCD:** United Nations Convention to Combat Desertification

**UNESCO :** United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

**USD :** United States Dollar

**VLL :** Village Labour Leader

**WCED:** World Commission on Environment and Development

## Remerciements

Je voudrais tout d'abord exprimer ma gratitude envers les habitants de Givas qui m'ont accordé leur temps et ont patiemment répondu à mes questions. Merci de m'avoir accueillie dans votre univers où les arbres, les animaux, le vent et le ciel ont tous une signification particulière et dont la poésie lyrique contraste parfois avec la dureté des conditions de vie auxquelles vous êtes soumis depuis les dernières années.

J'ai une pensée pour Sunda Ram qui m'a passionnément fait voyager dans le passé de Givas. Sunda Ram a quitté ce monde peu longtemps après mon départ et c'est une chance incroyable que j'ai eue de partager avec lui ses derniers moments, et à travers ses mots, m'insérer dans un monde qu'il adorait.

Je remercie ma directrice Karine Bates qui m'a appuyée dans toutes les étapes de ce projet – et avant même qu'il ne soit concrètement entamé. Je te remercie pour tes mots d'encouragement, tes conseils, ta générosité et aussi, pour m'avoir appris l'importance de se faire confiance et d'avoir la volonté d'essayer.

Je suis très reconnaissante envers les professeurs Mritiunjoy Mohanty, Bernard Bernier et Christophe Jaffrelot pour leurs discussions éclairantes, et John Leavitt, pour les débuts dans l'Uttarakhand, lorsque ce projet était embryonnaire. Je remercie également Andrée Dufour pour sa gentillesse et sa compréhension.

Je remercie très sincèrement David Aubé, Marie-Ève Paré, Josée Dubuc, Lyette Labelle et ma mère, Carmen Labelle Gagné, pour leurs relectures attentionnées et leurs commentaires éclairants.

J'ai une pensée pour mon ami Zorgy, là-bas dans les montagnes de l'Inde himalayenne, toi qui as si bien pris soin de moi, physiquement et moralement. Ton parcours t'a donné un humanisme, un réalisme et une sagesse si calmante, si enrichissante : être ton amie est un privilège.

Je veux également exprimer ma reconnaissance aux Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture et à l'Institut indo-canadien Shastri qui m'ont fourni un support financier indispensable à la réalisation de ce projet.

Enfin, je remercie du fond de mon cœur et de mon esprit, François Pesant, mon partenaire de vie. Tu es mon critique le plus sévère, mon énergie, toi qui as si souvent pavé pour moi la voie. Tu m'as appris la persévérance, la détermination et avec toi j'ai découvert un autre sens au mot « rigueur ». Merci d'être qui tu es, la personne la plus juste et intègre que je connaisse.

# **INTRODUCTION- LA PROBLÉMATIQUE, LES OBJECTIFS ET LE PLAN DU MÉMOIRE**

## **LA PROBLÉMATIQUE**

En 2006, le ministère indien de l'Environnement et des Forêts publiait son troisième rapport suite à l'implantation du *United Nations Convention to Combat Desertification* (UNCCD), initiative qui a pour but de démontrer les initiatives déployées en vue de freiner le processus de dégradation des sols. Malgré les efforts soutenus, on peut y constater que 32,75% de la superficie géographique totale du pays est toujours affectée par diverses formes et degrés de dégradation des terres (Government of India, 2006d). Considérant que l'agriculture constitue le moyen de subsistance de 60% de la population indienne (Government of India, 2006a), ce constat est particulièrement alarmant. La sévérité de ce problème environnemental et agricole est par ailleurs considérable pour l'ensemble du désert de Thar, zone géographique située au nord-ouest du pays, dont la densité de population est importante (Baqri and Kankane 2001). En 2001 déjà, les autorités indiennes signalaient que 68% de la superficie du Thar était menacée par la désertification, la forme la plus sévère de dégradation des sols (Government of India, 2001). Les problèmes liés aux sols ne sont pas que les conséquences d'une évolution naturelle, mais bien le résultat de mécanismes sociopolitiques complexes. Le cas de la région du Marwar est à cet égard très révélateur. La présente recherche retrace l'origine politique des transformations environnementales dans cette région du monde et examine, à travers une étude de cas fondée sur une recherche de terrain effectuée en 2010, les dynamiques liées à leurs effets pour les populations locales.

Située dans l'État du Rajasthan, la région du Marwar est partiellement couverte par le désert de Thar. Depuis l'indépendance de l'Inde, elle a connu des changements majeurs au plan socio-administratif et environnemental, qui se sont effectués à un rythme relativement rapide. Les changements politiques (dont la fin de la royauté suite à l'indépendance du pays), la réduction des terres communes, l'intensification de l'agriculture et la reconfiguration de la gestion des ressources naturelles ont tous contribué à entraîner des transformations environnementales et à former le paysage contemporain du Marwar. La

situation socioéconomique des habitants de Givas<sup>1</sup>, communauté sur laquelle porte la présente recherche, est depuis plusieurs années perturbée par les conséquences de ces changements environnementaux. En particulier, depuis les deux dernières décennies la diminution de la productivité des sols a généré de nouveaux types de migrations pour le travail, stratégie déployée afin de remédier à la perte des revenus de l'entreprise agraire.

Depuis la dernière décennie, cette situation précaire est exacerbée par des sécheresses récurrentes. Leur impact est considérable puisque dans cette région, l'agriculture et l'approvisionnement en eau dépendent de la pluie, compte tenu de la salinité de l'eau souterraine. Ainsi, entre 1999 et 2005, le district de Barmer – région administrative où se situe Givas – a connu cinq années de pluies inférieures à la normale, et parmi celles-ci, quatre ont été déclarées des années de sécheresses par les autorités du Rajasthan. Puis, vinrent les inondations de 2006, phénomène inusité étant donné les prédispositions du désert aux sécheresses. Au plan agricole, cette catastrophe écologique eut des effets tout aussi désastreux que l'absence de pluie. Depuis, la région n'a connu qu'une seule année de bonne pluie. Lors de mon séjour de recherche au début de l'année 2010, alors que la région n'avait pas reçu de pluie depuis dix-sept mois, l'incertitude quant à l'avenir était palpable : « Comment pourrions-nous continuer à vivre dans cet endroit où il ne pleut presque plus? », demandaient de nombreux paysans.

Les sécheresses ne sont pas un phénomène nouveau dans cette région du monde, et elles sont par ailleurs mentionnées dans le *Mahabharata* et le *Ramayana* (Bharara, 1999:157-160). Toutefois, les causes de leur récurrence sur une si courte période ne sont pas encore expliquées par les sciences environnementales. Sont-elles liées au réchauffement climatique? Sont-elles provoquées par le « nuage brun d'Asie », cette masse d'accumulation de pollution qui plane au-dessus de l'Asie du Sud et qui perturberait les pluies de la région? Sont-elles « simplement » un dérèglement temporaire, qui perdra sa portée lorsqu'il sera analysé en comparaison avec les données d'un siècle de précipitations? Le manque de connaissances actuelles sur le sujet ne permet que de reléguer l'ensemble de ces suggestions au champ des hypothèses. Cependant, même si depuis toujours les habitants du désert de Thar doivent composer avec les effets des sécheresses, il semble que la gravité de leurs conséquences

---

<sup>1</sup> Afin de préserver l'anonymat, le nom du village a été modifié.

exacerbe aujourd'hui la précarité de la situation économique et environnementale que connaît la région. Quelles sont les causes d'une telle fragilité, et quels en sont les impacts vu la conjoncture environnementale qui caractérise actuellement le désert de Thar?

### **LES OBJECTIFS DE LA RECHERCHE**

Dans ce mémoire, je procède à une analyse du paysage du désert de Thar en tant qu'ensemble d'éléments écologiques et humains à la fois configurables et configurant, et dont les dynamiques sont tributaires des forces politiques internes et externes. L'objectif est double : (1) comprendre la généalogie politique de la gestion des ressources naturelles locales et des changements environnementaux qui altèrent ce paysage, et (2) explorer l'impact social de ces transformations écologiques par l'étude de leurs effets sur la population locale. Ce dernier objectif comprend deux volets, soit (1) la présentation des perceptions par la population locale de ces changements ainsi que l'étude des stratégies que celle-ci déploie pour en négocier les effets, et (2) l'analyse des interventions déployées par les acteurs sociaux externes – l'État et une organisation non gouvernementale (ONG) – afin de soutenir la population locale quant aux problèmes auxquels elle est confrontée.

Mon analyse tient compte des réflexions de Gupta et Ferguson (1997:37-39), et je crois que le lieu de recherche ou le « location work » – terme alternatif qu'ils emploient pour *fieldwork* – ne doit pas être fondé simplement sur une attention de l'anthropologue au local – comme ce fut si longtemps le cas –, mais aussi sur une considération pour les enjeux épistémologiques et politiques de la localité. Je considère Givas comme un lieu aux composantes sociales, culturelles, politiques et économiques dans un monde assujéti aux processus de la mondialisation et de la déterritorialisation. Ainsi, les enjeux de cette localité s'inscrivent dans des dynamiques communautaires – qui découlent des histoires, hiérarchies et règles locales – qui trouvent leur résonance dans le contexte particulier de la localité et qui sont, de manière concomitante, étroitement liées à des processus situés à de multiples niveaux – régionaux, nationaux et internationaux. De fait, je porte également un intérêt aux acteurs sociaux fantasmagoriques (Giddens, 1990:18-19) qui ne sont pas nécessairement présents sur le terrain, mais qui exercent une influence à distance. À travers des programmes de développement – de l'indépendance de l'Inde jusqu'à aujourd'hui –, ces acteurs imposent des modes de gestion des ressources naturelles dans le désert de Thar. Je m'intéresse donc à

l'influence de ces forces externes, à leurs rapports avec les pouvoirs locaux et à la manière dont leurs interventions sont perçues par la communauté.

Cette analyse porte également une attention particulière aux critères de différenciation de la population locale. Ainsi, les membres d'une communauté ne forment pas un groupe homogène et ces derniers sont animés d'intérêts propres à leur statut social. Cette démonstration est donc fondée sur une conceptualisation politique des agents sociaux, et je démontre que les changements environnementaux sont vécus différemment par les femmes et les hommes. Par conséquent, leur expérience respective des transformations environnementales et de leurs effets sera prise en considération.

Le thème de la parenté et de la maisonnée – locus fondamental de l'expression de la parenté dans cette région du monde – a grandement contribué à l'orientation de la présente analyse. En effet, puisque les entreprises agraires du lieu d'étude sont familiales, la structure des ménages a une influence directe sur l'impact des transformations environnementales et sur les stratégies de subsistances déployées. Le processus est cependant envisagé comme étant dialogique, car les changements environnementaux, à travers leurs effets et la réponse des populations locales, ont également un potentiel de changement sur l'entreprise agricole familiale et sur la structure des ménages. L'intérêt pour l'influence des processus environnementaux sur la parenté est par ailleurs évoqué par Leela Dube (1998:89), pionnière de l'anthropologie féministe en Inde, qui remarque que :

The changes in the wider society due to education, employment, migration, environmental changes, displacements of populations (...) demand serious attention in order to grasp the changes in kinship and gender relations.

L'analyse de la parenté et de l'organisation de la maisonnée est donc primordiale, car la compréhension de la position qu'y occupe chacun des membres – qui se distinguent non seulement par leur sexe et leur âge, mais aussi par les rôles qui s'y rapportent – permet de mieux saisir les effets différenciés des changements environnementaux. De plus, puisque la crise environnementale et agricole qui sévit actuellement dans la région du Marwar engendre une dislocation des processus de production traditionnelle, lesquels sont étroitement liés à des normes sociales locales, cette réflexion s'avère essentielle.



## LA STRUCTURE DU MÉMOIRE

Ce mémoire présente une analyse diachronique des changements socio-environnementaux qui depuis l'indépendance de l'Inde, redéfinissent le paysage du Marwar. Le premier chapitre établit le cadre théorique et méthodologique qui permet l'analyse de la problématique à l'étude. Afin de situer la présente recherche dans la discipline de l'anthropologie, cette section s'ouvre sur une brève revue de l'articulation du concept d'environnement dans le domaine de l'ethnologie. Puis, je procède à une élaboration des schèmes qui supportent cette analyse et qui permettent d'effectuer une réflexion critique sur le principal objet à l'étude, soit le paysage socio-environnemental du désert de Thar. Le développement, doctrine économique visant à normaliser, réformer et rendre productif ce paysage est également analysé – tant dans sa forme classique que sa configuration « environnementaliste ». Il est interprété comme un système nanti de concepts qui sont utilisés afin de gérer l'environnement et la population, à travers des formules qui trouvent leur légitimité dans une dite historicité locale. Ce chapitre conclut sur une exposition de la méthodologie employée pour la réalisation de cette enquête et est complété par une discussion sur le processus de collecte des données sur laquelle elle est fondée.

Le second chapitre constitue une analyse de l'histoire environnementale de la région du Marwar et expose les paramètres de la première phase de développement à l'origine de la reconfiguration de son paysage. Il révèle les forces politiques internes et externes qui tant à l'époque précoloniale que postcoloniale ont eu un impact sur la gestion des ressources naturelles locales. Cet historique supporte le reste de l'exposé en apportant un éclairage critique sur l'idéologie de gestion « traditionnelle » et « communautaire » sur laquelle se fondent les programmes de développement contemporains déployés dans le désert de Thar.

La mise en contexte environnementale, sociale et communautaire de Givas est établie dans le troisième chapitre. Cette exposition supporte le second volet de la démonstration, soit les répercussions sociales des transformations environnementales dans la région du Marwar. En plus d'apporter des précisions sur les aspects sociaux et les dynamiques communautaires du lieu d'étude, ce chapitre offre une analyse détaillée de l'articulation locale du système de parenté et de ses normes. De telles précisions sont fondamentales, car elles permettront de mieux saisir l'impact des changements environnementaux sur les ménages et leurs membres.

Les deux derniers chapitres sont fondés sur mes recherches de terrain et portent sur les aspects sociaux de ces transformations environnementales. Le quatrième chapitre analyse comment ils transforment l'existence de la population de la région du Marwar. Les discours locaux sur les changements environnementaux – explications et perceptions – sont d'abord exposés. Ensuite, l'impact sur l'organisation sociétale et sur les visions du monde des stratégies de subsistance déployées est démontré. De plus, les aspects métaphysiques des désordres écologiques sont explorés.

Enfin, le cinquième chapitre constitue une analyse de la deuxième phase de développement qui redéfinit le paysage local et qui répond à la crise environnementale et agraire que connaît la région. Cette partie de la recherche s'articule autour des interventions externes déployées par une ONG et par l'État indien et la manière dont elles sont perçues par la population locale. Je porte également une réflexion sur ces mesures de soutien à la communauté de Givas.

C'est donc à travers ces cinq chapitres que je démontrerai les origines et les effets de la dégradation de l'environnement dans le désert de Thar, au Rajasthan en Inde. Cette analyse m'amène à conclure que l'expérience de la dégradation de l'environnement, à travers ses effets et les stratégies d'adaptation qui s'en suivent, est tributaire de facteurs politiques, économiques et socioculturels et donc différenciée selon le genre, la classe et la caste.

## CHAPITRE 1- CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE

Ce mémoire repose sur la prémisse que la nature est étroitement liée au monde social. L'ensemble de mes travaux de recherche démontre que dans certains contextes comme celui du milieu agraire en Inde, il est possible de penser une nature empirique qui s'apparente davantage à une « socio-nature » (Latour, 1993) qu'à un assortiment d'éléments strictement biologiques. Une telle réflexion sur la nature sociale implique en grande partie l'élaboration du caractère politique de l'environnement, ce qui, comme je le démontrerai dans ce mémoire, rend problématique la dichotomie nature/culture et l'idée même d'un environnement naturel pur.

Le caractère politique de cette nature est bipartite, puisqu'elle est non seulement porteuse de conflits latents, mais également parce que sa signification diffère pour les divers acteurs sociaux (Baviskar, 2007). Ces deux aspects constituent le fondement de cette recherche : une approche politisée à la nature et aux individus qui interagissent avec celle-ci, ce qui au plan collectif implique (1) des différenciations selon des facteurs de genre, de classe, et – contexte oblige – de castes, et (2) des relations et perceptions variées au niveau des ressources naturelles, et donc, des conflits potentiels quant au sens et à la fonction qui leur sont attribués. Un tel projet nécessite donc l'investigation des relations entre la nature, la culture et le pouvoir, et ce en vue de comprendre comment ces dernières influencent les dispositions de divers contextes biophysiques et par conséquent, les conditions de vie de gens.

Afin de déchiffrer la complexité de l'espace socio-environnemental du désert de Thar et des dynamiques qui influencent sa gestion, il importe de se pourvoir d'un ensemble d'outils analytiques qui orienteront cette démarche intellectuelle. Les concepts employés permettront une réflexion sur le paysage du Marwar, sur ses composantes naturelles et sur les agents sociaux qui occupent cet espace. Ces schèmes sont articulés autour d'une attention pour les enjeux politiques internes, pour les forces externes et pour l'agentivité des acteurs locaux qui, à leur manière, composent avec certaines contraintes endogènes et périphériques. Avant d'exposer les éléments qui permettront la systématisation de la présente recherche, je propose d'abord un bref historique de l'articulation de la question de l'environnement dans la discipline de l'anthropologie.

## 1. 1. HISTORIQUE DE L'ANTHROPOLOGIE DE L'ENVIRONNEMENT

Les relations entre l'humain et l'environnement intéressent les penseurs et philosophes depuis déjà plusieurs siècles. La pensée environnementaliste avant-gardiste des œuvres maîtresses des sciences sociales a, au cours des dernières décennies, été redécouverte à travers divers ouvrages sociologiques et anthropologiques. Notamment, Emilio F. Moran (1982:34) souligne que l'économiste Thomas Robert Malthus traitait dans ses écrits classiques du 18<sup>e</sup> siècle des limitations de la terre et de ses ressources naturelles par rapport à une population humaine grandissante. Malthus croyait par ailleurs que les guerres, les famines et les épidémies constituaient des formes de contrôle démographique. De plus, John Bellamy Foster (2001:66) remarque que Max Weber exprimait dans ses écrits du début du 20<sup>e</sup> siècle une préoccupation pour la disponibilité des ressources naturelles peu abondantes. Foster (2001:72-73) retrace également dans les écrits de Karl Marx une critique systématique de « l'exploitation » capitaliste des terres<sup>2</sup> et du commerce au long cours de nourriture et des vêtements qui perturbait « l'interaction métabolique » entre l'homme et la terre.

### 1.1.1. Anthropologie et environnement

L'intérêt chez les anthropologues pour la relation entre l'humain et l'environnement – ou la relation entre la culture et la nature – est manifeste dès le fondement de leur science en tant que discipline académique. Par exemple, par une approche qualifiée de « *historical possibilism* », à travers ses recherches, Boas (1911) s'est intéressé aux effets limitatifs de la nature sur les possibilités d'actions humaines et à l'influence des facteurs historiques et culturels sur les modes d'adaptation favorisés dans un contexte écologique donné (Moran, 1982:34-35).

Cependant, ce n'est pas avant les années 1950, avec le fondement de l'écologie culturelle par Julian Steward, que des perspectives théoriques sur cette thématique commencent à être formulées. L'écologie culturelle est une approche évolutionniste et fonctionnaliste, dont le cadre permet l'analyse des relations humains/environnement en vue de démontrer que des milieux écologiques apparentés génèrent des composantes culturelles et des processus similaires

---

<sup>2</sup> Marx écrit : « *All progress in capitalist agriculture is a progress in the art, not only of robbing the worker, but of robbing the soil; all progress in increasing the fertility of the soil for a given time is a progress toward ruining the more long-lasting sources of that fertility. Capitalist production, therefore only develops the techniques and the degree of combination of the social process of production by simultaneously undermining the original sources of all wealth – the soil and the worker* » (Marx, 1976[1867]:637-638).

d'évolution (Paulson, Gezon and Watts, 2003:206). L'écologie culturelle sera, quelques années plus tard, redéfinie à travers les travaux de Roy Rappaport (1968) qui auront une influence marquante sur le champ de l'anthropologie de l'environnement<sup>3</sup>. Rappaport s'intéresse aux structures adaptatives développées par les peuples en rapport à leur environnement et il soutient que certaines pratiques religieuses et symboliques sont des fonctions d'une adaptation environnementale<sup>4</sup>. Très tôt, ses écrits sont réprouvés pour leur supposition d'un équilibre et d'une autorégulation ainsi que pour leur manque de considération pour l'agentivité des acteurs locaux, pour les processus historiques et pour les relations de production (Biersack and Greenberg, 2006:6-7). En résumé, les premières analyses des relations humain/environnement ne sont guère politisées et elles considèrent les communautés comme des isolats statiques pourvus d'un équilibre interne. Ces critiques ne sont pas sans rappeler celles qui, à l'époque, ont été portées à l'endroit de l'anthropologie en général.

Les critiques de ces premières analyses vont donner naissance, à partir des années 1970, à une réorientation fondamentale de l'anthropologie de l'environnement. Il est donc possible d'effectuer une distinction claire entre deux phases de l'anthropologie de l'environnement que l'anthropologue Corand Kottak (1999) nomme *old ecological anthropology* et *new ecological anthropology*. Selon Kottak (1999), le *old ecological anthropology* comprend les perspectives fonctionnalistes et évolutionnistes; en contraste, le *new ecological anthropology* reflète les transformations générales qu'a connues l'anthropologie, et se démarque par sa reconnaissance des pouvoirs de la mondialisation sur les entités locales. Au plan méthodologique, cette version politisée des dynamiques socio-environnementales implique pour l'anthropologue la nécessité d'être attentif aux forces et organisations externes – gouvernements, ONG, entreprises – et à leurs impacts sur les écosystèmes où elles agissent (Kottak, 1999:25-26). Ainsi, les analyses du *new ecological anthropology* doivent prendre en considération les chocs de modèles culturels, les « *failed states* », les guerres régionales et l'anarchie croissante<sup>5</sup> (Kottak,

---

<sup>3</sup> Les expressions « anthropologie de l'environnement » et « anthropologie écologique » (*environmental anthropology* et *ecological anthropology*) sont, dans les écrits sur le sujet, souvent employées de manière interchangeable – notons toutefois que dans langue anglaise le terme *ecological anthropology* est plus fréquemment utilisé que *environmental anthropology*. À travers mes recherches, je n'ai pas trouvé d'ouvrage dans lequel l'auteur se consacre à effectuer une distinction claire entre les deux appellations. À des fins d'uniformité, j'emploie ici uniquement le terme anthropologie de l'environnement.

<sup>4</sup> Rappaport soutient cette position dans son ouvrage *Pigs for the Ancestors : Ritual in the Ecology of a New Guinea People* (1968) où il démontre que le rituel du sacrifice des porcs pratiqué par les Tsembaga Maring de Papouasie-Nouvelle Guinée fonctionnait comme un régulateur afin de prévenir la surpopulation de porcs et maintenir un certain équilibre dans l'écologie tropicale.

<sup>5</sup> J'ajouterais à cette liste élaborée par Kottak l'imposition progressive d'une législation hybride. Je pense notamment aux écrits de Randeria (2007b) sur l'érosion des droits des citoyens marginalisés par les processus

1999:26), bref, un ensemble d'enjeux critiques qui ont trop souvent été ignorés par les premières analyses de l'anthropologie de l'environnement. Sur le plan des disciplines académiques, Kottak classe l'écologie politique comme un sous-champs du *new ecological anthropology* (Kottak, 1999:25-27). Malgré le fait qu'il n'emploie pas les deux termes – *new ecological anthropology* et écologie politique – de manière interchangeable, comme nous allons voir ci-dessous, les deux perspectives semblent analogues au plan de leur approche et de leur application.

### 1.1.2. Écologie politique

L'écologie politique est aujourd'hui reconnue comme l'une des principales perspectives adoptées par les ethnologues qui étudient des questions socio-environnementales. Considérant sa portée, voici quelques clarifications sur ses origines et son application.

L'écologie politique émerge en réaction à la position apolitique de l'écologie culturelle qui – nous l'avons vu – fait abstraction de toute question reliée aux pouvoirs socio-historiques et structurels (Biersack and Greenberg, 2006:8; Nygren and Rikoon, 2008:769). La remise en question des perspectives néomalthusiennes sur la croissance démographique comme unique explication à la dégradation de l'environnement contribue de plus à la volonté de formuler un cadre d'analyse critique et inclusif des enjeux externes pour traiter des questions socio-environnementales (Bryant and Bailey, 1997:11; Robbins, 2004:7). L'écologie politique a ses racines dans l'anthropologie et la géographie ainsi que dans les sous-disciplines apparentées de la sociologie, des sciences politiques et des sciences environnementales. Le pluralisme de son cadre disciplinaire fait en sorte qu'il est davantage approprié de considérer cette perspective comme une approche théorique plutôt qu'une théorie en soi (Nygren and Rikoon, 2008:769). Le postulat de l'écologie politique soutient que les changements environnementaux et les conditions écologiques sont le produit de processus politiques.

Inspirée du terme « économie politique », l'expression « écologie politique » a été utilisée pour la première fois par l'anthropologue Eric R. Wolf (1972) dans le cadre d'une discussion sur l'environnement et la production au niveau de la maisonnée dans les Alpes. Wolf démontre alors qu'une analyse limitée au niveau local est inadéquate pour rendre compte des relations entre les populations et l'environnement, car ces dernières sont influencées par des rapports de pouvoir

---

de restructuration économique et à l'imposition de lois métissées – constituées d'un amalgame entre la législation locale et les réglementations imposées par les agences internationales – issues des processus de la mondialisation, sur des matières, ressources et territoires auparavant non assujettis à un tel exercice.

externes (Biersack and Greenberg, 2006:9). Les premières analyses de l'écologie politique sont formulées dans un cadre structurel nourri de concepts néo-marxistes et laissent peu de place à l'agentivité des acteurs sociaux<sup>6</sup>. Vers la fin des années 1980, l'écologie politique commence à porter une attention à la dialectique entre la société et les ressources naturelles (Blaikie and Brookfield, 1987:17). Toutefois, malgré les efforts de conceptualisation, la perspective est cette fois critiquée pour sa conception apolitique des individus.

À partir des années 1990, les analyses de l'écologie politique démontrent une plus grande ouverture et commencent à s'inspirer de perspectives théoriques variées. Ainsi, une plus grande importance est accordée aux identités ethniques, aux relations de genre, aux dynamiques de la maisonnée, aux institutions, à l'appareil politique, ainsi qu'à l'implication des facteurs – ethnie, classe, genre – qui conditionnent le savoir, les décisions et les actions des divers gestionnaires des ressources naturelles (Paulson, Gezon and Watts, 2003:208-209). Ces mêmes critères influent également sur l'impact social des changements environnementaux (Bryant, 1991:165-166).

En somme, l'écologie politique rappelle que l'interaction humaine avec l'environnement répond de conventions sociales et de coercitions politiques : par conséquent, tout changement au niveau des ressources naturelles, tant sur le plan de leur gestion que de leur condition, a des implications pour les populations locales, et sont différenciées à la lumière de divers critères sociaux.

## **1.2. PAYSAGE, NATURE ET ACTEURS SOCIAUX**

Afin de formuler une analyse critique des politiques de gestion des ressources naturelles dans le désert de Thar, j'ai recours à une série de concepts qui permettront d'intellectualiser l'espace environnemental local et les acteurs sociaux qui l'occupent ou y exercent une influence.

### **1.2.1. Paysage**

La notion de paysage sera récurrente dans cette analyse. L'usage que je fais du terme s'inspire des conceptualisations élaborées par deux anthropologues dans le cadre de discussions portant sur la mondialisation.

---

<sup>6</sup> Précisons par contre que Wolf a pour sa part pris en considération les agents collectifs puisqu'il a fait des études de mouvements sociaux et révolutionnaires dans les sociétés paysannes.

D'abord, au plan cognitif, la notion de paysage évoque inévitablement l'idée de la nature. Cependant, lorsque considérée d'un point de vue anthropologique, cette nature ne peut être dissociée de ses dimensions humaines. L'idée de la nature sociologique est abordée par l'anthropologue Anna Lowenhaupt Tsing (2005), dont les recherches portent sur les forêts tropicales d'Indonésie, lieux de luttes capitalistes, politiques et environnementales. Tsing, conceptualise le paysage non pas en termes de conventions esthétiques ou d'arrangements physiques, mais plutôt comme la configuration des humains et des non-humains à travers un terrain. Cette rationalisation selon des aspects sociaux et naturels permet : (1) de rendre compte de l'interaction entre les humains et les espèces non-humaines, et (2) de mettre en perspective les pratiques matérielles et représentationnelles de la construction et du maintien du paysage, ces dernières étant à la fois sociales – créées par des projets humains – et naturelles – hors du contrôle humain, créées par des espèces non-humaines<sup>7</sup> (Tsing, 2005:173-175). Soulignant l'artificialité de la dichotomie nature/humain<sup>8</sup>, Tsing souligne que des catégories considérées antinomiques telles « *human livelihood versus nature conservation, productive farm versus forest reserves, and settled culture versus the wild* »<sup>9</sup> empêchent l'appréciation historique du paysage social-naturel (Tsing, 2005:174-175).

---

<sup>7</sup> J'élargirais ici le terme « espèces non-humaines » afin d'inclure des phénomènes météorologiques, qui dans le cas du désert de Thar ont des implications très importantes, comme nous le verrons.

<sup>8</sup> Dans une discussion sur la profondeur historique de la dichotomie entre la nature et l'humain, Agrawal et Sivaramakrishnan remarquent que Hobbes, Locke, Rousseau et Hume ont, à leurs manières respectives, effectué des interprétations innovantes de l'histoire de la Génèse biblique ainsi que des spéculations anthropologiques et économiques afin de penser l'ordre politique et la propriété. Leurs pensées reposaient sur la supposition que la nature existe séparément des humains; en effet, dans ces réflexions, le statut ontologique de l'environnement découlait d'une croyance en un passé lointain, lorsque les humains avaient peu de technologies, et donc une capacité limitée de transformer le naturel en un élément artificiel (2001:2). Cette image de l'environnement pur est par ailleurs analytiquement analogique à « l'état de nature » tel que réfléchi par Hobbes et Rawls (2001:20). Ajoutons que la dichotomie nature/humain sur laquelle s'appuyaient ces penseurs a par ailleurs ses origines dans la philosophie moderne – depuis Descartes – qui est caractérisée par une opposition nature/esprit ou corps/esprit.

<sup>9</sup> Par ailleurs – ce qui constitue l'argumentaire de ce mémoire – les méfaits pratiques pour les populations humaines d'un tel isolement ont souvent été démontrés. À cet égard, les projets de création d'aires environnementales protégées à des fins de conservation de la biodiversité (voir Maikhuri *et al.*, 2001; Randeria 2007a; Robbins 2000) constituent l'apogée en ce qui concerne la volonté de séparation entre la nature et l'humain. Cependant, de tels projets font trop souvent abstraction des populations qui vivent à l'intérieur des frontières des lieux protégés et dont la subsistance dépend des ressources naturelles qui s'y trouvent. De fait, leur établissement – et l'absence de mise en place de solutions alternatives pour les populations affectées – peut avoir des conséquences désastreuses au plan socioéconomique. Le cas de la réserve biosphère Nandi Devi dans l'Himalaya indien est un exemple très représentatif des conséquences négatives qui peuvent ainsi découler de telles politiques (voir Maikhuri *et al.*, 2001).



Ensuite, les écrits d'Arjun Appadurai permettront de réfléchir à la construction et à l'expérience phénoménologique de ce paysage. Selon Arjun Appadurai (1996)<sup>10</sup>, le contexte moderne est caractérisé par une dislocation des processus économiques, culturels et politiques, phénomène qu'il propose d'explorer à partir d'un cadre analytique inspiré de la notion de paysage (*landscape*). Selon l'usage qu'Appadurai en fait, le concept de paysage signifie – à la manière du cercle herméneutique d'Heidegger (1996 [1927]) – l'impossibilité d'une définition objective, puisque cette dernière varie selon la perception et la perspective de l'observateur. Cette notion évoque donc l'idée de constructions dérivées de la position historique et politique des différents types d'acteurs : les États-nations, les multinationales, ainsi que les regroupements sous-nationaux et les mouvements – religieux, politiques ou économiques. De plus, cette construction circonscrite est effectuée par des groupes pourvus d'une plus grande proximité, tels les villages, les quartiers et les familles. Dans ces contextes, les acteurs individuels sont le locus ultime de la conception du paysage, car à partir de leurs propres interprétations et leurs mouvements, ils constituent simultanément l'expérience de ces grandes formations (Appadurai, 1996:33).

Le concept de *landscape* permet ainsi d'envisager le paysage du désert de Thar comme le produit d'une circulation culturelle liée à des processus mondiaux, qu'elle soit associée aux gens, aux idées, à l'argent ou aux technologies. Les vecteurs de cette circulation sont multiples : ONGs à travers leurs interventions, migrations humaines, introduction de nouvelles technologies agricoles et mise en place de projets de développement. Dans son mouvement, cette circulation entraîne un ensemble d'éléments qui, une fois négociés par les acteurs internes, contribuent à former le paysage du désert de Thar. Ce paysage est par ailleurs ontologiquement pluriel, puisqu'il est sujet à une compréhension différenciée selon la perspective des acteurs sociaux – l'État et ses fonctionnaires, les ONG et leurs membres, les planificateurs de développement international, la communauté et les villageois eux-mêmes.

La réflexion sur le paysage dynamique dont la construction découle des flux culturels qui le traversent permettra également de considérer l'impact de la migration – la principale réponse aux transformations environnementales –, sur la construction phénoménologique du paysage local. En effet, la migration n'est pas strictement un déplacement physique. Bien qu'elle se manifeste matériellement par les allées et venues des habitants entre Givas et les centres urbains, la

---

<sup>10</sup> Cette approche m'est inspirée par Gold et Gujar (2002:9), qui dans une ethnographie sur les mémoires des habitants du Rajasthan à l'époque de la monarchie, font brièvement allusion à la conceptualisation du paysage selon les écrits d'Appadurai.

migration est également un mouvement au plan cognitif et identitaire. La notion de « *production of locality* » élaborée par Appadurai (1995) permet de comprendre les dynamiques métaphysiques qui découlent de la migration – tant pour ceux qui restent que ceux qui se déplacent – et qui animent Givas. Le concept de production de la localité appuiera donc la réflexion sur la portée à la fois sociale et cognitive de ce mouvement.

Appadurai entrevoit la production de la localité comme une relation dialogique entre un ensemble d'éléments cognitifs qui génèrent une appartenance, une identité – ce qu'il nomme la localité (*locality*) –, et l'espace (qui peut être tant physique que virtuel) où les dimensions de l'existence sont réalisées – ce qu'il nomme le quartier (*neighborhood*). Plus précisément, la *localité* est relationnelle et contextuelle (de l'ordre du phénoménologique) : elle constitue une structure de sentiment, un ensemble d'aspects de la vie sociale, et une idéologie de communauté. Elle appartient donc à la conscience et à la perception et ne constitue par un environnement physique. La localité est plutôt un ensemble d'éléments perceptibles qui génèrent un sentiment d'appartenance, et un positionnement par rapport à l'incommensurabilité des possibilités identitaires. Elle n'est pas fixe et acquise, mais doit être continuellement reproduite, reconstruite et maintenue (Appadurai, 1995:178-179). Dans le cadre de la présente recherche, la localité constitue l'ensemble de ce qui au plan de la connaissance et de l'expérience forme les paramètres de l'identité de l'agriculteur du Rajasthan. Le statut, la condition et la profession d'agriculteur deviennent la manière dont ceux-ci se positionnent dans le monde et l'appréhendent.

Enfin, le *quartier* constitue « le monde vécu » ou la réalité directement expérimentée dans la subjectivité de la vie quotidienne. Celui-ci est constitué par des associations plutôt stables, par des histoires relativement connues et partagées et par des lieux et espaces collectivement parcourables et déchiffrables. Le quartier est l'espace (physique dans le cas de la présente analyse, mais il peut, selon Appadurai, être à la fois virtuel) qui comprend les conditions locales, les interactions quotidiennes, les relations sociales, les structures de sentiment, les mythes, les rituels, les représentations et d'autres aspects de la vie sociale qui jouent un rôle important dans l'organisation de la vie d'une communauté et qui permettent la réalisation des dimensions de l'identité. En d'autres termes, le quartier permet le développement d'un sentiment d'appartenance et par conséquent, il constitue un cadre producteur d'une cohérence identitaire par un positionnement physique dans le monde (Appadurai, 1995:179-181). Dans le contexte de

la présente analyse, le milieu rural<sup>11</sup> constitue ce quartier, et donc le lieu où prend forme, où se vit, et où se concrétise le statut de fermier et où les règles propres à son monde identitaire sont expérimentées. Plus précisément, Givas, en tant que quartier, est l'endroit où se vivent les règles locales de hiérarchie liées à la caste, à la classe, aux histoires locales et familiales ainsi que les rituels et les sentiments qui sont propres à ce milieu et au statut du fermier. Ainsi, la production de la localité – soit la réalisation de l'identité, du positionnement dans le monde – n'est donc pas une production matérielle, mais plutôt de l'ordre de la connaissance. Nous verrons comment le contexte actuel de crise environnementale et agraire et de mouvements de migrations temporaires altère les conditions de cette production, ce qui en revanche transforme Givas en tant que lieu et espace rural qui permet à cette identité d'être vécue.

En somme, les élaborations du paysage par Tsing (le paysage sociologique et naturel) et par Appadurai (le paysage phénoménologique et empirique) sont fondamentales à la compréhension du désert de Thar. Je souhaite toutefois approfondir la réflexion sur la conceptualisation de ce qui compose ce paysage, soit les éléments naturels et les agents sociaux. En effet, c'est bien la définition puriste de ces deux sphères, selon des catégories synthétiques, servant à la logique discursive du développement, qui a permis l'élaboration du processus de reconfiguration socio-environnementale du lieu à l'étude. Toutefois, une analyse plus approfondie de la nature et des acteurs sociaux est révélatrice d'une complexité qui confirme les limitations d'une telle conception réductrice. Les réflexions issues du poststructuralisme sont ici très instructives.

### 1.2.2. Nature

Le poststructuralisme est né en réaction au structuralisme, perspective qui envisage toute forme d'activité humaine, quelles que soient ses origines culturelles, comme étant pourvue de modèles et structures sous-jacentes de la pensée<sup>12</sup>. Initié par Jacques Derrida, le poststructuralisme s'oppose à ce modèle statique et formaliste de la société et de la culture et propose plutôt, à travers une théorie de déconstruction, un modèle explicatif qui décentre la pensée et le sujet et

---

<sup>11</sup> Si l'opposition rural/urbain constitue une dichotomie souvent reprochée, rappelons que la proportion de population rurale du Rajasthan est de 77%, taux qui s'élève à 92% dans le district de Barmer. Ainsi, dans le contexte de la présente recherche, où les grandes villes sont davantage l'exception que la norme, la différence entre le milieu rural et le milieu urbain est de toute évidence importante.

<sup>12</sup>Lévi-Strauss (1973) – certes la figure la plus notable du structuralisme – a par ailleurs abordé le thème de l'écologie à travers ses études sur les mythes amérindiens. Selon lui, les humains attribuent un sens à des éléments environnementaux dans le cadre d'un système idéologique plus large. Soulignant l'importance de l'interaction humain/environnement, Strauss déclare : « *human history and natural ecology become articulated to make a meaningful whole* » (1973:10).

qui est soucieux des processus sociaux et de l'agentivité des agents. Voyons comment ces réflexions se sont appliquées à la nature – à travers les théories du discours –, et aux acteurs sociaux – à travers la conception de l'action humaine.

Dans une discussion sur l'écologie politique, l'anthropologue Arturo Escobar (1996:325-326) souligne la nécessité d'analyser la relation entre la nature et le capital au plan discursif, puisqu'inévitablement, l'élaboration et la transformation de la nature sont liées à l'évolution des discours et pratiques par lesquels celle-ci est historiquement produite et perçue. La position d'Escobar est particulièrement enrichissante pour l'analyse de la gestion des ressources naturelles dans la région du Marwar car, comme nous le verrons, celles-ci ont d'abord constitué un élément central à la modernisation du pays pour ensuite devenir un outil permettant l'autonomisation des populations locales.

Les propos de l'anthropologue Bruno Latour sont féconds à une réflexion sur le pluralisme ontologique de la nature. Latour (1993) remet en question les conceptualisations immaculées de la nature, soutenant que cette dernière est toujours construite par les processus discursifs et par le sens qui lui est donné. Ce que nous percevons comme naturel est également, selon Latour, culturel et social. La nature est donc à la fois réelle, collective et discursive – fait, pouvoir, et discours – et doit être sociologisée, naturalisée, et déconstruite en conséquence ([Latour, 1993], cité dans Escobar, 1999:2).

L'idée de la construction de la nature selon un processus discursif permet de réfléchir à la gestion des ressources naturelles à travers le développement. Selon Latour, la capacité de tracer des frontières entre la nature et la société dépend d'une dichotomie qui est maintenue par la séparation de deux zones ontologiques, celles des êtres humains et des non-humains – partage que nous effectuons dans le monde moderne avec les sciences. Les aboutissements de cette volonté de purification, c'est-à-dire l'établissement d'appareils explicatifs, rationnels et ordonnés pour les relations causales entre la nature et la société sont, selon Tim Forsyth, géographe spécialiste du développement, voués à l'échec parce qu'ils négligent l'expérience interdépendante entre la nature et la société. L'alternative serait alors l'analyse des processus de traduction, ou la création de réseaux entre les partenaires sociaux et les objets naturels afin d'identifier comment nous expérimentons la nature de manière spécifique (Forsyth, 2003:86-88).

S'appuyant sur les écrits de Latour (1993), Forsyth (2003), explique comment au plan discursif l'explication de dynamiques environnementales découlant d'une compréhension spécifique de la nature peut être problématique. (1) D'abord, des concepts ou explications comme « désertification » et « déforestation » peuvent être définis comme étant des *boîtes noires* (Latour, 1987). Un concept devient une boîte noire lorsque sa nature interne est considérée comme étant objectivement établie, immuable, et au-delà de toute possibilité de reformulation par l'action humaine. Par exemple, la désertification peut être considérée comme une boîte noire, car elle est souvent abordée comme un phénomène naturel – une expansion naturelle du désert –, et non une conséquence de la gestion humaine des sols arides (Forsyth, 2003:86) – j'y reviendrai dans le chapitre 4. (2) Ensuite, la création de *frontières* permet à ces concepts ou encadrements d'exercer une influence. Ces frontières ont pour fonction de scinder, de sorte que la délimitation de groupes sociaux, d'entités biophysiques, ou de leurs interactions, constitue en réalité l'établissement d'une vision ordonnée de phénomènes. La structure qui en résulte reflète donc le point de vue du créateur des frontières, et crée un précédent pour une explication qui peut éventuellement être acceptée comme un « fait ». (3) Le concept *d'hybride*<sup>13</sup> (Latour, 1993) permet de saisir les effets épistémologiques des fermetures de frontières. Les hybrides sont des objets communs ou des choses – comprenant des éléments humains et non-humains – qui apparaissent comme étant unitaires, réels et sans controverse, mais qui, en pratique, sont le reflet d'une variété d'encadrement et d'expériences historiques spécifiques. Ils sont donc des systèmes qui mélangent la politique, la science, la technologie et la nature et ne sont pas ontologiquement monolithiques (Forsyth, 2003 : 87).

Sur le plan de l'analyse, la considération pour ces hybrides (ou ces concepts qui apparaissent comme étant élémentaires et purs) permet de s'éloigner de la dichotomie classique entre la nature et la société – si caractéristique des sciences tant sociales que pures –, incitant ainsi le chercheur à analyser les dynamiques et les relations diverses qui sont à l'origine de leur formation. Ces réflexions poststructuralistes sur la conceptualisation de la nature permettront également d'examiner les représentations qu'en font les planificateurs de développement à travers leurs paradigmes variés. Par exemple, nous verrons comment dans le cadre de la première phase de développement du Marwar les concepts « réforme agraire », « mécanisation de l'agriculture » et « agriculture scientifique » redéfiniront le paysage régional, alors que ceux-

---

<sup>13</sup> L'hybride de Latour s'apparente au cyborg d'Haraway (1991).

ci seront remplacés par les concepts « gestion traditionnelle » et « gestion communautaire » dans la seconde phase de développement.

### **1.2.3. Acteurs sociaux et intérêts multiples**

L'influence du poststructuralisme et des théories du discours sur l'écologie politique permettra, dans le cadre de la présente analyse, de rendre compte des forces structurelles qui conditionnent l'environnement. Toutefois, la présente démarche prend en considération les critiques formulées à l'égard des analyses poststructuralistes auxquelles on reproche de négliger la matérialité concrète des relations socio-environnementales, tel l'impact des changements environnementaux sur les populations locales (Peet et Watts, 1996:263; Bryant et Bailey, 1997:192). Pour y remédier, les concepts issus de la théorie de la pratique de Bourdieu permettront de réfléchir aux dimensions politiques et culturelles des ressources naturelles et de saisir la réalité sociale et les capacités d'action des divers agents sociaux qui composent le paysage à l'étude.

S'intéressant aux mécanismes de reproduction des hiérarchies sociales, le sociologue Pierre Bourdieu systématise la nature de l'action humaine dans une analyse qui accorde une primauté aux facteurs culturels et symboliques plutôt que matériels et économiques. Il élabore ainsi une théorie de l'action et définit l'espace social à l'aide d'une série de concepts qui mettent en relation le lien entre les agents et les forces structurelles qui délimitent leur univers. D'abord, le *champ*, ou l'espace social, est décrit par Bourdieu comme un « champ de forces, dont la nécessité s'impose aux agents qui s'y trouvent engagés ». Dans ce champ, les agents sociaux s'affrontent; toutefois, les moyens dont ils disposent et les fins qui se présentent à eux varient en fonction de la position qu'ils y occupent. C'est à travers leurs luttes que ces agents contribuent à conserver ou à transformer la structure d'un champ donné (Bourdieu, 1994:55).

Le champ, en tant que conceptualisation, permet d'envisager un espace social comme étant pourvu de forces structurelles qui lui sont propres. Cependant, les groupes sociaux qui constituent ce champ n'ont pas les mêmes intérêts ni les mêmes outils cognitifs afin de négocier leur existence. Ainsi, tout champ est incarné par la multitude de points de vue qui le composent et donc teinté d'intérêts multiples. Le champ n'a pour ainsi dire rien d'homogène ni de totalisateur. Au plan conceptuel, il est possible d'envisager la communauté de Givas comme un champ en ce sens où, en tant que communauté du désert de Thar, elle constitue un espace territorial défini, avec ses propres ressources naturelles communautaires, ses propres luttes de

pouvoir et ses propres projets de développement qui – bien que liés au mondial par leurs idéologies – s’articulent selon les particularités locales.

Le positionnement des agents sociaux dans le champ est le résultat d’une interaction entre *l’habitus* de l’agent et son *capital symbolique* (Bourdieu, 1984). *L’habitus* est un ensemble de stratégies formées de dispositions acquises inconsciemment par socialisation, selon le positionnement social d’un agent dans un champ donné. L’habitus est déterminé par les conditions matérielles (principalement), culturelles, et sociales ainsi que par les facteurs conceptuels – valeurs, moralité, croyances, principes – qui établissent des prédispositions sociales et cognitives qui permettent à l’agent de simultanément composer son existence tout en exerçant certaines contraintes<sup>14</sup>. Profondément liés au passé, les habitus ont une influence sur le présent et sur le futur, car ils sont en fait des « systèmes de dispositions durables et transposables, structures structurées, prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c’est-à-dire en tant que principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations » (Bourdieu, 1980:88-91). Ainsi, l’habitus influence les activités des agents sociaux, mais ne détermine en aucun cas leur parcours; en effet, l’habitus ne doit pas être perçu comme une structure accablante et déterministe, puisqu’il constitue plutôt un ensemble de contingences générant des éventualités.<sup>15</sup>

Le concept de *capital symbolique* permet de réfléchir sur l’agentivité des acteurs sociaux, notamment parce que dans le modèle d’action humaine élaboré par Bourdieu, ceux-ci participent à une économie ubiquitaire de représentations dans laquelle les groupes ou individus autonomes tentent d’accumuler et de diffuser des symboles de prospérité et de prestige – un capital symbolique<sup>16</sup>. Selon Bourdieu, n’importe quelle forme de capital – physique, économique, culturel, social – devient un capital symbolique lorsqu’il est perçu et reconnu par des agents sociaux qui lui donnent une valeur (Bourdieu, 1994:116). Cependant, pour être reconnu, le capital symbolique doit être un produit du champ dans lequel évoluent ces acteurs sociaux, soit

---

<sup>14</sup> Précisons cependant que Bourdieu ne donne pas la primauté aux facteurs culturels. Il insiste sur le fait que l’habitus se forme à partir des circonstances matérielles de la vie courante.

<sup>15</sup> De la sorte, un individu peut effectuer un parcours de vie qui diffère de ceux empruntés par les gens provenant d’un même habitus; un enfant issu d’un milieu défavorisé peut éventuellement avoir une brillante carrière d’avocat. Cependant, son parcours sera teinté de contingences qui de prime abord le destinent peu à une telle vocation. Le concept d’habitus exprime donc l’existence de conditions structurelles tout en faisant place à l’agentivité des acteurs sociaux.

<sup>16</sup> Soulignons toutefois que selon Bourdieu, bien qu’il y ait des situations où les agents essaient de diffuser les symboles de leur prospérité, dans la plupart des cas, ces symboles sont visibles sans que les agents le veuillent ainsi.

« le produit de l’incorporation des structures objectives du champ » (Bourdieu, 1994:161)<sup>17</sup>. Je démontrerai comment dans le contexte de Givas, les ressources naturelles peuvent prendre des dimensions symboliques importantes et les privilèges liés à leur accès et leur gestion peuvent constituer un gain de capital symbolique. Une telle réflexion a par ailleurs été effectuée par l’anthropologue Amita Baviskar (2008), qui à travers ses recherches sur l’environnement et le développement en Inde, lie l’action individuelle et le capital symbolique pour réfléchir aux dimensions politiques et culturelles des ressources naturelles. Baviskar démontre que les ressources naturelles ne doivent pas être strictement appréciées pour leurs aspects matériels, puisqu’elles ont une valeur dans une « économie de significations » plus large – l’idée du *social life of things* »<sup>18</sup> (Appadurai, 1986) –, qui conditionne de manière décisive leur mode d’appropriation. Par exemple, en Inde, une place pour un membre de caste dépréciée dans un comité de gestion communautaire de l’eau – alors que ces derniers sont traditionnellement exclus des institutions de contrôle et de gestion – représente peut-être davantage une forme de capital symbolique qu’un gain matériel. Ainsi, la préoccupation pour l’honneur et le respect peut devenir centrale à la gestion de l’eau (Baviskar, 2008:6). En somme, les ressources naturelles sont certes liées à des forces structurelles et économiques plus larges, mais elles sont, au sein des communautés, articulées à la lumière d’une économie symbolique étendue, de sorte qu’elles ont des fonctions variées et des valeurs culturelles et symboliques propres à ce milieu.

#### 1.2.4. Conceptualisation des relations de genre

La présente recherche prend également en considération l’impact des transformations environnementales sur les populations féminines du désert de Thar. Les raisons de cette orientation deviendront plus claires dans le chapitre 3, où seront abordées des questions liées à la division du travail selon le genre ainsi qu’aux dynamiques à l’intérieur de la maisonnée. Le

---

<sup>17</sup> À cet effet, Bourdieu explique : l’urinoir présenté par Marcel Duchamp dans un musée met en évidence « l’effet de constitution qu’opère la consécration par un lieu consacré et les conditions sociales de l’apparition de cet effet ». Cependant, cet acte n’aurait pas eu cette reconnaissance s’il avait été perpétré par le commun des mortels. « Il fallait que cet acte soit accompli par lui, c’est-à-dire par un peintre reconnu comme peintre par d’autres peintres ou d’autres agents du monde [ou du champ] de l’art ayant le pouvoir de dire qu’il est peintre ». Il fallait ainsi que l’acte soit reconnu par le milieu artistique (Bourdieu, 1994:198-199).

<sup>18</sup> Élaboré par Arjun Appadurai (1986), le concept de *social life of things* examine les diverses manières dont les objets possèdent une valeur pour les individus et les groupes. Plus précisément, l’idée permet de conceptualiser les interactions entre les êtres humains et le monde matériel en accordant une attention particulière aux réactions provoquées par des objets spécifiques. Le concept comporte une idée de réflexivité : les humains sont responsables de la création d’objets et les objets sont responsables de la création des particularités de l’existence humaine. Les objets peuvent comprendre une myriade de valeurs, spirituelles, émotionnelles, esthétiques, et ainsi de suite. Ces valeurs peuvent être attribuées par la société au sens large, ou peuvent être personnelles et subjectives (Appadurai, 1986).



concept de *doxa* – toujours issu de la théorie de l'action de Bourdieu – supportera également notre analyse et permettra de comprendre les forces structurelles qui contraignent l'agentivité des acteurs locaux, notamment les femmes. Tel que défini par Bourdieu, dans une société ou dans un milieu culturel, le *doxa* constitue l'imposition de la vision du monde d'un groupe dominant sur un autre groupe, à travers des symboles et des représentations, lesquels entraînent la production de ce qui semble être l'ordre naturel des choses (Bourdieu, 1994). Ce concept permettra d'identifier les forces structurelles qui configurent l'expérience de la dégradation de l'environnement. En effet, dans le contexte du Rajasthan, il est possible de relever plusieurs manifestations des normes doxiques qui façonnent la réalité des femmes, notamment : (1) une division du travail selon le genre – dans laquelle la responsabilité de l'approvisionnement en ressources naturelles incombe aux femmes –; (2) la limitation de leurs activités à la sphère domestique; (3) les restrictions au niveau de leur participation à la vie politique locale; et (4) les limitations d'accès aux ressources agraires. Bref, considérant que les interactions et processus humains/environnement sont différenciés selon le genre (Rocheleau, Thomas-Slayter et Wangari, 1996), le concept de *doxa* enrichira notre compréhension de l'expérience des transformations environnementales par les acteurs sociaux, tant au niveau de la maisonnée et de la communauté qu'au niveau des interventions externes.

### **1.3. DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES**

L'intérêt de l'écologie politique pour la compréhension des conséquences inattendues du développement moderne a fait en sorte que les changements associés à l'interaction humain/environnement au niveau de la maisonnée, de la communauté et au plan régional ont été placés au cœur de ses recherches (Jewitt and Kumar, 2000). Ainsi, la question du développement devient fondamentale à l'élaboration d'une analyse politisée de la gestion des ressources naturelles dans le désert de Thar. En effet, étroitement lié à la reconfiguration du paysage du Marwar et à la stimulation d'un rapport capitaliste à l'égard de ses ressources naturelles, le développement constitue une intervention qui, je le démontrerai, a fortement contribué à la dégradation de l'environnement local. Celle-ci a subséquemment engendré des changements au niveau des dynamiques à l'intérieur du foyer et de la communauté.

Cette section a pour but de démontrer que la mise en œuvre du développement a le potentiel de transformer un contexte social et environnemental donné. Afin de mieux examiner son influence, le développement est donc, dans le cadre de cette recherche, abordé à la manière d'un concept

épistémologique. D'abord, le développement est ici considéré comme un système, un dogme, un dispositif qui, par son *modus operandi*, transforme les paysages où il est déployé. Ce système est équipé d'un vaste outillage dont chacune des composantes peut être intégrée – pas nécessairement de manière exclusive – à des projets voués à la gestion de ressources locales – naturelles, humaines, etc. Ces outils, ou concepts du développement, configurent l'espace et produisent des dynamiques associées. En d'autres termes, le développement est un processus à travers lequel la réalité sociale prend inévitablement forme (Escobar, 1996:46).

### **1.3.1. Articulations d'un projet de haute modernité**

Je ne désire pas ici m'attarder tant à l'historique du développement qu'à l'évolution de son rapport aux populations et à l'environnement dudit tiers-monde. Cependant, les constructions discursives évoluent avec le temps : elles sont les résultats d'élaborations à partir d'expressions antérieures, et naissent d'un contexte. De fait, un détour vers l'histoire du développement s'impose et je tenterai ici d'être brève.

Dans le cadre de ses récents travaux sur les dommages causés par les projets centralisés d'ingénierie sociale – ou de développement –, l'anthropologue James C. Scott (1998:89-90) qualifie le développement d'entreprise de « haute modernité », soit une version du progrès et de l'amélioration de la condition humaine qui est intimement liée aux progrès techniques et scientifiques. Le développement implique donc un contrôle grandissant sur la nature – incluant la nature humaine – ainsi qu'un bris radical avec l'histoire et les processus traditionnels. L'épistémologie du développement a également été étudiée par l'anthropologue Arturo Escobar (1995) qui dans une approche foucauldienne, analyse le développement comme un discours et examine le contexte théorique et pratique auquel il a été associé. Escobar démontre ainsi les effets à la fois configurants et envahissants de ce système qui transforme l'existence des gens.

Le discours sur le développement a été conçu au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en tant que réponse à la problématisation de la pauvreté à l'échelle planétaire (Escobar, 1995:44), et pour fournir une alternative au communisme comme modèle politico-économique pour les pays décolonisés (Braidotti *et al.*, 1994:21). Selon Escobar (1995:39), l'influence du développement a été favorisée par le fait que son postulat veut que l'atteinte d'un progrès socioéconomique soit liée au passage obligé vers la modernisation – par la voie de l'industrialisation et l'urbanisation. Cette transition constituerait par ailleurs la seule force capable de détruire les « superstitions et

relations archaïques », et ce en vue de réduire le décalage des pays du tiers-monde par rapport à l'Occident – aux dépens, évidemment, des dommages collatéraux potentiels au plan social, culturel et politique. Puisqu'une telle entreprise nécessite de larges investissements financiers et que les pays du tiers-monde<sup>19</sup> accusent de sérieux manques de fonds, l'investissement de capitaux étrangers s'avère indispensable à sa « réussite » (Escobar, 1995 : 39-40). Le développement est donc un projet qui ne peut se réaliser que par l'intermédiaire de l'Occident et selon un modèle dont il est l'auteur.

Selon Escobar (1995), l'analyse du discours du développement nécessite l'étude des relations établies entre ses éléments, car ceux-ci forment un système à l'origine de la création d'objets, de concepts et de stratégies qui déterminent les paramètres selon lesquels ce projet est discuté et réfléchi. Ce système est en fait le résultat de l'établissement d'un ensemble de relations entre les éléments qui ont formé la théorie du développement, soit : (1) le processus de formation de capital et ses facteurs associés – la technologie, la population et les ressources, les politiques fiscales et monétaires, l'industrialisation et le développement agricole, le commerce et les échanges, (2) les facteurs liés aux considérations culturelles – l'éducation, le besoin d'inculquer des valeurs culturelles modernes – et, finalement, (3) le besoin de créer des institutions adéquates pour entreprendre cette tâche complexe – Banque mondiale, Fonds monétaire international, agences techniques des Nations Unies. Ainsi, ces relations – établies entre les institutions, les processus socioéconomiques, les formes de savoir, et les facteurs technologiques – définissent les conditions sous lesquelles les objets, les concepts, les théories et les stratégies peuvent être incorporés dans le discours. En somme, ce système relationnel établit une pratique discursive qui détermine qui peut parler, à partir de quel point de vue, avec quelle autorité, et selon quels critères d'expertise. Ce système fixe donc les règles du jeu, lesquelles doivent être suivies selon le problème, la théorie, ou l'objet qui émerge et doit être nommé, analysé, et finalement transformé en une politique ou un plan (Escobar, 1995:40-41). Les principaux acteurs de ce système – soit les experts incarnés par les institutions comme les Nations Unies, les agences de développement international et les organisations internationales bailleuses de fonds –

---

<sup>19</sup> Un mot sur le terme tiers-monde, que j'utilise ici en référant à l'emploi qu'en font Braidotti *et al.*, (1994:21) en lien avec le développement. Selon les auteurs, le développement s'insère dans la conceptualisation d'un monde scindé en catégories : « *The tripartite post-war order was based on the construction of the First World, the modern, 'developped' 'self', that is, the capitalist West, in opposition to the 'other', the Second World, the socialist East, which was subsequently left out of the development discourse altogether* ». Dans ce monde divisé, « *the Third World, the 'underdevelopped' South became the residual category* ». Les diverses sociétés vivant dans le « Sud » ont ainsi été absorbées dans la catégorie unitaire que constitue le tiers-monde. Mon emploi du terme réfère donc à l'idée de cette catégorie résiduelle, péjorativement conceptualisée par l'Occident.

ont le pouvoir d'identifier les objets du développement<sup>20</sup> et détiennent de plus l'autorité morale, professionnelle et légale nécessaire à la mise en œuvre de l'appareillage du développement – acquisition qui est bien souvent facilitée par une collusion avec les dirigeants des pays du tiers-monde (Escobar, 1995:41). Nous verrons comment dans le contexte du Marwar – comme dans celui de l'Inde en général (voir Gadgil et Guha, 1993) –, les premières cibles du développement ont été les institutions publiques inadéquates et les pratiques agricoles à faible rendement. La réorganisation de ces aspects du milieu rural au Rajasthan correspond à la première phase de développement que connaît la région du Marwar, laquelle sera analysée dans le chapitre 2.

### **1.3.2. Développement durable et configuration de la gestion des ressources naturelles**

Ouvrant confortablement à l'essor des pays du tiers-monde depuis plusieurs années, ce n'est qu'au début des années 1970 que les planificateurs de développement ont été forcés de constater l'échec d'un modèle axé sur l'industrialisation et l'avancement économique. Pire encore, ces derniers réalisent que cette formule a entraîné de sérieux problèmes écologiques et sociaux (Escobar 1995:194). La question de la dégradation de l'environnement devient ainsi la prémisse sur laquelle s'appuie la conceptualisation du paradigme du développement durable,<sup>21</sup> qui à partir des années 1980, gagne en notoriété et devient au plan international le nouveau *leitmotiv* du développement. Dans les sphères académiques, on lui reprochera cependant de demeurer un processus de développement économique, dissimulé sous des intérêts environnementalistes (Braidotti *et al.*, 1994:133; Escobar, 1995; Redclift, 1987; Redclift, 1984; Sachs, 1992). Selon le sociologue Wolfgang Sachs (1992:28-29), sous un objectif d'apparence philanthropique – une forme de développement qui ne compromettra pas l'existence des générations futures (WCED, 1987) –, le développement durable constitue tout de même un « mariage entre le désir avide du développement et le souci de l'environnement », puisque son articulation est liée à l'inquiétude

---

<sup>20</sup> L'ethnographie de Ferguson (1994) illustre très clairement ce propos.

<sup>21</sup> Le développement durable est introduit pour la première fois à Stockholm en 1972 lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain. Il devient le guide du *United Nation Environment Programme* (UNEP) et le paradigme directeur du rapport Brundtland (1987) qui a été publié à la suite du *World Commission on Environment and Development* (WCED). La question de l'environnement s'inscrit donc au cœur du paradigme du développement durable, ainsi défini par le rapport Brundtland : « *Sustainable development is development which meets the needs of the present without compromising the ability of future generation to meet their own needs (...) Sustainable development requires meeting the basic needs of all and extending to all the opportunity to satisfy their aspiration for a better life* » (WCED, 1987:43-44).

que la dégradation des ressources naturelles freinera la croissance économique<sup>22</sup>. En somme, la formule qui établit le lien nouvellement formé entre le développement et l'environnement est simple : pas de développement sans durabilité, pas de durabilité sans développement (Sachs, 1992:29). En d'autres termes, le paradigme du développement durable met moins l'accent sur les conséquences négatives de la croissance sur l'environnement que sur les effets de la dégradation de l'environnement sur le potentiel de croissance. Dans un tel contexte, la question de la gestion durable de l'environnement devient une forme de panacée aux problèmes écologiques (Escobar, 1995:195-196).

On retrouve ainsi dans le rapport Brundtland (document phare quant à la mise en œuvre et au déploiement du développement durable) les mêmes soucis que dans le discours du développement classique – *basic needs, population, resources, technology, institutional cooperation, food security, and industrialism* – qui sont cette fois reconfigurés et remaniés (Escobar, 1995:195). Le développement durable constitue donc davantage un changement de discours pour satisfaire la question éthique d'une gestion non-destructive des ressources naturelles, qu'un changement fondamental de la conceptualisation du développement et de la manière dont il doit fonctionner. Par conséquent, l'effort d'articulation du développement durable ne constitue pas une volonté de se pencher sur les causes réelles de la pauvreté dans le tiers-monde, puisque ses origines structurelles ne sont aucunement remises en question.

Cependant, précisons que le développement durable se démarque du développement classique dans son implantation, puisqu'il s'articule autour d'une gestion décentralisée. Il est donc mis en place et légitimé par un ensemble de moyens et de concepts qui visent un rapprochement avec les populations locales : transferts technologiques, sciences pour le développement durable, éducation environnementale, autonomisation des peuples et formation de nouvelles institutions (Braidotti *et al.*, 1994:127).

Au Marwar, en réponse au constat d'échec de la première phase de développement, une seconde phase, basée sur le développement durable, fut mise en œuvre. Comme nous le verrons dans le chapitre 5, afin de permettre une gestion décentralisée, celle-ci phase s'est articulée autour des concepts de communauté et de tradition.

---

<sup>22</sup> À ce sujet, le rapport Brundtland conclut : « *We have in the past been concerned about the impacts of economic growth upon the environment. We are now forced to concern ourselves with the impacts of ecological stress – degradation of soils, water regimes, atmosphere, and forests – upon our economic prospects* » (WCED, 1987).

## 1.4. MÉTHODOLOGIE

Cette recherche, je le rappelle, constitue une investigation des contraintes macros qui conditionnent la gestion des ressources naturelles dans le désert de Thar de même qu'une analyse de l'impact sur les populations locales des transformations environnementales qui en résultent. Élaborée à la lumière des critiques qui sont à l'origine de la deuxième phase de l'anthropologie de l'environnement – l'impératif de porter une attention aux pouvoirs des intervenants externes –, la méthodologie de terrain repose sur une stratégie de recherche orientée vers l'analyse des effets des transformations environnementales et des interventions mises en place par l'ONG *Water Agency*<sup>23</sup> et par l'État sous le programme du *National Rural Employment Guarantee Act* (NREGA).

### 1.4.1. Orientations méthodologiques et stratégies de recherche

Afin d'établir les orientations méthodologiques d'un tel projet, je me suis inspirée des recommandations élaborées par Paul Robbins (2004:105), géographe spécialiste des questions de relations entre les individus, les institutions et l'environnement et dont les recherches portent sur la région du Marwar. Robbins prescrit une série d'axes de recherche pour les recherches formulées dans le cadre de l'écologie politique. Ainsi, le chercheur doit : (1) établir les paramètres des changements environnementaux; (2) identifier les facteurs stimulant ces changements, qu'ils soient humains ou non; (3) déterminer le contexte environnemental dans lequel ces changements se produisent, incluant les variabilités et les dynamiques préexistantes; (4) explorer les impacts des pratiques environnementales en termes de leurs effets intentionnels ou non, et; (5) examiner quelles sont les options possibles en vue de contribuer à la régénération de l'environnement et identifier si certaines parmi celles-ci ont été mises en place.

Robbins souligne de plus l'importance d'examiner la manière dont l'environnement est conceptualisé par les divers acteurs qui sont impliqués dans des conflits liés à des ressources naturelles. En effet, dans un contexte de pénurie et où les ressources communautaires sont essentielles aux membres d'une communauté, on ne peut écarter la possibilité de tensions au niveau de l'accès aux ressources naturelles – ce qui par ailleurs est une réalité au sein de la

---

<sup>23</sup> Afin de préserver l'anonymat, le nom de l'ONG a été changé.

communauté à l'étude. Ainsi, la conceptualisation des ressources naturelles varie selon les intérêts des divers groupes impliqués. Afin de pouvoir analyser ces conflits d'un point de vue empirique, le chercheur doit : (1) déchiffrer le vocabulaire conceptuel de l'ensemble des groupes impliqués dans les processus et luttes écologiques; (2) déterminer les relations entre les formations discursives et les pratiques et politiques environnementales; (3) chercher des moyens pour assurer la symétrie de l'enquête entre le savoir officiel (souvent articulé dans un langage élitiste et au moyen de textes formels) et les savoirs locaux (souvent transmis oralement et dans le vernaculaire local); (4) explorer la manière dont les discours et explications sur l'environnement unissent et divisent les communautés, et; (5) établir l'origine des conceptualisations environnementales qui stimulent, dirigent et dominent les conflits (Robbins, 2004:126). Investigués à l'aide d'une technique de recherche propre à l'anthropologie (élaborée ci-dessous), ces axes de recherche ont donc balisé l'enquête de terrain. Dans la mesure du possible, j'ai tenté d'y être le plus fidèle<sup>24</sup>.

Étant donné les particularités géographiques du lieu de recherche et la durée du terrain, cette ethnographie se limite à un seul village. En effet, le désert de Thar comporte de nombreux défis pour l'accomplissement d'une enquête dont l'objectif est de sonder la perception de la population locale sur un problème donné. De très grandes distances séparent les villages, et ces derniers sont formés par des *dhanis*, soit des hameaux strictement habités par des gens appartenant à une même caste. Étant soucieuse d'avoir un portrait complet de la communauté et de déterminer si la variable de la caste engendre des différences significatives au niveau des questions à l'étude, je devais sonder chaque *dhanis* du village de Givas. Toutefois, précisons qu'à Givas, les *dhanis* sont séparés les uns des autres par des distances variant de 2 à 10 km. Bref, considérant ces facteurs, la durée limitée de mon séjour, et le fait que je n'avais aucun moyen de transport à ma disposition, j'ai décidé de limiter mes recherches à un seul village, lequel comprend 8 *dhanis*. Également, la communauté de Givas est l'hôte de deux types d'interventions mises en place afin de répondre aux crises environnementales et agraires qui sévissent dans la région. D'abord, sous le programme NREGA, les membres de la communauté sont appelés à travailler au désensablement et à la réfection de l'étang servant à recueillir l'eau de pluie. Ensuite, les villageois bénéficient de programmes de développement mis en place par l'ONG *Water Agency* – laquelle effectue notamment des interventions au même étang. Ainsi, en limitant mes

---

<sup>24</sup> Robbins reconnaît qu'au plan méthodologique, l'énormité de la tâche fait en sorte que l'écologie politique n'a pas toujours été attentive à tous ces enjeux. Ceci refléterait la complexité de l'interaction discursive/matérielle, plutôt que les faiblesses de ce champ de recherche (Robbins, 2004:126).

recherches à une communauté, j'ai pu établir des liens avec les employés de l'État et de l'ONG et comparer leurs modes respectifs d'intervention.

#### **1.4.2. Collecte de données : observation participante et entretiens**

Le choix du site de recherche a été effectué en 2008 lors d'un séjour de pré-terrain. Avant mon arrivée dans la région de Jodhpur, j'ai contacté deux ONGs actives dans les zones rurales avoisinantes. C'est ainsi que j'ai pu me rendre dans les districts de Barmer, Jodhpur et Pali, et visiter divers projets de développement mis en place par ces organisations. Ces visites m'ont permis de me familiariser avec le processus actuel de gestion des ressources naturelles dans la région et j'ai de plus eu l'opportunité d'effectuer des entretiens semi-structurés et informels. La recherche de terrain a été réalisée durant un séjour de 10 semaines, de décembre 2009 à mars 2010. Mes recherches ont été effectuées dans la communauté de Givas, située à un peu plus de 100 kilomètres de Jodhpur, dans le district de Barmer.

Cette recherche s'appuie sur une méthodologie plurielle. Les diverses techniques d'enquête que j'ai utilisées s'inscrivent dans les paramètres d'investigation propres à l'anthropologie. Comme je l'explique ci-dessous, selon les circonstances et le contexte, j'ai favorisé une technique plutôt qu'une autre.

##### **1.4.2.a L'observation participante**

Une partie des données a été accumulée au moyen de l'observation participante. Cette technique nécessite l'établissement de rapports dans une nouvelle communauté et l'adoption d'un comportement qui permet l'insertion – jamais complète, le chercheur devant épisodiquement sortir de son immersion pour intellectualiser et mettre en perspective les informations qu'il acquiert – dans un milieu sans que ceci bouleverse les habitudes des gens (Bernard, 1994:137). Cette méthode permet l'investigation des processus par lesquels les forces structurelles se traduisent dans la réalité quotidienne des gens et comment elles sont négociées (Herbert, 2000:550). De plus, à travers l'observation participante, l'anthropologue prend part aux activités, rituels, interactions et événements d'un groupe de gens, ce qui lui permet de découvrir les aspects implicites et tacites de leur routine de vie et de leur culture (Dewalt and Dewalt, 2002:1). L'observation participante m'a donc permis d'examiner comment les dynamiques structurelles, articulées par les interventions et institutions de l'État et des ONG, influencent la gestion des



ressources naturelles du désert de Thar et comment celles-ci sont négociées par la population locale.

Ainsi, durant mon séjour de recherche, j'ai habité dans une famille de Givas. Au niveau de la maisonnée, j'ai participé aux activités quotidiennes, soit : préparer les repas, moulinier le grain, traire les vaches, aller chercher l'eau au réservoir, ramasser le bois, nourrir les animaux et étendre le fumier dans les champs. Ceci m'a permis d'expérimenter le travail que doivent quotidiennement accomplir les femmes du désert de Thar et d'acquérir une meilleure compréhension du temps qui est alloué à chaque activité liée à la gestion de la maisonnée. Au niveau de la communauté, j'ai pris part à divers rituels religieux en plus d'assister à la campagne d'élection du *panchayat* du village. J'ai aussi passé du temps à l'étang, au puits, et au pâturage du village afin d'observer les modes d'utilisation de ces ressources communes. Au niveau des institutions, j'ai, de manière plus limitée, effectué de l'observation participante auprès de l'ONG, en assistant à quelques rencontres administratives tenues à son siège social et en accompagnant des travailleurs dans leurs visites sur le terrain. Au niveau de l'État, j'ai pu observer le travail sur le site du NREGA à l'étang du village.

L'observation participante m'a permis d'acquérir des connaissances empiriques sur la vie dans le désert de Thar. Si j'avais effectué des allers-retours quotidiens entre Jodhpur et Givas – ce qui par ailleurs aurait été complexifié par la distance –, mon impression sur la réalité de la vie au quotidien dans cette région aurait peut-être différée. Par exemple, le travail des femmes débute avant même le lever du soleil. Si je n'avais pas expérimenté les difficultés de débiter si tôt le travail avec les animaux dans le froid glacial des matins du désert, je n'aurais peut-être pas si bien compris pourquoi les femmes trouvent ces tâches tant difficiles, même après toutes ces années à les exécuter.

#### **1.4.2.b Les entrevues**

La collecte de données a également été supportée par diverses techniques d'entrevues. À mon arrivée sur le terrain, afin de me familiariser avec les lieux et le contexte, j'ai réalisé des entrevues informelles – méthode de choix durant la première phase de l'observation participante (Bernard, 1994:209) – auprès des trois acteurs sociaux à l'étude : les membres de la communauté, l'ONG par la voie de ses dirigeants et l'État par l'intermédiaire de ses fonctionnaires. Au cours de ces entretiens, j'ai maintenu une certaine naïveté (Bernard,

1994:149-150), prétendant en savoir peu au sujet des thèmes à l'étude. Cet exercice très fertile m'a permis d'acquérir des connaissances nouvelles et de mieux cerner certains aspects de l'enquête.

Cette recherche s'appuie en grande partie sur des données accumulées à l'aide d'entrevue semi-structurée – soit des entretiens appuyés par un document guide écrit comprenant une liste de questions et de thèmes étudiés. Outil de recherche avantageux, le guide permet d'amasser des données qualitatives fiables qui peuvent ensuite être comparées entre elles (Bernard, 1994 : 209-210). Le guide/questionnaire dont j'ai fait usage (voir l'annexe 1) a permis de baliser mes entrevues, que j'ai réalisées en me rendant aux foyers de Givas, accompagnée d'un interprète embauché à Jodhpur.

Givas comprend 159 foyers dont les membres appartiennent aux communautés Jat (98 foyers), Bishnoi (30 foyers), Bhil (20 foyers) et Sen (11 foyers) – ces communautés seront présentées dans le chapitre 3. J'ai effectué des entrevues auprès de 35 maisonnées, ce qui équivaut à 25% de l'ensemble des foyers de Givas – le profil des répondants se trouve à l'annexe 2. J'ai également réalisé des entrevues avec des membres de la communauté rajpute qui n'habitent pas à Givas, mais qui y possèdent des terres. J'ai cependant accompli un nombre limité d'entrevues auprès des membres de la communauté Bhil. Contrairement aux Bishnois et aux Jats, plusieurs Bhils travaillent dans les mines de Jodhpur (les différences d'emplois entre les castes seront expliquées dans le chapitre 4). À plusieurs reprises les femmes des foyers Bhils nous ont demandé de revenir lorsque leurs maris seraient de retour après leur journée de travail. Puisque la distance entre le *dhani* Bhil et celui où j'habitais était relativement grande, et que je n'avais pas de moyens de transport pour me déplacer, j'étais très réticente à m'y rendre en soirée. J'ai donc limité mes entrevues avec la communauté Bhil durant le jour, ce qui a inévitablement restreint mes données. Enfin, je n'ai réalisé aucune entrevue auprès des 11 foyers de la communauté Sen. Lorsque nous avons sondé le *dhani* Sen, sur huit foyers approchés, cinq ont refusé de nous accorder une entrevue et les occupants des trois autres étaient absents. À la suite d'un léger découragement et d'un sentiment étrange quant aux refus successifs de la part de cette communauté – au total, seulement trois foyers nous ont directement refusé une entrevue chez l'ensemble des autres communautés – j'ai décidé de cesser mes tentatives. Les Sens sont une communauté très marginalisée du désert de Thar. À Givas, j'ai par la suite réalisé qu'ils n'ont aucune représentation dans la politique locale et qu'ils ne bénéficient pas (ou peu) des projets de développement locaux – ces formes d'exclusion seront approfondies dans les chapitres 3 et 5. Il

est possible que cette marginalisation, combinée au fait que je puisse être associée à une institution<sup>25</sup> ou à un groupe particulier de la communauté<sup>26</sup> ait fait en sorte que les Sens soient suspicieux à mon égard. Ainsi, considérant l'absence de données accumulées sur la communauté Sen et le peu de données amassées sur la communauté Bhil, les analyses statistiques présentées dans ce mémoire porteront principalement sur les communautés Bishnois et Jats.

Les données ont également été recueillies en réalisant des entrevues non structurées, soit des conversations dirigées par l'enquêteur où le répondant est conscient de participer à une recherche d'informations (Bernard, 1994:209). Dans le cadre de ma recherche de terrain, les entrevues non structurées se déroulaient en présence de peu d'individus, de sorte qu'elles se sont avérées fructueuses pour l'exploration de sujets plus épineux. En effet, le contexte des entrevues non structurées a donné lieu à des discussions sur des thèmes délicats, telles les tensions communautaires et familiales, les inquiétudes par rapport à l'intensification de la consommation d'opium chez les hommes, et les rivalités entre les frères pour l'accès à la terre – sujets qui sont discutés dans les chapitres 3 et 4.

#### **1.4.2.c La recherche documentaire**

Enfin, j'ai complété mon séjour de recherches par une collecte de données secondaires en bibliothèque, principalement au *Central Arid Zone Research Institute* (CAZRI) de Jodhpur et chez les ONGs de la région. Le CAZRI est un centre de recherche fondé sous le *Indian Council of Agricultural Research* de New Delhi, dont la mission est de recueillir de l'information sur l'état des ressources naturelles de la région et sur le processus de désertification au Rajasthan. Les ouvrages des ONGs ont servi à l'analyse de l'articulation du discours du développement durable à la lumière des caractéristiques et enjeux du contexte local.

#### **1.4.3. Politique de la recherche de terrain**

Durant les années 1980, la vague postmoderne a marqué l'anthropologie par une critique de ses fondements épistémologiques et méthodologiques (voir Clifford and Marcus, 1986; Marcus and Fisher, 1986). Défiant l'autorité de l'anthropologie par le questionnement des relations de

---

<sup>25</sup> En effet, durant les salutations d'usage précédant les entrevues, j'expliquais que je réalisais cette recherche dans le cadre de mes études universitaires.

<sup>26</sup> J'habitais chez une famille Bishnoi qui entretient des liens étroits avec l'ONG en question. J'y reviendrai plus loin dans ce chapitre ainsi que dans le chapitre 5.

pouvoir qui sous-tendent ses comptes-rendus – l’anthropologue en tant que détenteur ultime du pouvoir de définir « l’autre » –, cette critique (bien que parfois démesurée et déstabilisante) a eu des effets progressistes sur la discipline (Unnithan-Kumar and De Neve, 2006:3). Par exemple, Charlotte Aull Davies (1999:5) suggère une utilisation créative des considérations apportées par le postmodernisme – notamment l’incorporation de multiples points de vue et la reconnaissance de l’autorité inhérente de la voix de l’auteur – tout en rejetant le pessimisme extrême de sa critique épistémologique. En somme, ces réflexions théoriques issues du discours postmoderne ont amené la discipline vers une plus grande réflexivité. Informée de cette contribution, je porte ici une réflexion sur les facteurs qui ont eu un impact sur la réalisation de mes recherches de terrain.

#### **1.4.3.a Assistant de recherche et interprète**

Très peu d’écrits en anthropologie portent sur la relation entre le chercheur et les assistants et interprètes sur le terrain. Pourtant, comme l’a démontré De Neve (2006) le travail avec ces collaborateurs peut sérieusement influencer la réalisation d’un projet de recherche, et ce tant de manière positive que négative.

Puisque ma connaissance du Hindi est très limitée et que ma compréhension du Marwari est nulle, mes recherches de terrain n’auraient pu s’effectuer sans l’assistance d’un interprète<sup>27</sup>. Le recrutement de cette personne fut une tâche complexe. Certes, la nature de mon projet favorisait la collaboration avec une femme plutôt qu’avec un homme. Toutefois, je soupçonne que les normes de genre locales expliquent le fait qu’aucune femme n’ait manifesté un intérêt pour cet emploi<sup>28</sup>. J’ai donc dû me résigner à embaucher un homme.

Soulignons que les communautés du Rajasthan sont extrêmement stratifiées et que le système de caste joue, comme nous le verrons, un rôle critique dans l’organisation des communautés. À cet égard, Robbins (2004) – dont les recherches portent sur le Marwar – mentionne s’être fait refuser à plusieurs reprises des entrevues, parce que l’interprète avec qui il travaillait appartenait à une caste dépréciée. Arvind, l’interprète qui m’a accompagnée, était affilié à une caste supérieure du

---

<sup>27</sup> La principale langue d’usage du lieu de recherche est le Marwari, et de nombreuses personnes âgées ont une connaissance limitée du Hindi. De plus, je n’ai rencontré aucune personne qui avait une certaine connaissance de l’anglais, hormis un instituteur qui avait un vocabulaire très limité.

<sup>28</sup> En effet, peu de parents étaient enthousiastes à l’idée que leur fille quitte le foyer pour effectuer de longs séjours dans un village. Il aurait également été très difficile pour une femme mariée de faire ainsi.

Rajasthan. Il est possible que ceci ait pu faciliter notre tâche, car aucune entrevue ne nous a été ouvertement refusée pour des raisons liées à la caste. Toutefois, je reconnais que ceci ait pu créer une distance avec certains répondants et susciter des interrogations que mon absence de connaissance de la langue ne m'a pas toujours permis de déceler<sup>29</sup>.

De Walt et De Walt (2002:84) suggèrent que le fait d'avoir la perspective d'un interprète ou assistant du sexe opposé s'avère parfois être très utile, puisque selon certaines normes locales, il peut sembler inapproprié de discuter d'un sujet avec un répondant de sexe opposé. À cet égard, je crois que la présence d'Arvind a pu faciliter une partie de ma recherche, en particulier à cause de ma principale méthode d'investigation. En effet, puisque nous nous présentions directement chez les gens afin de leur demander s'ils accepteraient de nous accorder une entrevue, il fallait rapidement, dans les premières minutes de notre rencontre, établir notre crédibilité. La plupart du temps, ceci requérait une discussion avec un des hommes de la maisonnée. Compte tenu des normes de genre locales, je crois que l'intermédiaire d'Arvind a pu contribuer à établir, tôt dans la conversation, un lien de confiance avec les hommes. Je crois fermement que ce premier contact et l'acceptation de ma présence auraient été plus difficiles si je n'avais pas été accompagnée d'un homme. Toutefois, la présence d'un interprète masculin a certainement complexifié notre interaction avec les femmes. En effet, dans les cas où nous avons mené des entrevues avec des femmes et qu'il y avait absence d'homme, si j'avais été accompagnée d'une femme, nous aurions sans doute pu avoir des discussions plus approfondies sur certains thèmes – j'y reviendrai dans le chapitre 4.

#### **1.4.3.b Normes de genre et adaptation sur le terrain**

L'anthropologue qui accomplit une recherche ethnographique est avant tout un individu. Les caractéristiques de cet être – genre, ethnie, affiliation de classe – affectent inévitablement sa démarche sur le terrain puisqu'elles influencent les attentes et perceptions qu'il y apporte, comment il expérimente ce lieu et l'effet qu'ont sur lui ses informateurs (Dewalt and Dewalt, 2002:83).

Nous verrons dans le chapitre 3 que chez les sociétés du nord de l'Inde les normes de genre sont très restrictives pour les femmes. Pour la chercheuse qui tente de s'intégrer à une communauté,

---

<sup>29</sup> Par exemple, Arvind m'a expliqué que plusieurs habitants le questionnaient sur les motifs de sa présence parmi « de simples villageois » – comme ils se nommaient eux-mêmes – compte tenu de son statut.

le conformisme à ces normes locales peut être un défi, car, comme le souligne Turnbull (1986:17), nos concepts de genre et les comportements qui y sont liés sont une partie si intégrale de notre autodéfinition que de se comporter de toute autre manière n'est pas seulement un déni de soi, mais une immoralité et une malhonnêteté envers soi.

Le conformisme aux normes de genre locales était l'aspect de ma recherche que j'anticipais avec le plus d'appréhension. D'une part, je craignais que la nécessité de m'y plier (bien que partiellement) soit avec le temps très pénible, puisque ceci constituerait une atteinte aux valeurs d'égalité entre les sexes auxquelles j'adhère profondément. D'autre part, je craignais que ces valeurs soient si profondément intégrées à mon individualité, à mon comportement et à mon langage corporel, que malgré les efforts, je ne parvienne pas à « livrer une bonne performance ». Néanmoins, à mon propre étonnement, ce fut une adaptation beaucoup plus facile que je ne l'aurais cru. À cet égard, Whitehead et Conaway (1986:3) soulignent que les dynamiques liées au sexe entre le chercheur sur le terrain – et son sens de soi – et sa communauté d'accueil influencent également son adaptation à ce lieu. Je m'explique donc cette facilité d'intégration en grande partie parce qu'une fois sur le terrain, j'ai réalisé que les membres de la communauté ne s'attendaient pas à ce que je me conforme à l'intégralité des normes de genre locales. Ainsi, je devais porter le voile, changer mes vêtements habituels et modifier certaines de mes gestuelles corporelles. Toutefois, il semble qu'on ne m'imposait pas toujours les normes locales de ségrégation selon le genre. En effet, à quelques reprises j'ai été invitée à participer à des activités qui sont normalement réservées aux hommes<sup>30</sup>. Ce relâchement s'appliquait aussi lors de cérémonies religieuses. Par exemple, durant les cultes religieux, les hommes peuvent s'asseoir près du prêtre. Par contre, les femmes doivent s'installer en retrait – certaines tournent même le dos à la performance. Cette ségrégation ne s'appliquait pas complètement à moi, car on me demandait de m'asseoir non pas en retrait avec les groupes de femmes, ni parmi les hommes, mais à mi-chemin entre les deux. Enfin, j'ai été invitée à participer à des rassemblements politiques, activité qui en milieu rural au Rajasthan est très largement dominée par les hommes<sup>31</sup>. À Givas et dans les communautés environnantes, bien que j'aie vu plusieurs femmes voter, je n'en ai vu aucune participer aux assemblées politiques. Bref, ces quelques exemples démontrent qu'il y avait une certaine permissivité à mon égard au plan des normes de genre.

---

<sup>30</sup> Ce fut notamment le cas lorsqu'on m'invitait à consommer de l'opium avec des groupes d'hommes. Ceci aurait constitué une transgression des normes locales de genre, car les femmes ne doivent en principe pas consommer de drogue ni d'alcool – du moins pas sous le regard des hommes.

<sup>31</sup> J'ai remarqué que ma présence, en tant qu'étrangère occidentale semblait être une façon d'accumuler une quelconque forme de capital pour les gens qui m'invitaient à prendre part à ces événements.

### 1.4.3.c Associations et neutralité

Dans le cadre de l'analyse de problématiques socio-environnementales, Little (2007) soutient que l'enquête de terrain peut permettre de détecter des conflits latents. Puisque ceux-ci ne sont pas déjà politiquement manifestes dans la sphère publique formelle – souvent parce que le groupe social impliqué est marginalisé au plan politique, ou invisible au regard l'État – le chercheur qui tente de déceler ces conflits doit identifier les principaux acteurs sociaux impliqués. Il doit ensuite établir un dialogue avec ceux-ci, en prenant soin de ne pas supporter une partie du conflit. Dans le cadre de mes recherches de terrain, j'ai, après un certain temps, réalisé qu'il y avait des tensions à Givas au niveau de l'accès à des programmes de développement mis en place par *Water Agency* – point qui sera traité dans le chapitre 5. Cependant, je souhaite souligner que j'habitais avec une famille qui entretient d'étroites relations avec cette ONG et dont un des membres est actif au sein du comité de l'eau du village. Inévitablement, les gens croyaient que je menais une enquête pour cette ONG, et Arvind devait sans cesse rectifier les faits. Comme je le démontrerai, cette association n'a toutefois pas empêché les gens d'exprimer leur opinion sur le comité de l'eau du village mis en place par l'ONG. Néanmoins, il est clair que considérant ces tensions communautaires et ma propre situation, mes répondants pouvaient facilement douter de ma neutralité. Si j'ai pu obtenir des informations du point de vue de plusieurs des partis impliqués dans ces conflits, cette association a probablement, à certains niveaux, limité les connaissances que j'ai pu acquérir<sup>32</sup>.

De plus, sur le plan des relations entre les membres des diverses castes de la communauté, il est probable que le fait d'habiter chez un groupe (dans ce cas-ci les Bishnois) plutôt qu'un autre ait pu, dans certaines circonstances, limiter les données que j'ai amassées. Ceci ne posait relativement pas de problèmes lorsque je conduisais des entrevues chez les foyers Jats, car ces deux groupes semblaient – dans le contexte de Givas du moins – entretenir de bonnes relations. Par ailleurs, il est possible que ceci ait contribué aux difficultés que j'ai rencontrées au niveau des foyers Sen, où comme je l'ai expliqué plus tôt, je n'ai pas pu effectuer d'entrevues<sup>33</sup>.

---

<sup>32</sup> Il est toutefois pertinent de préciser que ce ne sont pas tous les gens qui sont au courant qu'il y a un comité de l'eau dans le village – j'y reviendrai dans le chapitre 5 –, ni tous les gens qui me demandaient chez qui j'habitais dans le village.

<sup>33</sup> En effet, le *dhani* Sen est situé tout près des *dhanis* Bishnoi, et bien que je n'aie aucune information pour confirmer cette hypothèse, il est possible qu'il y ait des tensions entre les deux communautés, par exemple au niveau de l'accès aux terres.

## CONCLUSION

Le paysage du Marwar n'est pas isolé, mais teinté par les forces de la mondialisation. À travers la circulation d'idéologies de développement, celles-ci agissent par le biais des ressources naturelles sur les communautés locales, qui elles-mêmes ont une perception de ces ressources. Ceci engendre la création d'une relation dialectique entre les agents sociaux et leur contexte : le contexte altère les agents sociaux et ceux-ci altèrent le contexte. Ce dialogue n'est cependant pas empreint d'égalité, car ces forces extrinsèques ont le pouvoir d'altérer profondément le contexte local. Là repose l'intention première de cette investigation : analyser le déploiement de ces forces périphériques sur le paysage du Marwar et comprendre quels en sont les effets sur l'environnement et les populations locales.

La présente démarche analytique est supportée par un cadre conceptuel qui permet de systématiser ces dynamiques afin de mieux les déchiffrer. Pour ce faire, je propose d'avoir recours aux perspectives de l'anthropologie de l'environnement, en particulier de l'écologie politique. Cette analyse se démarque cependant des premières études de l'anthropologie de l'environnement : en effet, le paysage du Marwar n'est pas envisagé comme un huis clos homéostatique, mais plutôt comme étant teinté de contraintes sociales, culturelles, politiques et économiques, dont la diversité des origines – régionales, nationales ou mondiales – implique des définitions et conceptualisations multiples de ce lieu. Je traite donc ici d'un panorama social où la nature et l'humain entretiennent une relation dialogique. Ce paysage agraire a également un caractère phénoménologique, puisqu'il permet à l'identité du fermier de se réaliser : toutefois, le contexte actuel de crise environnementale et agraire contribue également à son altération au plan métaphysique.

Afin d'envisager les forces externes qui agissent sur le paysage du Marwar, le développement est abordé comme un système configurant qui transforme les circonstances environnementales locales. L'influence de ce système a été facilitée par le fait que l'ancrage de son idéologie est supporté par une professionnalisation et une institutionnalisation qui est appuyée par un ensemble de techniques, stratégies et pratiques disciplinaires. L'appareillage du développement a donc permis, comme je le démontrerai, à la reconfiguration socio-environnementale du Marwar de s'effectuer en éliminant toute question liée aux sphères politiques et culturelles – ou en dépolitisant les particularités locales (Ferguson, 1994) – et en les reformulant selon les termes du domaine apparemment plus neutre de la science (voir Escobar, 1995:45).



À cet égard, le concept de nature permet d'approfondir la compréhension des éléments environnementaux du Marwar et les effets des conceptualisations dichotomiques entre la nature et la société. En particulier à travers les interventions de développement, les ressources naturelles du Marwar sont redéfinies selon des intérêts scientifiques, bureaucratiques et économiques. Ces ressources sont considérées comme des éléments isolés de leur contexte social. Les planificateurs de développement attendent d'elles un certain degré de performance en vue de l'atteinte d'objectifs nationaux et internationaux, et ce sans considération pour l'historicité de la gestion de ces ressources naturelles et les arrangements dont elles faisaient jadis état. Pourtant, nous verrons comment c'est ce même passé « imaginé » qu'on tentera de faire revivre à l'intérieur de projets qui sont articulés autour de concepts non questionnés, ou de boîtes noires, telles les notions de traditions et de communauté.

Enfin, les concepts liés à la théorie de l'action de Bourdieu permettront également de réfléchir à la capacité d'action des acteurs qui occupent l'environnement du Marwar et aux contraintes auxquelles ils sont soumis. En effet, si les forces structurelles ont un impact sur l'environnement local, les acteurs eux-mêmes attribuent des valeurs et représentations à ces ressources naturelles, et celles-ci peuvent être à l'origine de relations conflictuelles au sein des communautés. La conceptualisation des acteurs locaux permettra enfin de réfléchir aux effets des transformations environnementales sur la population locale, lesquels varient inévitablement selon des critères de classe et de genre.

Afin de mieux comprendre la situation socio-environnementale actuelle du lieu à l'étude, débutons d'abord par l'analyse des processus postindépendance qui ont contribué à former le paysage contemporain de la région du Marwar.

## CHAPITRE 2- RECONFIGURATION ADMINISTRATIVE DE LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

*Avant, les gens étaient fortunés : ils avaient de beaux costumes, plusieurs animaux et de la nourriture riche et abondante. Le travail était par contre plus difficile, il fallait tout faire manuellement. Et puis les machines sont arrivées, et les gens sont devenus faibles, malades et la nourriture s'est appauvrie (Subhash, Bishnoi, 55ans)*

Depuis deux siècles, les processus concomitants de colonisation européenne, d'industrialisation, de croissance démographique, d'expansion agraire et de consommation des ressources naturelles se sont combinés pour former l'ordre social, économique et environnemental actuel de la société indienne. À ce chapitre, de nombreux ouvrages issus de l'historiographie environnementale de l'Inde se sont penchés sur l'impact de l'administration coloniale au niveau de la gestion des ressources naturelles (voir Agrawal, 2005; Gadgil and Guha, 1993; Guha, 1989; Shiva, 1989). À travers ceux-ci, les questions liées à la foresterie sont notamment devenues un thème saillant de l'histoire environnementale de l'Inde, occultant presque les effets de certains processus sur des régions plus marginalisées, telles les zones arides et côtières.

Le peu d'intérêt pour l'impact de la colonisation sur les ressources naturelles dans la zone aride du Rajasthan s'explique en grande partie par le fait que les états princiers qui formaient alors la région actuelle de l'État étaient demeurés souverains par rapport à l'Inde britannique. Certes, on ne peut dire que le Rajasthan est resté imperméable à la présence britannique; toutefois, sur le plan des ressources naturelles, comparativement à d'autres territoires de l'Inde – notamment les forêts himalayennes – l'administration coloniale y a eu très peu d'influence. Cependant, les réformes agraires postindépendance ont, pour leur part, transformé de façon considérable les paramètres socio-administratifs de la région, créant au passage, comme nous le verrons, des dommages collatéraux irréversibles et nuisibles à l'environnement.

Ce chapitre trace un portrait de l'histoire environnementale de la région du Marwar, et s'attarde aux changements majeurs qui eurent lieu au cours du 20<sup>e</sup> siècle. L'objectif est triple : (1) établir le contexte sociopolitique dans lequel se sont déroulés ces changements socio-administratifs, (2) démontrer quels en sont les impacts au plan environnemental, et (3) déterminer sur quel référent repose l'idée de « gestion traditionnelle » sur laquelle s'appuient les programmes issus du développement durable qui seront analysés dans le chapitre 5. Ce chapitre analyse les

conceptualisations de la nature par l'État – soit la nature en tant qu'élément biologique aux prédispositions économiques, par opposition à une « socio-nature » –, et ce, afin de dresser un portrait des forces structurelles qui agissent sur le paysage du Marwar. Il porte une attention à la première phase de développement qu'a connue la région, laquelle débute avec l'indépendance de l'Inde et se termine durant les années 1980 avec l'introduction d'un modèle néolibéral de gestion des ressources naturelles. Cette étape s'inscrit dans le déploiement de stratégies issues des théories économiques développementalistes qui prescrivent des politiques visant à encourager la modernisation des pays du tiers-monde ainsi que l'accroissement de leur marché intérieur. Cette phase de réingénierie du paysage du Marwar est donc caractérisée par une bureaucratisation, une professionnalisation et une scientification des processus liés à l'administration de l'environnement local. Au plan environnemental, elle se distingue par un recours considérable aux ressources naturelles comme catalyseur de développement économique – alors que nous verrons dans le chapitre 5 que la seconde phase visera à remédier aux dommages causés par la première.

## **2.1. CARACTÉRISTIQUES GÉOGRAPHIQUES**

La région aride de l'ouest du Rajasthan (annexe 3) partage ses frontières avec l'État du Gujarat au sud-ouest et avec les États du Punjab et de l'Haryana au nord-est. Elle a une frontière internationale au nord-ouest avec le Pakistan et est délimitée à l'est par la chaîne de montagnes Aravalli, qui forme une séparation naturelle avec les districts semi-arides de l'est du Rajasthan. Le désert de Thar couvre onze districts du Rajasthan occidental, ce qui représente 57% de l'État. (Government of India, 2001:30). Située dans ce secteur désertique, la région du Marwar comprend les districts de Barmer, Jalore, Jodhpur, Nagaur et Pali.

Au plan géologique, les terres sont sablonneuses et l'on y retrouve des dunes de sable. Les sols, dont la capacité de rétention d'eau est faible, sont pauvres en matières organiques et peu fertiles (Ram and Sen, 1992:300). La moyenne maximale de température de l'air varie de 40°C à 42°C entre mai et juin, alors que la moyenne minimale varie de 6°C à 10°C entre décembre et janvier. À partir de mars, la vitesse des vents augmente pour atteindre une force pouvant être très élevée de mai à juin – allant de 60 à 110 km/h –, engendrant ainsi des tempêtes de sable occasionnelles (Narain *et al.*, 2000b:3-4). L'érosion éolienne y est problématique. Le vent souffle la couche arable de la terre et ses nutriments, laissant derrière lui un substrat plus rocailleux et pauvre en matières nutritives. Le problème est particulièrement critique pour les champs agricoles qui,

durant les grands vents d'été, sont labourés et donc dénudés de paillis ou de végétaux protecteurs. Ce phénomène est aggravé par la déforestation qui affecte actuellement le désert de Thar, car l'absence du bouclier naturel que forment les arbres entraîne le déplacement de dunes de sable (Narain *et al.*, 2000b:1).

La période de la mousson, qui dans cette région s'étend de juin à septembre, apporte 95% des précipitations annuelles. Selon les zones, la saison sèche peut se prolonger de 9 à 11 mois. La moyenne annuelle de pluie varie grandement d'un district à l'autre, allant de 164 millimètres dans la région de Jaisalmer à 490 millimètres dans celle de Pali (Shanmugaratnam, 1996:167). Le district de Barmer, lieu où se situe la présente recherche, reçoit pour sa part une moyenne annuelle de 267,7 mm de pluie<sup>34</sup> (Narain, 2000b:3).

La distribution de la mousson est erratique<sup>35</sup>, laissant épisodiquement certaines zones en sécheresse prolongée. Avec une incidence de sécheresse élevée (53%-58%), la zone aride du Rajasthan est donc une région classifiée comme étant chroniquement sujette aux sécheresses, de sorte que l'agriculture y est une entreprise dont les résultats sont aléatoires (Shanmugaratnam, 1996:167-168). Le dicton populaire local veut qu'au Rajasthan occidental, chaque décennie soit composée d'une année de très bonnes récoltes, de cinq années de récoltes modérées, de trois années de récoltes pratiquement insuffisantes, et d'une année de sécheresse presque désastreuse. Bref, de manière générale, il y a une sécheresse – soit des pluies inférieures à la normale – tous les trois ans, mais certaines se sont prolongées de trois à six ans<sup>36</sup> (Narain, 2000a:1).

---

<sup>34</sup> Les quantités de pluie reçues annuellement sont très variables en Inde. Celles-ci varient d'une centaine de millimètres dans le Rajasthan occidental à 9000 millimètres dans l'État de Meghalaya au Nord-Est du pays (Government of India, 2001:20). Selon le système de classification de Thornthwaite – outil utilisé pour la planification agricole en Inde qui tient compte de la pluviométrie annuelle, de l'indice d'humidité et d'autres aspects tels que la période cultivable – 15,8% de la superficie du pays est classifiée comme étant une zone aride, laquelle comprend des zones arides chaudes et des zones arides froides. La zone aride comprend deux catégories (1) hyper aride – signifiant qu'elle reçoit moins de 100 mm de pluie annuellement – et (2) typiquement aride – signifiant qu'elle reçoit entre 100 mm et 500 mm de pluie annuellement. Approximativement 75% de l'État du Rajasthan se situe dans la catégorie aride et compte pour 89,6% du total des zones arides chaudes en Inde (Sharma, 2003:2). Se trouvent également dans la zone aride chaude une partie du Gujarat, certaines parties au sud du Punjab et de l'Haryana et de petites portions de la péninsule de Deccan dans les États d'Andhra Pradesh, du Karnataka et du Maharashtra (Government of India, 2001:29-30). Enfin, la zone aride froide se situe dans les États de Jammu et Cachemire et dans la région de Lahaul-Spiti dans l'État d'Himachal Pradesh (Government of India, 2001:29-30).

<sup>35</sup> Dans le district de Barmer, le coefficient de variation est de 58%. C'est l'un des plus élevés parmi les districts de la zone aride du Rajasthan (Narain *et al.*, 2000b:3). Ceci signifie qu'il peut y avoir une différence de 58% entre la quantité de pluie reçue dans une zone par rapport à une autre dans ce même district.

<sup>36</sup> Ces périodes de grandes sécheresses eurent lieu durant les années suivantes : 1903-05, 1957-60, 1966-71, 1984-87 et 1997-2000 (Narain *et al.*, 2000a:1).

En plus de son emplacement géographique qui ne favorise pas des moussons abondantes, la salinité et la profondeur excessive de la majorité de la nappe phréatique – de même que sa diminution –, l’absence de rivières adjacentes et la faible capacité de rétention d’eau des sols (Narain, 2000a:7) sont autant de facteurs qui contribuent à rendre les populations du désert de Thar extrêmement vulnérables aux sécheresses. Cependant, je l’ai mentionné en introduction, l’absence de pluie n’est pas un phénomène nouveau dans cette région. Ainsi, depuis des siècles, les populations locales ont appris à minimiser les impacts des déficits pluviométriques. Seulement, comme il sera démontré, certains facteurs ont contribué à diminuer la capacité des populations à y faire face, de sorte que les sécheresses ont des effets très fragilisants au plan socioéconomique.

La construction du canal Indira Gandhi et l’installation de puits ont permis d’augmenter l’irrigation au cours des dernières décennies dans la zone aride du Rajasthan, créant ainsi des espaces plus résilients aux déficits pluviométriques. Cependant, en 2001, seulement 30% des terres cultivables du Rajasthan étaient sous irrigation (Government of India, 2006b:66). Les infrastructures d’irrigation demeurent relativement marginales dans le district de Barmer – bénéficiant à seulement 4,3% de sa superficie agricole en 2008 –, de sorte que la majorité des cultures dépendent de l’eau de pluie (Government of Rajasthan & Institute of Development Studies, 2008:71). Par ailleurs, l’irrigation effectuée à partir de l’eau souterraine – qui, je l’ai mentionné, est saline dans une très grande partie du désert de Thar – ne constitue pas une solution bénéfique à long terme, puisqu’elle peut entraîner une salinisation des terres (Ram and Sen, 1992, 302-313).

Enfin, la zone aride du Rajasthan a connu une croissance démographique fulgurante à la suite de l’indépendance de l’Inde<sup>37</sup> (Narain, 2000b:7-9), ce qui en fait l’une des régions désertiques les plus peuplées au monde (Government of India, 2001:18). Cette croissance est principalement liée aux réformes de développement postindépendance qui ont engendré une amélioration des soins de santé, une réduction du taux de mortalité, un taux de natalité élevé, et une augmentation des activités agricoles et industrielles (Narain, 2000b:7). Le Thar est donc aujourd’hui l’un des déserts les plus abondamment peuplés au monde, avec une moyenne de 83 personnes par km<sup>2</sup>, taux extrêmement élevé comparativement à une densité allant de 6 à 7 personnes par km<sup>2</sup> pour la

---

<sup>37</sup> La population humaine de la zone aride du Rajasthan s’élevait à 3,5 millions en 1901, pour atteindre 6 millions en 1951. Cette croissance de 2,5 millions sur un demi-siècle est faible comparativement à l’augmentation impressionnante de 11,5 millions qui a eu lieu entre l’indépendance et le recensement de 1991.

plupart des déserts dans le monde (Baqri and Kankane 2001:94). Lors du recensement de 2001, le district de Barmer comptait pour sa part 1 963 758 habitants (Government of India, 2002), ce qui équivaut à une densité de population de 69 personnes par km<sup>2</sup>. S’y ajoute également une population animale très importante : selon le dernier recensement du cheptel datant de 1997, la région aride du Rajasthan comptait 28,57 millions de têtes de bétail<sup>38</sup>, et à lui seul, le district de Barmer en avait 4,18 millions (Narain, 2000b:9).

En résumé, ces facteurs écologiques et démographiques font en sorte que la gestion circonspecte des ressources naturelles est essentielle à la préservation d’un équilibre environnemental dans la région aride du Rajasthan. Bien que la considération pour la fragilité de cette balance écologique se soit longtemps reflétée dans les pratiques locales, l’introduction de certaines politiques de développement, notamment au niveau de l’agriculture, a bouleversé cette structuration prudente des activités liées à la gestion des ressources naturelles.

## **2.2. LE SYSTÈME JAGIRDARI**

La révolution verte des années 1970 est souvent considérée comme un tournant des problématiques liées au développement et aux ressources naturelles en Inde. Ainsi, peu d’auteurs ont traité des réformes agraires postindépendance et pré-révolution verte sur le plan de leur impact environnemental. De manière générale, ces réformes ont été abordées dans le cadre de discussions sur des thèmes liés à la pauvreté et à la justice sociale. Or, l’analyse de la réforme agraire et de l’abolition des systèmes institutionnels de gestion des ressources naturelles qui l’accompagna est fondamentale à la compréhension des conséquences environnementales du développement dans le contexte du désert de Thar.

Il faut d’abord préciser qu’avant l’indépendance de l’Inde, l’administration des terres dans la région du Marwar s’effectuait sous une juridiction particulière, celle du système foncier domaniale du *jagirdari*. Ces arrangements ont leurs origines dans les dynamiques territoriales liées aux conquêtes qui ont longtemps caractérisé la région. En effet, depuis des siècles et jusqu’à la partition de l’Inde en 1947 – qui mena à la création du Pakistan – la région actuelle du Rajasthan était l’hôte de combats entre des peuples appartenant à des civilisations et systèmes politiques en proie à des rivalités perpétuelles. Les incursions récurrentes par les armées

---

<sup>38</sup> Ceci inclut principalement des vaches, buffles, moutons, chèvres et chameaux. Notons par ailleurs que la population animale a plus que doublé depuis 1956, puisqu’elle s’élevait alors à 13,1 millions.

musulmanes au Rajasthan du 11<sup>e</sup> siècle à la chute des Moghols au 18<sup>e</sup> siècle (Boland-Crewe and Lea, 2002:210-214; Robbins, 1998:415-416) ont eu une influence marquante sur la configuration et l'organisation territoriale du Marwar, comme le révèle le cas du système *jagirdari*.

### 2.2.1. Contexte historique et mode opérationnel du système *jagirdari*

Jusqu'à l'indépendance de l'Inde, la région qui forme aujourd'hui l'État du Rajasthan, « la terre des rois », se nommait Rajputana, ou la « terre des Rajputs<sup>39</sup> ». Entre 1948 et 1956, l'État du Rajasthan a été formé par le nouveau gouvernement central par l'incorporation des 19 états princiers et trois chefferies qui formaient alors le Rajputana (Boland-Crewe and Lea, 2002:209). Ces principautés étaient demeurées autonomes à l'égard de l'Inde britannique qui était peu encline à s'aventurer dans cette partie de l'Inde que les Anglais considéraient à la fois tumultueuse et peu intéressante au plan économique. Avant l'indépendance, le régime de gestion des terres des états princiers de Rajputana fonctionnait selon un système de souverains intermédiaires à qui le roi attribuait des lots agraires, en échange de services – principalement militaires – et du paiement d'un tribut fixe. Ces intermédiaires mettaient à leur tour ces terres à la disposition des métayers. Le groupe d'intermédiaires le plus important était les *jagirdars*, qui contrôlaient environ 70% des terres de l'État<sup>40</sup> (Pande, 1980:14). Les autres terres appartenaient directement à la couronne (*Khalsa*) ainsi qu'à d'autres intermédiaires comme les *zamindaris* et les *biswedaris*<sup>41</sup> (Shanmugaratnam, 1996:168; Sharma, 1993:5-6; Stern and Kamal, 1974:277). Afin d'utiliser les terres, les paysans devaient payer au *jagirdar* un loyer et un impôt sur le revenu (*lagat*), dont le montant variait entre 12% et 50% de leurs récoltes annuelles. Ils devaient de plus effectuer bénévolement des travaux manuels ordonnés par le *jagirdar* (Jodha, 1985:254; Shanmugaratnam, 1996:168). À leur tour, les *jagirdars* payaient un tribut au roi, dont le montant demeurait toutefois négligeable. Ainsi, bien que la propriété des terres *jagir* demeurait entre les

---

<sup>39</sup> La majorité des Rajputs appartient à la caste des Kshatriyas, une des quatre varna – ou quatre castes principales de l'hindouisme. Les Kshatriyas sont les rois, les princes, les administrateurs, et les guerriers qui ont gouverné, contrôlé et défendu la civilisation indienne et ses territoires (Hastings and Selbie, 2003:565).

<sup>40</sup> Si les *jagirdars* étaient demeurés souverains sous l'occupation coloniale, leur coopération subordonnée (*subordinate cooperation*) avec les Britanniques avait inévitablement engendré un affaiblissement de leur pouvoir. Ainsi sous l'occupation britannique, la position quasi inaliénable des *jagirdars* comme « seigneurs de la terre » a graduellement été affaiblie. Il en fut de même pour leur capacité à rallier de manière efficace une auto-défense commune (Stern and Kamal, 1974:278). Précisons par ailleurs que les *jagirdars* n'étaient pas strictement des Rajput et qu'il y avait de nombreuses variétés d'occupations *jagir*. Toutefois, les grands domaines (*thikanas*) étaient généralement tenus par des magnats rajputs (Stern et Kamal, 1974:278).

<sup>41</sup> Les *zamindars* étaient employés par des patrons moghols alors que les *biswedars* étaient employés par des patrons sikhs.

main du roi, les *jagirdars* se comportaient comme les seigneurs de ces terres (Shanmugaratnam, 1996:168).

La plupart des grands états princiers appartenait à la lignée rajpute (Stern and Kamal, 1974:277), dotant ainsi les communautés du Rajasthan d'une structure sociale et économique distincte des autres états. En effet, les communautés rajputes étaient basées sur des liens filiaux et stratifiés selon leur distance rituelle et généalogique avec les lignées royales rajputes. Ainsi, dans les états rajputs, le pouvoir sur les terres et sur les peuples était intimement lié aux intérêts de la confrérie, et selon Ziegler (1978:232), « *in the shared male substance which allowed it to rule over the land* ». Les règles du code moral rajput préconisaient donc la solidarité de la confrérie (Unnithan and Srivastava, 1997:160).

Ce contexte de guerres territoriales et de primauté des liens filiaux a imputé une position particulière aux femmes rajputes. En effet, le corps des femmes était à l'époque un symbole d'honneur et de conquête dans les luttes entre les confréries. Le viol des femmes appartenant à une communauté particulière était grandement appréhendé, puisque cet acte de violence signifiait une subordination symbolique de l'intégralité de la confrérie victime. Ainsi en raison des obligations liées à leur protection, les femmes rajputes devaient être soumises à la confrérie et à ses dirigeants (Unnithan and Srivastava, 1997: 161).

De nos jours, la morale patriarcale des Rajputs influence encore fortement la manière dont la vie est organisée dans la plupart des communautés du Rajasthan. Comme il sera démontré dans le chapitre 3, ceci implique la subordination structurelle de la femme à son mari ainsi qu'à ses proches, ce qui se reflète par de multiples formes d'exclusion et de restrictions au niveau de la mobilité.

### **2.2.2. Gestion des ressources naturelles sous le système *jagirdari***

Les *jagirdars* exerçaient également leur pouvoir sur les ressources communes<sup>42</sup> tels les pâturages (*gocher*), les étangs (*nadi*) et les forêts (Jodha, 1985; Robbins, 1998). Encore aujourd'hui, ces

---

<sup>42</sup> Selon Bromley (1992), une ressource commune se définit par ses frontières physiques clairement identifiables et par la reconnaissance de son administration au sein d'une communauté. Ces ressources sont possédées ou contrôlées par un groupe distinct dont les membres individuels détiennent un droit d'utilisation en vertu de leur affiliation et en accord avec les règles d'appropriation et de gestion établies. Une propriété



ressources sont particulièrement bénéfiques pour les familles les plus démunies et privées de possession agraire. Leur protection est donc essentielle, puisque ces ressources permettent de répondre aux divers besoins des ménages (Jodha, 1985:248; Shanmugaratnam, 1996:168). En plus de servir de pâturage aux animaux, les terres communes sont utilisées pour cueillir le bois de chauffage et le bois d'œuvre ainsi que le fourrage pour les animaux (Agarwal, 1995:8). Les points d'eau sont également utilisés pour les besoins de la maisonnée et des animaux. L'ensemble de ces ressources était jadis, et est encore aujourd'hui, fondamental à la subsistance des ménages.

Sous le système *jagirdari*, les *orans* étaient les seules ressources communes sur lesquelles les *jagirdars* n'exerçaient pas leur autorité. Avoisinant les lieux de culte, les *orans* sont des pâturages et des forêts qui, à l'époque, appartenaient à des temples ou à des organisations religieuses et où tous les habitants pouvaient faire paître leur bétail (Shanmugaratnam, 1996:169). Les *orans* sont encore aujourd'hui une ressource commune importante du désert de Thar, et il est strictement défendu d'y couper des végétaux ou des arbres, sous peine de subir des sanctions divines (Robbins, 1998:419). J'y reviendrai.

Les autres ressources communes – forêts, pâturages, points d'eau – étaient gouvernées par des droits coutumiers ainsi que des règles et des normes qui opéraient dans le cadre institutionnel autoritaire du système *jagirdari* (Shanmugaratnam, 1996:168-169). Afin d'utiliser ces ressources, les villageois devaient payer des frais ou, dans le cas des structures d'eau, contribuer aux travaux d'entretien. Dans le désert de Thar, l'eau de pluie est à ce jour encore recueillie selon la même méthode qu'à l'époque, soit par des systèmes de citernes souterraines et d'étangs, qui permettent habituellement de stocker suffisamment d'eau pour une année entière. Ces infrastructures nécessitent par contre un entretien annuel afin de demeurer fonctionnelles (Jodha 1985:251). Par exemple, les étangs sont entourés d'un bassin versant (couramment nommé le « *catchment area* » dans les écrits techniques sur ce type de procédé), soit une surface légèrement dénivelée – laquelle peut avoir plusieurs km<sup>2</sup> –, qui permet à la pluie de s'écouler vers l'étang (voir l'annexe 5). Avant l'arrivée de la mousson, afin d'assurer que l'eau récupérée dans les étangs soit saine, la zone du bassin versant doit être nettoyée de tous les excréments d'animaux et autres déchets qui puissent s'y trouver. De plus, les vents et le déplacement de

---

commune est donc une copropriété qui exclut les non-membres de toute réclamation ou tout bénéfice qui pourrait en découler (Shanmugaratnam, 1996:165).

l'eau vers les étangs créent un dépôt de sable important, de sorte que les étangs doivent être constamment recreusés pour conserver leur capacité de stockage.

Les *jagirdars* avaient mis en place des moyens permettant d'assurer la conservation des ressources naturelles locales et la préservation des points d'eau. L'économiste Narpal S. Jodha (1985:255), spécialiste de la gestion des ressources naturelles dans le désert de Thar, a recensé l'ensemble de ces mesures (tableau 2.1). Celles-ci démontrent clairement que l'utilisation de ces ressources naturelles était réglementée et payante et que les frais générés par ce système étaient réinvestis pour assurer leur préservation. Précisons qu'aujourd'hui, presque toutes ces règles d'usage et de gestion ont été abandonnées.

**Tableau 2.1 :** Mesures de gestion des ressources de propriété communes mises en place par les *jagirdars* dans l'ouest du Rajasthan

<p><b>1) Mesures indiquant un coût associé à l'utilisation des ressources communes :</b> Taxe de pâturage (<i>ghas mari</i>), frais de priorité de pâturage, prélèvements liés à l'élevage (<i>iaag baag</i>), contribution au travail obligatoire pour le nettoyage des étangs (<i>begar</i>) et pénalités pour violation des règlements de pâturage;</p> <p><b>2) Mesures indiquant une utilisation réglementée des ressources communes :</b> Points d'eau uniformément dispersés*, rotation du pâturage autour des points d'eau, fermeture périodique de parties des ressources communes, restrictions périodiques au niveau de l'accès pour certaines espèces animales (par exemple, les bovins et les moutons) et présence d'un gardien (<i>ikanwaria</i>) ayant le pouvoir de faire respecter les règlements;</p> <p><b>3) Mesures indiquant une génération de revenus :</b> Vente aux enchères des droits de collecte de fumier sur les ressources communes, vente aux enchères de végétaux de bonne qualité provenant des ressources communes, vente aux enchères du bois des ressources communes*, pénalité pour violation des réglementations du pâturage, et impôt et taxe auprès des utilisateurs des ressources communes;</p> <p><b>4) Mesures indiquant un investissement dans les ressources communes :</b> Nettoyage périodique des étangs*, paiement d'un gardien, élevage de taureaux communautaires, et soutien aux hommes qui surveillent l'état de l'eau et des fourrages sur les routes migratoires en période de sécheresse.</p>
---

\*Selon Jodha, ces pratiques sont les seules à être encore de mise de nos jours.

En somme, la gestion des ressources communes s'effectuait selon des mécanismes qui assuraient leur durabilité. Il s'agissait néanmoins d'un régime clientéliste hégémonique. En effet, selon Shanmugaratnam (1996:172-173), l'identification de ce type de gestion comme étant communautaire est discutable, en particulier parce que les ressources étaient contrôlées par les *jagirdars*, et que ceux-ci privatisaient la majorité des revenus et établissaient de manière totalitaire les règlements auxquels les utilisateurs devaient se conformer. Toutefois, remarque Jodha (1985:254), bien qu'il s'agissait d'un système d'exploitation, il émergeait de ce mode de

gestion un mécanisme qui protégeait, entretenait et régularisait les ressources communes.

### 2.3. RÉFORME AGRAIRE ET ABOLITION DU SYSTÈME *JAGIRDARI*

La seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle signifie une ère nouvelle pour l'Inde, qui récemment indépendante, est soucieuse de prouver son autonomie sur l'échiquier mondial. Dans la région du Marwar, au nom du développement, une importante refonte des paramètres socio-administratifs a été mise en place à partir des années 1950. Selon Gupta (1998), plus qu'un dispositif voué à l'amélioration du sort économique du pays, le développement « *served as the cornerstone of the legitimation efforts of the postindependence Indian state* » (Gupta, 1998:88). Ainsi, dans le contexte spécifique de l'Inde postcoloniale, il est possible de comprendre le développement non pas strictement comme l'imposition d'un système par des acteurs externes pour des raisons géostratégiques, mais aussi comme une nouvelle forme de rationalité gouvernementale introduite par l'administration indienne elle-même. Selon Gupta, « *both strategies are compatible with a broader vision of what constitutes development, what it means to be a 'modern' nation, and, very important, what the order of nation-states should look like* » (Gupta, 1998:105).

L'économie indienne reposant en grande partie sur l'agriculture<sup>43</sup>, l'articulation de stratégies visant l'essor économique du pays a, dans un premier temps, été principalement conçue autour d'une augmentation du rendement agricole<sup>44</sup>. L'autosuffisance alimentaire – soulignons le contexte de population grandissante et la crainte du spectre de la famine – était alors l'objectif ultime de l'administration indienne. Précisons par ailleurs que l'Inde avait à l'époque un rendement agricole parmi les plus faibles au monde (Pouchepadass, 2006:422). Le premier plan quinquennal (1951-1956)<sup>45</sup> de l'administration indienne recommande donc une série de moyens afin de favoriser l'augmentation de la productivité agricole : établissement de coopératives, promotion du développement communautaire, et incitation aux changements institutionnels et aux réformes agraires. Le second plan (1956-1961) est ensuite axé sur l'industrie lourde. Les planificateurs avaient à ce moment la certitude que la croissance industrielle allait encourager la

---

<sup>43</sup> Comme mentionné dans l'introduction, selon le *Planning Commission* de l'Inde, en 2006, l'agriculture représentait le moyen de subsistance de 60% de population indienne (Government of India, 2006a).

<sup>44</sup> Les investissements dans l'industrialisation représentaient alors 8,4% du budget, proportion qui s'élevait à 17,4% pour l'agriculture. La partie la plus importante du budget était dédiée à la catégorie « irrigation et énergie », qui représentait alors 27,2% des dépenses (Government of India, 2010).

<sup>45</sup> La formule de plans quinquennaux mise en place par le *Planning Commission* constitue la méthode principale de planification de l'économie indienne. Le premier de ces plans a été initié par le Premier ministre Jawaharlal Nehru en 1951.

demande au plan de l'agriculture et que les changements institutionnels dans le milieu rural génèreraient les forces nécessaires à l'augmentation de la productivité. De fait, l'administration indienne a favorisé l'accès aux terres et la reconstruction des institutions de gouvernance locales – par les comités de village (*panchayat*) –, plutôt que l'investissement direct et les subventions à l'infrastructure et aux intrants agricoles. Il a été estimé qu'à la fin du troisième plan quinquennal (1961-1966), les besoins de l'Inde en produits céréaliers auraient doublé. Toutefois, la capacité d'investissement dans l'agriculture ne pouvait couvrir que 15% de ce besoin total. Ainsi, le reste devait résulter des changements sociaux qui modifieraient la relation entre les différentes strates d'agriculteurs et la terre. En particulier, il était souhaité que la réforme agraire et la nouvelle tenure foncière inciteraient les paysans plus pauvres à augmenter la production agricole (Gupta, 1998:49). En d'autres termes, la réforme agraire allait avoir des effets instantanés et presque miraculeux, ce qui serait accompli sans le soutien financier de l'État. Il ne tenait qu'aux pauvres fermiers, désormais propriétaires de quelques lopins de terre, de permettre à l'Inde d'atteindre ses objectifs de production au plan national. Toutefois, la mise en application de la réforme et ses effets concrets remettent en doute l'idéalisation de cette mesure comme dispositif de croissance économique.

### **2.3.1. Processus légal et irrégularités**

Dans le contexte spécifique de la région du Marwar, l'objectif des premiers plans quinquennaux se traduit par une imposante refonte des paramètres socio-administratifs. En effet, avant toute chose, il fallait mettre fin à ce mode de gestion digne d'une époque révolue qui créait une dissonance avec l'image de modernité et de souveraineté tant convoitée. Ce remaniement, dont la finalité était de permettre aux paysans les plus démunis de posséder des terres, s'entama dans les années 1950 (Jodha, 1985:254; Robbins, 1998 : 417). Pour y arriver, le système *jagirdari* fut aboli et les terres, ainsi qu'une importante partie des ressources communes, furent redistribuées en vue d'en faire des propriétés agraires privées. Toutefois, comme nous le voyons, l'entreprise ne fut pas simple et la nouvelle administration indienne s'est heurtée à la résistance coercitive des *jagirdars* : ceux-ci n'allaient tout de même pas être dépouillés de leurs possessions sans livrer quelques derniers combats. Ceux-ci allaient cette fois prendre la forme d'actes de corruptions pervers.

D'abord, le *Rajasthan Protection of Tenant Ordinance* a été promulgué en juin 1949 en vue de protéger les locataires contre les évictions forcées<sup>46</sup>. Au même moment, un comité assigné par le gouvernement central a recommandé l'abolition du système *jagirdari*. Quelques années plus tard, la loi du *Rajasthan Land Reforms and Resumption of Jagirs Act* de 1952<sup>47</sup> et celle du *Tenancy Act* de 1955 ont fourni le cadre légal en vue du démantèlement du système *jagirdari* et de son remplacement par un système libéral. Pour ce faire, les cultivateurs devaient recevoir le titre de propriété sur les terres qu'ils louaient (Shanmugaratnam, 1996:169-170; Stern and Kamal, 1974:277-278).

En mettant fin au mode de propriété des terres *jagir*, l'État du Rajasthan a payé une compensation aux *jagirdars* et leur a de plus donné droit à un titre de propriété sur leurs *khudkashts*, soit les terres qu'ils cultivent pour leurs propres besoins. Ceci ne parvint toutefois pas à satisfaire leur cupidité; en effet, certains *jagirdars* sont illégalement parvenus à conserver jusqu'à 50% de leurs terres *jagir*, en prétendant qu'il s'agissait de leur *khudkasht*. Ainsi, en évinçant les locataires, les *jagirdars* sont parvenus à conserver les terres les plus fertiles. En 1959, dans le cadre du *Tenancy Act*, une réforme similaire engendre l'abolition des systèmes *zamindari* et *biswedari*. Néanmoins, les *zamindars* et les *biswedars* ont eu recours aux mêmes tactiques que celles employées par les *jagirdars*, de sorte que les familles royales ont pu conserver de très vastes étendues de terre. En 1960, toujours dans l'optique de redistribuer des terres aux paysans, un plafond agraire est imposé. L'implantation de cette réforme majeure n'a toutefois pu débuter qu'en 1963, puisque la ratification de la mesure a été retardée. Les propriétaires terriens ont donc profité de ce délai initial pour transférer et vendre certaines parties de leurs propriétés plutôt que de les perdre sans compensation (Shanmugaratnam, 1996:169-170).

L'abolition du système *jagirdari* et de ses variantes, l'imposition d'un plafond agraire et la reconnaissance des droits des non-propriétaires et des communautés marginalisées constituaient des mesures progressives et nécessaires afin que cesse l'exploitation des paysans. Cependant, la corruption, les subterfuges et le laxisme du gouvernement central ont grandement limité les effets bénéfiques que la réforme aurait dû avoir.

---

<sup>46</sup> Selon cette mesure, tous les locataires qui occupaient une terre en date du 21 avril 1948, et qui en ont par la suite été dépossédés, ont eu droit de réintégrer cette même terre (Pande, 1980:31).

<sup>47</sup> Les *jagirdars* se sont vivement opposés au *Rajasthan Land Reforms and Resumption of Jagirs Act* de 1952 et ont réussi à obtenir un *Stay Order* du *High Court*. L'Acte a été amendé et est devenu opérationnel en 1954 ([Singh, 1964] cité dans Shanmugaratnam, 1996:170).

### 2.3.2. Perceptions locales

Les désordres liés à l'application de la réforme agraire sont encore aujourd'hui palpables dans les campagnes du Rajasthan où les pratiques reliées à la terre rappellent parfois le mode de gestion autocrate qui dominait avant l'indépendance. Bien qu'aucun membre de la communauté rajpute n'habite à Givas, quelques-uns y possèdent de nombreux lots de terre – acquis par héritage familial – qu'ils louent, en échange d'une partie des récoltes<sup>48</sup>, aux villageois dont les lots de terre sont insuffisants. Ainsi, le principe de tribut au souverain n'est pas encore complètement éteint, et la pratique rappelle les injustices qui ont sévi lors de la redistribution des terres. Ce constat est particulièrement révélateur considérant que les données acquises à Givas rapportent une moyenne de huit hectares de terre<sup>49</sup> par foyer, comparativement à des possessions variant de 30 à 150 hectares chez les Rajputs.

De manière générale, le discours des habitants de Givas laisse comprendre que la réforme agraire s'est déroulée dans une grande confusion. Les gens soutiennent que le manque d'éducation des paysans et l'ignorance de leurs droits ont créé un terrain propice aux injustices. Comme le souligne Bhajan, fermier Jat de 50 ans :

Ça s'est passé à l'époque où les gens ne savaient pas lire, ni écrire. Si quelqu'un recevait une lettre, il devait payer le *mahajan*<sup>50</sup> pour qu'il la lise. Les paysans étaient ignorants, alors ils se faisaient exploiter par tout le monde. C'est aussi pour cela que des gens en ont profité pour voler leurs terres.

Concrètement, un agriculteur devait recevoir le titre de propriété pour l'ensemble des terres qu'il louait. Cependant, la convoitise l'emportait sur la moralité et les paysans avaient eux-mêmes recours à des subterfuges afin d'augmenter leur dû. Par exemple, certains cultivateurs agrandissaient leur territoire en empiétant sur celui d'un voisin alors que d'autres construisaient

---

<sup>48</sup> Il semblerait que le montant de ce paiement soit très aléatoire, car il est déterminé par l'évaluation par le propriétaire de la mousson précédente. Par exemple, un propriétaire m'a dit imposer un loyer plus clément lorsque les pluies n'ont pas été abondantes – je n'ai toutefois pas pu vérifier ces faits auprès du locataire. Ce propriétaire m'a également expliqué qu'il préférerait être payé en récoltes et non en argent parce que les récoltes sont aujourd'hui trop incertaines et qu'il ne peut tout de même pas demander de l'argent à un cultivateur qui a tout perdu à cause des sécheresses.

<sup>49</sup> Il importe de mentionner que cette moyenne est biaisée par la présence de deux très grands propriétaires parmi les répondants. Une moyenne de 5,5 hectares de terres par foyer est beaucoup plus représentative de la réalité locale. Bien que cette distinction semble subtile, nous verrons dans le chapitre 3 qu'un propriétaire de 5,5 hectares de terres est, selon le système de classification du gouvernement indien, un fermier « moyen », alors que celui qui possède huit hectares est un « grand » fermier .

<sup>50</sup> Au Rajasthan, les *mahajans* étaient à l'époque les familles de commerçants.

des habitations sur des terres qu'ils n'avaient auparavant jamais exploitées. Ainsi, un agriculteur pouvait voir son lot être considérablement amputé au profit d'un voisin. De plus, si les paysans tout comme les propriétaires ont illégalement cherché à augmenter leur acquisition, les fonctionnaires du gouvernement ont, quant à eux, tiré profit de leur rôle administratif dans l'application de la réforme. En effet, à Givas, les aînés se souviennent des pratiques arbitraires du *patwari*<sup>51</sup> qui imposait une taxe tout à fait illégale sur l'acquisition de chaque hectare de terre.

Je l'ai mentionné, la réforme agraire a eu des effets modérés au plan économique. Toutefois, malgré les imperfections avec lesquelles elle a été accomplie, et en dépit de toutes les manœuvres subversives perpétrées par les *jagirdars*, les administrateurs et même les paysans, cette mesure a eu des effets salutaires considérables au plan social. Les changements institutionnels et structurels qui ont accompagné la réforme agraire ont permis l'élimination, presque du jour au lendemain, de deux oppressions majeures de l'ère de la royauté : les taxes sur les récoltes et le travail forcé (Gold and Gujar, 2002:277). À Givas, la référence constante des aînés à un traitement qui s'apparente à l'esclavage sous le règne du roi laisse comprendre que l'abolition du *jagirdari* a conféré aux gens une existence plus digne. De plus, après avoir passé toutes ces années sous le joug des *jagirdars*, les métayers ont salué la possibilité d'exploiter leur propre entreprise agraire. Comme l'explique Mukna Ram : « Nous sommes peut-être de simple fermier, mais au moins aujourd'hui nous cultivons notre propre terre et non celle d'un autre, comme autrefois. C'est notre propre entreprise et ce que nous récoltons nous appartient ».

### 2.3.3. Réforme agraire et ressources communes

La réforme agraire a eu un impact significatif sur la condition des ressources communes dans la région du Marwar. D'après les recherches de Gold et Gujar (2002), plusieurs gens soutiennent qu'au Rajasthan, l'abolition de la monarchie a aussi marqué le début de la dégradation de l'environnement. Ceci est particulièrement éloquent dans le témoignage qu'ils ont recueilli auprès d'un fermier nommé Amba Lal Loda :

---

<sup>51</sup> Le *patwari* est – à l'époque et encore aujourd'hui – un fonctionnaire qui en milieu rural a le mandat de maintenir les registres des récoltes annuelles et des titres de propriété agraires, en plus de percevoir les taxes (Gold and Gujar, 2002:214) et d'évaluer la qualité des terres. Le *patwari* garde aussi les archives sur les membres décédés au sein des familles dans l'éventualité où il y aurait une dispute entre les héritiers au niveau de la propriété, ou si celle-ci devait être divisée pour une quelconque raison (Gupta, 1995:379). Aussi étonnant que ce genre d'étalement bureaucratique puisse paraître, souligne Gupta, il ne faut pas oublier que la terre est le principal moyen de production dans le contexte rural indien.

Little by little, as the *raja-maharajas*<sup>52</sup> rule went on, the *darbar*<sup>53</sup> died, and their power became less; and on the other side the government's laws increased, kept increasing, and people's understanding increased... and little by little the animals were finished and the jungle was cut (...) When the king's rule was finished, so the wild animals, and the whole jungle was finished, and nothing at all is left [Gold and Gujar, 2002:273].

La correspondance entre l'abolition de la monarchie et le début de la dégradation de l'environnement n'est pas fortuite. En effet, dans le cas de la région du Marwar, la destitution du système *jagirdari* signifie également une reconfiguration du paysage au plan de la gestion des ressources communes, dont la responsabilité incombait désormais au gouvernement. Toutefois, comme nous le verrons, le manque d'autorité de l'administration centrale contribue à la dégradation des sols et à une réduction de la capacité d'approvisionnement en eau.

### 2.3.3.a La gestion de l'eau

Les facteurs ayant contribué à la dégradation des ressources communes sont multiples et reliés, à commencer par le flou qui entoura leur institutionnalisation et la responsabilité quant à leur gestion. Au lendemain de l'indépendance du pays et dans l'esprit d'un gouvernement avide de prouver son autonomie, l'administration indienne avait pour objectif de centraliser la gestion des ressources naturelles. Cette initiative s'inscrivait dans une idéologie de modernisation du pays selon un modèle conforme à celui de l'Occident (voir Gupta, 1998). Ainsi, durant la période postcoloniale, partout en Inde, les départements d'irrigation se sont appropriés les réservoirs d'eau en place, entraînant l'abandon des conventions locales de gestion. À long terme, la négligence de l'entretien des infrastructures servant à la collecte de l'eau de pluie a occasionné une accumulation de dépôts limoneux dans les réservoirs (Bandyopadhyay, 1987; Gadgil and Guha, 1993:21; Mosse, 1997a:258; Narayana, 1995) et l'ensablement des étangs (Jodha, 1985). À cet égard, j'ai pu constater que dans le désert de Thar, de nombreuses installations sont encore aujourd'hui laissées à l'abandon – ce qui est par ailleurs plus fréquent dans les zones où l'eau souterraine est moins saline et où de nombreux puits ont été creusés.

Donc, dans le contexte du désert de Thar, parce qu'aucune institution ou structure alternative n'a été mise en place pour assurer la gestion des points d'eau, l'abolition du *jagirdari* a entraîné la

---

<sup>52</sup> Ce qui signifie « le règne du roi ».

<sup>53</sup> Ce qui signifie l'institution de la royauté et l'ensemble de son personnel.



fin de leur entretien<sup>54</sup>. Ainsi, la négligence des obligations communautaires, combinée à une gouvernance passive de l'État en tant que gestionnaire exclusif des ressources naturelles, entraîne graduellement la dysfonction et l'abandon de nombreux points d'eau. Dans le contexte spécifique du désert de Thar, le manque d'entretien a engendré une réduction des aires de dénivellation servant à la recharge des étangs, et par conséquent une réduction de leur capacité d'approvisionnement<sup>55</sup> (Jodha, 1985:251).

### 2.3.3.b La gestion des terres communes

Selon Swallow and Bromley (1995:109) pour qu'une ressource de propriété commune soit établie, les membres qui en font usage doivent constituer une communauté qui partage une conscience d'interdépendance. Cette conscience est le fondement de la définition des règles et des arrangements d'utilisation de cette ressource. Ceci implique que des systèmes d'autorité endogame sanctionnent les droits, renforcent les lois et définissent les contextes dans lesquels les conventions et contrats sont négociés (Shanmugaratnam, 1996:165). Dans le contexte du Marwar, l'absence de centralisation et de diffusion d'une forme d'autorité sur la gestion des pâturages communautaires et le manque de principes coopératifs ont permis aux gens de les surexploiter sans craindre de subir des sanctions. En d'autres termes, ces ressources n'étaient plus dotées du mécanisme d'assurance – *assurance mechanism* (Shanmugaratnam, 1996) – qui caractérisait la gestion des ressources naturelles sous le système *jagirdari*.

L'effort de centralisation de la gestion des ressources naturelles s'est résorbé en 1959, alors que le gouvernement central remet au *panchayats* la responsabilité légale d'administrer la gestion des *gochers* (Shanmugaratnam, 1996:173). Le *panchayat* avait le pouvoir de mettre en place un mécanisme officiel de réglementation – comme l'imposition d'une taxe – pour l'usage des ressources communes. Cependant, il ne se prévalait pas de ce droit parce que d'une part, il

---

<sup>54</sup> Par ailleurs, dans un contexte social hautement stratifié et hiérarchique comme celui du Rajasthan – notamment à cause de la forte influence du système de caste –, et où la division du travail communautaire et les positions que les gens y occupent sont définies par ce système, la mise en place d'arrangements alternatifs constitue un très grand défi. Il est de plus très peu probable qu'un tel contexte soit propice à ce que l'organisation de la gestion des corvées soit initiée par la communauté elle-même. En effet, le fait de ne plus participer à ces tâches peut avoir une valeur symbolique importante pour les uns – par exemple pour les membres des basses castes –, et constituer, pour les autres, un tabou ou être polluant au niveau du statut social – par exemple pour les membres des hautes castes.

<sup>55</sup> À titre d'exemple, dans la région de Jodhpur, district voisin de Barmer, entre 1953 et 1973, le nombre total d'étangs de deux villages étudiés est passé de 17 à 9, réduisant ainsi de manière considérable l'accès à l'eau (Jodha, 1985:251).

n'avait pas le même degré d'autorité que le *jagirdar*, et d'autre part, parce qu'il n'était pas « *bold enough to take decisions that would displease their voters* » (Jodha, 1985:254). De plus, selon Shanmugaratnam (1996:174), en tant qu'organisation, le *panchayat* ne constitue pas un terrain propice à la création d'institutions locales dédiées à la gestion des ressources naturelles. En effet, le factionnalisme politique local y est internalisé, de sorte que le *panchayat* en fonction représente souvent davantage les intérêts d'un camp plutôt que ceux de l'ensemble de la communauté. Par ailleurs, Brara (1987:85) remarque que le système *panchayat* est un groupe faiblement organisé qui, étant dominé par l'élite, ne reflète aucunement les intérêts de la population locale au plan de la gestion des ressources naturelles. Ainsi, le caractère autocrate du système *panchayat* et la domination de ses institutions par l'élite paysanne font en sorte qu'il est aux yeux de la communauté une extension directe du gouvernement central et non un groupe représentant les aspirations locales. Le gouvernementalisme du *panchayat* semble donc l'avoir rendu incapable de générer un mécanisme d'assurance et de permettre le développement de groupes coopératifs pour assurer l'administration des ressources naturelles (Shanmugaratnam, 1996:176).

L'absence d'un système d'autorité endogame et d'une conscience d'interdépendance au sein de la communauté a par conséquent favorisé l'exploitation incontrôlée des ressources communes<sup>56</sup>. De plus, l'utilisation abusive des sols a été aggravée par le fait que dans la foulée de la réforme agraire, la superficie des terres communes a considérablement diminué. En une décennie de réformes agraires, 3,4 millions d'hectares de terres communes ont été transformés en propriétés privées. Ceci équivaut à une augmentation de près de 50% des terres mises en culture et une diminution de 26% des ressources communes allouées au pâturage (Jodha, 1985 : 254-255)<sup>57</sup>. Ainsi, la réduction des aires de pâturage combinée à l'augmentation de la population du bétail – qui comme nous le verrons atteint son paroxysme avec l'introduction de la révolution verte – a commencé à exercer une forte pression sur les ressources communes (Jodha, 1985:259).

---

<sup>56</sup> Plusieurs indianistes ont abordé la caste en tant que système d'interdépendance (Bouglé, 2009 [1908]); Dumont, 1971; Srinivas, 1957). Plus récemment, comme je le démontrerai dans le chapitre 5, plusieurs auteurs de l'histoire environnementale de l'Inde ont également référé au système de caste afin de soutenir des idéologies de gestion durable des ressources naturelles – vision qui, je l'ai mentionné, a été critiquée pour ses effets pervers. Le cas de l'abolition du système *jagirdari* démontre comment la présence de structures hiérarchiques n'entraîne pas inévitablement une cohésion, ni une servitude et une coopération volontaire de la part des membres en position de domination.

<sup>57</sup> À titre indicatif, des études réalisées par le CAZRI dans deux villages de la région de Jodhpur démontrent que la superficie totale des terres en friche est passée entre 1953 et 1978 – soit au courant des deux décennies qui suivirent la réforme agraire – de 15% à 3%, alors que la superficie des terres en jachère et des pâturages permanents a été réduite de moitié (Jodha, 1985:249).

Les ressources dont la gestion incombait aux institutions de l'État – par exemple, la gestion des espaces forestiers par le département de la forêt – ont subi le même sort. En effet, durant les premières années qui suivirent la mise en place de la réforme agraire, les ressources naturelles sous la gouvernance de l'État ne disposaient d'aucune institution de gestion au niveau local (Shanmugaratnam, 1996:171). La question de la déforestation est fortement liée à la dégradation de l'environnement dans le désert de Thar – j'y reviendrai dans le chapitre 4. Cependant, il importe d'expliquer que comparativement à d'autres déserts, le Thar est relativement riche en ressources forestières et les produits des arbres (bois, feuilles et fruits) sont essentiels aux besoins des ménages. Les recherches de Gold et Gujar (2002) suggèrent que sous le règne autocrate, l'accès aux ressources forestières était strictement contrôlé :

Ann : What happened, how was the jungle finished, what happened to the trees?  
 Kesar: [in a weeping voice] Alas, people took them, cutting, cutting, cutting, you took them, I took them, he took them, she took them, in this way everyone [cut trees]. After the king died<sup>58</sup>, even in the night they took them, people were free, who was the one who would put an obstacle in their path? Here in Ghatiyali and in nearby villages people with saws cut in the night so no one could hear. Who was sitting there?  
 Bali : Under the rule of the kings people feared, but of today's government, there is no fear at all [Gold and Gujar, 2002:192-193].

Et encore :

Bhoju: At that time [référant à l'époque de la monarchie] where did you get fuelwood?  
 Dhapu: We made fuel from cow dung, dried cow dung cakes, and from the dried stalks of the cotton crop.  
 Bhoju: Kantola was very near, couldn't you take wood from there, from the *dhok* trees?  
 Dhapu : No no no! The *darbar* wouldn't let us take it. After he died, people took it, we took it, but while he was living he didn't let anybody take it! [Gold and Gujar, 2002:257-258].

Ces témoignages révèlent que l'absence soudaine d'autorité ainsi que le sentiment de libération qui a accompagné l'abolition du système *jagirdari* ont contribué à la surconsommation des ressources forestières. À cet égard, j'ai pu constater lors de mon séjour de terrain que Givas était affligé d'une déforestation si impressionnante que je me suis même demandée s'il y avait réellement déjà eu abondance d'arbres sur son territoire. Un homme m'a expliqué :

---

<sup>58</sup> Les recherches de Gold et Gujar portent sur l'ancien royaume du Sawar au Rajasthan. Vansh Pradip Singh, le roi de ce royaume est décédé en 1947, soit peu de temps avant la réforme agraire.

De nos jours, il n'y plus d'arbres nulle part, parce que les gens veulent toujours plus de terre à cultiver. Quand j'ai construit ma maison, personne ne voulait habiter à cet endroit, parce que c'était comme une forêt. Les gens avaient peur de venir ici le soir. Aujourd'hui, c'est un endroit comme partout ailleurs dans le village, vide, sans arbres ni buissons (Subhash, Bishnoi, 55 ans).

En somme, les transformations administratives liées à la réforme agraire ont doté la région du Marwar d'un contexte institutionnel contemporain complexe au plan de la gestion des ressources naturelles. Robbins (1998:418) qualifie ce dernier de « *polyglot mix of traditional, colonial and postindependence vocabularies, and the resulting mix of rule systems of local forest and pasture resources has led to a splintering of control* ». La multiplicité des traditions qui composent ce contexte institutionnel se traduit aujourd'hui par un paysage légal fracturé et hybride que l'on peut au mieux décrire comme un état de « pluralisme légal ». La reconfiguration administrative a ainsi laissé la région du Marwar avec quatre modes institutionnels de gestion des pâturages communs. Parmi ceux-ci se retrouvent les *gochers* et les *orans* – précédemment mentionnés – qui sont sous l'autorité respective du *panchayat* et des dieux<sup>59</sup>. À cela s'ajoutent des terres privées laissées en jachère durant plusieurs années par leurs propriétaires. Une fois la saison des pluies terminée, ces terres sont libres d'accès à la communauté entière pour le pâturage des animaux. Cette pratique constitue une obligation sociale de la part des propriétaires et ceux qui refusent de s'y soumettre risquent d'être punis<sup>60</sup> par les autorités traditionnelles locales ou par les aînés. Enfin, les espaces clôturés sous l'autorité du département de la forêt sont des aires fermées qui durant plusieurs années, sont dédiées au reboisement et à la culture de diverses plantations (Robbins, 1998:418-419).

Ainsi, dans la région du Marwar, la nationalisation et la privatisation ont été les deux points fondamentaux de l'exercice de la gouvernance au lendemain de l'indépendance de l'Inde. Ces

---

<sup>59</sup> Dans le cadre de ses travaux portant sur les institutions de gestion des terres communes dans la région du Marwar, Robbins (1998) souligne la complexité de l'application des règles liées aux *orans*. D'une part, de nombreux témoignages évoquent la menace d'un châtime divin et élaborent des récits édifiants traitant de punitions divines par aveuglement ou paralysie. D'autre part, les conseils de village, les aînés et la communauté elle-même sont souvent les groupes qui ont l'autorité séculaire sur les *orans*. À cet égard, les avertissements sévères contre les violations des règles voulant que les arbres des *orans* ne soient pas coupés et les punitions traditionnelles pour infractions sont, selon Robbins, bien connues des habitants. Il n'élabore toutefois pas les détails de ces punitions. Par contre, les données recueillies à Givas démontrent que le commérage et l'acquisition d'une mauvaise réputation au sein de la communauté constituent des sanctions communes.

<sup>60</sup> Encore une fois, Robbins (1998:418-419) ne précise pas de quelle nature sont ces punitions. La pratique de disposition de la terre n'est par ailleurs pas de mise à Givas, les propriétaires disant posséder des trop petits lots pour pouvoir en laisser une partie en jachère.

procédés ont profondément altéré le paysage du Marwar, processus qui sera consolidé avec l'introduction de la révolution verte.

#### 2.4. LA RÉVOLUTION VERTE

Vers la fin des années 1960, la tendance mondiale est à l'instauration d'un modèle d'agriculture scientifique par l'implantation de la révolution verte. L'objectif est de transformer les pratiques agricoles des pays du tiers-monde – lesquelles sont jugées déficientes et peu prospères – en vue de leur permettre de surmonter les déficits alimentaires chroniques (Ninan and Chandrashekar, 1993). Vaste politique de transformations agricoles, la révolution verte signifie en Inde une refonte complète des procédés locaux, notamment par l'introduction de fertilisants et de céréales à haut rendement, par la pratique de la monoculture et par l'augmentation du cheptel. La mise en place de cette mesure constitue donc une deuxième étape vers l'atteinte des objectifs de la réforme agraire – soit le passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale.

L'introduction des procédés de la révolution verte constitue une réponse par les autorités indiennes à la constatation que l'augmentation de la production agricole est vouée à l'échec pour l'ensemble du pays. De plus, l'absence de mousson durant deux années consécutives (1965-1966 et 1966-1967) et la nécessité d'importer des États-Unis de larges quantités de blé ont amplifié l'aspiration à une souveraineté alimentaire<sup>61</sup> (Gupta, 1998:60-61; Pouchepadass, 2006:430-431). Selon Gupta (1998:61), « *[q]uestions of sovereignty always loomed large in the promotion of the green revolution* ». À cette conjoncture d'événements s'ajoute le facteur notable qu'à l'époque, l'Inde disposait de ressources considérables afin de déployer un programme d'agriculture à caractère scientifique (Gupta, 1998:61). En effet, les institutions – dont la mise en place a été supportée par la *Rockefeller Foundation* – où les scientifiques pouvaient fabriquer des semences hybrides à des fins commerciales étaient actives en Inde depuis déjà une décennie. Les corporations transnationales qui œuvrent dans le domaine de la biotechnologie ont par ailleurs eu une influence importante dans l'implantation de la révolution verte en Inde, qui reposait sur l'introduction du blé HYV, créé à l'*International Maize and Wheat Improvement Center* de Mexico – qui fut également fondé par la *Rockefeller Foundation* (Gupta, 1998 : 60; Shiva, 1989:103). L'Inde présentait alors un contexte des plus favorables afin de constituer un

---

<sup>61</sup> Jaffrelot (2010) souligne que Lyndon Johnson – le président américain à l'époque –, n'appréciait guère Indira Gandhi et avait alors fait en sorte que le processus soit encore plus pénible et honteux, imposant à l'administration indienne de venir sur place renouveler sa demande tous les mois.

laboratoire qui servirait aux expérimentations de l'agriculture scientifique. Enfin, soulignons qu'en adoptant les principes de la révolution verte, l'Inde se conformait ainsi aux recommandations de la Banque mondiale (Pouchepadass, 2006:431).

Dans la région du Marwar, les pratiques reliées à la révolution verte exacerbent les problèmes d'exploitation des ressources communes qui ont débuté avec la réforme agraire. En effet, afin d'augmenter la rentabilité des terres agricoles, les périodes de jachères sont réduites, ce qui met énormément de pression sur des sols déjà très fragiles. La recherche du gain rapide génère de plus de nouvelles tendances. Par exemple, alors que l'élevage de moutons et de chèvres était une pratique limitée aux basses castes, certains fermiers de castes supérieures se sont lancés dans ce commerce devenu rentable (Robbins, 2001:202-203). Inévitablement, l'augmentation de la population animale exerce une pression énorme sur les ressources communes non privatisées. De plus, l'exploitation des terres à des fins commerciales – et non de subsistance – ainsi que l'introduction de fertilisants chimiques et de nouveaux procédés agricoles ont entraîné une érosion des sols et une diminution à long terme de leur rendement. Aussi, la croissance des besoins en eau – nécessaire au soutien de ces nouvelles pratiques – a encouragé le creusage de puits ainsi que l'installation de systèmes d'irrigation. Avec le temps, ceci a causé une diminution de la nappe phréatique, de sorte que dans certaines zones du désert de Thar, l'eau souterraine n'est tout simplement plus accessible (Bandyopadhyay, 1987:2163).

Enfin, la mécanisation de l'agriculture a eu un impact considérable sur la déforestation du Thar. Introduit à partir de la révolution verte, le tracteur a massivement été adopté<sup>62</sup>, parce qu'il allège l'exécution du labourage et accélère l'ensemble du processus de préparation de la terre pour l'ensemencement. Cependant, les pratiques reliées à cette nouvelle technologie ont encore aujourd'hui des conséquences désastreuses sur les boucliers naturels qui préviennent les effets destructeurs du vent. En effet, afin de faciliter l'opération du tracteur, les arbres sont régulièrement abattus. De plus, la capacité de croissance des buissons est sévèrement réduite parce que leurs racines, qui sont peu profondes, sont endommagées par le labourage mécanisé qui est particulièrement agressif pour ce type de sol. Ainsi, après cinq ans de labour au tracteur, un champ sera normalement dépouillé de tous ses buissons (Jodha, 1997:56).

---

<sup>62</sup> En 1997, Jodha estimait qu'environ 80-85% des terres de la zone aride du Rajasthan étaient labourées avec des tracteurs. À Givas tous les agriculteurs utilisent le tracteur pour effectuer le labour et environ 25% de ceux-ci possèdent leur propre tracteur.

### 2.4.1. Particularités de la révolution verte dans la région de Barmer

La révolution verte n'a pas été introduite de manière uniforme et certaines zones de la région aride du Rajasthan – comme ailleurs en Inde – ont été peu affectées par les innovations technologiques qui en sont issues. Par exemple, l'irrigation demeure aujourd'hui complètement absente de Givas et ses villages voisins. Selon le recensement de 2001, aucun hectare de terre cultivé du district de Barmer n'est sous irrigation par canal, ce qui s'explique par l'absence de source d'eau douce environnante. Les possibilités de croissance agricole sont donc très limitées comparativement à un district tel Ganganagar, où la proximité du canal Indira Gandhi<sup>63</sup> permet l'irrigation de plus d'un million d'hectares de terre. Par contre, le district de Barmer représente 9,5% de la superficie<sup>64</sup> des terres de la zone aride du Rajasthan irriguées à partir de puits. Encore une fois, cette technologie n'est pas utilisée à Givas, à cause du niveau de salinité trop élevé de l'eau souterraine. Ainsi, à Givas, l'agriculture repose entièrement sur l'eau de pluie.

Le recours au fertilisant est de plus très peu favorisé par les agriculteurs locaux et la majorité de ceux-ci rapportent n'utiliser que l'engrais naturel<sup>65</sup>. Par contre, certaines personnes – bien que peu nombreuses – utilisent le *dichlorodiphényltrichloroethane* (couramment nommé DDT), un pesticide qui protège les plants contre les invasions d'insectes<sup>66</sup>. Cependant, les gens sont très méfiants à l'égard de ce type de produit. Par exemple, une femme m'a expliqué que le blé et le millet remis par les autorités aux gens qui possèdent des cartes de rationnement ont visiblement été aspergés de DDT, perceptible par le dépôt blanc et poudreux qu'il laisse sur les grains. Elle m'a expliqué que cette nourriture était très mauvaise au goût et qu'il s'en dégagait une odeur nauséabonde.

Tous les gens interrogés ont dit utiliser les semences hybrides – une nouveauté technologique issue de la révolution verte – pour le *bajra* (millet), la principale culture dans la région. Toutefois, il semble que l'introduction des semences hybrides n'ait pas été adoptée d'emblée, car bien que certaines personnes rapportent avoir cessé d'utiliser les semences naturelles il y a environ 25 ans, d'autres s'y sont convertis il y a moins de 10 ans. Par ailleurs, plusieurs

---

<sup>63</sup> La construction du canal Indira Gandhi n'a par ailleurs pas été sans controverse (voir Goldman, 2005 et Wood, 2007).

<sup>64</sup> En 2001, 150 540 hectares du district étaient irrigués à partir de puits.

<sup>65</sup> L'engrais naturel ne comprend que de fumier.

<sup>66</sup> Dans les années 1970, l'usage du DDT a été banni dans la plupart des pays industrialisés, à cause de ses nombreux effets négatifs sur la santé humaine et sur l'environnement. L'Inde, la Chine et la Corée du Nord seraient les seuls pays à faire encore usage du produit à des fins agricoles (Van Den Berg, 2008).

personnes ont dû encore utiliser les semences naturelles pour les cultures secondaires. Les mesures incitatives liées aux semences hybrides sont d'une part venues du gouvernement, par des campagnes de sensibilisation aux vertus de ces nouveaux produits. D'autre part, le rendement des terres ayant diminué à cause de l'exploitation abusive des sols, les fermiers étaient eux-mêmes favorables à cette innovation. Cependant, cette décision est davantage issue d'un rationalisme économique que d'une appréciation pour un produit dérivé des nouvelles technologies; en effet – et j'y reviendrai en détail dans le chapitre 4 – les gens n'apprécient guère les semences hybrides qui selon eux ont une valeur nutritionnelle largement inférieure aux semences naturelles.

En somme, le cas de Givas démontre que l'introduction des nouveautés technologiques liées à la révolution verte n'est pas homogène à travers la région aride du Rajasthan. De plus, nous avons vu que malgré leurs convictions, les cultivateurs se sentent parfois contraints d'en adopter les produits, décision consciente qui permet de répondre à un problème agricole qu'ils doivent affronter. Enfin, si dans la région aride du Rajasthan la révolution verte a eu un succès modéré – frôlant même le fiasco par endroits – elle a, dans certaines régions de l'Inde, été bénéfique (Ninan and Chandrashekar, 1993). Ceci confirme que ce plan de revitalisation agricole ne convenait pas à tous les types d'environnement.

## CONCLUSION

En somme, le bilan de la réforme agricole et de la révolution verte dans la région du Marwar est assez sombre : dégradation de l'environnement, érosion des sols et crise importante de l'approvisionnement en eau (Jodha:1985; Richard *et al.* 1985; Robbins, 1998; Shanmugaratnam, 1996). Une monographie complète serait nécessaire afin d'expliquer les dynamiques qui ont créé un déséquilibre écologique – perte de fertilité associée à la diminution de l'engrais naturel sur les zones qui jadis étaient les terres communes, changement de la population d'insectes et de la flore lié à l'utilisation de pesticides –, mais là n'est pas le sujet investigué. J'ai cependant identifié les principaux facteurs qui ont contribué à la dégradation de l'environnement et qui découlent de la gestion humaine – réduction des espaces communautaires et des périodes de jachère, expansion agricole et augmentation du cheptel – et qui sont liés à des facteurs politico-économiques.

Ces politiques de développement se sont effectuées au détriment des personnes les plus démunies, bien que l'amélioration de leurs conditions socioéconomiques en était l'un des



objectifs. Ainsi, la libéralisation agraire et la centralisation de la gestion des ressources naturelles ont comporté deux problèmes majeurs.

D'abord, ces initiatives ont été conçues sans considération pour le caractère social des ressources naturelles et pour le savoir traditionnel qui y est associé. Le cas de la région du Marwar démontre comment à l'intérieur des politiques du développement postindépendance, l'eau et la terre sont considérées comme des commodités biologiques, sans référence aux arrangements sociaux dont leur gestion fait état. Ainsi, les raisons politiques et économiques qui ont stimulé la réforme agraire et la mise en place de la révolution verte ont fonctionné selon des idées préconçues, fixes et communément acceptées sur ce que devait être la gestion des ressources naturelles dans un contexte de développement économique et de volonté de conformisme à une image de la modernité. Toutefois, l'analyse de l'histoire institutionnelle de la région révèle que leur gestion était intimement liée à une forme d'organisation communautaire.

Ainsi, les objets du développement qui ont redéfini le paysage agraire du Marwar ont été construits à partir d'une opposition claire entre la nature et la société, et leurs frontières ont été établies par les experts du développement, représentés par la machinerie de l'État, à travers ses divers départements. Au Rajasthan, depuis l'indépendance de l'Inde jusqu'à la fin des années 1980, les concepts de développement prescrits étaient : réforme agraire, amélioration de la productivité agricole, mécanisation de l'agriculture, agriculture scientifique, rentabilisation des terres, privatisation des terres communes, centralisation de la gestion de l'eau, intensification de l'irrigation, bref un ensemble de termes propres au jargon du développement et dont la signification varie selon le point de vue des différents acteurs sociaux. Par exemple, dans le contexte du Marwar, pour les planificateurs de développement, le concept d'agriculture scientifique signifiait le déploiement de nouvelles technologies – monoculture, engrais chimiques – en vue d'engendrer des bénéfices à court terme. Également, pour l'État, ces mêmes outils du développement signifiaient une voie vers l'établissement d'une légitimité et d'une autonomie sur la scène internationale. Cependant, bien que pour les habitants du désert de Thar, la réforme agraire ait annoncé la venue d'une existence plus digne, car non sujette à l'exploitation des *jagirdars*, l'expérience matérielle des schèmes de développement a eu une tout autre signification. Par exemple, la réforme agraire et la révolution verte ont signifié la réduction des pâturages communautaires, la diminution de l'accès à l'eau, la diminution du rendement des sols, et la subséquente nécessité de payer des frais prohibitifs pour des semences et fertilisants chimiques.

Dans la même veine, la réforme agraire et la révolution verte ont accusé un sérieux manque de considération pour les savoir locaux. En effet, l'agriculture de subsistance et l'utilisation modérée des ressources naturelles répondaient au contexte d'aridité et de pénurie de ressources du désert de Thar. Par exemple, avant la réforme agraire, dans la région de Barmer, la considération pour l'aridité et la fragilité des sols se traduisait par une préférence pour l'élevage de bétail plutôt que pour l'agriculture (Shanmugaratnam, 1996:168). Ainsi, les méthodes traditionnelles de récolte de l'eau de pluie, la gestion des périodes de jachère, les connaissances sur l'utilisation appropriée de l'eau souterraine et les réglementations au niveau de l'usage des ressources communes sont quelques exemples d'un savoir local propre à l'expérience dans le contexte environnemental distinctif du désert de Thar. Le manque de considération pour ce savoir spécifique a grandement contribué non seulement à l'échec du développement dans la région du Marwar, mais a aussi enclenché un processus irréversible de dégradation de l'environnement.

La seconde impasse repose sur la pérennité du statut de l'élite locale en dépit de la diminution de pouvoir qu'ont connue les *jagirdars*. La continuité de l'hégémonie des notables ruraux – fruit du manque de leadership et d'intégrité du gouvernement central – s'est réalisée par la voie de la corruption et des impostures qui ont permis à l'élite locale de conserver les meilleures propriétés, au détriment des populations les plus démunies. Soixante ans plus tard, les conséquences en sont encore très palpables dans les communautés rurales du Rajasthan. Ainsi, les *ex-jagirdars* ont non seulement réussi à atténuer les effets de la réforme agraire – voire à la faire avorter – mais ils ont également utilisé leur influence pour investir la politique locale (Jaffrelot, 2006:136-137; Stern and Kamal, 1974). Ceci soulève de sérieux questionnements au plan de la démocratie locale, particulièrement si l'on considère que la supervision d'une partie des ressources naturelles a, quelques années plus tard, été transférée aux *panchayats*. À cet égard, soulignons que les recherches démontrent que les institutions de gestion des ressources communes sont sujettes à l'interprétation et constituent un terrain où s'exposent des rapports de pouvoir, de sorte que les populations marginalisées sont souvent privées de participation à ce bien collectif (Robbins, 1998:413).

Les critiques portées à l'endroit de la réforme agraire n'ont pas pour but de justifier l'existence d'un système d'exploitation comme le *jagirdari*. L'objectif est plutôt de souligner que les forces coercitives endogames à ce système assuraient la gestion durable des ressources naturelles

locales. Cependant, l'absence de mise en place d'un système de gestion alternatif par le gouvernement – se voulant en théorie et en pratique à la fois équitable et compétent – a permis l'utilisation abusive des ressources et la négligence de l'entretien des infrastructures locales. Cette analyse historique se dissocie ainsi de la perspective idéaliste qui caractérise l'historiographie environnementale de l'Inde, qui, nous le verrons dans le chapitre 5, tend à concevoir l'époque précoloniale comme une période d'homéostasie où la gestion des ressources naturelles se faisait sans rapport de pouvoir. Tel que le démontre le cas du *jagirdari*, au Marwar, cette gestion reposait davantage sur un mode d'exploitation que sur un mode de gestion traditionnelle fondé sur une cohésion durkheimienne. À partir des années 1980, la deuxième phase de programmes de développement sera cependant articulée sur une telle toile de fond utopique et idéalisée, qui prône un retour à un mode de gestion traditionnelle des ressources naturelles. Afin d'en saisir les impacts, les chapitres 3 et 4 permettront de mieux cerner dans quel contexte social, environnemental et communautaire ces projets sont implantés.

Enfin, l'histoire environnementale postindépendance de la région du Marwar démontre l'importance de réfléchir au caractère social de la nature, et ce particulièrement lorsqu'il est question de projets de développement qui ont un impact sur la gestion des ressources naturelles. De plus, ce cas démontre la « plasticité du paysage » (Agrawal et Sivaramakrishnan, 2000:20), puisqu'il peut être transformé par les acteurs sociaux qui ont le pouvoir d'influencer ses dispositions afin de le rendre conforme à l'apparence qu'ils souhaitent lui donner. J'ai donc couvert ici le premier volet de cette recherche, soit l'identification des facteurs politiques qui ont changé la conjoncture socio-environnementale locale. Voyons désormais quels sont les effets de ces transformations et comment ceux-ci sont vécus par la population locale.

### **CHAPITRE 3- ARTICULATIONS SOCIO-ENVIRONNEMENTALES ET COMMUNAUTAIRES**

Dans le désert de Thar, les effets de la dégradation de l'environnement, de la crise agraire et des problèmes liés aux sécheresses récurrentes sont palpables. Ponctué de cadavres d'animaux jonchant le sol, d'arbres fissurés, d'étangs asséchés aux airs funestes et de champs déformés par les sillons aux semences avortées, le paysage local évoque la calamité. Il n'y a cependant pas que le panorama local qui exprime les contrecoups des problèmes environnementaux. Ceux-ci ont d'importantes répercussions sociales qui marquent de manière différenciée les groupes et les individus.

Dans le chapitre précédent, nous avons vu que la professionnalisation du développement a été synonyme d'une reconfiguration de la gestion des ressources naturelles, découlant d'une volonté d'augmenter la productivité agricole. Le présent chapitre a pour objectif d'exposer le paysage socio-environnemental de Givas, dont l'élaboration – tant physique que métaphysique – est tributaire de procédés à la fois naturels et humains. Le but est de comprendre quelles sont les conditions d'existence locales qui agissent sur la manière dont la dégradation de l'environnement se vit, tant au plan collectif qu'individuel. Ma compréhension de Givas s'articule autour d'une considération pour les récentes critiques sur la notion de communauté. Tout comme Li (1996:510), je soutiens que l'hétérogénéité d'une communauté n'est pas limitée à des différences de classes. En effet, dans le milieu agraire indien, en plus des facteurs de différenciation fondamentaux que sont le genre et la caste, un ensemble d'autres éléments viennent brouiller les contours qui définissent et divisent les groupes. La superposition fragmentaire de l'histoire locale, de la parenté et des biographies produit également des généalogies et expériences soit partagées, soit divergentes. Ce curriculum peut être invoqué par les individus pour atteindre des résultats spécifiques, ou, plus généralement, pour suggérer des interprétations particulières d'idéologies culturelles. Ce point est particulièrement important pour l'articulation de Givas, et ce parce que la majorité des habitants appartient à un même groupe selon le système de castes de l'État indien et qu'une partie importante de fermiers possède peu de terre. Givas n'est donc pas majoritairement composé de groupes sociaux dont la distance sur le plan de la caste et de classe est considérable. Dans ce contexte, l'histoire locale, les relations entre les familles ainsi que les facteurs de genre sont des variables qui ont une portée considérable – sans pour autant avoir des effets déterministes *in extenso* – sur l'impact de la

dégradation de l'environnement, sur l'accès aux ressources naturelles et sur la possibilité de participer aux programmes de développement et d'en bénéficier. Enfin, dans le contexte particulier du Rajasthan, la maisonnée, qui constitue l'expression fondamentale du système de parenté, constitue également un vecteur de l'impact des transformations environnementales, puisqu'elle est le lieu d'attribution des rôles et responsabilités sociales ainsi que des règles d'accès aux ressources. Pour mieux comprendre les dynamiques liées à ces unités sociales qui forment la base de la communauté, les règles associées à la parenté seront décomposées. En particulier, nous verrons comment elles créent un contexte de vulnérabilité pour les femmes. Enfin, précisons que la visée de ce chapitre est principalement d'élaborer les critères socioéconomiques, culturels, démographiques et environnementaux qui forment les circonstances sociales sur lesquelles s'articule la problématique à l'étude. Il trace donc une esquisse des dynamiques communautaires, plutôt que de s'attarder à l'expérience directe des gens – les chapitres 4 et 5 y seront réservés.

### 3.1. PORTRAIT DE LA COMMUNAUTÉ

La communauté de Givas, par ses caractéristiques sociales et environnementales, ainsi que par sa disposition géographique – isolée des centres urbains – est représentative des villages du désert de Thar. Cependant, afin de mettre en contexte les articulations propres à cette collectivité, il importe d'analyser dans quel cadre régional elle se situe et quelles en sont les particularités sociodémographiques et environnementales – les caractéristiques socio-environnementales seront précisées plus loin.

#### 3.1.1. Bref portrait régional

Au Rajasthan, contrairement à d'autres régions de l'Inde, le rappel de l'appartenance à un groupe ne semble pas être un sujet délicat, ni tabou. À cet égard, en milieu rural, la mention de la caste fait partie des présentations d'usage lors d'une première rencontre. La distribution de la population par caste dans les zones rurales<sup>67</sup> de l'État s'établit comme suit : *Other Backward Classes* (47%), *Scheduled Castes* (21%), *Scheduled Tribes* (16%) et autres (17%)<sup>68 69</sup>. Au plan

---

<sup>67</sup> La répartition en milieu urbain va pour sa part comme suit : *Scheduled Tribes* (2,5%), *Scheduled Castes* (21%), *Other Backward Classes* (37,5%) et autres (39%),

<sup>68</sup> La catégorie « autre » comprend toutes les communautés – sans distinction – qui ne sont pas répertoriées dans celles précédemment mentionnées.

<sup>69</sup> Ces données révèlent que les groupes répertoriés sous la catégorie *Other Backward Classes* (OBC)

religieux, la majorité des gens sont hindous – représentant 89% de la population selon le recensement de 2001. Le reste de la population est réparti comme suit : Musulmans (8%), Sikhs (1,5%), Jains (1,15%), Chrétiens (0,13%) et Bouddhistes (0,01%). En 2001, l'Inde comptait une proportion de population rurale de 72%, taux qui s'élevait à 77% au Rajasthan (Boland-Crewe and Lea, 2002: 37 et 210), et à 92% au niveau de Barmer, district du lieu à l'étude (Government of India, 2009a:76).

Le Rajasthan est parmi les états pauvres de l'Inde : son produit intérieur net n'était en 2000/01 que de 12 914 roupies par habitant, soit un peu plus de 35 roupies (ou 0,75\$ dollars américains en date du 28 juin 2010) par jour<sup>70</sup>, comparativement à une moyenne nationale de 59,44 roupies par jour (ou 1,29\$ dollars américains en date du 28 juin 2010). L'agriculture et le pastoralisme forment l'économie dominante. Ces occupations demeurent cependant précaires, car nous l'avons vu, une bonne partie du Rajasthan est soumise aux aléas du désert. Les accidents pluviométriques s'accompagnent donc inévitablement du spectre de la famine (Boland-Crewe and Lea, 2002:214).

Les données des tableaux 3.1 révèlent que comparativement à l'ensemble de l'Inde et à l'État du Rajasthan, les agriculteurs du district de Barmer et même de Givas possèdent des lots de terre relativement grands. De plus, Givas compte une concentration importante d'agriculteurs marginaux, suggérant que certains fermiers ont un plus grand monopole sur les terres<sup>71</sup>.

Les conditions arides du désert de Thar n'y permettent que des cultures peu diversifiées, les principales étant le *bajra* (millet local), le *til* (grains oléagineux), ainsi que le *mung*, le *moat* (légumes à gousse) et le *guar* (haricot de Guar). Un champ sera normalement composé à 50% de

---

constituent une partie très importante de la population du Rajasthan – à titre indicatif, comme nous le verrons, la communauté de Givas est constituée à 88% d'OBC. L'attribution du statut OBC par le gouvernement indien est un sujet très délicat au Rajasthan, notamment depuis la mise en place de mesures affirmatives, recommandées par le gouvernement central et adoptées par les états – par exemple les quotas pour l'emploi et l'éducation –, pour les castes dépréciées (voir Assayag, 2006). En 1999, sous la gouvernance du Bharatiya Janata Party (BJP) la communauté Jat a été incluse dans la catégorie OBC. Cette initiative fut très controversée, parce qu'elle constitue 15% de la population et qu'il s'agit d'une communauté relativement prospère comparativement aux communautés Sen, Kumbhars, Luhars, Nais et Sunars, par exemple.

<sup>70</sup> Selon la banque mondiale, le seuil de pauvreté international est établi à 1,25\$ (USD) par jour (World Bank, 2010:3). Le gouvernement indien a cependant établi différents seuils selon les États. Au Rajasthan, il est de 18,34 roupies (soit 0,39\$ USD) en zone urbaine et 12,28 roupies (soit 0,26\$ USD) en zone rurale. Au plan national, le seuil de pauvreté est de 356,30 roupies par mois, soit environ 11,71 roupies par jour (Government of India, 2005a, 2005b). Notons que ces conversions monétaires ont été effectuées en date du 28 juin 2010.

<sup>71</sup> Soulignons par ailleurs que ces données sont biaisées par le fait que la population sondée comprend peu de Bhil et aucun Sen alors que les Jats et les Bishnois sont réputés être des fermiers relativement bien nantis en terme de propriétés agraires.

*bajra*, la portion restante étant divisée également entre le *til*, le *mung* et le *moat*. Si l'espace le permet, des herbes – lesquelles servent de fourrage pour les animaux – et du *guar* seront cultivés.

**Tableau 3.1** : Proportions des propriétés (individuelles et conjointes) par classes agraires Givas/district de Barmer/Rajasthan/Inde.

Classes agraires	Proportions			
	Givas	District de Barmer	Rajasthan	Inde
Marginal (0.5 à 1 hectare)	13%	4%	31,75%	64,75%
Petit (1 à 2 hectares)	6%	6,25%	20,75%	18,50%
Semi-moyen (2 à 4 hectares)	39%	15,5%	20,5%	11%
Moyen (4 à 10 hectares)	33%	37%	19%	5%
Grand (10 hectares et plus)	19%	37,25%	8%	0,75%
Total	100%	100%	100%	100%

Source pour les données sur Barmer, le Rajasthan et l'Inde : Government of India (2009a:147-148).

Source pour les données sur Givas : données recueillies par Karine Gagné en 2010<sup>72</sup>.

Bien que l'agriculture constitue le moyen de subsistance de la vaste majorité des foyers du désert de Thar, depuis les 20 dernières années, la migration temporaire pour le travail – laquelle peut s'étendre sur une période de plusieurs mois par année – compense cette entreprise devenue très précaire. Depuis 2005, les ménages bénéficient également des emplois occupés dans le cadre du programme gouvernemental NREGA – ces deux derniers points seront respectivement discutés dans les chapitres 4 et 5.

Au moment du recensement de 2001, le Rajasthan avait un taux d'alphabétisation de 61%, comparativement à une moyenne nationale de 65%. Ce taux de 65% représente cependant une amélioration spectaculaire, car au recensement de 1991, il n'était que de 38% (Boland-Crewe and Lea, 2002:214). Par contre, les normes de parenté dans le nord de l'Inde contribuent au manque d'intérêt accordé à l'éducation des jeunes filles. Ceci s'explique d'une part par le fait que ces dernières n'ont qu'un statut temporaire au sein du foyer natal, et d'autre part parce que la responsabilité de l'économie du foyer – au sens formel et non « l'économie invisible » – repose sur les hommes. Ces facteurs font en sorte que les parents préfèrent investir dans une meilleure

---

<sup>72</sup> Notons que la portion du tableau qui comprend les informations sur Givas a été créée strictement avec les données recueillies sur le terrain, soit un échantillonnage qui représente environ un quart des foyers.

éducation pour leurs fils (Dube, 1997:146). De plus, dans un contexte de dégradation de l'environnement, où la charge des travaux domestiques et agricoles peut s'avérer trop importante en raison de l'absence du mari – due à la migration pour le travail –, le soutien d'une jeune fille au foyer peut devenir indispensable (Khera et Nayak, 2009). Ceci l'amènera à devoir s'absenter régulièrement de l'école, ou à être retirée très tôt. Ainsi, bien que le travail des femmes ne soit pas considéré au niveau de l'économie formelle, leur force de travail et leur soutien au sein du foyer sont reconnus et s'avèrent essentiels. Par ailleurs, notons que dans les quatre plus grands États du nord de l'Inde – Rajasthan, Bihar, Uttar Pradesh, Madhya Pradesh –, entre le tiers et la moitié des filles âgées de 6 à 14 ne sont jamais allées à l'école (Sen et Drèze, 2002:152).

En milieu rural, il suffit de visiter les écoles pour constater le phénomène du favoritisme pour l'éducation des garçons. Comme le tableau 3.2 le démontre, plus on avance dans le cycle, moins les classes comptent d'écolières. Pour un ratio garçon/fille presque égal au début du primaire, il ne reste qu'une fille pour 3 garçons à la fin du secondaire. Les filles bénéficient rarement d'un investissement dans une éducation supérieure – collèges, cours spécialisé ou écoles de meilleur niveau, institutions qui par ailleurs ne se trouvent que dans les centres urbains.

**Tableau 3.2 :** Inscriptions à l'école, district de Barmer (2007-2008)

Niveau	Garçon	% du groupe	Fille	% du groupe
Pré-primaire et primaire	150 413	54%	126 137	46%
Primaire supérieur	123 858	61%	80 075	39%
Secondaire et secondaire de 2e cycle	50 381	73%	18 944	27%

Source : Government of India (2009b:79-84).

Les données recueillies à Givas démontrent que de nos jours, les parents valorisent énormément l'éducation de leurs enfants<sup>73</sup>. Plusieurs parents ont affirmé que dans le contexte actuel de dégradation de l'environnement et de pénurie de ressources naturelles et agraires, l'éducation constitue le seul moyen pouvant permettre à leur descendance d'avoir une existence décente. Cependant, à de nombreuses reprises, les répondants se sont plaints de la piètre qualité de l'enseignement à l'école du village et du manque de fonds nécessaire pour défrayer les coûts d'une formation scolaire avancée, laquelle permettra d'avoir un bon emploi.

<sup>73</sup> Notons que le nombre d'enfants des adultes interrogés totalise 107, parmi lesquels seulement une fillette en âge scolaire n'était pas inscrite à l'école.



Au plan national, le Rajasthan est reconnu pour avoir un âge moyen au moment du mariage relativement bas, étant de 15,1 ans<sup>74</sup> en 2006 (Government of India, 2006b:258), alors qu'il était de 15,4 ans en 1971 (Dyson and Moore, 1983:40). Cette variation à la baisse suggère que les mariages avant l'âge légal – établi à 18 ans – demeurent la norme dans cet État. En particulier, les mariages entre enfants ou mariages pré-pubères avec consommation ultérieure prévalent parmi les hindous du Rajasthan (Dube, 2001:236), coutume qui peut parfois être hasardeuse pour les femmes<sup>75</sup>. Les données de Givas rapportent que la vaste majorité des enfants sont mariés lorsqu'ils sont âgés de 2 et 6 ans, et la cohabitation se fait par la suite vers 15 à 20 ans<sup>76</sup>. Cependant, dans le contexte actuel de dégradation de l'environnement, le besoin de soutien au foyer occasionne parfois des cohabitations prématurées par rapport aux plans initiaux<sup>77</sup>.

---

<sup>74</sup> Selon Dyson and Moore (1983:48), de nombreuses raisons justifient la nécessité d'une union matrimoniale en bas âge. Dans un système où le mariage crée des alliances entre des groupes patrilineaires, où la chasteté est hautement prisée, où les femmes n'exercent aucune influence sur le choix de leur partenaire, il y a certes plusieurs avantages à un mariage hâtif. Ces mariages facilitent le maintien de l'autorité hiérarchique à l'intérieur des familles et découragent l'établissement d'un lien fort entre le mari et la femme qui, selon la croyance populaire, pourrait compromettre les intérêts du clan patrilineaire. Au niveau économique, pour le foyer natal, les unions en bas âge réduisent le fardeau de subvenir aux besoins d'une femme qui par la suite habitera un autre foyer et dont les enfants ne contribueront pas au groupe agnatique auquel cette dernière appartient. Finalement, un mariage précoce augmente la période durant laquelle une femme peut produire des successeurs pour le groupe auquel elle est mariée, considération particulièrement importante pour le système du nord de l'Inde où les règles de transmissions de propriété sont très strictes.

<sup>75</sup> Le cas d'une jeune fille que je nommerai Mala illustre très bien les risques que comportent les mariages d'enfants. Lorsqu'elle avait deux ans, Mala et son frère Kema ont été mariés à un frère et une sœur d'une même famille. Le plan était simple, pratique et courant : lorsque l'épouse de Kema allait quitter le nid familial, Mala allait la remplacer en allant vivre chez son époux. Cependant, si les parents de Mala croyaient avoir marié leur fille à une bonne famille, rien n'assurait que 15 ans plus tard les choses n'auraient pas changé. Ceux-ci se retrouvaient donc devant une impasse : (1) envoyer leur fille habiter avec son époux, devenu alcoolique – à 17 ans –, dans un foyer où les revenus sont générés par le trafic d'opium, ou (2) annuler ce mariage et être ostracisés par la communauté entière. Cette dernière solution n'a pas été considérée par les parents de Mala, et la compréhension du monde rural indien permet de mieux saisir les raisons derrière ce choix. Les parents de Mala tentèrent donc de donner le plus d'outils possible à leur fille afin de lui permettre de mieux surmonter ce qui l'attendait ou du moins afin de lui offrir plus d'opportunités si elle devait un jour quitter ce foyer. Ainsi, l'année prochaine, Mala commencera des études afin d'être infirmière. Précisons-le, il s'agit là d'une situation très inhabituelle, car je n'ai rencontré aucune femme à Givas ayant un tel niveau d'éducation, ni jeune, ni âgée. De plus, l'idée même de quitter le foyer et d'aller travailler au quotidien dans une ville – car les dispensaires les plus proches se trouvent à Jodhpur – tenait presque de l'insolite dans le contexte local. Cependant, les parents de Mala y voyaient peut-être là une stratégie afin de donner à leur fille la possibilité d'échapper, quotidiennement, hebdomadairement ou temporairement au milieu nocif qui l'attendait. Mala, bien consciente de la situation, ne s'en trouvait pas moins inquiète et attristée.

<sup>76</sup> Selon les habitants de Givas, depuis la mise en place du *Prohibition of Child Marriage Act* de 2006 – loi nationale qui interdit la célébration du mariage des enfants ainsi que toutes pratiques qui y sont liées – cette coutume a cependant connu une forte diminution.

<sup>77</sup> Par exemple, une jeune épouse m'a expliqué avoir célébré le *gauna* – la cérémonie après laquelle l'épouse quitte son foyer natal pour vivre avec son mari – plus tôt que prévu, soit à l'âge de 15 ans, parce que sa belle-mère avait besoin d'aide pour accomplir les travaux domestiques et agricoles et pour s'occuper des animaux, ses fils travaillant tous à l'extérieur et sa fille ayant récemment quitté le foyer natal.

Comparativement au sud de l'Inde, le taux de fécondité du Rajasthan, comme plusieurs états du nord de l'Inde, est particulièrement élevé. L'indice de fécondité total était de 3,8 en 2006, comparativement à un indice national de 2,6 (Government of India, 2006b:258)<sup>78</sup>. Enfin, en 2001, l'espérance de vie à la naissance était de 64,1 ans chez les hommes et de 67,2 ans chez les femmes, comparativement à une moyenne nationale respective de 67,5 ans et 72,6 ans (Government of India, 2006a:257).

**Tableau 3.3** : Sex-ratio, Rajasthan et Inde, selon les recensements de 1991 et de 2001\*

Sex-ratio	1991	2001
Inde	927	933
Rajasthan	910	922
Urbain	879	890
Rural	919	932
0 à 6 ans	917	909

Source : Government of India (2006b:258).

\* Le sex-ratio est exprimé sur 1000 et les données qui figurent dans le tableau expriment le nombre de filles pour 1000 garçons.

L'Inde présente une importante division régionale au niveau du ratio homme/femme chez les enfants. Les états du Nord et de l'Ouest sont toujours en deçà du point de référence<sup>79</sup>, alors que les états de l'Est et du Sud se situent au-dessus de ce point (Sen et Drèze, 2002:259-261). De plus, on remarque une discrimination de genre au niveau de l'attention portée à la santé des enfants. Au Rajasthan, les chances relatives de survie d'enfants (0 à 5 ans) de sexe féminin sont plus faibles (134,9 décès par 1000 naissances) que les enfants de sexe masculin (115,7 décès par 1000 naissances), ce qui reflète la négligence des fillettes (Government of India, 2006b:259). Selon Sen et Drèze (2002:246), ce type de désavantage est particulièrement élevé dans les régions où les inégalités de genre sont prononcées (Sen et Drèze, 2002:246), comme c'est le cas dans le nord-ouest de l'Inde. De plus, ces données révèlent que le taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans est beaucoup plus élevé au Rajasthan comparativement à la moyenne nationale de 94.9 décès par 1000 naissances. Notons par ailleurs que le taux de

<sup>78</sup> Les données recueillies à Givas lors de mes recherches en 2010 rapportent une moyenne de 3.6 enfants par couple, avec un nombre de garçons 16% plus élevé que le nombre de filles. Les mêmes gens ont été questionnés sur leurs frères et sœurs. Ces données révèlent que la génération précédente avait en moyenne 5 enfants par couple, à raison d'un nombre de garçons 13,4% plus élevé que le nombre de filles. Nous pouvons donc observer que les familles sont aujourd'hui moins nombreuses qu'auparavant, et que le favoritisme envers les garçons persiste, voire augmente. Évidemment, ces données ont peu de rigueur scientifique : (1) elles ne se conforment aucunement à l'ensemble des règles qui balisent un recensement qui vise à évaluer le taux de fertilité, (2) l'échantillonnage est relativement petit, et (3) l'écart d'âge des répondants varie de 20 à 70 ans. Ces données nous permettent cependant de constater certaines tendances générales.

<sup>79</sup> Afin d'effectuer leur comparaison, Sen et Drèze utilisent le point de référence de l'Allemagne, qui est de 94,8 (sur 100). Le Rajasthan a un point de référence 90,9 (Sen et Drèze, 2002:259-261).

mortalité infantile avant 5 ans est au Rajasthan de 39% plus élevé en milieu rural qu'en milieu urbain (Government of India, 2006b:259).

Selon le recensement de 2001, l'État du Rajasthan a enregistré une amélioration au niveau du ratio homme/femme en comparaison au recensement de 1991, passant de 910 à 922 (voir tableau 3.3). Cependant, il est particulièrement inquiétant de remarquer que le ratio homme/femme chez les 0 à 6 ans a diminué depuis 1991, suggérant encore une fois une discrimination envers les filles.

En somme, ces caractéristiques sociales, démographiques et économiques régionales nous permettent de conclure que comparativement à l'ensemble de l'Inde, la problématique sur laquelle se penche cette enquête se déroule dans une région relativement défavorisée – précisons que bien que les paysans y possèdent des lots de terre relativement importants par rapport à l'ensemble du pays, leurs revenus demeurent inférieurs à la moyenne nationale – et où les normes sociales sont particulièrement préjudiciables pour les femmes.

### 3.1.2. Portrait de Givas

La communauté de Givas est très représentative du district de Barmer et du désert de Thar : située en zone rurale et relativement isolée, elle est traversée par une seule route qui la relie aux villages voisins. Deux fois par jour, un autobus parcourt les quelque 100 kilomètres qui mènent à Jodhpur : il faut alors compter un peu plus de deux heures de route pour atteindre l'orée de la ville.

Le village de Givas compte 159 foyers – soit environ 1000 habitants – dont les membres appartiennent à quatre communautés différentes<sup>80</sup>, la majorité étant représentée par les Jats (voir tableau 3.4). D'après l'échantillonnage de données recueillies – soit le quart des maisonnées de

---

<sup>80</sup> Le tableau 3.5 peut donner à première vue une impression d'homogénéité à Givas, la majorité des habitants étant répertoriés sous la caste OBC. Cependant, nous verrons dans les chapitres 4 et 5 que les diverses communautés répertoriées sous les OBC sont elles-mêmes hiérarchiques et grandement différenciées. Par exemple, afin de souligner qu'ils sont inférieurs aux Bishnois et aux Jats un agriculteur Jat m'a expliqué que les Sen sont les barbiers du village. Ainsi, les Sen coupent les cheveux aux Bishnois et aux Jats, même s'ils appartiennent tous à la catégorie OBC. Ils ne coupent cependant pas les cheveux aux Bhils, qui sont jugés inférieurs. L'exemple est significatif, parce que dans la tradition hindoue, le fait de couper les cheveux – et donc d'être en contact avec des restes humains – signifie un statut inférieur.

Givas –, 59% des ménages sont élargis<sup>81</sup>. Ce taux est considérablement plus élevé que la moyenne nationale indienne qui est de 37% en milieu urbain et 41% en milieu rural (International Institute for Population Sciences and Macro International, 2007:23).

Givas est sous l'autorité d'un *panchayat* qui chapeaute un total de cinq villages<sup>82</sup>. Selon le recensement de 2001, bien que 99% des villages en milieu rural soient électrifiés, seulement 44% des foyers sont branchés à l'électricité. Selon le *panchayat* local, cette proportion atteint 75% à Givas. L'usage de l'électricité est principalement limité aux ampoules et moulins électriques, ainsi que – dans le cas des familles plus aisées – aux téléviseurs et réfrigérateurs. Les autres corvées ménagères – cuisine, lavage, etc. – sont toutes accomplies manuellement.

**Tableau 3.4** : Répartition de la population de Givas selon la caste

Caste <sup>83</sup>	Classification de caste	Nombre de foyers	Pourcentage de la population en termes de maisonnées	Famille élargie (proportion d'après la population sondée)
Jat	<i>Other Backward Class (OBC)</i>	98	62%	53%
Bishnoi	<i>Other Backward Class (OBC)</i>	30	19%	70%
Bhil	<i>Scheduled Tribes (ST)</i>	20	12%	67%
Sen	<i>Other Backward Class (OBC)</i>	11	7%	n/a
	Total :	159		

Source : données recueillies par Karine Gagné en 2010

On retrouve à Givas deux étangs dont la capacité d'accumulation – rappelons que les étangs sont réapprovisionnés avec la pluie – permet, en temps normal, de satisfaire les besoins de la population humaine et animale jusqu'à la prochaine mousson. Cependant, ces étangs ne sont pas

<sup>81</sup> Chez les Hindous du sous-continent indien, la famille élargie est composée de plusieurs générations vivant sous un même toit. Les hommes sont d'une même filiation agnatique et les femmes sont soit des mères, épouses, filles non mariées, veuves ou parents.

<sup>82</sup> La participation politique en milieu rural au Rajasthan est très élevée. En effet, le taux de participation à l'élection du *panchayat* local qui s'est déroulée durant mon séjour a atteint, selon le superviseur des élections, 73%. Fait intéressant, les chefs des trois partis qui se présentaient étaient des Jats.

<sup>83</sup> J'aimerais apporter quelques précisions sur les raisons d'un recours à la caste afin de traiter des dynamiques communautaires à Givas. Je l'ai mentionné, les effets pervers d'un trop grand recours à la caste ont déjà été relevés (voir Inden, 1990). Cependant, Robbins (2001:206-207) souligne que bien que la caste soit souvent un point de départ inapproprié pour l'analyse des interactions au niveau des communautés rurales, il n'en demeure pas moins que les groupes de castes continuent d'occuper des positions distinctives en relation au capital, à la terre et au pouvoir politique. Puisque la prévalence du système de caste est palpable dans le milieu rural au Rajasthan et qu'il influence les dynamiques communautaires ainsi que les rapports de pouvoir à Givas, on ne peut donc l'ignorer.

résilients aux sécheresses, de sorte que s'il y a un déficit pluviométrique, les villageois doivent s'approvisionner avec des citernes d'eau, qu'ils achètent à d'autres villes et villages. Seulement une dizaine de foyers ne possède pas de *tanka* – citerne souterraine qui permet d'entreposer l'eau et qui est réapprovisionnée par la pluie. Toutefois, plusieurs ménages ont des *tankas* faits de terre et qui ne sont recouverts que par des branches d'arbres. Contrairement aux nouveaux modèles de *tankas* en ciment, les *tankas* en terre conservent moins bien l'eau, et celle-ci se corrompt plus facilement.

**Tableau 3.5** : Proportions des propriétés à Givas par catégories et par caste

Type de fermier par lot	Caste (en proportion)		
	Jat	Bishnoi	Bhil
Marginal (0.5 à 1 hectare)	11%	10%	33%
Petit (1 à 2 hectares)	6%	0%	0%
Semi-moyen (2 à 4 hectares)	33%	40%	67%
Moyen (4 à 10 hectares)	33%	20%	0%
Grand (10 hectares et plus)	17%	30%	0%
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%<sup>s</sup></b>

Source : données recueillies par Karine Gagné en 2010

La vaste majorité des habitants de Givas vit des revenus de la terre et de l'élevage de bétail. Les familles possèdent en moyenne neuf animaux – vaches, chèvres et moutons<sup>84</sup> – et huit hectares de terre<sup>85</sup>. Précisons à cet égard que parmi les 35 maisonnées sondées à Givas, une seule famille ne possède pas de terre. Cette famille appartient à la communauté Bhil et semblait beaucoup plus démunie (habitation très modeste, citerne très rudimentaire, référence constante au manque de fonds) que le reste des habitants rencontrés à Givas. Ainsi, contrairement à plusieurs communautés rurales de l'Inde où des villageois n'ont pas de terre, mais sont employés sur des entreprises agraires, à Givas, les habitants sont tous (ou presque) propriétaires de leur terre.

<sup>84</sup> Les Bishnois ne possèdent pas de chèvre, animal qui selon eux, ne convient pas à leur statut. Une femme Bishnoi m'a par ailleurs expliqué que les Bishnois croient que les chèvres ont des poux qui peuvent se transmettre aux femmes. Les Jats possèdent principalement des chèvres, mais quelques-uns possèdent également des moutons. Généralement, les familles les plus pauvres possèdent davantage de moutons et de chèvres que de vaches. Enfin, les Bhils possèdent principalement des chèvres et des moutons, et parfois des vaches.

<sup>85</sup> Comme mentionné dans le chapitre 2, cette moyenne est biaisée par la présence de deux très grands propriétaires dans l'échantillon. Une moyenne de 5.5 hectares de terres par foyer est beaucoup plus représentative de la réalité locale.

Le tableau 3.5 illustre la proportion de fermiers par classe et par caste, à partir des données recueillies à Givas. Nous pouvons déjà déterminer certaines tendances : les Bishnois et les Jats sont parmi les plus grands propriétaires. Cependant, il y a davantage de grands propriétaires chez les Bishnois<sup>86</sup>. Enfin, bien que la très vaste majorité des habitants de Givas vivent de l'agriculture, la diminution du rendement des terres et l'absence de possibilité d'emploi à proximité font en sorte que cette communauté connaît une forte prévalence de migration temporaire des hommes. Les relations entre la possession de terres, la migration et la structure familiale seront discutées dans le chapitre 4.

### 3.1.2.a Espace socio-environnemental

Suivant la perspective de Tsing (2005), le paysage à l'étude est perçu comme étant anthropomorphique, car empreint d'une essence humaine. Pour le visiteur qui met le pied pour la première fois en ces lieux, les pâturages semblent être des terrains vierges, laissés à l'abandon. Or, ces pâturages, pour tant qu'ils semblent purs, sont le produit d'une administration paysanne. De plus, les étangs qui ponctuent cet espace ne sont pas entièrement naturels, mais altérés par le labour humain, entretenus par des arrangements communautaires et légiférés par des règles locales d'accessibilité.

Le tableau 3.6 rapporte l'utilisation des terres dans le district de Barmer en 2004-2005 et pour l'ensemble du Rajasthan en 2005-2006. Nous pouvons remarquer que comparativement à l'ensemble du Rajasthan, le district de Barmer comprend une plus grande superficie de terres allouées au pâturage, soit 7,2%, comparativement à 4,98% au niveau de l'État. Toutefois, l'espace de forêt y est moindre, avec seulement 1,12% comparativement à 7,81% au niveau de l'État.

Comme la plupart des villages du désert de Thar, Givas est formé par plusieurs hameaux, chacun étant habité par les membres d'une même caste. L'organisation spatiale du village est illustrée à

---

<sup>86</sup> Notons que si l'échantillonnage avait comporté davantage de répondants des communautés Bhil et Sen, il serait fort probable que la représentation du village rapporte davantage de propriétaires marginaux et petits. Je l'ai mentionné dans le chapitre 1, les données recueillies chez les Bhils manquent de robustesse statistique, car elles ne comportent que trois répondants. De même, les Sens ne figurent aucunement dans l'échantillon. Cependant, notons que les informations recueillies sur le terrain permettent de croire que la très vaste majorité des Bhils et des Sens sont des agriculteurs que l'on peut répertorier dans les catégories allant de marginaux à semi-moyens.

l'annexe 4. Givas dispose également de plusieurs ressources communes, lesquelles sont gérées par diverses autorités (voir tableau 3.7).

**Tableau 3.6** : Utilisation des terres, district de Barmer et État du Rajasthan (2004-2005)

Éléments	% de la superficie du district de Barmer en 2004-2005	% de la superficie de l'État du Rajasthan en 2005-2006
Forêt	1,12%	7,81%
Superficie en utilisation non agricole <sup>87</sup>	2,59%	5,32%
Terres arides et non cultivables	4,48%	7,21%
Pâturages permanents et autres terres de pâturage	7,20%	4,98%
Terre sous diverses cultures d'arbres et arbustes	0,01%	0,06%
Terres en friche cultivables <sup>88</sup>	7,84%	13,40%
Terres en jachère – autres que les jachères courantes <sup>89</sup>	12,63%	6,61%
Terres actuellement en jachères <sup>90</sup>	12,50%	5,57%
Superficieensemencée	51,63%	49,13%

Source pour les données pour Barmer : Government of Rajasthan & Institute of Development Studies (2008:19).

Source pour les données pour le Rajasthan : Government of India (2006e:3).

En théorie, ces ressources devraient être entièrement accessibles à tous les membres de la communauté, quelle que soit la caste à laquelle ils appartiennent, et peu importe qu'il soit homme ou femme. Cependant, à Givas, certaines familles sont marginalisées et parfois privées d'accès aux ressources communes. Bien que ces gens aient le droit légal de bénéficier de ces ressources, comme je le démontre à l'instant, les villageois exercent occasionnellement des pressions afin de les en empêcher<sup>91</sup>.

<sup>87</sup> Ceci comprend toutes les terres occupées par des bâtiments, des routes et des chemins de fer et des terres à usage autre que l'agriculture.

<sup>88</sup> Les terres en friche sont des terrains qui n'ont soit jamais été cultivés ou dont la culture en a été interrompue – il ne s'agit cependant pas d'une terre en jachère. Cette catégorie comprend les terres dont on peut disposer pour la culture, qu'elles ne soient pas utilisées pour la culture ou qu'elles aient été utilisées seulement une fois au moment du recensement. Elles ne doivent cependant pas être cultivées durant l'année en cours, ni durant les cinq dernières années pour une raison ou une autre. Ces terres peuvent être partiellement ou complètement couvertes d'arbustes et de forêt qui ne sont pas utilisés. Les terres qui ont déjà été cultivées, mais qui ne l'ont pas été depuis 5 ans sont également incluses dans cette catégorie.

<sup>89</sup> Ceci comprend toutes les terres qui sont normalement cultivées, mais sont temporairement hors de culture (pour une période d'au moins un an, mais ne devant pas excéder cinq ans). La culture de ces terres peut être interrompue pour l'une des raisons suivantes : pauvreté du cultivateur, approvisionnement insuffisant en eau, climat paludéen, envasement des canaux et des rivières et nature non rémunératrice de l'agriculture.

<sup>90</sup> Ceci représente une superficie cultivée, mais qui est conservée en jachère pendant l'année en cours. Par exemple, si une zone de semis n'est pas cultivée durant cette année, elle peut être considérée comme étant actuellement en jachère.

<sup>91</sup> Je reviendrai dans le chapitre 5 sur les tankas qui sont mis en place par l'ONG et sur les questions d'accès qui les entourent, de même que sur les travaux liés à l'étang dans le cadre du programme NREGA.

Soulignons également que la communauté de Givas s'est dotée d'un mécanisme qui lui permet d'amasser des fonds afin d'entretenir l'étang du village. Ceux-ci sont recueillis par les offrandes régulières que les habitants de Givas et des communautés avoisinantes font au temple du village.

**Tableau 3.7** : Ressources communautaires de Givas<sup>92</sup>

Type de ressources	Fonction	Autorité	Mise en application des règlements	Pouvoir
<i>Nadi</i> (étang) <sup>93</sup>	Consommation des ménages et autres usages domestiques (nettoyage, lavage, etc.) Abreuvement des animaux	État	<i>Panchayat</i> , police de la région	Politique
Puits	Consommation des ménages (hygiène seulement) Abreuvement des animaux	État	<i>Panchayat</i>	Politique
<i>Tanka</i> <sup>94</sup> (citernes communautaires)	Usage domestique	Local	Comité de l'eau (mis en place par l'ONG)	Politique/savoir des experts
<i>Gocher</i> (pâturage)	Alimentation des animaux Cueillette du bois	État	<i>Panchayat</i>	Politique
<i>Oran</i> (espace près des étangs, appartenant autrefois à des temples religieux)	Alimentation des animaux	Local	Bhomiaji (dieu du village) <sup>95</sup> , communauté elle-même	Légitimité culturelle, déférence sociale
<i>Lata</i> (espace pour apprêter le grain) <sup>96</sup>	Nettoyage et préparation du grain afin de le vendre	État	<i>Panchayat</i>	Politique

Celui-ci a été érigé – il y a de cela un siècle environ – près de l'étang, en l'honneur du dieu du village, Bhomiaji. Cette pratique a débuté il y a 40 ans, alors qu'un prêtre du village aurait imposé que toutes les offrandes faites au temple soient strictement utilisées pour la structure d'eau locale. Cette pratique est toujours de mise aujourd'hui.

<sup>92</sup> Afin de réaliser ce tableau, je me suis inspirée du format élaboré par Robbins (1998:418) – tel que mentionné, géographe spécialiste de la région du Marwar – parce qu'il met en relief les mécanismes institutionnels de gestion des ressources ainsi que les pouvoirs qui en légifèrent les règlements.

<sup>93</sup> Diverses technologies sont utilisées dans le désert de Thar pour maximiser l'usage de l'eau de pluie. Je me concentre ici sur les *tankas* et les *nadis* (et je discuterai brièvement du puits) qui sont les deux seules technologies traditionnelles qui se trouvent à Givas.

<sup>94</sup> Le *tanka* est un type de citerne souterraine dont la forme s'apparente à un puits et qui est rechargé par l'eau de pluie (voir annexe 6).

<sup>95</sup> Rothing Bhomia (Bhomiaji) était un propriétaire Jat qui a vécu dans le village il y a 100 ans. Il avait une préoccupation profonde pour la terre, les gens et le bétail. Selon les habitants de Givas, tous les jours, il prenait sa charrue et ses bœufs et effectuait du travail d'entretien à l'étang du village. Les actions de Bhomiaji auraient créé un effet d'entraînement et les villageois l'auraient accompagné dans son travail.

<sup>96</sup> Cet espace s'apparente à une très large dalle de béton et est généralement situé en bordure de la route.



Enfin, j'ai interrogé les gens sur le maintien actuel de l'étang du village. Les réponses étaient parfois confuses, les gens n'évoquant pas toujours les mêmes modes d'entretien. Certains ont dit qu'autrefois, les villageois payaient les Odes – des nomades qui voyageaient de village en village –, afin qu'ils effectuent la réfection et le nettoyage de l'étang. Il m'a été toutefois impossible de bien saisir les raisons de la cessation de cette pratique. Il semble que les Odes auraient tout simplement cessé de venir à Givas il y a de cela plusieurs décennies<sup>97</sup>. Aujourd'hui, selon certains villageois, la communauté paierait une dame afin qu'elle nettoie l'étang de ses déchets avant la mousson. Par contre, d'autres répondants ont plutôt soutenu que ce nettoyage est effectué par la communauté entière durant des journées de bon augure selon le calendrier hindou. Un homme m'a toutefois dit que ce travail d'entretien était principalement effectué par les hommes et les enfants, les femmes étant plutôt affairées à leurs tâches domestiques. Enfin, les travaux de réfection majeurs sont exécutés dans le cadre de travaux publics ruraux (nous y reviendrons dans le chapitre 5) ou commandés aux membres des castes ouvrières par le *panchayat* local, aux frais des fonds accumulés par le temple.

### 3.1.2.b Conflits au sujet des ressources naturelles

D'abord, à Givas, il n'est pas rare de voir des voisins se disputer lorsque l'animal de l'un se nourrit sur le terrain de l'autre. Ces conflits sont habituels : explicites, communs, ils semblent avoir existé depuis toujours, bien qu'aux dires des villageois, ils seraient de plus en plus fréquents<sup>98</sup>. Ces délits mineurs – mais dont les effets sont certes perturbants – peuvent parfois s'intensifier quand il y a pénurie, comme le soutient cette femme :

Parfois, durant les périodes de sécheresse, les gens volent de l'eau. Ils se servent directement dans nos citernes, sur nos terrains. Mais qu'est-ce qu'on peut y faire, si ces gens sont costauds et enclins à se battre, comment pouvons-nous les en empêcher? (Leela Devi, Jat, 30 ans)

---

<sup>97</sup> Il est possible que l'arrêt de cette pratique coïncide avec le début du recours à l'irrigation et le creusage de puits, technologies qui ont contribué à la perte d'intérêt pour les structures traditionnelles de récolte de l'eau de pluie dans certaines zones de la région aride du Rajasthan.

<sup>98</sup> Au niveau du Rajasthan, le *Scarcity Manual* (anciennement le *Famine Code*) établit les règles et procédures à suivre afin de déclarer une sécheresse. L'augmentation de vols figure parmi les nombreux critères à considérer afin de déterminer s'il y a sécheresse. Ceci signifie certes que les gens peinent à trouver les ressources dont ils ont besoin pour vivre, et qu'ils commettent parfois des délits pour y arriver. Nous verrons dans le chapitre 4 que le Rajasthan a connu des sécheresses répétées depuis les dix dernières années. Il est fort probable que l'augmentation des conflits de ce genre soit liée au fait que les gens manquent de ressources pour nourrir leurs animaux et qu'ils les laissent délibérément se nourrir ailleurs que sur leur terrain. Le manque d'espace de pâturage – tel que mentionné par certaines personnes – peut également expliquer l'augmentation de ces conflits.

Toutefois, les conflits peuvent prendre la forme d'actes qui, bien que bénins en apparence, sont en réalité très pernicious. L'intimidation d'un groupe sur un autre en est un exemple. Il ne s'agit pas là de prévenir ou d'interdire directement certains individus d'utiliser les ressources, mais plutôt d'exercer une pression afin de les en dissuader. Précisons par ailleurs que les gens sur lesquels cette pression est exercée appartiennent à la communauté Bhil, le seul groupe de *Scheduled Tribes* de Givas<sup>99</sup>. Par exemple, certains Bhils disent être victimes d'intimidation lorsqu'ils veulent abreuver leurs moutons au puits du village, car d'autres villageois accaparent l'espace afin de remplir leurs citernes, mise en scène qui peut durer plusieurs heures.

Le facteur de caste n'est pas le seul à influencer les questions d'accès aux ressources. Le capital culturel – nécessaire à la navigation à travers la bureaucratie et la corruption qui la caractérise trop souvent (voir Gupta 1995) –, de même que les moyens financiers permettent à certains individus de s'approprier en douce des portions de terres communautaires. En effet, à Givas, plusieurs gens ont abordé la question de l'empiètement exercé par certains individus dont les propriétés agraires avoisinent les pâturages communautaires. Bien que ces délits soient rapportés aux autorités locales, en versant une somme d'argent à ces dernières, les coupables sont habituellement blanchis de toutes fautes et pourront même conserver leur nouvelle « acquisition ». Cependant, la perversion des autorités n'est pas sans laisser les habitants avec quelques frustrations. Ainsi, les conflits peuvent également être très éclatants et se manifester sous des formes plus violentes et explicites. À cet égard, Givas a à son registre des événements plutôt tragiques dont un des plus dramatiques s'est déroulé il y a deux ans. Une famille qui ne possédait pas de terre avait depuis quelques années établi son domicile sur un des *latas* du village, soit un espace public gouvernemental en bordure de la route et qui sert à nettoyer les produits de la moisson afin de les vendre. Mécontent de cet affront, un groupe de gens a décidé de se « faire justice » : la maison a été incendiée, enlevant au passage la vie de la fillette du couple en question<sup>100</sup>.

Enfin, le conflit le plus récent est survenu quelques mois avant mon séjour à Givas. Je le réitère, lors de mon passage, le désert de Thar connaissait une importante sécheresse, étant donné l'absence de mousson en 2009. Il n'y avait donc pas eu de pluie depuis les 17 derniers mois.

---

<sup>99</sup> Selon la hiérarchie du système de caste, les Bhils sont inférieurs aux OBC.

<sup>100</sup> Je ne suis pas parvenue à trouver un quelconque article sur le sujet dans les archives locales. Cependant, j'ai vu des photos de la maison incendiée, et même deux ans plus tard, les décombres étaient encore apparents.

Inévitablement, un des problèmes majeurs en temps de sécheresse est l'approvisionnement en eau potable. Lorsque les étangs sont taris, les gens doivent acheter des citernes qui proviennent de Jodhpur, et puisque l'eau est dans cette région une commodité sujette aux lois du marché, son coût devient démesuré en temps de crise. Cependant, afin d'éviter ces frais exorbitants, plusieurs habitants de Givas se ravitaillaient à l'étang de Purkas, village situé quelques kilomètres plus loin. Ce type d'approvisionnement est généralement effectué par des chameliers ou des fermiers qui possèdent des tracteurs, et qui effectuent la livraison de citernes à domicile. La pratique y est courante et en temps normal, les plus fortunés s'approvisionnent de la sorte – à partir de l'étang du village où ils habitent –, plutôt que de s'y rendre eux-mêmes à pied. Puisque l'étang de Givas était tari, les gens se sont tournés vers l'étang de Purkas, qui à cause de sa superficie, est plus résilient aux sécheresses. Toutefois, après l'absence de mousson en 2009, les habitants de Purkas ont commencé à craindre de voir leur étang s'assécher et ont demandé aux habitants de Givas de cesser de s'y approvisionner. Mais en vain : après plusieurs tractations infructueuses, les tensions s'escaladèrent. Les gens se sont mis à se lancer des pierres, la police est intervenue et il y a eu des blessés. Au bout du compte, les habitants de Givas ont été privés d'accès à l'étang de Purkas, toute infraction s'avérant désormais passible d'une peine sévère<sup>101</sup>.

### 3.1.3 Déficit pluviométrique

Avant d'élaborer les particularités de la communauté de Givas, il importe d'apporter quelques précisions sur le déficit pluviométrique que connaît la région du Marwar depuis la dernière décennie. Cet aspect est fondamental, car ces sécheresses récurrentes ont un impact majeur sur le contexte socioéconomique actuel à Givas.

Nous avons vu comment les transformations socio-administratives et l'introduction de nouvelles technologies liées à l'agriculture ont engendré des pratiques nocives pour les ressources naturelles du désert de Thar. Il est donc difficile d'imputer les problèmes environnementaux actuels strictement à des bouleversements liés à la pluie. Cependant, les changements qu'a subis la région au cours du dernier demi-siècle ont grandement fragilisé l'environnement local. Ainsi, si les habitants du désert de Thar composent depuis toujours avec l'incertitude liée à la pluie et subissent les sécheresses et les famines, il est possible qu'ils soient aujourd'hui moins résilients à ces avaries dont les effets exacerbent des conditions écologiques, sociales et économiques

---

<sup>101</sup> Au moment de ma visite à Purkas, le niveau de l'eau de l'étang était si bas que les gens estimaient qu'il allait être asséché d'ici deux semaines, ce qui leur causait beaucoup d'anxiété.

précaires. Brièvement, afin de mieux comprendre les phénomènes liés à l'absence de pluie en milieu aride, voici quelques précisions terminologiques.

Selon Sen et Drèze (1989), même si elle est liée à des facteurs environnementaux physiques – sécheresse, inondations – la *famine* est un phénomène social. Son éventualité dépend d'éléments d'organisation sociétale, de facteurs politiques et de modes d'acquisition de nourriture. Dans le même ordre d'idée, Bharara (1999:160) soutient qu'au Rajasthan, à partir de la fin de la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, la nature de la famine a commencé à reposer non plus sur une pénurie de ressources alimentaires, mais désormais sur un manque de pouvoir d'achat. Ainsi, des facteurs institutionnels, politiques et humains – plutôt que naturels – sont aujourd'hui principalement responsables des famines.

**Tableau 3.8** : Pluie tombée dans le district de Barmer en 1999 et 2009

<b>Précipitations, district de Barmer</b>			
Années	Quantité de pluie (cm)	Déviations de la moyenne du district de Barmer, établie à 27.0	% de déviation de la moyenne
<b>1999</b>	<b>21</b>	<b>-6</b>	<b>-22%</b>
<b>2000</b>	<b>26</b>	<b>-1</b>	<b>-3%</b>
2001	30	+3	+11%
<b>2002</b>	<b>9</b>	<b>-18</b>	<b>-67%</b>
2003	48	+21	+78%
<b>2004</b>	<b>21</b>	<b>-6</b>	<b>-22%</b>
<b>2005</b>	<b>18</b>	<b>-9</b>	<b>-33%</b>
<b>2006</b>	<b>70</b>	<b>+43</b>	<b>+159%</b>
<b>2007</b>	<b>24</b>	<b>-3</b>	<b>-11%</b>
2008	28	+1	+3%
<b>2009</b>	<b>18</b>	<b>-9</b>	<b>-33%</b>

Source pour la période de 1999-2005 : (Government of India, 2006e:147-148)

Source pour la période de 2005-2009 : Indian meteorological Department :

<http://www.imd.gov.in/section/hydro/distrainfall/webrain/rajasthan/barmer.txt>

Contrairement à la famine, la *sécheresse* constitue un phénomène environnemental – lequel peut cependant contribuer au déclenchement d'une famine. Elle se produit lorsqu'une région reçoit régulièrement des précipitations inférieures à la moyenne, et ce durant une période suffisamment longue – des mois, des années – pour qu'il y ait un impact sur l'écosystème et l'agriculture de la région touchée<sup>102</sup> (Bharara, 1999). Entre 1901 et 1999, le district de Barmer a connu 14

<sup>102</sup> Il existe plusieurs types de sécheresses, incluant celles qui sont définies et classifiées par le *National Commission on Agriculture* : (1) la *sécheresse agricole*, qui survient lorsque les cultures sont affectées dû à un stress hydrique et un manque de précipitations; (2) la *sécheresse météorologique*, qui est produite par une diminution de plus de 20% des précipitations annuelles normales; et (3) la *sécheresse hydrologique*, qui est déclenchée par des sécheresses météorologiques récurrentes, lesquelles se traduisent par une diminution du niveau de l'eau souterraine, ainsi que de l'eau de surface (Bokil, 2000).

sécheresses modérées et 19 sécheresses sévères (Narain, 2000a:11). Le tableau 3.8 rapporte la quantité de pluie tombée dans le district de Barmer de 1999 à 2009. Nous pouvons observer que sept des onze dernières années accusent un niveau de pluie inférieur à la normale<sup>103</sup>.

Le tableau 3.8 démontre également que l'année 2006 est un cas particulier. Avec 43 centimètres de pluie excédant la moyenne – phénomène presque surréel pour cet endroit si sujet aux sécheresses – le district de Barmer a connu un déluge dont les effets ont été tout aussi néfastes qu'une sécheresse. La calamité a fait une centaine de morts et a emporté la vie de plus de 75 000 bêtes en plus d'endommager gravement les cultures (Rawat *et al.*, 2008; UNICEF, 2006). Nous pouvons donc conclure que des accidents pluviométriques ont eu lieu durant huit des onze dernières années. Il en va de soi, cette période est suffisamment longue pour avoir des effets négatifs à long terme. La figure 1 relève l'impact au niveau macro et micro des sécheresses, tel qu'élaboré par Rathore (2005:10), directeur de recherche à l'*Institute of Development Studies* de Jaipur. Ce résumé donne un aperçu des conséquences sociales, économiques et physiques des sécheresses, dont certaines sont examinées dans ce mémoire. De manière générale, ce schéma permet d'envisager les divers impacts et crises qui affectent le district de Barmer depuis la dernière décennie.

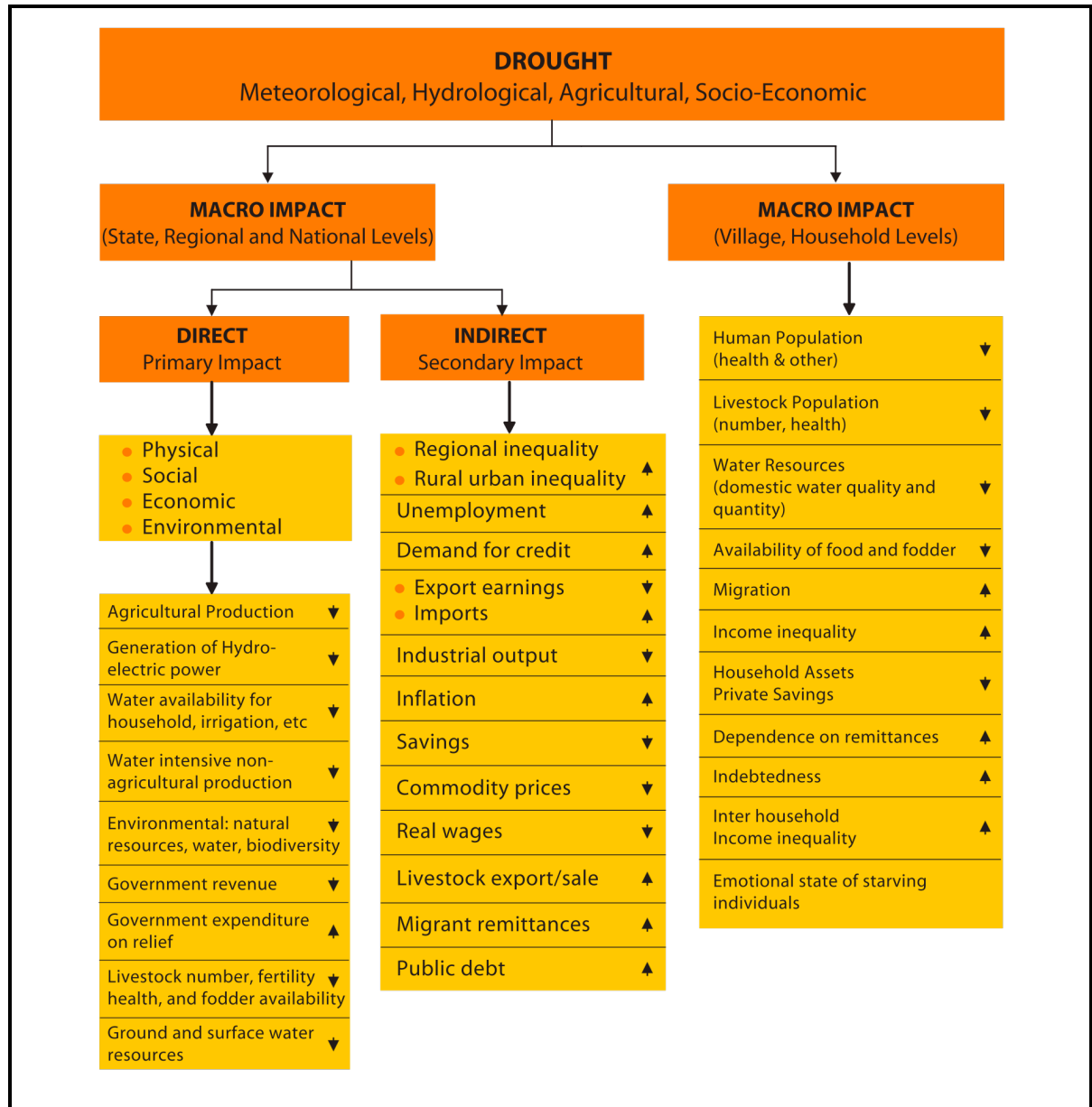
Bien qu'elle ne figure pas au tableau de Rathore, la *désertification* constitue également un impact environnemental particulièrement néfaste des sécheresses en milieu aride. Le UNCCD définit ce processus comme la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides. Elle est causée principalement par les activités humaines et par les variations climatiques. Contrairement à la croyance populaire, la désertification ne constitue pas une expansion des déserts existants. Elle se produit parce que les écosystèmes des terres arides sont extrêmement vulnérables à la surexploitation des sols et à leur mauvaise utilisation – ce qui selon le UNCCD serait causé par la pauvreté, l'instabilité politique, la déforestation, le surpâturage et les mauvaises pratiques d'irrigation – qui inévitablement engendrent leur détérioration. Ainsi, les sécheresses récurrentes ne font parfois qu'exacerber des conditions agraires précaires, ce qui dans un contexte aride, entraîne la désertification. À ce sujet, le tableau 4.1 démontre que la dernière décennie a probablement créé un terrain propice au processus de désertification dans le district de Barmer, et de fait a aggravé les conditions agraires locales.

---

<sup>103</sup> Soulignons par ailleurs que le département de la météorologie de l'Inde considère un échec de la mousson lorsque les précipitations sont de 20% inférieures à la normale (Bokil, 2000:4171). Ainsi, si seul le facteur de sécheresse météorologique est considéré, seulement cinq de ces sept années sont officiellement reconnues comme des années de sécheresse.

Soulignons par ailleurs que le phénomène prend des proportions alarmantes pour l'ensemble du désert de Thar : en 2001, les autorités indiennes soutenaient que 68% de sa superficie était en

**Figure 1** : Impact des sécheresses au niveau macro et micro<sup>104</sup>



danger de désertification (Gouvernement of India, 2001). À Givas, quelques fermiers ont signalé un assèchement permanent des sols, dont la texture se serait transformée au cours des dernières années. Il y aurait auparavant eu, par endroits, des terres hydratées où les semences pouvaient croître plus facilement que dans d'autres zones, même lorsque les pluies étaient peu favorables.

<sup>104</sup> Le tableau de Rathore comporte une erreur typographique : dans la colonne de droite au-dessus de « *Village, Households Level* », il faudrait lire « *micro impact* » plutôt que « *macro impact* ».

Cependant, il semble que ces espaces fertiles se soient aujourd'hui desséchés et certains fermiers croient même que cette terre se soit recouverte de sable avec les vents. Par ailleurs, d'autres fermiers attribuent l'appauvrissement du sol à la diminution du fumier. Les animaux étant soumis à un régime maigre à cause de la pénurie de ressources, le fumier serait moins abondant, ce qui réduirait la richesse du sol.

En résumé, ces précisions sur les conditions météorologiques locales des dernières années permettent de réfléchir aux particularités des dynamiques socio-environnementales actuelles de Givas et de comprendre – comme nous le verrons dans le chapitre 4 – le sentiment d'inquiétude que l'on y retrouve.

### **3.2 PARENTÉ, FAMILLE ET MAISONNÉE**

La parenté est un système qui organise des principes de vie, tout en répondant à des facteurs exogènes. Si les anthropologues se sont d'abord intéressés à ses aspects morphologiques – classification, composition de la maisonnée, etc. – (Dumont, 1953; Evans-Pritchard, 1951; Fortes, 1953; Gluckman, 1950; Morgan, 1959; Radcliffe-Brown, 1952) l'étude de ce système en tant qu'unité politique et économique a, par la suite, pris beaucoup d'importance (Uberoi, 1993:6).

La parenté est un système stratifié et hiérarchique. Elle opère à travers les relations matérielles, et tend à s'exprimer par le biais de valeurs et d'idéologies (Dube, 1998:152). Une discussion sur la parenté s'avère essentielle à l'analyse de l'impact des transformations environnementales sur le statut de la femme, car il s'agit d'une construction sociale qui exerce une forte influence sur la vie des individus. Les membres de ce système doivent se conformer aux codes de conduite associés à la position qu'ils y occupent – codes qui, comme nous le verrons, sont très différenciés selon le genre – et qui sont à l'origine du pouvoir décisionnel et du pouvoir de négociation en son sein.

Considérant que l'étude de la parenté permet de mieux comprendre l'origine des rôles différenciés selon le genre à l'intérieur d'un espace social (Dube, 1998:2), nous cherchons donc à réfléchir à la manière dont les idéologies et expressions matérielles de ce système structurent la

vie des femmes en Inde. Le foyer, locus fondamental de l'expression de la parenté dans cette région du monde, constitue un élément clé de cette analyse<sup>105</sup>.

### 3.2.1. Degré de contrôle exercé sur les femmes<sup>106</sup>

Avant de traiter des aspects conceptuels reliés à la parenté, je souhaite d'abord discuter du contrôle qui s'exerce sur les femmes dans le nord de l'Inde<sup>107</sup>. En effet, ce contrôle a des origines idéologiques intimement liées au système de parenté, de sorte que les dynamiques à l'intérieur de la maisonnée s'en trouvent imprégnées.

D'abord, les thèmes de la chasteté féminine ainsi que ceux des dangers d'une sexualité féminine non contrôlée ont des origines antiques et sont notoires dans la mythologie et également dans la littérature populaire (Dube, 1997:67). Ainsi, traditionnellement, un groupe d'hommes reliés par un lien patrilinéaire sera déshonoré et connaîtra une diminution de pouvoir si la chasteté d'une des femmes de leur lignée – si centrale à la formation de nouvelles alliances et à la production d'héritiers – est souillée<sup>108</sup> (Dyson et Moore, 1983 : 44).

Cette idéologie de pureté explique en partie la pratique du *purdah*. Dans sa forme drastique, le *purdah*<sup>109</sup> implique la réclusion d'une femme au foyer. Le *purdah* peut de plus exiger d'une femme qu'elle soit voilée en présence d'hommes, pratique très courante dans le désert de Thar.

---

<sup>105</sup> Agarwal (1994:55) soutient que la manière dont le foyer est conceptualisé – soit en tant qu'arène de négociation et de contestation ou en tant que lieu où toutes les décisions sont faites par consensus ou par un chef de famille altruiste – peut influencer de manière critique les prises de décisions politiques relatives à l'allocation des ressources et à la sélection de bénéficiaires des programmes de développement. Par exemple, dans le contexte de l'Asie du Sud, les décideurs ont – implicitement ou explicitement – assumé des modèles de maisonnées unitaires. Cette conceptualisation a eu pour effet de diriger les ressources principalement aux chefs de familles hommes, en espérant que celles-ci soient partagées équitablement à l'intérieur du foyer. Cependant – nous le verrons –, les preuves empiriques révèlent des inégalités intra-ménages considérables.

<sup>106</sup> Très peu d'ethnographies ont été publiées sur les questions de parenté dans le nord de l'Inde – en particulier au Rajatshan – et encore moins au cours des dernières années. Pour cette raison, les textes auxquels je réfère ont pour la plupart été rédigés dans les années 1980 à 2000; toutefois, ils constituent des ouvrages fondamentaux à la thématique de la famille et de la maisonnée dans cette région de l'Inde.

<sup>107</sup> L'Inde est caractérisée par de grandes variations régionales au plan social. Une des variations les plus notoires est certes le fait que le contrôle sur les femmes est plus sévère dans le Nord que dans le Sud du pays, en particulier à cause des différences au niveau des règles liées à la parenté.

<sup>108</sup> Ainsi, parce que la réputation d'un clan repose en grande partie sur la conduite des femmes, il est perçu qu'il est du devoir des hommes de les contrôler (Dube, 1997:67). Cette idéologie est par ailleurs si puissante que des frères ont déjà tué leurs sœurs parce qu'elles étaient coupables d'amour illicite ou parce qu'elles désiraient se marier contre les intérêts des hommes du foyer (Dube, 1997:50).

<sup>109</sup> Bien que la pratique du *purdah* ait une forte prévalence dans le nord-ouest de l'Inde, elle est aussi présente, à une plus petite échelle, dans certaines parties de l'est, de l'ouest et du centre du pays. Par ailleurs, le *purdah* est pratiquement absent dans les régions du sud et du nord-est de l'Inde (Agarwal, 1994:345).



Dans sa forme implicite, le *purdah* est aussi une ségrégation de l'espace selon le genre, pratique beaucoup plus répandue que le port du voile chez les groupes qui s'y conforment (Agarwal, 1994:268-269). La relation entre les femmes et l'espace comprend un ensemble de normes qui tiennent souvent de l'ordre des conventions tacites et qui sont extrêmement répandues en Inde du Nord où les femmes ont moins de liberté dans les espaces publics tels les marchés (Agarwal, 1994:269; Sharma, 1980:40-42). Soulignons par ailleurs que le degré de restriction quant aux contacts sociaux que peut entretenir une femme est un des indicateurs de la position hiérarchique d'une caste : ainsi, l'observation d'un *purdah* très strict est une pratique généralement limitée aux castes supérieures.

En lien avec l'idéologie du *purdah*, les restrictions quant au comportement des femmes agissent de manière encore plus pernicieuse. Ces normes, internalisées par les femmes depuis leur enfance, définissent à qui elles doivent parler, de quelle manière elles doivent le faire, comment elles doivent se vêtir et quelle gestuelle elles doivent adopter. Ces types de restrictions, dans leurs manifestations les plus subtiles, forment un code implicite de comportements prescrits. Bien qu'elles soient plus présentes et apparentes dans les communautés qui observent de manière explicite le *purdah*, ces restrictions sont néanmoins répandues dans une très grande partie du sous-continent indien (Agarwal, 1994:269). À Givas, j'ai pu observer qu'une des formes que peut prendre cette attitude modeste est de baisser le ton de la voix – voire chuchoter – en présence d'hommes. De plus, le commérage constitue une forme de contrôle dissimulée – tant pour les femmes que pour les hommes –, dont l'effet est de compromettre leur capacité d'action. Ainsi, en allant à l'encontre de ce qui est admis au sein d'une communauté, un membre risque de voir sa réputation être entachée, compromettant ainsi son réseau de sécurité (Bates, 2006). En somme, l'idéologie du *purdah*, la ségrégation de l'espace et les commérages limitent les activités des femmes ainsi que leur interaction avec les institutions de même que leur mobilité physique et sociale. Cet ensemble de normes strictes a probablement contribué aux difficultés que j'ai expérimentées avec la réalisation d'entrevues auprès des femmes et dont j'ai fait état dans le chapitre 1 – et sur lesquelles je reviens sous peu.

### **3.2.2. Parenté et mariage en Inde du Nord**

L'institution du mariage et la maisonnée sont les éléments constitutifs de l'articulation de la parenté en Inde du Nord. La famille hindoue élargie représente une unité fondamentale à l'analyse de la parenté, car c'est à l'intérieur de ses frontières que s'inscrivent et se vivent ses

règles et que les rôles qui s'y rapportent sont déterminés. Bien que les inégalités hommes/femmes au niveau la parenté ne soient pas strictement liées à l'institution du mariage – nous avons vu comment elles sont déjà manifestes au sein du foyer natal – la vie conjugale accuse un grave déséquilibre des pouvoirs entre les membres d'un couple (Agarwal, 1994:55). Au même titre que le degré de contrôle n'est pas aussi strict dans le Sud et le Nord du pays, on ne peut traiter d'un système de parenté uniforme à travers l'Inde. Ainsi, au nord de l'Inde, les femmes sont soumises à un contrôle élevé, de sorte que leur capacité d'action et leur réseau de sécurité s'en trouvent limités<sup>110</sup>.

Il y a trente ans, la sociologue Ursula Sharma (1980) publiait un ouvrage pionnier dans le contexte indien, lequel constitue une réflexion d'un point de vue féministe sur le statut et le travail des femmes, sur les relations à l'intérieur du foyer, de même que sur les pratiques sociales telles la dot, le *purdah*, les droits de propriété et les questions d'héritage. Sharma relevait alors un ensemble de règles constituant les critères minimaux pour l'union légitime d'un couple dans les villages du nord de l'Inde, lesquelles se résumaient par : (1) la nécessité pour la mariée de provenir d'un village et d'un clan autre que celui de son époux, (2) l'impossibilité de relations consanguines entre les partenaires, et (3) l'obligation pour les futurs époux d'appartenir à la même caste (Sharma, 1980:144). Depuis, l'Inde a connu des changements sociaux marquants associés à son développement économique rapide, lesquels affectent les mœurs et prescriptions liées au mariage. Cependant en contexte rural, les règles observées par Sharma ont encore aujourd'hui une très forte prévalence, de sorte que le mariage est étroitement lié à des normes de patrilocalité et de patrilinéarité. Comme nous le voyons, les conventions du mariage engendrent chez les femmes une dépendance économique et morale envers les hommes, ce qui les place dans une position précaire quant au contrôle des questions entourant leur vie maritale.

L'endogamie de caste est la règle de base générale du mariage. Bien qu'elle tende à s'assouplir depuis les dernières années, en zone rurale, les changements qui y sont associés demeurent cependant très limités (Dube, 2001:104-105). Le code de conduite propre à une caste est particulièrement strict pour les femmes, à cause de leur rôle biologique au plan de la reproduction, la perception générale voulant que la relation sexuelle avec une personne d'une

---

<sup>110</sup> Contrairement à certaines croyances, l'origine de ces différences est antérieure à la venue des Musulmans en Inde. Elles sont plutôt le reflet des spécificités des aires culturelles aryennes (indo-européennes) au Nord et dravidiennes au Sud (Dyson et Moore, 1983:47). Ainsi, ces particularités socioculturelles interagissent avec le système de parenté, influencent les dynamiques à l'intérieur du foyer et se traduisent par une plus grande flexibilité pour les femmes du sud de l'Inde.

autre caste ne pollue qu'extérieurement un homme, mais pollue intérieurement une femme (Dube, 1997:54-55). Ainsi, l'hypogamie – union par laquelle une femme de caste supérieure épouse un homme de caste inférieure – est très mal perçue, alors que l'hypergamie – union par laquelle un homme épouse une femme d'un statut moins élevé – n'est pas complètement interdite, à condition que la distance rituelle entre les castes ne soit pas trop grande. L'ostracisme de tous les membres d'une maisonnée en cas de transgression contribue donc également à faire en sorte que l'honneur familial repose largement sur la femme (Dube, 2001:154-155).

Nous l'avons vu, dans le nord de l'Inde – et particulièrement au Rajasthan –, l'âge au moment du mariage est particulièrement bas. Un mariage tardif ou une absence de mariage sont non seulement considérés anormaux, mais ils peuvent aussi nuire à la réputation d'une famille (Dube, 2001:90). En milieu rural, le mariage arrangé demeure la norme, de sorte qu'une future épouse a parfois peu d'autonomie quant au choix de son partenaire. Les recherches effectuées par Jeffery et Jeffery (1994:133) dans l'État de l'Uttar Pradesh – qui au plan des normes sociales est parfois très similaire au Rajasthan – révèlent qu'il peut être très mal vu pour une fille en âge d'être mariée de faire valoir son opinion quant à son futur époux. Habituellement, les femmes se soustraient à l'idée de l'honneur familial ainsi que les normes voulant que les arrangements d'une union soient strictement l'affaire des aînés. Celles qui résistent à cette règle suscitent l'indignation et deviennent parfois l'objet de commérages de la part des femmes impliquées dans l'arrangement de ce mariage.

### **3.2.2.a Résidence post-maritale**

La base du foyer hindou est constituée d'un groupe agnatique d'hommes auquel se joignent leurs épouses. La maisonnée idéale repose ainsi sur la résidence patrilocale et sur une filiation patrilinéaire, configuration qui semble avoir son autorité dans les « lois de la nature » (Dube, 1997:3). Toutefois, dans le contexte des nouvelles dynamiques liées aux changements sociaux que connaît l'Inde, l'idéal du modèle de la famille élargie n'est plus la norme quasi immuable. Par exemple, à Givas, les données recueillies révèlent que 41% des maisonnées vivent en famille nucléaire<sup>111</sup>.

Malgré ces changements, pour la femme nouvellement mariée, ces normes signifient inévitablement l'abandon du foyer natal pour celui de son époux. Dans le nord-ouest de l'Inde,

---

<sup>111</sup> Habituellement, les familles nucléaires sont à la base une famille élargie, qui se séparent après quelques années de mariage ou lorsque le chef de la famille (habituellement le père), se retire et cède ses terres à ses fils.

l'interdiction – ou presque – de mariage entre cousins croisés et la pratique de l'exogamie de village<sup>112</sup> font en sorte qu'au moment du mariage, la femme est pratiquement coupée de toutes relations avec sa famille immédiate. La distance qui la sépare de ses proches affaiblit ainsi son réseau de sécurité et réduit les possibilités d'intervention de la part de ses parents si elle subit de mauvais traitements (Agarwal, 1994 : 343). Ces normes de résidence post-maritale ont certes un impact sur l'autonomie des femmes à l'intérieur de la maisonnée des affins. Une femme aura très peu de pouvoir de négociation dans ce milieu où les liens agnatiques prévalent et déterminent l'organisation du travail ainsi que le droit d'accès aux ressources<sup>113</sup>.

En résumé, l'articulation de la parenté en Inde du Nord du point de vue de l'institution du mariage révèle une situation aliénante pour la femme. Cette dernière est séparée de ses proches par la distance et de plus, l'impossibilité d'union entre cousins croisés fait en sorte qu'elle se retrouve dans un univers où elle a peu de repères sur le plan des relations sociales. Ces facteurs, tout comme son jeune âge au moment du mariage contribuent à son faible pouvoir de négociation en ce milieu<sup>114</sup>.

### **3.2.3. Dynamiques, droits et obligations au sein de la maisonnée des affins**

Que ce soit au sein du foyer natal ou de la maisonnée des affins, la femme est subordonnée à tous les autres membres du groupe. Dans le foyer natal, ses besoins passent après ceux de ses frères. Dans la maisonnée des affins, elle vit sous l'autorité de sa belle-mère et des autres

---

<sup>112</sup> Diverses théories expliquent l'origine de cette règle. La tension entre les groupes patrilinéaires d'hommes est une composante caractéristique des relations sociales au nord-ouest de l'Inde. Par conséquent, le mariage constitue souvent une quête d'alliances entre groupes (Dyson and Moore, 1983:44). Ce désir de coalition serait possiblement lié à la royauté et aux invasions qui jadis avaient lieu dans le nord de l'Inde. L'utilisation du mariage afin de créer des alliances avec des royaumes voisins aurait donc été à l'origine une question de choix stratégique (Agarwal, 1994 : 343).

<sup>113</sup> Malgré la distance, une femme a un impact considérable sur la réputation de son foyer natal qui dépend largement de son comportement approprié ou non dans le foyer de son mari. Une jeune épouse est souvent avertie qu'elle entre dans une nouvelle famille pour la vie et qu'elle ne pourra en sortir qu'au moment de sa mort (Dube, 1997:90). Cette question d'honneur est clairement représentée par Erin Moore (1985) dans une ethnographie réalisée dans le village de Nara en région rurale au nord du Rajasthan. Quand Honey commet l'adultère et entre en conflit avec son mari et sa belle-famille, c'est tout le village de Kandi – sa communauté natale – dont la réputation est entachée. La situation est si sérieuse qu'elle a même donné lieu à l'annulation de mariages prévus entre des hommes de Nara – le village de son époux – et des femmes de Kandi.

<sup>114</sup> Cette situation pour les femmes du nord de l'Inde diffère de celles du sud, où le mariage entre cousins éloignés est privilégié. Par ailleurs, si les partenaires ne sont pas des cousins éloignés, les membres des deux familles s'interpelleront tout de même en utilisant la terminologie de parenté qui se serait appliquée si tel avait été le cas. La descendance d'une famille dans le sud de l'Inde est donc endogame et contrairement au Nord, les hommes sont moins portés à entretenir des relations sociales, politiques et économiques avec des hommes à qui ils sont reliés par le mariage. Ces relations seront plutôt réservées pour les hommes avec qui ils ont une relation agnatique (Dyson et Moore, 1983:44-45).

femmes plus âgées (comme les épouses des frères de son mari), et doit être au service des hommes. Ainsi, qu'elle soit jeune fille, épouse ou veuve, on exige d'une femme qu'elle ait une attitude modeste et soumise. La qualité de sa performance est fondamentale, car, je l'ai mentionné, l'honneur du foyer natal et de la maison des affins en dépendent<sup>115</sup>.

Les relations les plus délicates sont généralement entre les femmes les plus incorporées à la maisonnée et celles qui le sont moins. Les instructions tendent au départ à provenir uniquement de la part des femmes les plus incorporées, de sorte que la nouvelle venue n'a qu'une très faible autonomie en ce lieu (Dube, 1997:93). L'intégration d'une femme nouvellement mariée à la maisonnée des affins est inévitablement un processus difficile, car cette dernière est perçue comme une personne qui doit être resocialisée. Ainsi, bien que son entrée soit marquée par des rituels d'incorporation, la conversion de son statut d'étrangère à celui d'initiée est davantage un processus continu qu'un événement (Dube, 1997:12). Toutefois, la position de la femme dans la maison des affins n'est pas fixe, mais sujette à changer quand l'épouse deviendra mère, et ce particulièrement si elle enfante un garçon. Le tout dépend de plus de la relation qu'elle entretient avec son mari et de la contribution de ce dernier à la famille élargie (Dube, 1997:93). Également, si elle enfante des garçons, elle deviendra à son tour belle-mère au sein du foyer, et supervisera les travaux de sa belle-fille (Sharma, 1980:86). Par conséquent, la maisonnée des affins peut constituer un environnement très contraignant pour une nouvelle mariée, et ce parce qu'elle doit être soumise tant aux hommes qu'aux femmes. Une femme Jat de 40 ans vivant au sein d'une famille nucléaire m'a par ailleurs confié « Quand j'habitais avec ma belle-mère, elle ne me donnait jamais suffisamment de nourriture. Maintenant que je suis seule, je peux manger à ma faim ».

### **3.2.3.a Participation économique et division du travail entre hommes et femmes**

Dans le nord-ouest de l'Inde, la participation économique des femmes dans les emplois reliés à l'agriculture à l'extérieur de la terre familiale est faible comparativement au reste du pays, dynamique qui est en grande partie expliquée par le contrôle qui y est exercé sur les femmes

---

<sup>115</sup> La question du maintien de l'honneur familial dans le contexte indien est souvent abordée comme s'il reposait strictement sur les femmes. Toutefois, comme le démontre George (2006), le comportement des hommes est également sujet à entacher la réputation d'une famille, de sorte que ces derniers doivent également se conformer à certaines normes sociales et culturelles.

(Agarwal, 1994, 357)<sup>116</sup>. En effet, les restrictions quant à la mobilité et à la visibilité des femmes – notamment à cause de l'idéologie du *purdah* – contribuent à la limitation de leurs perspectives d'emploi. Ceci est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit de travail à l'extérieur du foyer, puisqu'il constitue une menace aux normes de réclusion auxquelles les femmes sont soumises.

La perception du travail des femmes n'est toutefois pas la même chez toutes les castes. Néanmoins, de manière générale, puisque sur elles repose l'honneur d'une famille, les femmes sont assujetties par un plus grand nombre de restrictions (Sharma, 1980:123). Il importe également de souligner que dans le contexte rural du nord de l'Inde, les perspectives d'emploi pour les femmes sont très limitées, en particulier parce qu'elles sont moins scolarisées que les hommes. Les femmes sont donc absentes de la plupart des emplois salariés prestigieux, et leur travail est généralement concentré autour de la maisonnée, où elles accomplissent les tâches domestiques en plus de prendre soin des enfants. Elles contribuent également aux besognes agricoles, réalisant les travaux manuels, alors que les hommes ont la charge des travaux lourds, souvent effectués à l'aide de machinerie (Palriwala, 1991:2766; Sharma, 1980:90).

Cependant, les travaux domestiques effectués par les femmes n'ont rien de léger et de négligeable. Le tableau 3.9 a été réalisé à partir d'une investigation effectuée auprès des répondantes sur l'usage du temps au quotidien. Ces données reflètent les activités quotidiennes. Durant la saison agricole – qui s'étend de juin à septembre –, il faut ajouter à cela des tâches telles : l'ensemencement, le sarclage, la récolte et le nettoyage du grain. Enfin, viennent également se greffer diverses corvées aux activités quotidiennes – lavage de vaisselle, ménage de la maison, raccommodage des vêtements, etc.

Il est à noter qu'au sein d'une famille élargie, les tâches domestiques sont partagées entre les femmes du foyer, les jeunes mariées – parce qu'elles sont moins incorporées – devant généralement absorber la plus grande partie du travail. Par ailleurs, dans la famille nucléaire ces tâches sont assumées uniquement par la mère, souvent assistée – lorsque le contexte le permet – par sa fille la plus âgée. Les journées de travail sont donc très longues : elles débutent entre 5 h 30 et 6 h le matin – une à deux heures plus tôt durant la saison agricole – et se terminent

---

<sup>116</sup>Notons par ailleurs que les avancées technologiques introduites par la révolution verte – telle la machinerie – ont contribué au retrait des femmes de l'agriculture à l'extérieur du foyer, car ces technologies sont sous le contrôle des hommes (Sharma, 1980:116).

entre 20 h et 22 h le soir. Dans la plupart des cas, au sein de la maisonnée, les femmes ont dit être les premières à se lever le matin et les dernières à terminer le travail le soir.

**Tableau 3.9 : Tâches domestiques et usage du temps au quotidien**

Tâches	Temps alloué au quotidien
Ramasser du bois (pour la cuisine et le chauffage)	De 1 à 3 heures (selon la distance <sup>117</sup> et les besoins)
Aller chercher l'eau à l'étang (pour la cuisine et l'hygiène)	De 2 à 5 heures (selon la distance et les besoins) <sup>118</sup>
Amener les animaux au puits ou à l'étang <sup>119</sup>	2 heures à toute la journée (selon la distance et le nombre d'animaux)
Amener les animaux au pâturage	2 heures à toute la journée (selon la distance et le nombre d'animaux)
Moudre le grain	2 à 5 heures (selon le nombre de membres que comporte la maisonnée) <sup>120</sup>
Traire les vaches (pour l'usage domestique ou la vente)	30 minutes à 2 heures (selon le nombre d'animaux)
Étendre le fumier dans les champs (pour la préparation des sols à la culture) <sup>121</sup>	30 minutes à 1 heure (selon le nombre d'animaux)
Préparer les repas	3 à 6 heures (selon le nombre de membres que comporte la maisonnée)
Travailler pour le programme NREGA	Environ 5 heures à raison de 100 jours de travail par année fiscale

Puisque le travail effectué par les femmes ne rapporte aucun revenu immédiat, leur labour n'est généralement pas perçu comme étant une contribution à l'économie du foyer. En fait, il est considéré qu'il incombe « naturellement » à la femme d'exécuter ces tâches qui, par leur caractère domestique, ne sont pas estimées comme étant un réel labour (Sharma, 1980:130-131). Ainsi, la normalisation de la division du travail entre hommes et femmes peut également expliquer pourquoi les travaux effectués par ces dernières tendent à être dépréciés, et ce tant au

<sup>117</sup> L'annexe 4 illustre l'organisation spatiale de Givas. La distance varie selon l'emplacement d'une maisonnée par rapport à l'étang, au boisé et au pâturage. En particulier, l'approvisionnement en bois peut être très variable. Mis à part le boisé du village, les gens peuvent se procurer du bois sur la terre familiale qui peut parfois être située à quelques kilomètres de la maison familiale.

<sup>118</sup> L'approvisionnement en eau ne dépend pas strictement de l'étang. La plupart des foyers possèdent des *tankas*, soit des citernes personnelles qui sont rechargées par la pluie (voir annexe 6). Ces citernes permettent d'avoir suffisamment d'eau pour 4 à 6 mois, selon la mousson et la capacité d'accumulation. Quand ces citernes sont vides, les gens ont deux options à leur disposition : ils peuvent (1) aller chercher l'eau directement à l'étang en s'y rendant à pied, ou (2) commander des recharges d'eau à domicile. Également, lorsque l'étang est asséché, les animaux sont conduits au puits public, mais notons que ce dernier, parce qu'il puise ses ressources à même le sol, fournit de l'eau saline, qui lorsque consommée trop abondamment par les bêtes, peut s'avérer très nocive.

<sup>119</sup> J'ai pu observer chez les Rajputs et les Bhils que cette tâche est parfois exécutée par des hommes.

<sup>120</sup> Notons que ce temps est considérablement réduit lorsque la mouture est effectuée au moulin électrique. Par ailleurs, si le moulin électrique allège la charge de travail des femmes, plusieurs ont affirmé que le processus mécanisé diminue la valeur nutritionnelle du grain. Ce phénomène est expliqué par la chaleur qui se dégage du millet durant le processus. Selon les données recueillies à Givas, environ 50% des foyers possèdent un moulin à grain électrique.

<sup>121</sup> Le fumier n'est pas étendu de juillet à septembre, soit durant la période où les terres sont cultivées.

plan agricole que domestique. Durant leurs recherches effectuées au Rajasthan, Gold et Gujar (2002:193) rapportent les difficultés de sonder la question – que Gold qualifie de provocante – de la distinction entre le travail effectué par les femmes et les hommes. Une telle enquête donne souvent droit à ce que Gold qualifie de réponse « culturellement approuvée » et qui tend à minimiser la contribution de la femme, tel que l'évoque ce type de réponse : « *Men work more; women have more different small works, like getting water, and sweeping, and [spreading the] dung* » (Kesar).

J'ai aussi connu plusieurs difficultés avec le sondage des questions reliées à la division du travail entre les hommes et les femmes et j'ai également reçu à quelques reprises ce type de réponse : « tout le monde fait tout et peu nous importe qui fait quoi, si ce n'est que le travail doit être accompli », ou encore « les hommes travaillent plus fort, parce qu'ils font les travaux lourds ». Ce discours laisse croire que les femmes considèrent leur travail comme étant futile, peut-être parce qu'il n'est pas valorisant<sup>122</sup>. Toutefois, lorsque les femmes étaient interrogées dans des contextes où il n'y avait pas la présence d'hommes adultes<sup>123</sup> et de femmes plus âgées, plusieurs d'entre elles discutaient du désengagement des hommes à l'égard de l'agriculture et de leur mince contribution sur le plan du labeur. Elles évoquaient également l'augmentation de la pratique d'activités illicites comme la consommation d'opium – je reviendrai sur ces points dans le chapitre 4. Ainsi, la différence entre le discours approuvé et propre à un champ social donné et le discours subversif, qui se déroule à l'arrière-scène et non sous l'observation directe de « l'opresseur » – ce que Scott (1990:2-5) nomme respectivement le « *public transcript* » et le « *hidden transcript* » – traduit la reconnaissance par les femmes d'une situation d'inégalité quant à leur condition. Toutefois, l'adoption du « bon » discours s'inscrit dans la déférence que la femme doit avoir envers l'homme. D'une part, il est de plus possible que le manque de reconnaissance pour la contribution des femmes – du fait que les hommes exécutent la plupart des travaux lourds, et donc d'apparence plus importante et parce que dans le contexte du Rajasthan, le domaine agraire est catégoriquement associé aux hommes, puisqu'ils possèdent la vaste majorité des terres – contribue à leur propre dévaluation de l'importance de leur travail. D'autre part, il est possible que puisque certaines tâches semblent leur incomber selon « l'ordre

---

<sup>122</sup> À cet effet, Wollenberg (1994:176) remarque que lorsque l'on interroge les femmes sur leurs corvées domestiques, il n'est pas rare que ces dernières omettent de mentionner des éléments qu'elles croient être sans valeur et pertinence pour un étranger.

<sup>123</sup> Lorsqu'une entrevue avec une femme était entamée et qu'aucun homme ne se trouvait au foyer à ce moment, il n'était pas rare que des hommes du voisinage se présentent alors sur les lieux. J'ai ressenti beaucoup de frustration dans de telles situations, parce qu'en présence de ces voisins, l'attitude et le discours de la femme changeaient parfois complètement.



naturel » des choses – l'idée du doxa de Bourdieu –, ces dernières n'osent s'exprimer sur les difficultés qui y sont reliées : les évoquer en public serait se plaindre, et donc aller à l'encontre de leur rôle, et ultimement risquer de ternir leur réputation et d'exposer une mauvaise conduite à leur belle famille.

### **3.2.3.b Droit à la propriété**

Malgré le niveau d'incorporation, une femme n'aura jamais un droit complet sur l'espace de la maison des affins. L'entente tacite qui sous-tend le mariage veut que celle-ci n'ait pas de droit sur la maison où elle habite, et qu'elle ne puisse y demeurer que tant et aussi longtemps que son mari et ses proches le lui permettent. La subordination de l'épouse au groupe constituant la maisonnée des affins signifie également qu'au plan de la conjugalité, une trop grande intimité dans un couple constitue une menace pour le foyer entier. En effet, dans la maisonnée des affins, les proches d'un homme craignent souvent que sa femme puisse lui « empoisonner l'esprit » en lui parlant en mal des membres du foyer (Dube, 1997: 92; Gold and Raheja, 1994).

Enfin, depuis les dernières décennies, les lois indiennes reliées au mariage, au divorce, à la garde des enfants et aux pensions alimentaires ont radicalement changé. Le divorce et le remariage sont légalement approuvés pour tous les hindous et ils prennent place dans toutes les castes (Dube, 1997:117). Cependant, ces questions demeurent très épineuses. Compte tenu des restrictions sur l'autonomie des femmes, il est très difficile pour celles-ci d'entreprendre, à la suite d'un conflit marital, un processus de négociation et de compromis sans l'assistance d'autrui. Si aucun membre du foyer de son mari n'accepte de prêter à une femme cette assistance, cette dernière doit aller la chercher auprès de sa famille immédiate. L'ensemble de cette démarche est toutefois compliqué par les distances physiques et par le fait qu'une femme n'est pas censée demander de l'aide à ses parents après son mariage (Sharma, 1980).

De plus, bien que selon la loi, en cas de divorce, une femme ait droit à une partie de la terre de son mari – ce qui par ailleurs constitue le principal, voire l'ultime moyen de subsistance en milieu agraire –, ce droit demeure difficile à mettre en pratique, à cause des divers moyens coercitifs exercés par la famille de ce dernier (Dube, 1998:103; Bates, 2006). À cet égard, le tableau 3.10 est révélateur de la disparité au niveau de l'accès à la terre pour les femmes. Notons par ailleurs que la situation est moins favorable pour les femmes au niveau du district de Barmer comparativement à l'ensemble de l'Inde.

La question de l'héritage d'une propriété par une femme demeure tout aussi litigieuse. Conformément aux lois postindépendance qui régissent la succession et l'héritage, dans le *Hindu Code*, les fils et les filles ont droit à des parts égales de la propriété ancestrale et acquise de leur père. Toutefois, l'idée persiste que la dot d'une fille ainsi que les frais encourus par son mariage sont un substitut de leur lot de la propriété paternelle (Dube, 1998:103). De plus, l'idéologie

**Tableau 3.10** : Nombre de titres de propriété (individuelles et conjointes) et superficies par catégorie et par sexe, district de Barmer et Inde

Classes agraires	District de Barmer				Inde			
	Nombre de titres de propriété	Proportion	Nombre de titres de propriété	Proportion	Nombre de titres de propriété	Proportion	Nombre de titres de propriété	Proportion
	Homme	%	Femme	%	Homme	%	Femme	%
Marginal (0.5 à 1 hectare)	1 782 030	96,6%	62 041	3,4%	73 002 128	87,4%	14 127 120	12,6%
Petit (1 à 2 hectares)	1 165 438	96,6%	41 317	3,4%	21 241 070	88,9%	2 655 263	11,1%
Semi-moyen (2 à 4)	1 157 324	96,7%	39 803	3,3%	12 742 487	90,4%	1 357 681	9,6%
Moyen (4 à 10 hectares)	1 057 665	96,4%	39 692	3,6%	5 857 731	92,2%	495 187	7,8%
Grand (10 hectares et plus)	442 932	96,7%	15 233	3,3%	1 007 755	93,9%	65 725	6,1%
Toutes superficies	5 605 389		198 086		113 851 171		18 700 976	
Comparaison hommes et femmes du total des titres de propriété	96,6%		3,4%		85,9%		14,10%	

Source : Government of India (2006c).

voulant que les propriétés relèvent du domaine des hommes – particulièrement dans le nord du pays – contribue au fait que les femmes qui héritent d'une terre au moment du décès de leur père hésitent à réclamer leur part (Dube, 2001:226; Dube, 1997:38-39). Enfin, puisque la terre est un bien qui ne peut se déplacer, il demeure difficile pour une femme de faire valoir son droit à l'héritage et d'en jouir, alors qu'elle doit voyager de longues distances pour y accéder (Palriwala et Uberoi, 2005:8). La situation pour une veuve est par ailleurs similaire. Enfin, le nord-ouest de

l'Inde est la région où les femmes sont sujettes à rencontrer le plus de résistance par rapport à la réclamation d'une part d'héritage.

En somme, l'exogamie, la distance du village natal, l'interdiction de mariage avec les cousins croisés, la pratique du *purdah*, le faible niveau d'éducation et le taux peu élevé de participation à la force de travail sont tous des facteurs qui contribuent à la faiblesse du pouvoir de négociation qu'une femme a afin de revendiquer son accès à une partie de la terre de son époux (Agarwal, 1994:368). De plus, l'idéologie voulant que la femme soit soumise et dépendante fait en sorte qu'il ne sera pas instinctif pour celle-ci de réclamer ses droits (Sharma, 1980:201). Une femme sait donc très bien que sa belle-famille ne s'attend pas à ce qu'elle réclame officiellement la terre de son mari. Ainsi, malgré la loi, de manière générale, dans les endroits où l'idéologie patrilinéaire est prépondérante et où il y a un aspect corporatif à la possession d'une terre, les réclamations par les femmes tendent à être faibles. Par conséquent, bien souvent, les membres survivants de la famille conjugale d'un homme décédé seront privés de leur juste dû, en particulier si ce dernier n'a pas laissé d'héritier mâle (Dube, 1997:115).

## CONCLUSION

L'ensemble des éléments sociaux et environnementaux mentionnés dans ce chapitre établit les paramètres de la région où se situe cette enquête sur l'impact des transformations environnementales dans la région du Marwar. Ce portrait démontre que le Rajasthan est un État dont les particularités sociales en font un des plus marginalisés de l'Inde : forte concentration de castes dépréciées, espérance de vie en deçà de la moyenne nationale, niveau d'éducation peu élevé, en particulier pour les filles, de même qu'un ratio homme/femme et un taux de mortalité infantile qui traduit une discrimination envers les fillettes. En résumé, ces caractéristiques tracent le portrait d'une région infligée d'une pauvreté élevée et de fortes inégalités entre les hommes et les femmes.

Le district de Barmer se distingue de l'ensemble du Rajasthan par une concentration importante de grands fermiers, et à Givas, plus de la moitié de ceux-ci appartiennent aux classes agraires allant de semi-moyens à élevés. Soulignons par contre que pour l'intégralité de ces terres, le haut taux de salinité de l'eau souterraine ne permet pas l'irrigation. Ainsi, qu'ils soient petits ou grands propriétaires, tous les fermiers de Givas doivent composer avec les imprévus des conditions météorologiques. Toutefois, les grands propriétaires ont peut-être une meilleure

capacité à amortir les avaries environnementales : en possédant plus de terre, ils ont la possibilité d'épargner et de conserver du grain qu'ils pourront ensuite utiliser en temps de crise. Ainsi, plus de terre signifie de meilleurs revenus – du moins durant les saisons prospères – et donc la possibilité d'investir dans une meilleure éducation pour les enfants, et à long terme, de diversifier l'économie du foyer. Toutefois, étant à prédominance rurale, l'État du Rajasthan – et de manière plus générale le district de Barmer –, offre peu d'opportunités d'emplois dans les secteurs autres qu'agricoles. La seule alternative demeure donc, comme je le démontre dans le chapitre 4, la migration épisodique pour le travail.

Ces données révèlent également que les règles liées à la parenté et les normes familiales sont très limitatives sur le plan de la capacité d'action des femmes. En particulier, leur accès aux ressources financières et agraires est restreint par un niveau d'éducation peu élevé, une absence d'emploi et par un contexte patriarcal où la possession de la terre a un aspect corporatif et est étroitement associée au domaine des hommes. Dans le contexte de la maisonnée, ceci fait en sorte que les femmes n'ont guère de pouvoir de négociation, ou comme le soutient Agarwal (1994), une faible capacité à défier les rapports de pouvoir existants. Cette position de subordination est de plus renforcée par l'effet coercitif de l'idéologie du *purdah* – les femmes devant limiter leurs activités à la sphère domestique et être soumises et réservées –, et d'un système de parenté dont les règles fragilisent le réseau de sécurité des femmes. Considérant que la majorité des corvées domestiques nécessite un travail direct avec les ressources naturelles, la dégradation de l'environnement signifie également l'augmentation du temps nécessaire à l'accomplissement de certaines tâches – marcher plus loin pour trouver des branches et pour aller chercher de l'eau, parcourir de plus grandes distances afin de trouver la nourriture pour les animaux, etc. Aussi, les tâches domestiques sont peu valorisées, d'une part parce qu'elles ne génèrent aucun revenu et d'autre part parce qu'il semble incomber naturellement à la femme de les exécuter. En somme, ces caractéristiques socio-environnementales constituent la toile de fond sur laquelle s'articule la problématique de la dégradation de l'environnement. Voyons maintenant d'un point de vue « emic » comment se vivent ces circonstances.

## CHAPITRE 4- TRANSFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES, STRATÉGIES DE SUBSISTANCE ET CHANGEMENTS SOCIAUX

*Mes ancêtres observaient les oiseaux, lisaient le ciel, analysaient les vents et pouvaient ainsi savoir si la prochaine mousson allait être bonne. Aujourd'hui, nous ne sommes plus capables de faire ça... nous faisons des prédictions, mais elles ne sont jamais bonnes... Nous devons maintenant travailler dans les villes pour gagner notre vie, alors nous ne sommes pas ici assez souvent pour bien comprendre ces choses (Sushil, Jat, 45 ans).*

*Notre vie est bien meilleure que celle que vivront nos enfants. Notre terre est trop petite. J'ai trois fils, quand ils se la partageront, leurs lots seront trop petits pour qu'ils puissent survivre. Et cette terre, elle a besoin de beaucoup d'eau, et maintenant, elle est complètement sèche, alors elle ne produit plus rien (Ritu Devi, Jat, 30 ans).*

*De nos jours, il y a trop de problèmes avec la pluie et il n'y a plus de terre, alors le métier d'agriculteur est sans avenir. Nos enfants ne sont plus intéressés par ce travail et ils ne sont pas assez forts pour le pratiquer (Bhajan Ram, Jat, 50 ans).*

Au lendemain de l'indépendance de l'Inde, la région du Marwar a été soumise à des procédés de développement fondés sur une distinction claire entre la nature et l'humain. Durant des décennies, cette première phase de développement a altéré l'environnement local, faisant fi des arrangements locaux de gestion des ressources naturelles. La logique de ce projet était claire : rendre ce paysage conforme à l'image d'une Inde souveraine et faire en sorte qu'il soit associé à une agriculture profitable et non strictement de subsistance.

Afin d'apprécier la socio-nature de la région du Marwar, j'ai, dans le chapitre 2, tracé son histoire environnementale postindépendance et j'ai présenté dans le chapitre 3, ses particularités économiques, socioculturelles et socio-environnementales. Ces étapes appuient notre compréhension du paysage et du contexte dans lequel s'inscrivent les circonstances environnementales actuelles du désert de Thar et soutiennent la présente réflexion sur leurs effets pour les populations locales.

Ce chapitre porte sur la manière dont les transformations environnementales reconfigurent et altèrent l'existence des gens à Givas. L'analyse de ces changements se fera à travers une

perspective *emic*, c'est-à-dire en tenant compte de comment ils sont exprimés par les acteurs sociaux eux-mêmes, à travers leurs concepts, leur philosophie et leurs systèmes de valeurs. Pour ce faire, j'examinerai la manière dont les transformations environnementales sont articulées dans le discours des gens. Je considérerai dans un second temps comment ces changements sont générateurs d'une insécurité alimentaire, financière et existentielle. Enfin, je me pencherai sur les dynamiques liées à la migration – la principale réponse aux pertes de revenus liées à la crise environnementale et agraire du Rajasthan.

#### **4.1. DISCOURS SUR LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT**

Les peuples du désert de Thar ont un ensemble de connaissances empiriques – un savoir local – qui systématisent l'expérience et la compréhension du monde écologique qui les entoure. Dans le cadre de mes recherches de terrain, je me suis intéressée à l'interprétation des problèmes environnementaux par les habitants de Givas et j'ai donc examiné la manière dont les causes de la dégradation de l'environnement sont articulées dans le discours local. Deux explications principales sont ressorties de leurs témoignages, comme je le démontre ci-dessous.

##### **4.1.1 Trop de gens, pas assez de terre**

L'accès à la terre constitue le principal moyen permettant de maintenir une existence viable dans un contexte agraire. Nous l'avons vu, depuis l'indépendance de l'Inde, la région du Marwar a connu une expansion agraire considérable, laquelle s'est réalisée par la conversion de terres communes en terres privées. Certes, la réforme agraire a été teintée de nombreux actes de corruption qui ont largement diminué les bénéfices qu'auraient dû en tirer ceux qui n'appartenaient pas à l'élite paysanne. Toutefois, les paysans ont quand même réussi à acquérir des lots, en témoigne le fait que 34 des 35 ménages interrogés possèdent une terre. Cependant, l'âge d'or de l'acquisition agraire est aujourd'hui révolu : en effet, l'obtention de lots de terre ne peut désormais se faire que par héritage, à moins qu'une famille ne soit suffisamment fortunée pour pouvoir acheter directement un lot d'une autre famille. Le cas échéant, celui-ci se trouvera généralement dans un village voisin, car à Givas, peu de gens ont suffisamment de terre pour pouvoir s'en départir.

Les problèmes de dégradation des sols sont couramment imputés à la pénurie de terre et à la partition des lots familiaux. La division de la terre ancestrale accompagne généralement la

séparation de la famille élargie, notamment à la suite du décès du père, alors que les propriétés agraires sont séparées entre les fils<sup>124</sup>. En vivant en ménages nucléaires, les familles mènent leur entreprise agricole de manière indépendante et par conséquent, doivent composer avec des lots de plus en plus petits. Pour pallier le manque de ressources agraires, les cultivateurs décident bien souvent d'abandonner des pratiques qui permettent une gestion durable de ces ressources. En effet, traditionnellement, une famille ne cultivait pas la totalité de ses terres chaque année, mais laissait en jachère certaines portions de celle-ci afin de permettre aux sols de se régénérer. Toutefois, avec la partition des terres, les gens jugent souvent posséder des lots trop petits pour pouvoir sacrifier une partie des récoltes annuelles à des fins de jachère. La division des terres est d'ailleurs un sujet d'inquiétude chez les aînés, qui conseillent souvent à leurs fils de rester unis plutôt que de mener individuellement leur entreprise agricole. Pourtant, comme le soutient Chena Ram, fermier Jat de 45 ans, la cupidité semble désormais l'emporter sur la raison : « De nos jours, les frères ne sont plus des frères, ce sont des ennemis. Ils se battent pour tout, mais surtout pour les terres ». Ainsi, si les fermiers sont conscients de leurs pratiques destructrices – la majorité des agriculteurs ont reconnu être directement responsables de la surexploitation des sols, mais s'y disent contraints par des possessions agraires trop maigres – l'individualisme semble néanmoins avoir préséance sur les stratégies à long terme, car la partition des terres serait, aux dires des gens, en croissance depuis les dernières années.

#### **4.1.2. « Il n'y a plus d'arbres, alors il n'y a plus de pluie »**

Les modèles de connaissance des circonstances propres à un milieu et le savoir des populations sur l'environnement local ont depuis longtemps suscité l'intérêt des anthropologues (voir Evans-Pritchard, 1937; Lévi-Strauss, 1966; Malinowski, 1948). Nous avons vu que l'essentialisation de la nature et sa conceptualisation selon un appareil explicatif propre à l'Occident ont également été remises en question dans le cadre de discussions théoriques et épistémologiques (Escobar, 1999; Latour, 2004). Plusieurs anthropologues ont également démontré que les populations locales ont une interprétation sur l'écosystème – environnement, animaux, phénomènes météorologiques – qui peut différer des explications communes à la science occidentale (voir Feit, 2007; Ingold, 1996; Nadasdy, 2007; Povinelli, 1995; Scott, 1996). Depuis les deux

---

<sup>124</sup> Nous verrons dans ce chapitre qu'objectivement, considérant les circonstances environnementales et agraires, les ménages ont plus d'intérêt à demeurer en famille élargie plutôt que de se séparer. Il serait intéressant dans une prochaine recherche de questionner les gens sur les raisons qui les poussent ultimement à se séparer, malgré le fait qu'ils reconnaissent eux-mêmes que cela comporte des désavantages, notamment au niveau de la gestion durable des sols.

dernières décennies, le savoir local ou les connaissances traditionnelles<sup>125</sup> jouissent d'un intérêt croissant dans les discours sur le développement, sur la gestion des ressources naturelles, sur l'évaluation environnementale et sur les droits territoriaux autochtones (Nadasdy, 2007:37)<sup>126</sup>. C'est notamment ce que nous verrons dans le chapitre 5, puisque le recours aux « technologies traditionnelles » des peuples du désert de Thar s'inscrit aujourd'hui comme une toute nouvelle stratégie de développement dans cette région. Ainsi, considérant que les populations ont des connaissances empiriques uniques sur l'écosystème où elles évoluent, je me suis intéressée à l'articulation des perturbations écologiques qui caractérise la région du Marwar dans les modèles explicatifs locaux de la nature. En particulier, comment la population de Givas explique-t-elle les origines du problème auquel elle est confrontée?

Les problèmes agraires et environnementaux sont très fréquemment imputés aux multiples désordres pluviaux que connaît aujourd'hui la région. Le comportement de la pluie semblerait être de plus en plus imprévisible et difficile à déchiffrer, comme en témoigne les discours des personnes âgées qui autrefois effectuaient des prédictions météorologiques qui selon eux, s'avéraient relativement fiables. Toutefois, comme l'explique cet homme, le climat erratique met aujourd'hui à rude épreuve certaines connaissances empiriques :

Le climat ne fait plus de sens, il a tellement changé depuis les dernières années. Maintenant, quand nous faisons des prédictions, les choses ne se déroulent jamais comme nous l'avions annoncé. Si nous prédisons une bonne pluie, il y a une sécheresse, et parfois nous prédisons une sécheresse et la pluie est très bonne (Mukna Ram, 70 ans, Jat).

Selon les répondants, depuis les dernières années, la pluie ne serait plus la même tant dans sa forme que sa quantité. À cet égard, les gens ont relevé des pluies violentes et concentrées plutôt que réparties sur plusieurs journées, ou des précipitations parfois si faibles, si fines, qu'elles hydratent à peine les sols. Plusieurs agriculteurs ont également traité des problèmes de dispersion : les averses peuvent imbiber une section d'un champ et en laisser une autre asséchée. La mousson tardive a également été évoquée. Toutefois, malgré ces diverses anomalies, le

---

<sup>125</sup> Par ailleurs, Agrawal (1995) critique l'artificialité de cette catégorisation puisqu'elle établit une séparation trop distinctive entre le savoir local et le savoir scientifique, alors qu'une telle division n'existerait tout simplement pas.

<sup>126</sup> Selon Agrawal (1995:413), cet intérêt s'explique par le fait que les sciences sociales occidentales, les modèles institutionnels et la technologie – réifiée de manière monolithique – semblent ne pas avoir bénéficié au développement. Ainsi, les connaissances locales et la technologie – réifiée comme « autochtones » – sont souvent considérées comme une meilleure stratégie dans la lutte contre la faim, la pauvreté et le sous-développement



déficit pluviométrique demeure l'argument principal, et il y a à ce sujet consensus : tous les gens soutiennent qu'il pleut moins qu'auparavant, les dix dernières années étant particulièrement critiques. Remarquons que cette impression s'arrime avec les données pluviométriques du district de Barmer que nous avons vues dans le chapitre précédent.

La diminution de la pluie est attribuée à deux causes. D'abord, le réchauffement de la température contribuerait à son affaiblissement. En effet, d'après les fermiers interrogés, les hivers froids, longs et brumeux engendrent une bonne mousson<sup>127</sup>; cependant, il semblerait que depuis quelques années, ceux-ci soient plus chauds et moins longs, et certains ont même évoqué des étés plus torrides qu'autrefois. La déforestation<sup>128</sup> demeure toutefois la cause la plus fréquemment évoquée pour expliquer la diminution de la pluie. Ainsi, la croyance locale veut que les arbres nourrissent le ciel en eau, de sorte que la déforestation se traduit par une diminution des pluies. Comme l'explique cet homme :

Nous avons triché les dieux. Nous avons abattu trop d'arbres<sup>129</sup>, sans réfléchir, et maintenant il ne pleut plus... Nous ne considérons pas l'impact de ce que nous faisons, nous faisons tout ce qui nous plaît sans penser à demain. Et puis, ça se retourne contre nous, parce que maintenant, il ne pleut plus (Deva Ram, 47, Jat)

Dans son commentaire, Deva Ram évoque le religieux, non pas que les dieux soient réputés être les créateurs de la pluie, mais plutôt parce que les arbres ont dans cette région du monde un caractère sacré<sup>130</sup>. Bien que la sévérité de la déforestation dans le désert de Thar soit réelle (voir figure 2) et semble s'être déroulée à un rythme très rapide (comme nous avons pu le voir dans le

---

<sup>127</sup> Lors de mon passage, la température relativement froide rendait les gens très optimistes quant à la prochaine mousson, à cause de. En particulier, lors d'une journée où il y avait un épais brouillard, les gens étaient très heureux, car ceci laissait présager une bonne saison agricole. En août 2010, le département de la météorologie du gouvernement indien affichait pour le district de Barmer un niveau de pluies de 146% au-dessus de la normale – lequel est lié aux inondations tragiques du Pakistan à l'été 2010. Toutefois, j'ai pu consulter à distance un habitant de Givas qui m'a dit ne pas avoir été touché par ce déluge.

<sup>128</sup> Cette explication locale corrobore les recherches de Gold et Gujar (2002) et Bharara (1999) effectuées dans le désert de Thar.

<sup>129</sup> Notons que dans le désert de Thar, les ressources des arbres sont indispensables. Elles servent à accomplir plusieurs fonctions : construction des maisons et des clôtures, combustible pour le feu, fourrage pour les animaux, etc.

<sup>130</sup> Par ailleurs, notons que le mouvement Chipko – notoire pour la résistance de ses adeptes qui se sont portés à la défense des forêts de l'Uttarakhand dans les années 1970 –, aurait été initié en 1763 par la communauté Bishnoi du Rajasthan, dont la spiritualité est étroitement liée au monde écologique. Trois cents personnes auraient sacrifié leur vie pour sauver des arbres *kherjri* – considérés sacrés par le Bishnois – alors que le maharaja de Jodhpur en avait ordonné la coupe massive. Les protestataires se seraient accrochés aux *kherjri* pour les protéger, et se seraient ainsi fait massacrer par l'armée du roi. Cette histoire est récurrente dans l'historiographie environnementale de l'Inde (voir Guha, 1989:173; Shiva, 1989:67), et un homme Bishnoi de Givas me l'a par ailleurs racontée – sans que j'y fasse allusion – afin de m'expliquer le caractère sacré des arbres.

chapitre 2), l'établissement d'un lien direct entre ce problème écologique et la diminution de la pluie est cependant moins certain – et bien que celui-ci soit intuitif, sa démonstration dépasse largement le cadre de cette recherche. Toutefois, remarquons que cette explication suppose que les gens eux-mêmes acceptent une part de responsabilité<sup>131</sup> dans un phénomène météorologique dont les origines les transcendent en grande partie<sup>132</sup>.

**Figure 2** : État de la déforestation à Givas\*



*\*Cette photo a été prise en janvier 2010 et elle démontre un déboisement évident. De plus, nous pouvons observer que les arbres sont dégarnis de leurs branches et feuilles qui servent de combustible et de fourrage.*

Évidemment, les fermiers ne soutiennent pas tous que la déforestation soit responsable du déficit pluviométrique. Certains disent ignorer les causes de ce phénomène, alors que d'autres sont

---

<sup>131</sup> J'ai par ailleurs évoqué dans le chapitre 2 les méfaits de l'utilisation du tracteur dans le désert de Thar, d'une part parce le recours à cette technologie stimule l'abattage des arbres, mais également parce qu'elle contribue au déracinement des arbustes, ce qui favorise l'érosion éolienne. À Givas, des fermiers m'ont également confié avoir recours à de telles pratiques tout en reconnaissant ses impacts sur la déforestation.

<sup>132</sup> En effet, l'état des connaissances actuelles ne permet pas de déterminer de manière définitive si les fluctuations pluviales sont liées à des changements climatiques mondiaux ou s'il s'agit de fluctuations qui perdront de leur portée lorsqu'elles seront analysées en rapport avec plusieurs décennies (Bharara, 1999:121). Cependant, il est peu probable que seule la déforestation dans le désert de Thar engendre les sécheresses récurrentes que connaît la région. À cet égard, le « nuage brun d'Asie » (*Asian Brown Cloud*) – qui est en partie attribué à des changements climatiques régionaux – est réputé être à l'origine de changements de répartition des pluies en Asie, notamment par un affaiblissement de la mousson indienne. Le nuage brun d'Asie est une couche de pollution de l'air qui recouvre certaines parties de l'Asie du Sud, dont l'Inde (Ramanathan, 2008). Il est créé par une gamme de particules en suspension et par des polluants dérivés de la combustion – provenant entre autres des feux de bois, des voitures et des usines –, de l'ignition de biomasse (Gustafsson, Örjan *et al.* 2009) et des procédés industriels dont la combustion est incomplète (Taylor, 2003).

conscients de ses proportions plus larges et invoquent la pollution et le réchauffement de la planète<sup>133</sup>. Toutefois, la forte récurrence de la référence à la déforestation et donc de l'acceptation d'une part de responsabilité quant aux problèmes environnementaux actuels – les arbres étant coupés par les villageois eux-mêmes, et ce selon leurs propres initiatives – implique que les habitants de Givas sont conscients d'avoir recours à des pratiques autodestructrices. L'absence de moyens alternatifs les contraint cependant à compromettre leur propre existence.

## **4.2. TRANSFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES ET INSÉCURITÉ**

Les problèmes de sécheresse que connaît la région du Marwar depuis la dernière décennie ont d'importantes répercussions socioéconomiques et environnementales. Toutefois, la portée de ces circonstances écologiques prend également des dimensions moins tangibles, d'ordre existentiel, lesquelles sont liées à l'insécurité de vivre dans un endroit où l'incertitude prime. Ainsi, à Givas, la dégradation de l'environnement, les sécheresses répétées et les problèmes agraires sont tous des facteurs qui ont contribué à instaurer un climat d'appréhension qui se vit sur divers fronts.

### **4.2.1. Impasse financière et futur incertain**

Il y a de cela quelques décennies seulement, lorsque les terres abondaient et que les sols étaient plus fertiles, les familles accumulaient des réserves de céréales suffisantes pour pouvoir affronter les pertes de récoltes qui accompagnent les avaries météorologiques. Les *kotis*, petits silos à grain fait de terre et de fumier, sont aujourd'hui un quasi vestige d'une époque agricole faste où des mesures de conservations pouvaient être adoptées. En effet, de nos jours, leur contenu permet à peine de tenir jusqu'à la prochaine saison, comme le souligne Hanuman Ram, fermier Jat de 30 ans :

Avant, il y avait une sécheresse tous les trois ou quatre ans seulement. Alors les gens étaient capables de faire des réserves qui pouvaient durer deux, trois, quatre années complètes. Mais aujourd'hui, les choses ont changé. Les terres ne produisent plus, la mousson n'arrive plus à temps, alors on ne peut plus faire de réserves. Ce que nous réussissons à faire pousser dans les champs est à peine suffisant pour nous nourrir, alors nous ne pouvons plus vendre nos récoltes.

---

<sup>133</sup> Ce type d'explication a été mentionné, je le précise, par deux travailleurs migrants et des professeurs. Dans le cas des travailleurs migrants, ceci signifie que ces derniers, à travers leur mouvement, acquièrent des connaissances qui ne sont pas nécessairement directement accessibles à ceux qui demeurent dans le village.

Les problèmes agricoles, combinés aux nombreuses sécheresses qui sévissent depuis la dernière décennie ont ainsi entraîné un retour ponctuel à une agriculture de subsistance. En effet, aux dires des paysans, les profits que génère l'entreprise agricole – lorsque c'est le cas – couvrent à peine les dépenses annuelles de la maisonnée, situation qui prévaut en grande partie chez les familles qui possèdent peu de terre.

Ainsi, dans un tel contexte de précarité, les sécheresses répétées exacerbent des conditions économiques déjà très fragiles. Par exemple, plusieurs gens se plaignent que les sécheresses entraînent des dépenses faramineuses, particulièrement au niveau des besoins des membres de la maisonnée et du cheptel. Notamment, l'achat de l'eau affecte considérablement l'économie familiale. À l'instar des autres villageois de Givas, un fermier m'a expliqué que pour sa famille de sept personnes, le réservoir du foyer doit être rempli tous les 10 jours, ce qui coûte entre 400 et 600 roupies chaque fois<sup>134</sup>. De plus, notons que lorsque les familles n'ont pas assez d'argent pour déboursier ces frais, elles doivent faire leurs achats à crédit. À cet égard, plusieurs fermiers ont également exprimé leur désarroi par rapport à une situation financière qui ne cesse de se détériorer. Un homme possédant six hectares de terre m'a confié avoir investi 20 000 roupies dans son champ durant la dernière saison agricole : toutefois, avec l'absence de pluie, aucune de ses cultures n'a porté fruit, de sorte qu'il n'a pas pu recouvrer l'argent qu'il a investi, et encore moins en tirer un quelconque profit.

La détresse financière qui accompagne les problèmes agraires semble conduire plusieurs fermiers à un sentiment d'impasse, lequel est par ailleurs très tangible dans le discours local. Cette impasse est en grande partie créée par l'absence de solutions aux conditions de vie actuelles. En effet, même le travail que les hommes effectuent lorsqu'ils migrent à la ville ne peut se substituer à l'entreprise agraire, comme l'explique Ganga Ram, fermier Jat de 50 ans et père de trois enfants :

Karine : Êtes-vous inquiet pour l'avenir de vos enfants?

Ganga Ram : Aujourd'hui, l'environnement a tellement changé. Comment nos enfants pourront-ils survivre ici?

Karine : Vous croyez qu'ils devront quitter cet endroit pour vivre dans une plus grande ville, où ils pourront trouver un autre emploi?

Ganga Ram : Le coût de la vie dans les villes est extrêmement élevé, alors comment pourrions-nous acheter une propriété là-bas? Nous n'avons pas d'argent. Quand il y a

---

<sup>134</sup> À ce sujet, rappelons que les données officielles rapportent un revenu de 35 roupies par jour par habitant. Il faut donc compter en moyenne 14 jours de travail pour fournir de l'eau à une famille de deux adultes et cinq enfants durant 10 jours.

une sécheresse, nous devons dépenser tant d'argent, pour tout, pour l'eau, et pour notre nourriture et celle des animaux

(...)

Karine : Quelles sont vos plus grands soucis?

Ganga Ram : L'eau, la pluie, être capable de faire fonctionner mon entreprise agraire, trouver un moyen de survivre avec cette pénurie. Si je déménage à Jodhpur, la location d'une propriété me coûtera 5000 roupies par mois. Où pourrais-je trouver cet argent? Quand je travaille sur les chantiers de construction à la ville, je ne gagne que 200 roupies par jour. Si je dois payer 5000 roupies pour louer un logement, comment pourrais-je nourrir ma famille?

Ainsi, les emplois hors du secteur professionnel – les seules opportunités qui s'offrent à la vaste majorité des habitants de Givas – procurent des salaires insuffisants et le coût de la vie dans les villes est trop élevé pour que les familles puissent s'y installer. La stratégie que constitue la migration permet donc au mieux d'apporter un certain équilibre financier à la maisonnée.

Le commentaire de Ganga Ram démontre également comment les problèmes agraires et environnementaux actuels tourmentent les parents face à l'avenir de leurs enfants. Plusieurs d'entre eux entrevoient un futur sombre pour la postérité, comme c'est le cas pour cette mère de quatre enfants :

Chaque jour qui passe est mieux que celui qui suit. Aujourd'hui, notre vie est beaucoup plus difficile que celle de nos parents. Mais notre vie est très facile comparativement à celle qui attend nos enfants (Ritu Devi, Jat, 30 ans).

Ou encore :

L'avenir de nos enfants dans ce village sera très difficile. Nous n'avons pas ce qu'il faut pour les nourrir, pour les vêtir. Comment peuvent-ils avoir une qualité de vie décente ici? Que pouvons-nous leur enseigner? Il n'y a pas eu de progrès au cours des dernières années, et je ne sens pas que les choses vont s'améliorer (Mala Ram, Bhil, 40 ans, père de trois enfants).

Enfin, selon certains habitants, l'insécurité financière aurait changé les rapports entre les membres de la communauté. Les problèmes financiers auraient fait place à une croissance de l'individualisme et de la fierté personnelle en plus d'engendrer une diminution du respect pour les gens. Comme l'explique ce fermier : « Aujourd'hui, il y a trop de problèmes d'argent, alors les gens n'ont plus peur de rien pour avoir ce qu'ils désirent... personne ne craint de faire mal à son voisin, il n'y a plus de respect pour rien, pour la famille, et pour les aînés en particulier » (Boma Ram, fermier Jat de 35 ans).

#### 4.2.2. Insécurité alimentaire

Les problèmes agraires et environnementaux ont également généré une insécurité alimentaire qui n'est pas liée à une carence de nourriture, mais plutôt au changement de ses propriétés nutritives. En effet, plusieurs affirment qu'avec les problèmes de sécheresses récurrentes et avec la déshydratation des sols, il est désormais impossible d'utiliser les semences naturelles, car contrairement aux semences hybrides, leur maturation requiert une quantité importante d'eau. L'adoption des semences transgéniques s'effectue toutefois avec beaucoup de réticence : en effet, à de nombreuses reprises, les gens ont souligné leur faible valeur nutritive, et le peu d'énergie qu'elles procurent. D'après plusieurs fermiers, les semences transgéniques expliqueraient en grande partie certains problèmes de santé que connaissent aujourd'hui les gens – et qui seraient plus communs qu'autrefois<sup>135</sup>. De plus, plusieurs personnes ont mentionné que les générations antérieures avaient une meilleure force physique, non pas parce que les gens avaient accès à de la nourriture plus abondante, mais parce que celle qu'ils consommaient était plus saine.

La diminution de la qualité de la nourriture est également attribuée aux fertilisants. À Givas, très peu de fermiers ont dit avoir recours aux engrais chimiques, non seulement parce que ceux-ci sont jugés nocifs pour la santé, mais également parce qu'ils rendent les sols dépendants<sup>136</sup>. Néanmoins, nous l'avons vu dans le chapitre 2, les denrées que les familles reçoivent par le système de rationnement sont aspergées de DDT, pesticide considéré très nocif par les scientifiques de même que par les consommateurs. Toutefois, le rationnement est indispensable – surtout en période de sécheresse –, de sorte que les gens sont obligés, malgré leurs convictions, d'avoir recours à ces produits.

Selon la population locale, les changements environnementaux ont également un impact sur les propriétés du lait. D'une part, sa qualité même s'en trouve réduite à cause de l'alimentation appauvrie des vaches. D'autre part, afin de générer des revenus, les fermiers extraient les composantes grasses du lait pour en faire du *ghee* (beurre clarifié), qui est ensuite vendu. Ceci diminue donc la richesse du lait qui est réservé pour la consommation des ménages. En somme,

---

<sup>135</sup> Notamment, plusieurs personnes ont parlé du *holo*, une maladie qui semble produire l'effet d'une grippe.

<sup>136</sup> Certaines personnes ont dit utiliser les fertilisants strictement pour le *til*, le *mung* et le *moat*, mais aucun fermier n'a dit y avoir recours pour le *bajra*.

comme l'explique cette femme, les problèmes agraires et environnementaux ont un impact direct sur l'alimentation :

La nourriture que nous mangeons aujourd'hui est de moins bonne qualité qu'autrefois. Nous devons manger le millet qui n'a pas poussé complètement à cause du manque d'eau, alors il est peu nutritif. Et puis, les semences hybrides ne sont pas aussi nourrissantes que les semences originales, et aussi nous cultivons les mêmes choses sur la même terre encore et toujours (...) C'est la même chose pour le lait. Avant les vaches étaient nourries aux herbes fraîches, ce qui est la meilleure nourriture pour les animaux. Maintenant, il n'y a plus de buissons et de pâturages... il faut donc donner aux vaches des herbes sèches, alors elles produisent peu de lait et ce lait est très pauvre (Rita Devi, Bishnoi, 50 ans)

En résumé, l'insécurité alimentaire n'est pas inévitablement liée à une diminution de la quantité de la nourriture consommée<sup>137</sup> : comme l'expérience des habitants de Givas le démontre, elle peut être liée à un changement des propriétés de cette nourriture qui découle d'une recherche de productivité – agricole, économique – dans un contexte de problèmes agraires. Remarquons par ailleurs que les impressions des gens sont corroborées par des données scientifiques sur le sujet (voir Sirohi and Michaelowa, 2007).

#### **4.3. LA MIGRATION EN TANT QUE STRATÉGIE DE SUBSISTANCE : PARAMÈTRES, PERCEPTIONS ET EFFETS**

Les sécheresses récurrentes qui sévissent depuis la dernière décennie soumettent la région du Marwar à de sérieux problèmes économiques et environnementaux qui ont commencé avec la reconfiguration socio-administrative des années 1950 et les pratiques liées à la révolution verte. Dans le cadre d'une recherche sur la gestion gouvernementale des crises socioéconomiques liées aux sécheresses au Rajasthan, l'économiste Reetika Khera (2004) rapporte que dans certaines régions de l'État, les gens migrent seulement en temps de sécheresse, lorsque les foyers connaissent des problèmes économiques importants. La situation est cependant différente à Givas. En effet, les mouvements de migration temporaire pour le travail ont débuté il y a de 25 à 30 ans, soit à partir des années 1980,<sup>138</sup> ce qui indique que les récentes sécheresses ne sont pas la

---

<sup>137</sup> La vaste majorité des personnes interrogées ont dit pouvoir s'alimenter quotidiennement de trois repas de portion raisonnable. Un seul répondant a affirmé que sa famille manquait de nourriture. Celui-ci appartient à la communauté Bhil, l'une des plus défavorisées de Givas.

<sup>138</sup> Je ne soutiens pas que les migrations n'aient jamais eu lieu dans cette région du monde. En particulier, en ces lieux qui comptent beaucoup de nomades, et où jadis les guerres territoriales foisonnaient, les mouvements humains ont depuis longtemps teinté ce paysage. Cependant, la migration actuelle diffère parce qu'elle est principalement une conséquence des problèmes économiques et environnementaux.

cause unique des problèmes économiques et environnementaux que connaît actuellement la région. Ainsi, la migration s’y inscrit comme une stratégie de diversification de l’économie paysanne.

Cette section trace un portrait détaillé des dynamiques liées à la migration à Givas. Comme je le démontre, sa contingence est liée à de multiples facteurs économiques, sociaux, culturels et politiques. Ces précisions sont fondamentales à l’analyse qui sera présentée dans le chapitre 5 et qui portera en partie sur la notion de communauté. Ainsi les facteurs qui exercent une influence sur les dynamiques de la migration sont également ceux qui entrent en ligne de compte dans la représentation de la communauté. Qui forme cette communauté? Qui doit partir et qui a le privilège de rester? Bref, une investigation approfondie de la migration permettra de trouver réponse à ces questions en vue de mieux comprendre l’impact des projets de développement articulés autour de la notion de communauté.

Au niveau du présent chapitre, l’étude des dynamiques liées à la migration permet également d’envisager ce mouvement en tant qu’expérience métaphysique, laquelle ne se vit pas uniquement par les gens qui migrent, mais aussi par ceux qui restent.

#### **4.3.1. Tendances et paramètres**

Le travail temporaire dans les États voisins n’est pas une stratégie adoptée de manière uniforme à Givas. Si des facteurs économiques, sociaux et politiques influencent l’occurrence de la migration, notons que des caractéristiques propres aux ménages eux-mêmes sont aussi sujettes à circonscrire les stratégies de l’économie familiale. Comme le rappelle l’anthropologue James C. Scott (1998:299), chaque ménage possède une superficie de terre différente, ainsi que des compétences et outils – le tracteur par exemple – qui établissent les limites et opportunités de leurs stratégies économiques et agricoles. Également, la famille dont les revenus reposent principalement sur l’entreprise agricole traversera diverses étapes au cours de son cycle de développement, et celles-ci engendreront des moyens de subsistance distincts.



Les écrits d'Alexander V. Chayanov (1990[1924]), influent économiste soviétique et sociologue de la ruralité, sont fertiles à la réflexion sur les dynamiques de l'entreprise agraire familiale<sup>139</sup>. Chayanov souligne l'importance de l'analyse de la composition et des lois de la famille elle-même dans l'organisation d'une exploitation à main-d'œuvre familiale. À cet égard, la main-d'œuvre demeure selon Chayanov l'élément qui détermine les processus de production et donc l'organisation des exploitations paysannes, et ce, peu importe l'influence du marché, de la dimension des terres, de leur fertilité naturelle, et de la présence de moyens de production. La composition de la famille détermine donc les limites supérieures et inférieures du volume de son activité économique, puisque la main-d'œuvre d'une exploitation familiale est entièrement déterminée par son nombre de membres en âge de travailler. Ainsi, afin de bien comprendre l'entreprise agricole familiale, il importe d'étudier les structures de la famille elle-même, les normes de cohabitation ne coïncidant pas toujours avec l'aspect purement biologique sur lequel elle se fonde (Chayanov, 1990[1924]:55-56). Précisons qu'en tenant ce propos, Chayanov réfère d'une part au fait qu'en milieu agraire, des employés peuvent vivre au sein des familles où ils travaillent. D'autre part, Chayanov réfère également aux maisonnées où vivent plusieurs couples et leurs enfants, unis dans une seule famille patriarcale complexe – tout comme la famille hindoue élargie, comme nous l'avons vu dans le chapitre 3. De plus, il précise que cette même famille peut comprendre des membres qui travaillent dans les villes, tout en étant encore rattachés à l'unité familiale – tout comme c'est le cas avec les dynamiques de migration qui animent actuellement les ménages à Givas.

Les réflexions de Chayanov nous permettent de considérer la migration en tant que stratégie de subsistance subsidiaire à l'entreprise agricole familiale, puisqu'elle ne constitue pas un substitut aux occupations agraires, mais plutôt un complément. Elle permet non seulement d'augmenter les revenus du foyer, mais également d'assurer une plus grande résilience aux sécheresses. Cependant, comme je le démontrerai, la structure des ménages de même que les facteurs culturels (propres à chaque caste) ont une influence sur le recours ou non à la migration et sur ses effets.

À Givas, la migration est entièrement assumée par les hommes. Dans la majorité des cas, une fois la saison agricole terminée, ceux-ci migrent pour des périodes allant de 3 à 8 mois – lesquelles sont généralement entrecoupées par des retours au village – dans les États d'Orissa,

---

<sup>139</sup> Écrits au début du 20e siècle, les travaux de Chayanov ont grandement influencé l'anthropologie économique (voir Sahlins, 1972).

d'Uttar Pradesh, de Gujarat, de Madhya Pradesh et de Chhattisgarh. Les emplois occupés à l'extérieur diffèrent selon la caste. Les Bhils et les Sens ont tendance à exécuter des tâches manuelles sur des chantiers de construction. Les Jats travaillent pour leur part à titre d'opérateurs de machinerie sur des chantiers de construction, sur des terres agricoles, ou sur des sites de pisciculture implantés par le gouvernement dans l'État du Madhya Pradesh. Enfin, plusieurs Bishnois occupent des postes au sein de la fonction publique (soit au niveau de l'armée, de la police, des sociétés d'État ou à titre d'enseignant<sup>140</sup>), alors que d'autres conduisent des camions ou occupent des emplois en usine ou dans les marchés. À l'exception des emplois au sein de la fonction publique, le travail migratoire est incertain puisque les travailleurs migrants éprouvent occasionnellement des difficultés à trouver un emploi. Enfin, certains membres de la communauté Bhil travaillent dans les mines de Jodhpur où les conditions de travail dans les mines sont réputées être exécrables – taux d'accident élevé, forte prévalence de maladies respiratoires chez les travailleurs, salaire très bas, etc<sup>141</sup>. Ces travailleurs ne migrent pas, mais font plutôt des allers-retours quotidiens, ce qui requière quatre heures de transport par autobus.

Les données recueillies à Givas révèlent qu'il y a une migration dans 56% des foyers sondés, ce qui ne constitue pas une vaste majorité<sup>142</sup>. Les migrations sont plus fréquentes chez les familles nucléaires (64%) que chez les familles élargies (36%), et de la sorte, chez les familles qui possèdent moins d'hectares de terre – soit les fermiers marginaux à semi-moyens. Nous pouvons observer une différenciation par caste au niveau de la migration : en effet, seulement 45% des Bishnois migrent, comparativement à des taux de 62% chez les Jats et 67% chez les Bhils. Les paramètres de la migration se résument donc comme suit : (1) la majorité des foyers de Givas migrent; (2) la majorité des ménages qui migrent, sont des familles nucléaires, lesquelles ont tendance à posséder moins de terre, et; (3) comparativement aux Jats et aux Bhils, les Bishnois ont moins tendance à migrer.

---

<sup>140</sup> Les enseignants ne migrent toutefois pas sur une longue période, mais font plutôt des allers-retours quotidiens entre leur lieu de travail et leur lieu de résidence.

<sup>141</sup> J'ai visité une mine à Jodhpur, et j'ai pu constater une forte présence de travailleurs enfants. Parmi eux, plusieurs semblaient déjà souffrir de maladies respiratoires. De plus, plusieurs travailleurs ont dit être autrefois employés auprès d'entreprises agricoles dans les villages du Rajasthan; toutefois, avec les problèmes environnementaux des dernières décennies, ils ont perdu leur emploi et ont été forcés d'établir domicile près de la mine.

<sup>142</sup> Ces données sont inévitablement biaisées par la faible proportion de Bhil et l'absence de Sen dans la population sondée. J'estime que si le même exercice était conduit en réalisant davantage d'entrevues auprès de ces communautés, les résultats auraient peut-être démontré une migration plus importante à Givas.

L'analyse des données liées à la migration par caste révèle la complexité de ses dynamiques. J'utilise ici strictement les données des Bishnois et des Jats, puisque comme il a été expliqué dans le chapitre 1, le nombre de répondants des Bhils est trop faible pour effectuer des déductions fiables. D'abord, chez les fermiers marginaux à semi-moyens, 75% des Jats migrent, taux qui s'élève à 88% chez les Bishnois. Chez ces mêmes classes de fermiers, 50% des Jats vivent en famille élargie comparativement à 63% dans le cas des Bishnois. Nous pouvons donc conclure que : (1) la majorité des fermiers qui possèdent peu de terre migrent pour le travail, peu importe la caste, et (2) chez ces mêmes classes de fermiers, la structure familiale a relativement peu de liens avec la quantité de possession agraire.

La tendance est cependant différente chez les ménages de moyens et grands fermiers. Seulement 16% des Bishnois appartenant à ces classes agraires migrent, proportion très faible comparativement au taux de 65% chez les Jats. Chez ces mêmes classes de fermiers, 45% des Jats vivent en familles élargies et ce taux s'élève à 100% chez les Bishnois. Nous pouvons donc conclure que : (1) chez les Jats, la quantité de terre possédée, la structure de ménage et la migration ont une très faible corrélation; (2) les moyens et grands propriétaires Bishnois migrent très peu et vivent tous en famille élargie; (3) par conséquent, chez les classes de moyens et grands fermiers, certaines préférences propres à la caste influencent le choix du recours (ou non) à la migration comme stratégie de subsistance.

Quelques détails supplémentaires peuvent venir compléter ce tableau. Tous les ménages Bishnois appartenant aux classes de moyens et grands propriétaires ont au moins un membre qui occupe un emploi régulier au sein de la fonction publique – professions qui précisons-le requièrent une formation qui n'est offerte que dans les centres urbains<sup>143</sup>. Par contre, cette particularité ne se retrouve pas chez les Jats : en effet, à l'exception d'un instituteur, aucun répondant de la communauté Jat n'a dit exercer une profession qui requiert un niveau d'éducation avancé. Ainsi, contrairement aux Jats, les Bishnois de classe agraire moyenne et grande semblent favoriser une éducation de niveau supérieur<sup>144</sup>.

---

<sup>143</sup> L'école de Givas permet une éducation de classe 1 à 7, soit pour les enfants âgés de 5 à 12 ans environ. Il est certes possible pour les élèves de se déplacer vers les villages voisins afin de poursuivre leur scolarité, mais soulignons que les écoles qui offrent les meilleures formations se trouvent dans les centres urbains.

<sup>144</sup> À ce sujet, j'ai cherché à comprendre si cette différence pouvait être liée à un facteur politique, à savoir si les Bishnois auraient eu un meilleur accès à l'éducation grâce aux quotas alloués pour les populations classifiées OBC. Toutefois, au Rajasthan, les Jats ont reçu le statut OBC en 1999 et les Bishnois en 2000, ce qui démontre qu'il ne s'agit pas là d'une raison d'ordre politique. Il semble donc que cette différence puisse s'expliquer par des facteurs culturels, les Bishnois favorisant depuis longtemps les lettres.

Le portrait de Givas révèle que des facteurs sociaux, culturels et économiques se combinent pour former les paramètres des migrations. À la lumière des écrits de Chayanov, précisons que les caractéristiques propres aux maisonnées ont également une influence sur le recours – ou non – à la migration et de fait, sur la situation de l'économie familiale. Ainsi, une maisonnée qui comporte peu d'hommes est peut-être moins prédisposée à recevoir des revenus qui proviennent du travail effectué à l'extérieur du village. De plus, une famille qui comporte plusieurs hommes en âge de travailler peut être riche en matière de force de travail, même si elle possède peu de terre. Aussi, les ménages traversent divers cycles : par exemple, un ménage qui comprend des garçons optera pour des stratégies qui dépendront de l'âge de ceux-ci. Enfin, au sein d'une famille élargie, les hommes qui migrent ne sont pas sélectionnés au hasard, mais plutôt selon des critères propres aux familles. En effet, une fois que tous les hommes sont en âge de travailler, les plus âgés demeurent bien souvent au foyer, et les plus jeunes assurent la migration. Enfin, le scénario peut varier considérablement si la structure familiale est nucléaire ou élargie, le ménage nucléaire étant inévitablement plus pauvre en force de travail, ayant ainsi des stratégies de subsistance plus limitées.

#### **4.3.2. Migration, perception, statut**

La perception de la migration pour le travail diffère selon les gens. Elle est de toute évidence appréciée pour son apport économique et plusieurs hommes ont précisé que le recours à cette stratégie n'est pas un choix mais une nécessité, puisque la survie de leur famille en dépend. De nombreux fermiers ont également évoqué un malaise existentiel à l'égard de ce moyen de subsistance, comme le démontrent les propos de ces hommes :

Mes ancêtres menaient une meilleure vie, ils étaient plus heureux. Ils n'avaient jamais vu Jodhpur, et moi je voyage partout à travers l'Inde pour gagner ma vie. Vraiment, c'est désolant... Ils étaient plus heureux que nous aujourd'hui, parce qu'eux au moins pouvaient gagner leur vie en restant au village (Boma, Jat, 35 ans, fermier et camionneur).

Ou encore :

Chaque jour qui se termine est mieux que celui qui suivra... De nos jours, l'homme n'a plus de valeur, il doit faire toutes sortes de boulots afin de survivre (Sona Ram, Bishnoi, 42 ans, fermier et camionneur).

La migration est donc pour certains associée à une détresse identitaire – l’homme sans valeur – et à une forme de nostalgie d’une époque où le fermier n’avait pas à troquer temporairement son identité pour celle du travailleur non qualifié (ou semi-qualifié) afin d’assurer sa subsistance. Toutefois, certains travailleurs sont plus optimistes et voient même des bienfaits à cette option de vie :

Avant les gens étaient prisonniers de ce village, ils ne pouvaient pas voyager à l’extérieur. Maintenant au moins, nous n’y sommes plus confinés, nous pouvons voyager et gagner plus d’argent qu’en demeurant dans ce village (Bhanu Ram, Bishnoi, 30 ans, réparateur sur un réseau de gazoduc à Mumbai)

Il importe néanmoins de préciser que le propos de Bhanu Ram tranche avec la majorité des témoignages que j’ai recueillis sur la perception de la migration. Si cette vision est positive, précisons qu’elle est celle d’un homme qui ne lutte pas pour la survie de sa famille en combinant le travail de la terre et les boulots aléatoires : en effet, Bhanu Ram est issu d’un ménage élargi, lequel appartient à la classe des grands propriétaires terriens de Givas. Contrairement à d’autres ménages, au sein de la maisonnée de Bhanu Ram, les hommes se partagent le travail agricole et les emplois à l’extérieur, de sorte qu’ils n’ont pas à combiner individuellement et simultanément divers emplois. Enfin, ce dernier effectue un métier qui lui fournit de bonnes conditions de travail et un salaire décent, ce qui le rend probablement plus attrayant.

En somme, l’expérience de la migration peut donc dépendre d’un ensemble de facteurs – niveau de stress, type d’emploi occupé, fréquence des allers-retours au village, conditions au sein de la maisonnée – qui influencent si celle-ci est vécue de manière positive ou négative. De plus, non seulement la structure du ménage peut, chez certaines communautés, influencer le recours ou non à la migration, mais elle peut également agir sur sa perception.

Ces données nous informent sur la migration du point de vue du migrant. Toutefois, comment ce mouvement est-il vécu par ceux qui restent derrière, groupe majoritairement représenté par les femmes? La question de l’impact de la migration sur le statut de la femme en Inde a été récemment abordée par Desai et Banerji (2008) dans le cadre d’une enquête effectuée à partir des données du *India Human Development Survey* de 2005<sup>145</sup>. L’enquête de Desai et Banerji

---

<sup>145</sup> L’étude de Desai et Banerji trace un portrait national, et ne fournit pas des résultats détaillés par état et par région.

évalue (1) l'autonomie<sup>146</sup> des femmes ainsi que le degré de contrôle qu'elles exercent sur leur vie, et (2) leur participation à la force de travail. Leurs résultats démontrent que la structure des ménages constitue le facteur décisif des effets de la migration. Ainsi, lorsqu'il y a occurrence de migration, les femmes résidant en famille nucléaire ont à la fois une plus grande autonomie et plus de tâches à assumer. Par contre, les femmes qui vivent au sein de familles élargies ont une moins grande part de responsabilités – les tâches étant généralement exécutées par plusieurs femmes –, mais également une moins grande autonomie. Dans une certaine mesure, les données recueillies à Givas corroborent ces résultats.

Dans un contexte où les prises de décisions financières sont principalement effectuées par les hommes et où les femmes ont un faible pouvoir de négociation, j'ai voulu comprendre si la migration pouvait déstabiliser certaines de ces normes de genre. Est-ce que le contexte de migration actuel peut permettre aux femmes d'acquérir une plus grande autonomie financière? Chez les ménages sondés<sup>147 148</sup>, seulement le tiers des femmes ont dit pouvoir accéder aux ressources financières de la maisonnée et participer aux prises de décisions sur la manière dont

---

<sup>146</sup> Le concept d'autonomie (ou la capacité d'une personne à gérer seule sa vie) demeure parfois difficile à saisir, parce que sa définition varie selon les auteurs – soulignons par ailleurs que dans leur ouvrage, Desai et Banerji ne donnent pas de précision sur la manière dont elles emploient le concept. Toutefois, la considération pour le concept d'autonomisation (le processus qui permet à un individu d'avoir les moyens nécessaires afin d'atteindre son autonomie), qui est très commun dans les écrits sur le développement, constitue une piste de réflexion intéressante pour envisager l'autonomie. Dans le contexte de l'Asie du Sud, les concepts d'autonomisation élaborés par Naila Kabeer et Bina Agarwal, deux économistes sociales dont les travaux portent sur des questions de genre et de politiques de développement, sont des incontournables. Kabeer (1999, 2000, 2008), dans le cadre de questionnements analytiques et méthodologiques pour l'intégration des questions de genre dans les politiques et planifications de développement, envisage notamment l'autonomisation comme la transformation d'une subjectivité découlant de la pratique de nouvelles activités, ce qui au final permet la réalisation de choix stratégiques de vie. Dans le cadre d'une discussion sur l'accès à la propriété chez les femmes d'Asie du Sud, Bina Agarwal (1994:38) décrit pour sa part l'autonomisation comme un processus qui accroît la capacité des individus ou groupes de défier et de changer (en leur faveur) les rapports de pouvoir existants qui les placent dans des positions subordonnées au plan économique, social et politique.

<sup>147</sup> La question qui a été posée aux participantes est « *Au sein de votre maisonnée, qui contrôle l'argent et qui décide de la manière dont il est dépensé?* ». Cette question à double variable a été compilée conjointement, car un contrôle sur l'argent s'est avéré inévitablement associé à une participation à la prise de décisions. Précisons par contre que la prise de décisions reflète davantage la capacité d'effectuer des suggestions plutôt que de déterminer à part entière l'allocation des ressources. Les femmes qui ont la capacité d'effectuer une prise de décisions complète se sont avérées être celles qui sont plus âgées.

<sup>148</sup> Dans le chapitre 3, j'ai traité du fait que la question de la division du travail entre les hommes et les femmes était relativement épineuse et difficile à sonder. Il en fut de même pour la question de l'accès à l'argent au sein de la maisonnée. Par exemple, certaines femmes ont dit conserver un peu d'argent qui peut servir en cas d'urgence. Par ailleurs, une femme m'a dit « Si j'ai besoin d'argent, je dois demander à mon mari. Si je lui demande cinq roupies, il m'en donne deux ». Évidemment, ce type de commentaire a été formulé lorsqu'il n'y avait pas d'homme – hormis Arvind, mon interprète – sur les lieux de l'entrevue. De fait, considérant que plusieurs entrevues ont été effectuées en présence d'hommes (autres qu'Arvind), il est possible que les réponses ne reflètent probablement que peu les subtilités de la gestion des ressources financières.

elles sont dépensées. Parmi celles-ci, la majorité (89%) vit au sein de foyer où il y a une migration. Dans ce même groupe, la majorité (67%) vit en famille nucléaire.

Cette enquête sur l'autonomisation des femmes est sommaire, car elle est limitée à des facteurs économiques. Toutefois, l'autonomisation n'est certainement pas uniquement liée à un accès aux ressources financières. À ce sujet, l'enquête de Desai et Banerji est beaucoup plus exhaustive et couvre des questions qui ne sont pas strictement de nature économique. Ainsi, de toute évidence, cette partie de mon enquête n'est pas assez élaborée pour effectuer des déductions rigoureuses. Cependant, ces données s'arriment avec celles de Desai et Banerji parce qu'elles suggèrent que les femmes vivant au sein de ménages nucléaires et où les maris migrent pour le travail ont un plus grand pouvoir décisionnel<sup>149</sup> et un meilleur accès aux ressources monétaires de la maisonnée que celles qui vivent au sein de ménages élargis et où il n'y a pas de migration.

Qu'en est-il de la charge de travail des femmes? S'arrimant avec l'étude de Desai et Banerji, les données recueillies à Givas suggèrent que la femme qui vit en famille nucléaire et dont le mari migre a, au quotidien, une plus grande charge de travail. De plus, certaines femmes ont expliqué que leurs tâches quotidiennes doubleraient durant la saison agricole, et je l'ai mentionné dans le chapitre 3, plusieurs ont dit devoir se lever plus tôt. Ainsi, comme l'explique Ami Devi, la saison agricole est pour les femmes une période où leur force de travail est grandement sollicitée :

Avant, lorsque c'était la saison agricole, tous les membres d'une famille se réunissaient et travaillaient ensemble à accomplir les divers travaux. Aujourd'hui, les familles sont séparées, les hommes sont à l'extérieur, il n'y a plus de force de travail, il faut tout faire à nous seules (Ami Devi, Jat, 30 ans)

Si ce commentaire met en relief la participation active des femmes au niveau des travaux agricoles, il évoque également le fait qu'il y a un déficit de main-d'œuvre durant la saison agricole. Pourtant, l'existence même de ce déficit est équivoque, et ici, les données empiriques peuvent apporter des subtilités que des données quantitatives peuvent difficilement procurer. Je m'explique.

---

<sup>149</sup> Il faut cependant préciser que les décisions ne sont pas dans tous les cas exécutées seules. Plusieurs femmes vivant au sein d'une famille nucléaire ont expliqué que lorsque les décisions à prendre sont importantes, celles-ci sont effectuées en consultation avec leurs époux, au moyen d'appels téléphoniques.

Au préalable, rappelons qu'à Givas, (1) les hommes reviennent pour la plupart du temps au village durant la saison agricole<sup>150</sup>, et que (2) dans un contexte de famille élargie, la migration n'est généralement pas pratiquée par la totalité des hommes. Ainsi, indépendamment de la structure du ménage, l'occurrence d'une migration ne devrait normalement pas se traduire par une pénurie de main-d'œuvre en période agricole. Comment peut-on alors expliquer l'absence de force de travail exprimée par les femmes? Les observations de Kamla, agricultrice Bishnoi de 32 ans sont à ce sujet très éclairantes :

Karine: Au niveau de l'agriculture, quelles sont les tâches exécutées par les hommes et celles exécutées par les femmes?

Kamla : Les hommes ne font rien, absolument rien. Ce sont les femmes qui font tout le travail, les hommes sont beaucoup plus intéressés par l'alcool et par l'opium<sup>151</sup>.

Karine : Mais quand vous étiez jeune, qui faisait ce travail?

Kamla : Les hommes. Ils faisaient tout. Les femmes s'occupaient des tâches domestiques et des animaux. Maintenant, elles font tout.

Karine : Pourquoi?

Kamla : Aujourd'hui, les hommes doivent aller travailler à l'extérieur. Ils deviennent éduqués sur le monde extérieur. Quand ils reviennent, ils ne sont plus intéressés par ce genre de travail, ils ne se sentent pas concernés. La seule chose qu'ils font parfois, c'est de protéger la ferme contre les animaux qui peuvent ravager les plantations. Aujourd'hui, il n'y a que les hommes illettrés qui veulent travailler dans le village, sinon, les autres, ils veulent tous aller ailleurs.

---

<sup>150</sup> Parmi les répondantes, seulement deux femmes ont dit que leur époux ne revenait pas toujours durant la saison agricole.

<sup>151</sup> La question de la consommation d'opium, particulièrement lorsqu'elle est associée à une dépendance, demeure très peu abordée dans les écrits sur le Rajasthan. Kattimani et Sharma (2008) expliquent que dans une rare ethnographie sur le sujet, Ganguly *et al.* (1995) soulignent que la consommation d'opium est très répandue dans le nord-ouest de l'Inde. Leur étude – soutenue par le *Indian Council of Medical Research* – a été effectuée auprès de 1800 ménages du Rajasthan. Parmi les conclusions tirées, notons que (1) l'opium est consommé dans des réunions sociales et aussi pour soulager les inquiétudes et l'anxiété; (2) dans 90% des cas, la consommation d'opium est bien intégrée dans la société puisqu'elle est associée à une coutume, alors que dans 10% elle est perçue comme déviant, et (3) souvent, les mères encouragent leurs enfants à consommer de l'opium. Répondant à l'étude, Poshyachinda (1995) et Smart (1995) ont ajouté que la consommation d'opium dans cette partie de l'Inde est bien intégrée dans le tissu socioculturel et s'apparente à la consommation d'alcool chez d'autres communautés. L'opium est utilisé pour des cérémonies comme les mariages, les funérailles ou autres occasions. Il est offert aux invités de la même manière que la nourriture et la boisson, et son utilisation a lieu chez tous les groupes, peu importe la caste ou la religion. Ces conclusions, en tous points, s'arriment avec ce que mon expérience dans le désert de Thar m'a permis de constater. Cependant, le commentaire de Kamla et ceux d'autres femmes permettent de croire que cette consommation n'est peut-être pas réellement bien perçue par les femmes. Il y aurait donc lieu de s'interroger sur le taux élevé de 90% relevé par Ganguly *et al.* Est-ce que des femmes figuraient parmi les répondants? Si oui leurs réponses étaient-elles davantage le fruit d'un discours conforme à la déférence des femmes envers les hommes? De plus, Goldman (1991:24) révèle qu'environ 60% des aînés de castes dépréciées du Rajasthan ont développé une dépendance à l'opium, ce qui démontre à quel point la consommation de cette drogue est extrêmement répandue dans la région. Par ailleurs, j'ajouterais que les autorités semblent être indifférentes à cette consommation – soulignons que l'Inde permet une culture d'opium à des fins médicinales et que celle-ci est en principe strictement réglementée. En effet, lors des élections du *panchayat* qui se déroulaient durant mon séjour, j'ai pu observer que les hommes se réunissaient en groupe et consommaient librement de l'opium, et ce sous les yeux des policiers qui surveillaient l'élection.



Le commentaire de Kamla est drastique et doit être tempéré – les hommes n’étant certainement pas tous désengagés de toutes tâches agricoles<sup>152</sup>, ni tous des consommateurs effrénés d’alcool et d’opium. Cependant, bien qu’il généralise la situation, ce propos condense très bien des commentaires fragmentés que j’ai pu recueillir à travers les diverses entrevues effectuées. Il traduit un problème existentiel qui se joue sur deux fronts. D’abord, cette discussion avec Kamla démontre qu’il y a un problème d’intérêt et d’identité au niveau du statut d’agriculteur. À cet égard, l’observation de Prela Ram, professeur Jat de 25 ans – membre d’un ménage élargi au sein duquel plusieurs hommes migrent pour le travail – exprime bien le désarroi auquel font aujourd’hui face les fermiers :

Les gens sont de plus en plus éduqués, et ont honte de faire ce travail d’agriculteur. Et puis, ceux qui vont suivre une formation scolaire dans les villes doivent souvent revenir au village parce qu’ils ne trouvent pas d’emploi. Mais ils ne sont pas assez forts, assez résistants pour faire ce type de travail... ils ne peuvent pas travailler fort comme ça, parce qu’ils ne l’ont jamais fait, et puis parce que ça ne les intéresse pas.

Le commentaire de Prela Ram lie le détachement relativement au métier d’agriculteur à l’absence de capital social et culturel qui le caractérise désormais à Givas. Contrairement à ses parents et grands-parents, la majorité de la relève agricole sait lire, écrire et aspire à des emplois que le contexte actuel de l’Inde et sa récente croissance économique fulgurante permettent d’imaginer – ce qui n’était pas le cas pour les générations antérieures.

Nous avons vu que la dégradation de l’environnement engendre deux stratégies de subsistance : (1) la migration, qui offre une solution à court terme, et (2) l’investissement dans l’éducation des enfants – tel que discuté dans le chapitre 3 – qui offre (potentiellement) une solution à long terme. Ces stratégies ont un impact direct sur la perception du travail de la terre, car elles engendrent parfois un mépris, parfois une mésestime, et souvent une désillusion et un découragement pour ce métier. En effet, d’une part, l’éducation amène des aspirations chez les jeunes, mais celles-ci sont étouffées par un manque d’opportunités d’emplois dans la région et par la nécessité de s’en remettre à un métier sans espoir et dévalorisé<sup>153</sup>. D’autre part, parce qu’il

---

<sup>152</sup> Notons que les femmes sont généralement responsables de l’ensemencement, du sarclage, du maintien des cultures et de la récolte, travaux qui sont effectués manuellement. Pour leur part, les hommes s’occupent principalement de la préparation des sols (labourage et hersage), ce qui dans le cas présent est effectué au moyen d’un tracteur.

<sup>153</sup> Par ailleurs, Gupta (1995 : 381 et 389) souligne comment dans le cas de l’État d’Uttar Pradesh, bien que les paysans ont grandement bénéficié de la révolution verte, qui leur a permis d’améliorer leur situation économique, cette nouvelle richesse ne se traduit pas encore en un pouvoir bureaucratique et un capital culturel. De manière analogique, même si les jeunes générations vivant dans les zones rurales du Rajasthan ont

doit migrer pour survivre et puisque sa terre est devenue trop pauvre et trop petite, l'agriculteur accomplit un métier à l'avenir plutôt terne.

Ainsi, les problèmes environnementaux, parce qu'ils engendrent des impasses financières et puisque les gens doivent adopter des stratégies de subsistance alternatives pour pallier leurs impacts, altèrent les circonstances de l'expérience du statut de l'agriculteur, métier désormais déprécié. Comme l'explique cette femme : « Aujourd'hui avec les problèmes de pluie, ce métier est devenu trop difficile à pratiquer, ça n'intéresse plus les hommes » (Sugni, Bishnoi, 60 ans).

Par conséquent, qu'il soit à ses heures employé non qualifié, camionneur ou opérateur de machinerie sur des chantiers de construction, le fermier, parce qu'il doit migrer pour survivre – et non principalement pour diversifier l'économie du foyer, comme c'est davantage le cas chez les familles qui sont mieux nanties –, incarne inévitablement l'échec. Il est un fermier sans prestige, car il exerce une profession sans avenir, et vit sur une terre qui a de moins en moins de valeur. Il est donc un fermier devant lequel les possibilités ne cessent de rétrécir, un fermier qui flotte entre diverses identités, un fermier qui aux yeux d'une Inde qui se développe à une rapidité étonnante et qu'il côtoie à travers sa migration, vit son statut avec beaucoup d'incertitude et, à l'occasion, avec une certaine mélancolie.

Pour mieux saisir ce processus de transformation identitaire, revenons à la notion de la production de la localité – ou le positionnement identitaire dans le monde. Rappelons que selon Appadurai (1995), les acteurs sociaux sont engagés, à leur insu, dans des activités sociales de production, de représentation et de reproduction, lesquelles sont à la fois dirigées par le contexte et génératrices de ce contexte. Selon Appadurai (1995:185-186), les contingences de l'histoire, de l'environnement et de l'imagination contiennent le potentiel de production de nouveaux contextes – matériels, sociaux et cognitifs. Ainsi, considérant que la réalisation du statut de fermier est tributaire de l'interaction entre cette identité et l'espace qui lui permet de se réaliser et d'être cohérente, tout changement au contexte de cette production – dû dans le cas présent à la crise environnementale et agraire –, affecte cette identité et de surcroît, le sens même de l'espace où elle se concrétise.

---

aujourd'hui un niveau d'éducation beaucoup plus élevé que celui des générations antérieures, il est possible que ceux-ci n'aient pas le capital culturel et social pour se trouver un emploi à la hauteur de leurs aspirations.

Le contexte de Givas est donc aujourd'hui redéfini par l'anxiété qu'engendrent la crise agraire et les problèmes environnementaux et par une vision du monde amère. La transformation de l'identité de l'agriculteur à travers la migration, le sentiment de désillusion et l'insécurité, introduisent des pratiques et visions du monde nouvelles à Givas, lesquelles transforment son contexte. Givas en tant que locus de l'expression du statut de fermier est donc altéré au plan phénoménologique par un dialogue avec ses frontières externes. Je ne soutiens pas que les frontières de Givas soient étanches et que la migration soit à l'origine du contact avec le monde extérieur. Je maintiens plutôt que les circonstances agraires et environnementales que connaît actuellement la région du Marwar transforment l'expérience empirique et cognitive du métier d'agriculteur, notamment à cause des stratégies de subsistance qu'elles obligent à déployer et à cause de l'insécurité et de la désillusion qu'elles engendrent. À cet égard, Appadurai (1995:186) souligne que la production de la localité est aujourd'hui plus que jamais traversée par des contradictions et déstabilisée par le mouvement humain. Le positionnement identitaire est donc fragile en deux sens. D'une part, l'espace qui permet à l'identité de se réaliser est soumis à la force productrice de contextes, générée par des organisations davantage hiérarchiques, particulièrement celles de l'État-nation – ce que nous avons vu dans le chapitre 2. Dans le cas de Givas, l'inertie de l'État à l'égard des besoins de la population, les effets des transformations socio-environnementales postindépendances et les circonstances environnementales de la dernière décennie sont autant de forces qui contribuent actuellement à la production du contexte de Givas. D'autre part, selon Appadurai, dans le monde contemporain, la reproduction matérielle des espaces et lieux est invariablement soumise à la corrosion de son contexte, ce qui est en ce moment le cas, puisque via la migration. Ainsi, les fermiers transforment les conditions et les significations de Givas à travers les valeurs, les idéologies et les visions du monde qu'ils y importent.

Cette dynamique identitaire n'affecte cependant pas strictement les gens qui migrent, car les commentaires sur la désillusion des fermiers et sur le désengagement des hommes envers les tâches liées à l'agriculture sont provenus tant des familles où certains membres migrent, que de celles où les gens demeurent dans la communauté. D'ailleurs, si les hommes qui migrent connaissent des malaises identitaires, il en est tout aussi vrai pour ceux qui vivent encore strictement de la terre. En effet, ces derniers sont inévitablement soumis aux aléas des sécheresses, expérimentent également des formes d'insécurité quant à l'avenir et connaissent

aussi des difficultés économiques – toutefois, nous verrons dans le chapitre suivant que la possibilité de ne pas migrer peut engendrer certains privilèges<sup>154</sup>.

Enfin, revenons sur le commentaire de Kamla. Son propos sur le désengagement des hommes au niveau de l'agriculture laisse présager un hiatus identitaire pour les femmes. En effet, dans la foulée des migrations et de la désillusion relativement au métier d'agriculteur, ces dernières doivent assumer de plus en plus de tâches agraires. Toutefois, je l'ai évoqué, les femmes n'ont pas une identité affirmée en tant qu'agricultrices – ou la pleine reconnaissance, par elles-mêmes et par les autres, de leur contribution (grandissante) au niveau de l'agriculture. Leur participation est en fait souvent perçue comme une extension de leurs corvées domestiques. Plusieurs facteurs contribuent à ce décalage identitaire. J'ai évoqué dans le chapitre 3 les questions liées au système patriarcal et à l'importance de la propriété et de sa transmission au sein des lignées masculines. J'ai également traité des normes liées au mariage dans le nord de l'Inde et de leur contribution à la considération de la femme en tant qu'éternelle étrangère au sein de la maisonnée – et donc ayant peu de chance de recevoir la terre de son époux (ou d'une partie), advenant un divorce ou le décès de ce dernier. J'ai aussi discuté de la normalisation de la division du travail entre les hommes et les femmes, et du fait que les femmes tendent à minimiser leur contribution. Ceci est notamment très éloquent dans le propos (par ailleurs très commun) tenu par Chairi Devi, agricultrice Jat de 50 ans, lorsque je l'ai interrogée sur la distinction entre le travail des hommes et celui des femmes : « Les femmes font les petits travaux qui sont moins importants, les hommes font ce qui est plus difficile à accomplir, parce qu'ils utilisent les machines ».

De fait, si les femmes sont amenées à prendre la relève ou du moins à assurer une partie grandissante des tâches reliées à l'agriculture, leur identité doit être valorisée, leur apport doit être verbalisé, sans quoi, elles ne sont que les préservatrices d'un métier déprécié. Pourtant, nous

---

<sup>154</sup> De manière générale, tous les gens interrogés semblaient inquiets face à l'avenir et comme je l'ai mentionné, les commentaires sur la démotivation des hommes sont provenus tant de familles qui ont recours à la migration que de celles où les membres restent dans la communauté. Toutefois, dans le cadre de cette recherche, un de mes objectifs était de comprendre comment les problèmes environnementaux affectent les femmes. Les données recueillies ont néanmoins démontré qu'ils affectent également les hommes d'une manière particulière – l'idée du malaise identitaire. Il serait donc intéressant de refaire l'exercice et de questionner plus directement les hommes sur la question et de comprendre les subtilités au niveau du désengagement des hommes envers les tâches agricoles et de la perception du métier entre ceux qui restent et ceux qui migrent. Par exemple, est-ce qu'un groupe est plus désabusé que l'autre? Est-ce que les gens qui restent s'investissent tout de même un peu plus dans les tâches liées à l'agriculture que ceux qui migrent? De plus, il y aurait lieu d'investiguer si les hommes qui migrent sont perçus différemment par ceux qui restent et vice-versa.

l'avons vu, le rôle des femmes au niveau de l'agriculture est loin d'être secondaire. Ainsi, les problèmes environnementaux vulnérabilisent les femmes non pas strictement parce qu'ils engendrent une augmentation de leur charge de travail qui découle uniquement d'une pénurie de ressources (humaines, environnementales), comme il est si souvent évoqué dans les écrits sur le sujet. Ils vulnérabilisent également les femmes parce qu'ils sont liés à un processus de malaise identitaire, de dévalorisation et de mécontentement qui ultimement amène les hommes à se retirer de ce métier. Enfin, considérant le désintérêt des jeunes générations pour le travail de la terre, cette question nécessite certainement une plus grande attention.

## CONCLUSION

La population de Givas se voit comme l'une des principales coupables des bouleversements écologiques que connaît actuellement la région du Marwar. Toutefois, nous l'avons vu, les origines du phénomène la transcendent en grande partie. Les gens reconnaissent donc avoir des pratiques qui mettent en péril l'environnement local, notamment parce qu'ils ont recours à des stratégies de gestion non durable des ressources naturelles. Ainsi, les paysans contribuent consciemment à la dégradation de l'environnement; toutefois, bien qu'ils reconnaissent les méfaits de leurs pratiques, ils ne cessent de s'y adonner. À cet égard, la situation rappelle la question de l'environnementalisme en contexte de pauvreté et son caractère matériel par rapport à un environnementalisme davantage idéologique et bourgeois en situation de confort économique (voir Guha and Martinez-Alier, 1997; Tomalin, 2002). En effet, le manque d'option contraint les habitants du désert de Thar à adopter des pratiques néfastes pour l'environnement. Le fait n'est pas qu'ils ignorent ce qu'est une gestion durable des ressources ou qu'ils soient trop appauvris pour pouvoir la mettre en pratique, mais plutôt qu'il n'y a pas – ou presque – d'initiatives politiques réfléchies vouées au soutien de la population. Toutefois, nous le verrons dans le chapitre 5, l'inertie totale du gouvernement envers les populations du désert de Thar est depuis peu révolue.

La dégradation de l'environnement, la crise agraire et les stratégies de subsistances déployées pour en surmonter les effets constituent les moteurs actuels des changements au niveau de l'existence des habitants de Givas. Ces processus ont soit généré une impasse financière, soit un sentiment d'incertitude face à l'avenir, soit une insécurité alimentaire, soit une redéfinition de la compréhension du statut d'agriculteur, et ont donc contribué à une perte de conviction envers le milieu agraire.

La migration constitue une stratégie à court terme adoptée par les ménages pour maintenir une existence viable et compenser les déficits économiques engendrés par l'entreprise agricole en péril. La perception de la migration dépend de nombreux facteurs. Certains – mais ils sont peu nombreux – y voient une expérience positive, soit la possibilité de s'ouvrir au monde extérieur et de gagner des revenus plus importants que ceux que procure la terre. Toutefois, chez ceux pour qui elle s'avère être une expérience pénible, elle est étroitement liée à un malaise identitaire.

Le recours à la migration, de même que sa perception (en tant qu'expérience positive ou négative) est liée à des facteurs sociaux, culturels et économiques. Ces mêmes facteurs sont également susceptibles d'avoir un impact sur l'expérience de la migration pour celles qui restent derrière. Les femmes qui vivent au sein de ménages nucléaires doivent inévitablement composer avec une main-d'œuvre réduite, mais ont potentiellement une plus grande autonomie. L'inverse est également vrai : les femmes issues de ménages élargis sont hypothétiquement moins fragilisées sur le plan de la main-d'œuvre, mais auront aussi une moins grande possibilité de connaître une augmentation de leur autonomie. Cependant, nous avons vu que ces dynamiques demeurent équivoques puisque l'augmentation du labeur des femmes n'est en principe pas justifiée par une absence des hommes – ceux-ci retournant à Givas durant la saison agricole. Une réflexion sur l'expérience cognitive actuelle du métier d'agriculteur permet toutefois de mieux comprendre cet aspect moins tangible des effets des transformations environnementales.

Ainsi, le cas de Givas démontre qu'une vision statique des communautés rurales est très peu réaliste, non seulement parce que la migration y crée un mouvement physique, mais aussi parce que ce mouvement s'effectue également au plan métaphysique. Une réflexion sur l'articulation épistémologique de Givas – au sens tant spatial que cognitif – par l'analyse de sa création à travers une relation dialectique entre ses dynamiques internes et celles qui proviennent de l'extérieur a donc permis de mieux comprendre les changements identitaires que peuvent engendrer les changements environnementaux. En effet, Givas est le lieu qui permet à l'identité du fermier de se réaliser. Après tout, là se trouve la raison principale de son travail et de son statut, c'est-à-dire la terre. Mais que devient l'agriculteur quand cette terre n'arrive plus à produire? Ultimement, qui devient-il? Si aucune alternative ne s'offre à lui afin de lui permettre de mener une existence viable, il est un agriculteur qui incarne l'échec, la désillusion et le manque de capital.

Enfin, les stratégies de subsistance déployées pour surmonter la crise du désert de Thar – l'éducation (celle-ci en tant que mesure à long terme) et la migration – créent un dialogue avec les frontières matérielles et conceptuelles de Givas : à travers leurs mouvements, les habitants de Givas produisent et reproduisent son contexte. En retour, ceux-ci contribuent à un changement au niveau des visions du monde et de la compréhension collective du statut d'agriculteur. Ainsi, les effets de la migration ont également lieu au plan phénoménologique, de sorte qu'elle se vit tant chez ceux qui se déplacent que ceux qui restent. Enfin, ce processus a des effets collatéraux significatifs pour les femmes : alors que leur identité en tant qu'agricultrice n'est pas affirmée, elles doivent progressivement assumer davantage de responsabilités au niveau d'un métier dévalorisé.

## CHAPITRE 5- INTERVENTIONS : MISE EN ŒUVRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DU PLAN NREGA

*Once we generate employment in the rural areas, migration from the villages is bound to decrease (Sonia Gandhi, dans un discours du Congrès en 2006 – cité dans Khera, 2006a)*

*India is one of the few countries in the world with extremely strong and clearly identifiable linkages between land degradation and poverty (...). The Indian experience seems clearly to reveal that sustainable land use does not entirely depend on the 'carrying capacity of the land' but also on the 'caring capacity of the land users/managers' (Veena Upadhyaya, Joint Secretary at the Ministry of Environment and Forests for the Government of India, en parlant du potentiel de la combinaison du savoir local et des technologies modernes de développement durable dans le désert de Thar, dans le cadre de l'atelier international de l'UNESCO de 2004 sur le thème « Combating Desertification: Traditional Knowledge and Modern Technology for a Sustainable Management of Dryland Ecosystem »),*

Nous avons jusqu'ici vu comment la première phase de développement qui a reconfiguré le paysage du Marwar a poussé à son paroxysme l'aspect utilitaire de ses ressources naturelles. Si cette logique a permis à court terme de tirer un profit maximal de l'environnement local, nous avons constaté dans les chapitres précédents qu'elle a engendré des désordres écologiques dont les effets ont grandement fragilisé la condition socioéconomique des populations locales.

Depuis la dernière décennie, cette situation est exacerbée par les nombreuses sécheresses qui sévissent dans le désert de Thar. Ainsi, au début des années 2000, les circonstances environnementales et agraires du Marwar ont attiré l'attention du gouvernement indien et des ONG locales : il fallait bien adopter des mesures afin d'amoindrir les impacts des sécheresses sur cette population déjà économiquement vulnérable et dont les conditions de vie ne cessaient de se détériorer. La pression de la population rurale migrante sur les infrastructures urbaines déjà déficientes devenait par ailleurs de plus en plus difficile à gérer.

Bien qu'elles soient chroniques et habituelles – on croit généralement que le Rajasthan connaîtra un déficit pluviométrique tous les trois ans –, les sécheresses ont toujours été traitées par l'administration indienne comme des calamités, au même titre que les cyclones ou les tremblements de terre (Bokil, 2000). Par conséquent, lorsqu'une sécheresse se produit, les



autorités indiennes entament des démarches afin de combattre les inévitables conséquences dévastatrices du fléau, et ce habituellement par des programmes de « vivres contre travail ». Au niveau de l'administration des milieux arides, cette approche s'inscrit dans une stratégie d'atténuation des effets de la sécheresse (*drought mitigation*), laquelle s'oppose aux stratégies de prémunition contre la sécheresse (*drought proofing*). En somme, l'administration indienne gère les sécheresses comme des crises sporadiques sans s'être dotée d'un plan à long terme voué à l'amélioration de la résilience des populations face à leur occurrence. Toutefois, considérant les nombreux déficits pluviométriques de la dernière décennie, il s'avérait impératif de développer des mécanismes qui allaient protéger les populations face aux problèmes environnementaux.

Deux types d'interventions se sont depuis déployés dans le désert de Thar. D'abord, l'ONG *Water Agency* confronte la nécessité d'améliorer l'approvisionnement en eau par la mise en place de programmes orientés vers le retour aux modes ancestraux de récolte de l'eau de pluie. Ainsi, en recourant à une idéologie de gestion traditionnelle et communautaire – dans laquelle nous le verrons, tant la tradition que la communauté sont réinventées –, *Water Agency* déploie à Givas un programme de développement sur la thématique de l'eau. Ensuite, l'État met en place le programme d'emploi du *National Rural Employment Guarantee Act* (NREGA) en vue de subvenir aux besoins économiques des populations locales et de freiner la migration. Ainsi, en travaillant à la réfection de l'étang du village, les femmes – et nous verrons pourquoi les femmes seulement – contribuent financièrement à l'économie du foyer, tout en améliorant la capacité d'approvisionnement en eau du village. Le début du déploiement de ces initiatives marque donc l'entrée du Marwar dans une nouvelle phase de développement. À l'inverse de la première phase – qui a été marquée par les initiatives déployées dans les décennies qui suivirent l'indépendance de l'Inde, soit la réforme agraire et la révolution verte –, celle-ci est caractérisée par une insistance sur la communauté, considérée – en particulier par l'ONG – comme un acteur social de premier plan au niveau de la gestion durable des ressources naturelles. L'analyse de ces deux interventions et de leur réception par la population locale sera présentée dans les sections suivantes.

### **5.1. INTERVENTION DE L'ONG À GIVAS**

Nous avons vu dans le chapitre 1 que le développement durable propose un modèle de gestion décentralisée des ressources naturelles. Une telle initiative ne peut se réaliser qu'avec l'appui de la communauté qui devra reprendre le travail inachevé de l'État. Après les efforts de

centralisation de l'administration indienne, un tel passage du flambeau aux communautés trouvera sa légitimation dans la mise en valeur de la communauté elle-même et de ses capacités uniques en tant que gestionnaire de ressources naturelles.

### **5.1.1. Généalogie et articulation**

La notion de gestion traditionnelle et communautaire des ressources naturelles domine aujourd'hui les discours du développement dans le désert de Thar. Cette idéologie n'est pas isolée. Elle s'inscrit en effet dans un discours actuel voulant que l'interférence du gouvernement – colonial ou postcolonial, selon la région – dans les systèmes traditionnels de gestion des ressources naturelles ait entraîné leur disparition (voir Agarwal and Narain, 2005[1997]). Je m'intéresse ici à la question de la gestion de l'eau, thème saillant de ce discours dans le désert de Thar.

Tout d'abord, quelques précisions sur les concepts de communauté et de tradition s'avèrent nécessaires. La référence au concept de communauté constituée, je l'ai mentionné, un outil fondamental à un rapprochement vers les populations locales. La notion de communauté doit être analysée en rapport à l'approche participative au développement, méthode qui émerge en réponse à la reconnaissance des lacunes des approches jusqu'ici très autoritaires. L'approche participative s'inscrit dans le projet « mondial » de gestion décentralisée – conçu à la fin des années 1970 par les organisations internationales, spécialement pour les pays en voie de développement – et a pour objectif d'augmenter l'implication des populations économiquement et socialement marginalisées – ou de leur « donner une voix » – dans les prises de décisions affectant leur vie. Ainsi, dans le cadre de ces projets de développement, on fait appel aux bénéficiaires concernés par les interventions qui les affectent – surtout ceux qui, au préalable, ont un contrôle ou une influence limitée au sein des communautés (Cook and Kothari, 2001:5). Le développement participatif évoque donc l'image d'une satisfaction des besoins concrets des gens et d'une participation au niveau de la base communautaire (Gujit and Shah, 1998:7-8). L'objectif implicite de ces stratégies est bien souvent de transférer un certain degré de contrôle des ressources naturelles et sociales vers la communauté (Gujit and Shah, 1998:3). Au fil des ans, l'approche participative a atteint un tel renom qu'à partir des années 1990, la majorité des programmes de développement local axés sur la communauté sont articulés autour des termes « participation », « actions communautaires » et « autonomisation ».

Depuis les deux dernières décennies, le concept de tradition est venu se greffer à ces stratégies de développement. Dans la région du Marwar, l'idée du retour aux méthodes traditionnelles de récolte de l'eau de pluie a acquis une notoriété considérable et constitue actuellement une légitimation idiomatique pour le transfert de la gestion des ressources aux communautés. Selon Mosse (1997b:469), l'idéologie de la gestion traditionnelle s'inscrit dans l'une des écoles de pensée du domaine de l'action collective. Doctrine à l'antithèse des conceptualisations hobbesiennes de rationalisme et d'intérêts personnels, l'école de la tradition – pour ainsi la nommer – scande les vertus des coutumes et conventions du passé, lesquelles permettent, grâce à leurs dites règles et valeurs morales, la création et la préservation des ressources de gestion coopérative.

Le discours de la tradition<sup>155</sup> est élaboré en grande partie autour d'idées qui, au sens large, soutiennent que l'intervention de l'État dans la gestion des ressources naturelles a engendré leur dégradation et a entraîné la perte des traditions et compétences liées à leur utilisation durable. L'État serait également à l'origine de l'érosion des systèmes autonomes de gestion communautaire des ressources naturelles et de leur utilisation non contrôlée (Mosse, 1999:307). Le problème (et nous l'avons vu dans le chapitre 2) n'est pas que ce discours soit entièrement faux, car dans certains contextes, il est vrai que l'État a, par ses politiques de commercialisation des terres, contribué à leur surexploitation. Cependant, ce discours est symptomatique de l'historiographie environnementale de l'Inde, laquelle suppose que la période précoloniale était caractérisée par une forme d'homéostasie au plan de la gestion des ressources naturelles, et où les rapports de pouvoir – lorsque leur existence est reconnue – étaient des éléments clés à la gestion durable des ressources<sup>156</sup>. Toutefois, un tel idéalisme est peu représentatif d'un système

---

<sup>155</sup> L'idéologie du retour à la tradition est souvent formulée en référence aux concepts de savoir traditionnel, de savoir local ou de « *traditional ecological knowledge* », qui réfèrent tous à « *a cumulative body of knowledge, practice, and belief, evolving by adaptive processes and handed down through generations by cultural transmission, about the relationship of living beings (including humans) with one another and with their environment* » (Berkes, 1999:8). Le savoir local s'oppose à la dichotomie nature/culture caractéristique de la science occidentale. Dans cette optique, les ressources naturelles ne sont pas considérées strictement comme des composantes en soi, mais plutôt comme des éléments imbriqués dans une réalité socio-environnementale contextualisée. Ainsi, le savoir local comporte : les connaissances empiriques de l'environnement écologique; le savoir pratique sur les relations et processus fonctionnels tels la succession écologique; les connaissances sociales des règles traditionnelles des institutions et des systèmes de gestion, et les systèmes conceptuels, les visions du monde et les croyances plus abstraites qui ordonnent l'expérience et l'interprétation de l'environnement (Robbins, 2004:118). Dans le contexte de programmes de développement qui ont pour objectif le rétablissement de la gestion traditionnelle des ressources, le savoir local ou le savoir traditionnel représente la connaissance et l'expérience des populations locales qui sont reliées à cette gestion.

<sup>156</sup> Récemment, plusieurs penseurs ont remis en question cette lecture qui idéalise l'histoire environnementale de l'Inde. Selon Sivaramakrishnan (2003), ce discours est plongé dans une critique du colonialisme, de l'État-nation, du développement et de la transition vers le capitalisme et il est symptomatique de l'historiographie

de gestion communautaire comme celui qui prévalait dans la région du Marwar avant l'indépendance et qui, je l'ai démontré, n'était pas issu d'une auto-gouvernance, mais s'inscrivait plutôt dans un système autoritaire et très hiérarchique. J'y reviendrai.

Dans le contexte actuel du désert de Thar, l'argument des ONG locales – qui est par ailleurs très explicite dans leurs publications – veut que la région aride du Rajasthan ait un héritage d'actions communautaires lié à la récolte, la conservation, la gestion et la distribution de l'eau de pluie. La nature même de ces arrangements demeure floue, mais on retrouve dans les publications des ONGs la référence à une autorégulation typique de l'historiographie environnementale de l'Inde, avec l'idée récurrente que les villageois, de toutes castes, tant hommes que femmes et dans une harmonie la plus parfaite, se regroupaient autrefois afin d'entretenir les structures d'eau<sup>157</sup>. À cet égard, Robbins (2000:191) souligne que l'image de la communauté est très forte dans le désert indien et celle-ci est perçue comme un espace social homogène caractérisé par un équilibre et un engagement de ses membres. Généralement, ces communautés sont perçues comme étant (1) des sociétés organiques, (2) dotées d'une économie morale, (3) dont les membres se conforment à un contrat social. Cette conceptualisation tripartite forme ainsi un récit attrayant, lequel gouverne désormais la vision des planificateurs.

---

nationaliste et postcoloniale plus large. Baviskar (1999:24) remarque que l'idéalisation des dynamiques socio-environnementales est caractéristique d'un milieu plus bourgeois et reflète peu l'expérience matérielle vécue par ceux qui dépendent directement des ressources naturelles. De plus, une telle approche de l'histoire environnementale de l'Inde soulève des questions quant à la représentation des populations marginalisées de la société indienne. En effet, certains penseurs soutiennent qu'avant la colonisation, les occupations de castes supportaient une gestion durable des ressources et fournissaient une base non conflictuelle pour le partage des ressources communes (Agarwal and Narain 1989; Gadgil 1989; Gadgil and Guha 1993; Gadgil and Malhotra 1998). Par exemple, Dwivedi suggère que « *in a sense, the Hindu caste system can be seen as a progenitor of the concept of sustainable development* » (Tomalin 2004:284). Également, selon la théorie de la « niche écologique » (Gadgil and Guha 1993; Gadgil and Malhotra 1998), le système de caste aurait un aspect fonctionnel, car il préviendrait la compétition pour les ressources et, par conséquent, leur exploitation. Plusieurs chercheurs sont critiques par rapport à la naturalisation des systèmes de domination fondés sur la caste et au recours à une telle organisation sociale pour soutenir des théories de développement durable (Baviskar 1999; Sharma 2002; Sinha *et al.*, 1997 : 82). On ne peut toutefois soutenir que ces auteurs réfèrent intentionnellement au système de caste en vue d'en faire la promotion. Néanmoins, les effets potentiels d'une telle rhétorique ne sont pas négligeables. À cet égard, Inden (1990) soutient que les écrits sur la société indienne ont trop souvent référé à la caste comme concept organisateur, ce qui a empêché la considération pour d'autres institutions sociales et politiques. Aussi, la mise en relief de la caste comme un système pernicieux et irrationnel a servi à légitimer la domination coloniale. Un des effets de ce discours et des pratiques qui y sont associées a été, selon Inden, le renforcement en Inde de la caste en tant qu'institution, permettant ainsi aux membres des castes supérieures de raffermir leur position de pouvoir et de contrôle au profit des castes dépréciées.

<sup>157</sup> Notons que la tenue de ce discours est plutôt étonnante, alors que plusieurs recherches démontrent que dans diverses régions de l'Inde, les règles liées à la caste légifèrent les normes d'accès à l'eau (voir notamment Joshi and Fawcett, 2005).

Le discours des ONGs soutient donc que les initiatives de gestions communautaires – qui jusqu’à l’ingérence de l’État étaient, semble-t-il, indéfectibles – se seraient détériorées dû à la centralisation (échouée) de la gestion de l’eau, à la promotion de l’utilisation de l’eau souterraine, aux abus d’utilisation causés par la commercialisation de l’agriculture et à la déresponsabilisation des populations locales<sup>158</sup>. L’idéologie du retour à la tradition est donc articulée autour de la promotion de ce « savoir traditionnel en voie de disparition ». La renaissance de ce savoir et le retour à ce passé (imaginé) permettront ainsi de résoudre les problèmes d’infrastructures et d’approvisionnement en milieu rural – comme si le contexte social, politique et économique n’avait pas lui-même changé.

Cette approche au développement n’est pas sans controverse. Si les programmes décentralisés articulés autour de concepts de tradition et/ou de communauté sont appréciés des cercles environnementalistes pour la critique qu’ils semblent adresser aux stratégies de développement paternalistes – distinctives de la gestion des ressources naturelles à travers les interventions de développement en Inde (Robbins, 2000:191-195) –, plusieurs chercheurs ont récemment critiqué leur caractère néolibéral (Robbins, 2000b; Baviskar, 2007; Li, 2007; Mosse, 1999). En particulier, selon Baviskar (2007:3), les prescriptions néolibérales sur la gestion de l’eau ont non seulement encouragé sa privatisation, mais ont également remodelé l’État à l’image d’une corporation et les citoyens en clients. Cette réorientation idéologique permettrait ainsi au gouvernement indien de se départir de sa responsabilité de subventionner et gérer les ressources d’eau – se libérant de fait de lourds impératifs financiers – et l’assigner aux institutions gérées par la communauté.

### 5.1.2. Mode opérationnel du projet

*Water Agency* est une ONG de Jodhpur fondée au début des années 2000. De nombreuses organisations de renom comptent parmi ses pourvoyeurs de fonds, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement. Par conséquent, son approche reflète les tendances mondiales actuelles dans le domaine du développement : approche participative, intégration des femmes, conservation des ressources naturelles et promotion des connaissances écologiques locales. Ces particularités opérationnelles font en sorte que les interventions de *Water Agency* établissent directement un lien entre Givas et la scène mondiale.

---

<sup>158</sup> Ces propos sont très explicites dans les publications de multiples ONG qui travaillent dans le désert de Thar.

Conformément aux idéologies contemporaines du développement, *Water Agency* se présente comme une organisation dont l'objectif est de faire la promotion de l'éducation liée à l'eau et de soutenir les populations locales dans l'amélioration de leur capacité d'approvisionnement. Au plan administratif, son programme s'inscrit dans une approche décentralisée et s'articule sur trois niveaux institutionnels : (1) la population – qui comprend des bénévoles au niveau de la communauté ainsi que des représentants au niveau du village, de la division et de la sous-division administrative<sup>159</sup>; (2) le programme – qui consiste en un groupe de recherche, un agent de programme, un organisateur communautaire et une personne ressource au plan technique –, et; (3) le conseil de direction – qui siège à Jodhpur et est formé d'un conseil d'administration, d'un directeur général et d'un conseil de gestion.

L'introduction de *Water Agency* au sein d'une communauté s'effectue lorsque des représentants communautaires s'adressent à ses employés sur le terrain pour recevoir un soutien afin de résoudre un problème lié à l'eau – généralement un manque d'approvisionnement ou un besoin de réfection d'une structure. Selon la procédure, le premier contact doit être initié par les membres d'une collectivité, mais en principe, celui-ci est habituellement initié par les employés de l'ONG sur le terrain. Afin de promouvoir leur programme, ces derniers tentent d'établir des liens avec des membres clés des communautés, lesquels ne doivent pas être directement impliqués dans la politique locale<sup>160</sup>. Ces liens sont par ailleurs essentiels afin de développer des rapports de confiance, de promouvoir la pertinence du projet, de faciliter la mobilisation des populations, et d'assurer la pérennité du programme.

Les programmes de *Water Agency* ne sont pas accessibles à toutes les communautés du désert de Thar, mais seulement à celles que ses dirigeants décident de parrainer sur la base de normes de sélections. Ainsi, trois critères d'évaluation sont pris en considération pour la mise en place d'un

---

<sup>159</sup> Ce modèle ne suit pas les divisions administratives régionales, mais plutôt des divisions plus larges établies par *Water Agency*. Au niveau communautaire, le groupe formé est le comité de l'eau, qui comprend, comme nous le verrons, des membres au sein de la communauté. Au niveau de la division, le groupe formé est l'association du développement de l'eau, qui comprend des membres des comités de l'eau ainsi que des chefs communautaires de la région. Enfin, au niveau de la sous-division, le groupe formé est le forum de l'eau, qui implique des dirigeants communautaires enthousiastes et bien informés.

<sup>160</sup> Cette condition demeure très théorique, car comme j'ai pu le constater, à Givas, bien qu'une bonne partie des membres du comité de l'eau ne soient pas officiellement impliqués dans la politique locale, officieusement, plusieurs d'entre eux supportent des candidats particuliers, par exemple par des pots-de-vin. Par ailleurs, et j'y reviendrai, puisque les comités de l'eau semblent être souvent formés par l'élite locale, l'absence d'affiliation politique demeure un objectif très idéaliste.

programme : (1) le niveau de détresse d'une communauté – dû à la fragilité de l'écosystème local, à la faiblesse de son développement économique, à l'intensité de la dégradation des ressources naturelles locales et au degré d'insécurité des moyens de subsistance; (2) le potentiel de la communauté à collectivement prioriser, identifier, exécuter et superviser le travail souhaité, et; (3) la faisabilité technique du projet. Si cette évaluation est satisfaisante, les villageois désireux de participer au projet sont invités à former un comité de l'eau. Ce groupe, dont le nombre de membres est illimité, doit comprendre au moins une femme – idéalement, leur représentation au sein du groupe doit s'élever à 25% – et un membre de chaque caste. Le comité de l'eau doit également former un groupe d'entraide de femmes (*women self help group*) afin d'assurer la participation des femmes aux activités de *Water Agency*.

À partir du moment où il est formé, le rôle du comité de l'eau est de négocier avec *Water Agency* le programme qu'il lui propose et la stratégie d'utilisation des ressources. Lorsqu'un consensus est atteint, la proposition de projet est envoyée à la sous-division administrative et elle est ensuite soumise pour approbation aux gestionnaires de Jodhpur : le cas échéant, *Water Agency* pourvoit le comité de l'eau de 75% du coût évalué pour le projet. La proportion restante est défrayée par la communauté. Il est supposé que l'implication du comité de l'eau assure l'équité et la transparence dans le déboursement des ressources au sein du village.

Une fois le projet approuvé, le comité de l'eau nomme un travailleur qui sera chargé de superviser le travail et de mobiliser et générer une contribution communautaire – sous forme de force de travail, de matériel et de ressources financières – pour le programme proposé. Une fois le projet initial complété, *Water Agency* continue à entretenir des relations avec la communauté à travers divers projets de développement. Le comité de l'eau demeure pour sa part actif et son rôle est d'amorcer des discussions au niveau de la communauté, de prioriser les enjeux de développement et de décider des modes de contribution du village en vue du déploiement de nouveaux projets avec *Water Agency*.

### **5.1.3. Le travail de *Water Agency* à Givas**

C'est en 2004 que la communauté de Givas a reçu l'aide de *Water Agency* pour la première fois. Afin de présenter son programme, les employés de terrain de l'ONG ont d'abord établi un premier contact avec Ramesh Ram, membre de la communauté Bishnoi et enseignant à l'école du village. À l'époque, la population de Givas faisait face à un problème majeur

d'approvisionnement en eau. Les villageois avaient déjà dépensé plusieurs milliers de roupies afin d'effectuer des travaux à l'aide d'une excavatrice pour agrandir l'étang principal du village (voir la carte à l'annexe 4). Toutefois, celui-ci ne permettait toujours pas de recueillir suffisamment d'eau pour subvenir aux besoins de la communauté pour l'année entière.

Appuyé par le prêtre du village, Ramesh Ram a effectué des démarches de mobilisation communautaire en vue d'initier un projet avec *Water Agency* pour agrandir l'étang du village et améliorer la zone de son bassin versant. Un comité comprenant 25 membres a donc été formé, et 100 000 roupies ont été fournis par le temple du village<sup>161</sup>. *Water Agency* a défrayé les 300 000 roupies nécessaires afin de compléter le projet.

*Water Agency* a, par la suite, contribué à divers projets de développement au sein de la communauté. L'installation d'un *tanka* et d'un système de collecte d'eau de pluie à l'école du village permet désormais aux élèves d'avoir accès à de l'eau saine durant la moitié de l'année et sert à stocker l'eau achetée le reste de l'année. De plus, *Water Agency* est censé contribuer à l'installation de *tankas* dans les hameaux les plus défavorisés de Givas<sup>162</sup>. Jusqu'à présent un seul *tanka* a été installé dans la communauté, lequel se situe dans un des hameaux Jats. Toutefois, lors de mon séjour, *Water Agency* s'apprêtait à construire un nouveau *tanka* dans un autre hameau Jat – et où habite le secrétaire du comité de l'eau. Au moment de mon séjour, selon le comité de l'eau, *Water Agency* allait prochainement contribuer à la construction de murets à l'étang du village, afin d'en renforcer les parois. Une telle initiative avait apparemment été prise par le gouvernement indien dans le cadre d'un programme de travaux publics. Toutefois, ces murs se sont effondrés, ce qui selon certains villageois, témoigne de la piètre durabilité des travaux publics.

Enfin, lors de mon séjour, un nouveau projet visant à installer des toilettes dans les foyers<sup>163</sup> était en cours. Selon *Water Agency*, seulement 3% de la population rurale dans la région du Marwar a accès à une toilette – qu'elle soit publique ou privée. Cette absence d'infrastructures sanitaires serait responsable de 70% des problèmes de santé chez les enfants. Le manque de toilette est par

---

<sup>161</sup> Tel que mentionné dans le chapitre 3, le temple du village recueille des dons, qui sont ensuite utilisés pour entretenir l'étang.

<sup>162</sup> Étrangement, les membres du comité de l'eau m'ont expliqué que *Water Agency* assurait gratuitement, en temps de sécheresse, l'approvisionnement des *tankas* qu'elle contribue à installer. Toutefois, des travailleurs de *Water Agency* ont soutenu que ce n'était pas le cas, alors que d'autres ont spécifié que l'approvisionnement d'urgence se faisait strictement à l'école du village.

<sup>163</sup> Ces toilettes sont conçues spécifiquement pour les milieux arides, selon un procédé élaboré pour une organisation des Nations Unies.



ailleurs problématique au niveau de l'intimité. Les besoins se font en plein air, autant que possible à l'abri du regard des gens. À cet égard, une femme m'a confié : « C'est de plus en plus gênant de faire ses besoins ici, il y a tellement de gens maintenant et il n'y a plus d'arbres pour se cacher. Le matin, il faut marcher durant une heure pour trouver un endroit discret, c'est très contrariant ». Ainsi, depuis 2009, un ménage peut faire la demande d'une toilette auprès du comité de l'eau et *Water Agency* défraye 50% du coût de son installation (qui s'élève à 6000 roupies) en plus de fournir une formation sur son entretien<sup>164</sup>. Aucune toilette n'avait encore été installée lors de mon passage. Par contre, deux toilettes étaient en construction : une de ces installations se trouvait chez un membre du comité de l'eau alors que l'autre se trouvait chez le frère de son secrétaire.

Le volet participatif pour les femmes semblait dormant lors de mon passage. Les deux seules femmes membres du comité de l'eau étaient les épouses d'hommes actifs en son sein. Néanmoins, ces dernières ont dit être fières de faire partie du comité, et elles prenaient part aux activités sociales organisées par *Water Agency*. Cependant, leur rôle semblait plutôt passif, comme si leur implication se limitait à leur adhésion<sup>165</sup>. De plus, contrairement aux instructions, aucun groupe d'entraide de femmes n'a été formé.

Enfin, j'aimerais apporter quelques précisions sur l'étendue du rôle du comité de l'eau. Constituant l'intermédiaire entre *Water Agency* et la communauté, celui-ci demeure central à l'implantation des divers projets de développement à Givas. Il a en fait un rôle clé dans l'allocation de fonds puisque tout villageois désireux de bénéficier d'un programme « individualisé » de *Water Agency* – *tanka* dans un hameau ou toilette – doit d'abord en discuter avec le comité de l'eau. De plus, toute mise en place d'une initiative approuvée se fait par l'intermédiaire du comité de l'eau.

---

<sup>164</sup> Le programme de toilette trouve également son pendant – selon les mêmes paramètres financiers – dans les initiatives du gouvernement. Toutefois le programme du gouvernement n'est accessible qu'aux familles sous le seuil de la pauvreté.

<sup>165</sup> À cet égard, dans une récente étude sur la participation des femmes dans le domaine de la gouvernance environnementale, Agarwal (2010) soulève que la force proportionnelle des femmes a un impact sur leur participation au sein d'un groupe. Ainsi, plus il y a de femmes dans un groupe mixte, plus celles-ci seront enclines à participer activement aux débats et discussions. Selon Agarwal, cette participation active se manifeste généralement à partir du moment où les femmes forment entre le tiers et le quart d'un groupe, selon le contexte. Ceci peut expliquer pourquoi les femmes membres du comité de l'eau à Givas ne collaborent pas activement aux décisions du comité. Un tel hiatus entre les prescriptions de programmes participatifs et leur application pratique est d'ailleurs soulevé dans plusieurs recherches sur la gestion participative et l'inclusion des femmes (Robbins, 2001:196; Cooke and Kothari, 2001; Gujit and Shah, 1998:3; Hildyard *et al.*, 2001). Ainsi, il y a souvent si peu de femmes dans les comités que ces dernières ne prennent pas part aux discussions, et de fait les décisions adoptées reflètent peu leurs intérêts.

### 5.1.3.a Perceptions par la population locale

Au cours de mes recherches, j'ai tenté de comprendre comment la population locale perçoit l'arrivée de *Water Agency* à Givas. J'ai donc interrogé les gens sur : (1) leur opinion sur *Water Agency* et ses projets, (2) leur adhésion – ou non – au comité de l'eau du village, et (3) advenant une absence d'adhésion, j'ai demandé aux gens s'ils souhaiteraient être intégrés à ce groupe. Avant de poursuivre, soulignons que la présence d'un comité de l'eau s'est avérée ne pas être connue de tous, et ce même après six ans d'opération au sein de la communauté. Fait intéressant, la majorité des ménages qui ont dit ignorer qu'il y a un tel comité à Givas sont ceux dont certains membres travaillent – temporairement – dans d'autres états.

Les raisons évoquées pour ne pas faire partie du comité de l'eau sont variées. Certaines personnes ont tout simplement dit ne pas être intéressées, alors que d'autres ne voyaient aucun bienfondé à ce « genre de groupe qui constitue une source de querelles ». Par ailleurs, une femme m'a expliqué que sa charge de travail à la maison comblait déjà tout son temps au quotidien. Toutefois, plusieurs gens ont dit qu'ils seraient intéressés de siéger au sein du comité s'ils étaient approchés par ses dirigeants. D'une part, ceci nous informe que l'intérêt pour la participation au comité n'est pas limité à ses membres actuels; d'autre part, ceci témoigne des lacunes du comité au niveau de son rôle intégrateur.

À de nombreuses reprises, les répondants ont fait allusion à une dichotomie entre les membres du comité et les non-membres<sup>166</sup>. En effet, plusieurs gens ont dit ne pas faire partie du comité parce que ses dirigeants ne sont pas inclusifs envers tous les membres de la communauté et préfèrent réserver l'accès à ce groupe à « leur propre bande ». Un homme m'a également confié : « Il y avait déjà trop 'des leurs' dans le comité ».

Afin d'apporter un éclairage sur ces propos, précisons que le comité de l'eau est strictement composé de Bhisnois et de Jats. Certes, il comptait peut-être – comme le stipulent les règles de

---

<sup>166</sup> Je souhaite apporter quelques précisions méthodologiques. J'ai mentionné dans le chapitre 1 que les gens avaient tendance à m'associer à *Water Agency* puisque j'habitais chez un membre du comité de l'eau. Cependant, plutôt que d'avoir contribué à fermer la discussion sur le sujet, il est possible que le résultat contraire se soit produit. En effet, à quelques reprises, les gens semblent avoir profité de ma position ambiguë pour se confier sur *Water Agency*. J'ai à cet égard eu le sentiment qu'ils souhaitaient peut-être que je transmette l'information qu'ils me donnaient aux dirigeants de *Water Agency*

*Water Agency* – des membres de toutes les castes au moment de sa formation en 2004. Toutefois, durant mon séjour, je n'ai vu aucun Sen ni Bhil prendre part aux activités organisées par *Water Agency*, ni aux discussions du comité de l'eau. Également, si le comité était à l'origine composé de 25 individus, il m'a semblé que seulement une dizaine d'entre eux étaient réellement actifs.

Par ailleurs, je l'ai mentionné, la direction de *Water Agency* met l'emphase sur la création d'alliances avec des membres influents de la communauté afin d'introduire ses programmes. Comme j'ai pu le constater à travers mes discussions avec les travailleurs de *Water Agency* et en visitant leurs projets dans diverses communautés de la région, cette pratique est très explicite et officielle. La question des alliances locales est soulevée par Hildyard *et al.* (2001:65) dans le cadre d'une étude sur l'évaluation des comités de gestion des forêts communautaires dans l'État d'Uttarakhand. Selon les auteurs, plusieurs habitants de la communauté auprès de laquelle ils effectuaient leur recherche, ont expliqué devoir inévitablement être en accord avec les membres du comité, non seulement parce qu'il s'agit de personnes influentes au sein de leur collectivité, mais également parce que, comme le souligne un homme, « *We all live in the same village for the rest of our lives* ». Ainsi, le prix d'une opposition aux décisions prises par ces personnes influentes peut être très élevé.

Les ONGs mettent donc à profit des liens avec l'élite locale – car les membres clés forment généralement l'élite locale – afin de faciliter leur insertion auprès des communautés. Cependant, comme le suggère le commentaire relevé par Hildyard *et al.* et ceux formulés par certaines personnes qui ne font pas partie du comité de l'eau à Givas, cette stratégie permet à une faction élitiste de consolider sa position, et ce, au détriment de certains groupes marginalisés.

Soulignons par ailleurs que les commentaires faisant allusion au caractère exclusif du comité de l'eau ont été formulés non seulement par des Bhils, mais également par des Jats et des Bishnois. Deux raisons peuvent expliquer cette situation. D'abord, à l'intérieur des castes, la sous-caste semble être un critère de différenciation relativement important. Autrement dit, le comité de l'eau serait investi par les Jats et les Bishnois de sous-castes supérieures, et donc par l'élite de chacune de ces communautés.

La migration peut également expliquer ce non-engagement de certains membres dans le comité de l'eau. En effet, le manque d'intérêt pour le comité a été très majoritairement formulé par des

familles de fermiers qui migrent pour le travail et qui appartiennent à la catégorie des petits à moyens propriétaires de Givas. Ces derniers sont donc souvent absents du village, et peuvent plus difficilement prendre part aux organisations communautaires tel le comité de l'eau. Comme le souligne ce fermier :

Nous sommes à l'extérieur du village durant sept ou huit mois, alors nous ne suivons pas ces choses... nous ne savons pas ce qui se passe, et nous n'avons pas de temps pour ça quand nous sommes ici (Buju, fermier Jat de 35 ans).

Par contre, les membres du comité de l'eau sont généralement des fermiers de classe moyenne à grande qui ne migrent pas pour le travail. De fait, c'est précisément parce qu'ils ont une situation économique avantageuse – puisqu'ils possèdent de nombreux lots de terre, et (dans certains cas) parce qu'ils occupent des positions au sein de la fonction publique – que ces gens peuvent être membres du comité de l'eau. Leur situation économique leur permet de ne pas migrer, et donc d'être présents dans la communauté et de s'impliquer dans ce groupe communautaire. L'accès au comité de l'eau est donc un privilège qui n'est accessible qu'aux familles mieux nanties et qui profite principalement à ces mêmes familles.

En somme, l'opinion des gens sur *Water Agency* et ses interventions va de concert avec les normes locales d'inclusion et d'exclusion. Les familles dont certains membres font partie du comité ont dit apprécier *Water Agency* pour ses diverses interventions. Toutefois, les gens qui se sentent exclus ont souligné le favoritisme du comité à l'égard des groupes économiquement et socialement aisés. Ce sentiment d'injustice est d'ailleurs perceptible dans le discours de cette femme :

Ce truc n'est bon à rien. Ils ont construit des *tankas* dans les *dhanis* les plus riches, et non là où les gens en ont réellement besoin. Le gouvernement a fait la même chose. Il y a des gens qui ont trois ou quatre *tankas* chez eux. Ici nous n'en avons pas un seul<sup>167</sup> (Meti, femme Bhil de 50 ans).

De plus, d'autres gens ont fait allusion à la corruption au sein du comité de l'eau. Par exemple, un homme m'a dit avoir approché le comité pour obtenir une toilette à son domicile. Toutefois,

---

<sup>167</sup> Je ne peux confirmer avec exactitude à quel exemple cette dame faisait référence. Toutefois, comme je l'ai précédemment mentionné, lors de mon passage, le comité de l'eau a annoncé la construction d'un *tanka* dans un *dhani* où habitent un membre du comité de l'eau et plusieurs de ses proches. Certes, ce *dhani* paraissait moins défavorisé que d'autres; toutefois, il ne semble pas qu'il s'agissait de gens beaucoup plus aisés.

avec la « commission » que se prennent les membres (laquelle s'élevait à 1000 roupies), il n'avait pas les moyens de couvrir les frais pour les travaux.

En somme, pour *Water Agency* (et pour ses donateurs internationaux), le paysage du Marwar est conçu comme un lieu de cohésion communautaire, justifiant ainsi leur approche au développement. Toutefois, les divers groupes qui forment la communauté de Givas semblent avoir une perspective un peu plus critique de la situation. Ainsi, si l'intervention de *Water Agency* a bénéficié à toute la population avec son projet initial d'accroissement de l'étang, le manque de probité du comité de l'eau remet en question les aspects bienfaisants de ses interventions ultérieures et de fait, la pertinence même de cette approche au développement. De meilleurs mécanismes de surveillance et un suivi plus serré seraient certes les bienvenus. Voyons maintenant comment s'articule l'intervention de l'État et si celle-ci rejoint une portion plus large de la population locale<sup>168</sup>.

## 5.2. INTERVENTION DE L'ÉTAT : MISE EN ŒUVRE DU PLAN NREGA

Avant d'examiner de près le *National Rural Employment Guarantee Act* (NREGA), arrêtons-nous sur ses devanciers, soit les travaux publics liés aux sécheresses. Dans l'État du Rajasthan, le *Scarcity Manual*<sup>169</sup> (anciennement le *Famine Code*) stipule les règles et procédures à suivre afin de déclarer une sécheresse. Le principe de base du code de la famine est l'organisation temporaire de grands travaux publics – à distance et salaire raisonnables – pour les populations affectées, de même que des secours gratuits pour celles qui sont incapables de travailler (Khera, 2006b:5164).

Le déploiement des mesures de secours à la famine comprend plusieurs étapes. D'abord, dès que les conditions d'une sécheresse deviennent apparentes, l'État attend le rapport du *Girdawari* – qui est préparé par le *patwari* de chaque *panchayat* et rapporte les pertes agricoles –, qui n'est disponible que le 15 octobre de chaque année<sup>170</sup> (Bokil, 2000:4171). Le *Scarcity Manual*

---

<sup>168</sup> L'idée n'est pas de remettre en question la pertinence des technologies développées par les populations du désert de Thar. Toutefois, la mise en place d'un projet de développement orienté vers les technologies traditionnelles pourrait se faire autrement que par une approche participative qui ne favorise que l'inclusion de l'élite locale.

<sup>169</sup> Le *Scarcity Manual* a été révisé pour la dernière fois en 1968 (Khera, 2004:22).

<sup>170</sup> Le déficit pluviométrique ne peut être le seul critère pour déterminer l'occurrence d'une sécheresse agricole – lorsque les cultures sont endommagées à cause d'un stress hydrique ou d'un manque de précipitations. En effet, la relation entre les précipitations et la production agricole est complexe et dépend de la dispersion, du

recommande également d'autres critères d'évaluation des sécheresses tels la diminution des emplois locaux, l'accès réduit à l'eau et au fourrage pour les animaux, l'augmentation des vols, la migration de détresse et l'annonce de morts causées par la faim. Toutefois, le gouvernement du Rajasthan ne considère que le rapport *Girdawari* comme indicateur d'une sécheresse, ce qui inévitablement – parce qu'il n'est publié qu'à la mi-octobre –, retarde la mise en place des mesures d'assistance (Bokil, 2000:4171; Khera, 2004:4). Lorsque l'évaluation du *Girdawari* permet de conclure qu'il y a sécheresse, l'État soumet un « *Memorandum of Scarcity* » afin de recevoir une assistance du gouvernement central, qui fournit une partie importante du coût des mesures de soutien. Puis s'ensuit une lourde procédure bureaucratique qui permet le déclenchement et l'administration des mesures de secours à la sécheresse. Cette procédure administrative n'implique pas moins de quatre ministères différents, en plus du *Planning Commission* et de la *Food Corporation of India*<sup>171</sup>. L'implantation des mesures de soutien est également complexifiée par l'implication de plusieurs départements – notamment ceux du développement rural, de la forêt et de l'irrigation (Khera, 2006b:5164). Cette lourdeur bureaucratique se traduit généralement par d'importants délais avant que la population locale ne reçoive l'aide promise. À titre d'exemple, Bokil (2000:4171) rapporte que lors de la sécheresse de 1999-2000, les travaux publics n'ont débuté qu'en avril 2000, soit six mois après que l'État du Rajasthan ait officiellement annoncé qu'il subissait une sécheresse. On peut imaginer l'ampleur des dettes contractées par les cultivateurs et la souffrance de la population durant cette longue période d'attente.

Toutefois, depuis quelques années, les habitants du désert de Thar ne sont plus à la merci des sécheresses et des infâmes méandres de la bureaucratie indienne pour pouvoir accéder à un emploi local. En effet, depuis 2005, la création d'emplois locaux sous le NREGA permet aux ménages de diversifier localement leurs économies et de ne plus dépendre strictement des revenus de la terre. Ainsi, dans le contexte du Marwar, le NREGA constitue une stratégie pour se prémunir contre les sécheresses. Afin de mieux comprendre le potentiel de cette mesure, voyons en quoi consiste le NREGA et quels en sont les impacts dans la communauté de Givas.

---

moment des pluies, de la durée de chaque période de pluie, ainsi que de l'écart entre les périodes successives. Ces facteurs sont susceptibles d'avoir un impact plus important sur la production agricole que les précipitations totales (Khera, 2004:2-3). Ainsi si les autorités ne se fiaient qu'à la quantité de pluie tombée, il serait possible que celle-ci n'évoque pas une sécheresse, alors que le rendement agricole dans certains districts démontrerait clairement qu'il y a une sécheresse agricole.

<sup>171</sup> Dans la mesure où les programmes de « vivre contre travail » constituent une grande partie des mesures d'allègement de la sécheresse, la disponibilité des céréales alimentaires est un élément essentiel.

### 5.2.1. Origine, articulation et mode opérationnel du NREGA

Projet de loi historique, le NREGA<sup>172</sup> a été adopté par le Parlement indien le 25 août 2005<sup>173</sup>. Mis en œuvre dans tous les états et unions territoriales du pays, le NREGA est une loi nationale novatrice en grande partie financée par le gouvernement central. Cette loi instaure un « droit au travail » justiciable pour tous les ménages dans l'Inde rurale. En vertu du NREGA, les ménages ruraux ont donc un droit légal d'obtenir pour chaque année fiscale au moins 100 jours de travail manuel non qualifié sur des lieux de travaux publics<sup>174</sup>. Le NREGA constitue ainsi un important mécanisme de sécurité sociale pour les personnes défavorisées en milieu rural (Khera and Nayak, 2009:49).

Selon les règles du NREGA, les 100 jours de travail peuvent être partagés entre les membres d'une maisonnée. Ainsi, au sein d'un même foyer, plus d'une personne peut être employée et travailler simultanément ou à différents moments, pourvu que la totalité des jours de travail des membres affiliés n'excède pas les 100 jours prescrits. Selon les directives du NREGA, la maisonnée est définie comme une famille nucléaire comprenant un père une mère et leurs enfants – s'ils sont en âge légal de travailler – et peut inclure toute personne qui est dépendante du chef de famille. Cette conceptualisation s'applique également aux ménages élargis : chaque couple et leurs enfants sont donc considérés comme une famille, de sorte qu'au sein des ménages élargis, plusieurs membres ont droit à 100 jours de travail par année. Enfin, le concept de ménage s'applique également à une famille comprenant un seul membre (Government of India, 2008:20)<sup>175</sup>.

---

<sup>172</sup> La mesure a été renommée *The Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act* en octobre 2009.

<sup>173</sup> La promulgation du NREGA a vu le jour en partie grâce à une campagne soutenue par des universitaires et militants indiens – parmi lesquels figure notamment l'économiste Jean Drèze, qui a publié de nombreux ouvrages conjoints avec Amartya Sen. Ensemble, ces derniers ont déployé des efforts considérables afin de mettre en lumière la crise alimentaire et la crise de disponibilité du travail auxquelles fait face une très grande partie de la population rurale indienne (Khera and Nayak, 2009:49).

<sup>174</sup> Les travaux exécutés dans le cadre du NREGA visent à construire de routes en milieu rural, à conserver et récupérer l'eau, à améliorer la résilience aux sécheresses, à développer des micro projets d'irrigation et à rénover les plans d'eau traditionnels.

<sup>175</sup> Tout membre adulte d'un ménage qui fait une demande au programme de travail sous le NREGA peut s'inscrire pour du travail. Pour ce faire, une personne doit (1) habiter dans le *panchayat* où se situe le site du travail – sont également admissibles les gens qui ont migré pour une période de l'année, (2) être enclin à faire du travail manuel non qualifié, et (3) s'inscrire en tant que foyer auprès du *panchayat* local (Government of India, 2008:20). Une fois qu'un foyer est inscrit, ses membres doivent faire la demande à l'administration du *panchayat* d'une carte de travail, laquelle sert également à tenir le registre du nombre de jours travaillés. Une fois ces procédures administratives complétées, quand le moment lui convient une personne doit faire une demande auprès du *panchayat* pour obtenir du travail. Par ailleurs, l'acte stipule que les femmes doivent composer le tiers des travailleurs (Khera and Nayak, 2009).

Conformément à cette loi, le travail doit être fourni à l'intérieur d'une distance de cinq kilomètres de la résidence. De plus, s'il y a plus de cinq enfants de moins de six ans qui accompagnent leur mère sur le site de travail, le NREGA doit fournir sur place un service de garderie. Le cas échéant, une travailleuse doit être nommée pour prendre soin des enfants<sup>176</sup> (Khera and Nayak, 2009:50-51). La proximité du lieu de travail et la présence d'un service de garde sont des conditions particulièrement importantes pour que les femmes participent au NREGA, puisqu'elles continuent néanmoins d'assumer les corvées domestiques et de s'occuper des enfants. Enfin, le travail effectué sous le NREGA doit être conforme à certaines normes de sécurité (Government of India, 2008).

Le NREGA permet le paiement des salaires sur un taux quotidien ou « à la pièce ». Le Rajasthan a dès les débuts suivis le système de rémunération à la pièce, qui prévoit que les salaires sont payés en fonction du travail effectué. Par exemple, pour un travail qui nécessite une excavation manuelle – comme c'est bien souvent le cas, considérant la nature même des travaux effectués sous le NREGA –, la tâche prescrite consiste en un nombre donné de pieds cubes qui varie selon le type de sol et qui prend également en compte la distance et l'ascension lors du transport de la matière extraite. En vertu du NREGA, le barème des tarifs doit être tel qu'une personne qui travaille durant sept heures devra normalement gagner un salaire qui équivaut le minimum établi par l'État (Khera, 2009:3)<sup>177</sup>. Enfin, le paiement du salaire doit s'effectuer dans les 15 jours suivants le travail (Government of India, 2008).

### 5.2.1.a Controverse

L'implantation du NREGA est l'objet de diverses controverses. En effet, sa mise en œuvre s'effectue dans la transgression de ses règles et fait place à une myriade d'actes de corruption. Parmi ceux-ci, le système d'intermédiaires indépendants – présenté ci-dessous – constitue certes l'acte le plus habituel.

---

<sup>176</sup> Toutefois, selon Khera et Nayak (2009), l'absence de garderie sur place est commune.

<sup>177</sup> À cet égard, le Rajasthan a suivi la tradition antérieure de travaux publics (soit des programmes sporadiques d'emploi en milieu rural, initiés par le gouvernement de l'État), de sorte que les paiements de salaire sur les sites NREGA sont fondés sur « la mesure collective ». Ainsi, la production totale (par exemple, le nombre de pieds cubes de terre creusée) de tous les travailleurs employés sur un chantier particulier est mesurée une fois, collectivement, après deux semaines de travail. Si le travail réalisé par les employés correspond à la tâche prescrite, tous les travailleurs sont payés au salaire minimum. Toutefois, si le rendement des employés est inférieur à la tâche prescrite, ceux-ci gagnent proportionnellement un salaire moins élevé (Khera, 2009:3). Ainsi, contrairement à la loi du NREGA, les travailleurs ne reçoivent pas toujours le salaire minimum.



La corruption reliée aux programmes d'emploi rural n'est pas récente<sup>178</sup>. Cependant, comme l'explique Drèze (2007), grâce à un système de garantie de transparence, le NREGA était censé apporter un changement radical. Toutefois, une enquête menée par le *G.B. Pant Social Science Institute at Allahabad University* en 2007 démontre la persistance du système traditionnel d'extorsion de fonds aux programmes d'emploi rural, et ce par un sabotage des garanties de transparence que comprend le NREGA<sup>179</sup>. Les administrateurs locaux du programme NREGA en profitent également pour abuser directement les travailleurs. Par exemple, dans les États du Gujarat, du Madhya Pradesh et de Jharkhand, il a été constaté que le bakchich exigé par les autorités locales pour un formulaire de demande de carte de travail peut varier entre 5 et 50 roupies (Sjoblom and Farrington, 2008:3). Une multitude de cas similaires sont rapportés dans les écrits sur le sujet.

Hormis la dilapidation des fonds du NREGA via la corruption et les demandes abusives aux employés, on rapporte également que le statut social, les réseaux sociaux, le népotisme, la religion et la politique influencent l'accès au programme. Ainsi, dans certains cas, les sections les plus riches et les plus avantagées de la société locale manipulent la mise en œuvre du NREGA comme ils le font avec d'autres initiatives gouvernementales. Par exemple, l'obligation pour les bénéficiaires de s'inscrire auprès du *panchayat* pour l'obtention des cartes de travail contribue à l'exclusion de certains membres. Ainsi, des cas de discrimination à l'égard de la caste, de l'âge et

---

<sup>178</sup> Depuis longtemps, explique Drèze (2007), les programmes d'emploi rural dans une grande partie de l'Inde sont entre les mains d'intermédiaires indépendants et de leurs maîtres politiques. Le jeu s'effectue à peu près comme suit : des intermédiaires (dont le rôle est de mettre en œuvre le programme de travail) sont les bénéficiaires directs de bons de travail et des fonds correspondants. Ils s'enrichissent en trafiquant les relevés d'emploi – par exemple, en augmentant les salaires ou le nombre d'employés. Une partie importante du butin est ensuite recyclée par un système permettant aux fonctionnaires de recevoir différents pourcentages fixes des montants libérés. Les intermédiaires doivent également payer un tribut à leurs patrons politiques, pour qui ces fonds sont utiles durant les campagnes électorales. C'est le genre de situation, note Drèze, qui a conduit le réputé journaliste indien Palagummi Sainath à écrire l'ouvrage *Everybody Loves a Good Drought* (1998). Autrement dit, les sécheresses constituent la haute saison pour les programmes d'emploi rural et donc une période faste pour l'enrichissement de certains au détriment de ceux qui travaillent pour un salaire de misère. Afin de prévenir ce type de corruption, le NREGA comprend plusieurs mesures vouées à assurer la transparence. Par exemple, les relevés d'emploi sont censés être conservés sur le chantier, affichés au bureau du *panchayat*, et lu en audience publique au moment du paiement des salaires. Le nombre de jours travaillés et les salaires doivent également être inscrits dans les « carnets d'emploi », pour permettre aux travailleurs de vérifier les registres eux-mêmes. De plus, dans le cadre du NREGA, la présence d'intermédiaires est – en théorie – interdite.

<sup>179</sup> Les moyens de sabotage des mécanismes sont diversifiés (voir Drèze *et al.*, 2008), mais de manière générale, ils sont souvent effectués par l'entremise de l'intermédiaire ou du *Village Labour Leader* (VLL) – qui dans certaines régions de l'Inde est un intermédiaire *de facto* mandaté par le *panchayat* pour assurer le fonctionnement du chantier, en particulier au niveau des aspects administratifs. Toutefois, soulignons que le système d'intermédiaires est complètement éradiqué de l'État du Rajasthan (Khera et Nayak, 2009).

du sexe ont été observés. Il y aurait même des preuves que les ménages dirigés par une femme seule se sont vus refuser l'enregistrement (Sjoblom and Farrington, 2008:3). De plus, les données recueillies à Givas suggèrent une discrimination effectuée sur la base de la caste. En effet, une femme Bhil – la seule communauté de *scheduled tribes* à Givas – m'a dit avoir tenté de s'inscrire auprès des autorités locales et s'être fait répondre « qu'on ne voulait pas d'elle ici ». Cependant, d'autres membres de la communauté Bhil travaillent sur le même site. Cette exclusion peut donc possiblement être expliquée par des facteurs autres que la caste, par exemple, l'ostracisme d'une famille particulière. Cet exemple démontre néanmoins l'aspect discrétionnaire du procédé.

Les retards pour le paiement du salaire sont également notoires. Dans certains districts et même dans des états entiers, des retards de plusieurs mois ont été rapportés. Pire encore, sur certains chantiers, les travailleurs ont complètement perdu espoir d'être payés. Comme le remarque Drèze : « *This is not very different from slave labour* » (Drèze, 2009)<sup>180</sup>. Toutefois, afin d'accélérer le processus de paiement et d'éviter les pertes liées à la corruption, les autorités gouvernementales ont depuis peu (2007 ou 2008, selon les régions) mis en place un système par lequel le salaire est remis par les banques et les bureaux de poste. Ce nouveau procédé n'est toutefois pas exempt de problèmes : par exemple, on rapporte des troubles occasionnés par la distance importante entre les maisonnées et les banques et des retards considérables dus à une infrastructure institutionnelle déficiente, vu le volume des transactions. Enfin, on relève également que les comptes sont très souvent ouverts strictement au nom des membres masculins de la maisonnée, ce qui a de nombreux inconvénients sur le plan de l'équité de genre et de transparence (Vanaik and Siddartha, 2008:36-39).

Les salaires peu élevés – parfois largement inférieurs au taux minimum de l'État – sont souvent rapportés dans les enquêtes sur la mise en place du NREGA, et à ce chapitre le Rajasthan fait piètre figure. Drèze et Lal (2007) soulignent que les relevés d'effectifs analysés lors d'une enquête effectuée dans le village de Bhumara au Rajasthan démontrent que tous les travailleurs avaient été payés 50 roupies par jour, et ce durant les quinze jours de travail qui ont précédé la visite des enquêteurs – alors que le salaire minimum de l'État était en 2007 de 73 roupies par jour. Pire encore, ces mêmes travailleurs avaient été payés aussi peu que 23 roupies par jour pour

---

<sup>180</sup> Même de légers retards engendrent souvent d'énormes difficultés pour les travailleurs qui vivent près du niveau de subsistance. À cet égard, une enquête récente a révélé que des retards dans le paiement des salaires du NREGA étaient en partie responsables de décès liés à la faim dans le district de Baran au Rajasthan (Drèze, 2009).

les semaines précédentes. Ceci constitue certes une violation flagrante du NREGA, qui stipule qu'en aucun cas, les travailleurs ne doivent avoir une rémunération inférieure au salaire minimum<sup>181</sup>. Toutefois, comme nous le verrons, la situation au Rajasthan semble heureusement s'être améliorée au cours des dernières années.

Enfin, la productivité sur les sites NREGA est, à certains endroits, douteuse (Drèze and Bhatia, 2006:3200), et ce particulièrement au Rajasthan (Khera, 2009). Khera (2009:10) rapporte :

I witnessed an extreme example of low productivity in Chohtan Block of Barmer District, at a worksite where approximately 250 workers were employed, but very few were actually working at the time of my visit. This worksite was like a large picnic, with groups of labourers sheltering themselves under trees, cooking and resting, until our arrival. This is not a general pattern (it is worst I have seen, as far as labour productivity is concerned), but it does illustrate the vulnerabilities of the collective measurement system.

Je n'ai, pour ma part, pas vu des situations aussi critiques que celle-ci : toutefois, il m'a semblé, à l'occasion, que le travail effectué sur les sites NREGA était effectivement peu productif. Par exemple, à l'occasion, alors que le travail sur le chantier devait débuter à 9 h, les gens commençaient à peine à arriver à 11 h et quittaient le site vers 14 h, après seulement trois heures de travail.

### 5.2.2 Participation des femmes

Selon les données du gouvernement indien (Government of India, 2009b), en 2008-2009, la moyenne nationale de participation des femmes aux programmes NREGA était de 48%. À ce chapitre, le Rajasthan se classait au quatrième rang, avec une participation féminine s'élevant à 67,1%, suivant de près le Kerala (85%), le Tamil Nadu (79,6%) et Dadra et Nagar Haveli (79,1%) – remarquons que ces États et cette Union territoriale sont tous situés dans le sud de l'Inde. Le Rajasthan<sup>182</sup> se démarque également de ses voisins étatiques qui ont tous une

---

<sup>181</sup> Drèze et Lal soulignent que, selon les données officielles sur le site Web du ministère du Développement rural, le taux du salaire moyen payé en vertu de la NREGA en 2006-07 a été plus faible dans le Rajasthan (51 roupies par jour) que dans tous les autres États, et bien en dessous de la moyenne nationale de 65 roupies par jour.

<sup>182</sup> L'État du Rajasthan est souvent mentionné comme un modèle de succès d'implantation du plan NREGA, et ce à cause de son taux élevé de participation féminine, de la corruption qui y est moins florissante et de l'accès à l'emploi qui semble y être moins discriminatoire que dans d'autres états. Toutefois, notons que très peu d'enquêtes de terrain semblent avoir été conduites dans l'État et que les nombreuses références au succès du Rajasthan sont principalement supportées par des recherches effectuées dans le district de Dungarpur en 2006 (Drèze et Lal, 2007). Dungarpur a par ailleurs été l'hôte d'une vérification sociale en 2006 (*social audit*) sur le

participation féminine en deçà de la moyenne nationale : Madhya Pradesh (43,25%), Gujarat (42,8%), Haryana (30,65%), le Punjab (24,6%) et Uttar Pradesh (18,11%)<sup>183</sup>. Ainsi, comparativement à de nombreux États du nord de l'Inde, le Rajasthan se distingue par une participation féminine de loin supérieure à la moyenne nationale. La participation des femmes au programme NREGA à Givas corrobore également ces données – j'y reviens sous peu. Considérant les normes de genre du nord de l'Inde<sup>184</sup>, il est intéressant de constater que le Rajasthan se distingue si éloquemment de ses voisins étatiques par sa dynamique de travail dans le cadre du NREGA. Cette tendance particulière peut s'expliquer par des facteurs tant économiques que sociaux ou culturels. À la lumière de mes données de terrain et des résultats des enquêtes de Khera (2006a)<sup>185</sup> et Khera et Nayak (2009)<sup>186</sup>, les facteurs économiques et sociaux seront précisés ci-dessous. Je propose ensuite une explication culturelle à ce phénomène.

D'abord, au plan économique, nous l'avons vu plus tôt, le salaire gagné sous le programme NREGA est particulièrement peu élevé au Rajasthan – 23 à 50 roupies par jour selon les données de Drèze et Lal recueillies en 2007 et entre 80 à 100 roupies selon les données recueillies à Givas en 2010<sup>187</sup>. Par ailleurs, une étude effectuée par Khera (2006a) en 2002-2003 démontre que plusieurs travailleurs migrants au Rajasthan préféreraient être employés dans les villages, et ce même à un taux salarial inférieur, plutôt que de devoir migrer temporairement au Gujarat<sup>188</sup>.

---

fonctionnement du NREGA. Hormis cette caractéristique, les écrits sur Dungarpur ne précisent jamais les particularités socioéconomiques de ce district. Le cas de Dungarpur semble donc servir de modèle « d'histoire à succès » pour le Rajasthan et parfois pour l'Inde en général.

<sup>183</sup> Ces données démontrent par ailleurs que le Punjab et l'Uttar Pradesh n'atteignent pas le 30% prescrit par la loi du NREGA.

<sup>184</sup> Je pense notamment aux normes de réclusion, d'accès à l'emploi et à la ségrégation de l'espace selon le genre.

<sup>185</sup> Cette enquête a été menée au Rajasthan en 2002-2003 auprès de 400 familles dans huit villages des districts de Barmer, Bikaner, Jaipur et Udaipur. Le but premier de l'enquête était d'évaluer l'efficacité des travaux de secours initiés par le gouvernement central par rapport à la sécheresse qui avait lieu à ce moment.

<sup>186</sup> Cette enquête de terrain a été réalisée en mai et juin 2008 dans dix districts répartis sur six États de l'Inde du Nord : Bihar, Chhattisgarh, Jharkhand, Madhya Pradesh, Rajasthan et Uttar Pradesh. L'enquête comprend des entrevues effectuées avec 1060 travailleurs (32% de femmes) employés sur des sites NREGA. Tout comme le cas de Givas, ces données ont été recueillies dans des zones où l'économie est à prédominance rurale, de sorte que les femmes n'ont pratiquement aucune opportunité d'emploi. Un des objectifs de l'enquête était d'examiner les conséquences socioéconomiques du NREGA sur les travailleuses, de même que leur propre perception de cette nouvelle loi.

<sup>187</sup> Deux facteurs peuvent expliquer la différence entre le salaire relevé par Drèze et Lal en 2007 et celui que j'ai relevé en 2010. D'abord, depuis le 1<sup>er</sup> avril 2008, le salaire minimum officiel du Rajasthan est passé de 73 à 100 roupies par jour. Aussi, en 2007, un projet pilote de système de surveillance de groupe a été mis en pratique au Rajasthan, et ce en vue de fournir un soutien technique et d'améliorer les conditions de travail, le rendement des travailleurs, de même que leur salaire (Khera, 2009).

<sup>188</sup> Notons que dans le cadre de la recherche de Khera, le salaire de réserve moyen (ou le salaire minimal que les gens accepteraient pour travailler dans le village plutôt que de migrer) des répondants était de 40 roupies

La volonté d'accepter un salaire moins élevé dans le village reflète les coûts de la migration – qui incluent les frais de transport, les salaires incertains, les risques pour la santé et le coût de la vie plus élevé dans les zones urbaines où les conditions de vie sont souvent très difficiles – de même que les conditions d'exploitation auxquelles les ouvriers font face en tant que migrants. Toutefois, au cours de la même enquête, plusieurs travailleurs qualifiés et semi-qualifiés (qui étaient des menuisiers et des bijoutiers) ont déclaré gagner dans les États voisins un salaire suffisamment élevé (68 roupies par jour) pour préférer la migration à un emploi au salaire minimum dans le village. Considérant que les travailleurs qualifiés de Givas gagnent entre 120 et 200 roupies par jour dans les états voisins sur les chantiers de construction, les vergers de manguiers et les sites de pisciculture, le facteur économique justifie clairement leur recours à la « migration volontaire » plutôt qu'au travail sur le site du NREGA<sup>189</sup>.

Dans le cas de Givas, l'écart entre le salaire fourni par le NREGA et celui gagné à l'extérieur peut cependant difficilement justifier le recours au travail dans les mines – auquel ont recours certains Bhils. En effet, dans les mines de Jodhpur, le salaire pour un travailleur en âge adulte varie entre 30 et 70 roupies par jour (Sengupta, 2005). Il est donc inférieur à ce qu'un employé peut gagner sur le NREGA à Givas. Toutefois, le peu de jours de travail offert par le NREGA peut expliquer ce choix, comme le laisse comprendre le commentaire de cette femme à propos du travail sur le NREGA :

Le gouvernement nous donne du travail pour seulement 10 jours par mois. Ce n'est pas suffisant. Il nous fait attendre dans nos maisons pour le reste du mois. C'est trop peu, on ne peut pas vivre avec ça. Nous ne voulons pas rester chez nous à attendre (Meti, Bhil, 50 ans).

Ainsi, malgré les conditions dangereuses du travail dans les mines, le fait de pouvoir y être employé de manière permanente constitue une stratégie plus avantageuse que le travail sur le site du NREGA qui est critiqué par les habitants de Givas pour être trop irrégulier – j'y reviendrai.

Certains facteurs sociaux peuvent également expliquer le taux de participation peu élevé des femmes sur les sites du NREGA ailleurs qu'au Rajasthan. L'enquête de Khera et Nayak (2009) révèle qu'à de nombreuses reprises, les femmes se sont vues refuser l'accès à l'emploi sur les

---

par jour dans le village comparativement à un salaire moyen de 59 roupies par jour pour le travail effectué à l'extérieur du village.

<sup>189</sup> En effet, la différence de salaire est substantielle car elle peut varier – selon mes données de terrain strictement – jusqu'à 130 roupies au quotidien.

sites NREGA. En Uttar Pradesh et au Bihar, des femmes se sont fait dire que ce programme n'était pas pour elles, et l'on rapporte même une opposition de la part des membres du *panchayat* à leur participation<sup>190</sup>.

La présence d'intermédiaires contribue également à priver les femmes d'accès au NREGA. Sur les lieux de travail où les intermédiaires sont impliqués, 35% des travailleuses ont déclaré avoir été harcelées, comparativement à seulement 8% sur les chantiers où ils ne sont pas présents. De plus, les conditions de travail tendent à être plus abusives sur les chantiers dirigés par des intermédiaires, et des femmes ont également rapporté que souvent, ceux-ci ne recrutent que des hommes (Khera et Nayak, 2009). Par ailleurs, selon Khera et Nayak, l'éradication du système d'intermédiaires au Rajasthan peut expliquer pourquoi la participation féminine y est élevée.

Enfin, les données recueillies à Givas peuvent apporter un éclairage socioculturel sur la participation disproportionnée des femmes au programme NREGA au Rajasthan. Fait marquant, à l'exception du superviseur du chantier, à Givas, tous les employés sur le site du NREGA – qui a lieu à l'étang du village – sont des femmes. De plus, durant mon séjour de pré-terrain et mon séjour de terrain, j'ai observé différents sites de travail NREGA dans les districts de Barmer, Pali et Jodhpur – tous situés dans l'État du Rajasthan. Lorsque le chantier avait lieu sur un étang, les employés étaient toujours exclusivement des femmes. Lorsque le chantier impliquait la construction de routes, il y avait des hommes comme des femmes<sup>191</sup>. Lorsque j'ai questionné un travailleur d'ONG<sup>192</sup> sur la raison pour laquelle les travaux sur les étangs sont exécutés par les femmes uniquement, il m'a répondu « L'eau est le problème des femmes, alors c'est leur rôle de faire ce travail ». Ce propos laisse entendre que puisque la responsabilité des femmes est d'assurer le ravitaillement du foyer en eau (« l'eau est le problème des femmes »), il va de soi que ces dernières veillent, par leur labeur manuel, à ce que cet approvisionnement ne soit pas défaillant (« c'est leur rôle de faire ce travail »). Ainsi, selon ce discours, l'entretien de l'étang est la responsabilité des femmes parce que cet espace et sa ressource sont liés à une tâche domestique.

---

<sup>190</sup> Selon Khera, la raison de cette exclusion serait en partie liée à la différence au niveau du salaire minimum légal obtenu en vertu du NREGA, et le taux salarial sur le marché du travail local – lequel est en deçà du salaire minimum, et ce en particulier pour les femmes. Ceci, combiné au fait que les hommes et les femmes gagnent le même salaire sur le NREGA aurait créé une résistance à la participation des femmes par les hommes qui veulent maintenir un accès privilégié à ce travail relativement bien rémunéré.

<sup>191</sup> J'estime la proportion d'hommes à un tiers des travailleurs.

<sup>192</sup> Ceci s'est déroulé à un moment où, en compagnie d'un travailleur d'ONG, j'ai effectué une visite de divers projets de développement dans le désert de Thar.

J'ai également cherché à comprendre ce que pensaient les femmes de cette situation. Comme en témoigne cet extrait d'entrevue, la participation exclusive des femmes trouve sa pertinence dans une division, selon les normes locales, du travail entre les hommes et les femmes :

Karine : Qui participe aux travaux du NREGA à l'étang? Les hommes? Les femmes?  
Les deux?

Mona : Les femmes seulement. C'est leur rôle de prendre soin de l'eau, de la rapporter à la maison, de la donner à leur époux pour qu'il se lave. C'est donc pour ça que c'est à elles de faire ce travail.

Karine : Êtes-vous en accord avec cette façon de faire, ou est-ce que vous aimeriez que ce soit autrement?

Mona : Ça me va comme ça. Si une femme fait le travail d'un homme et qu'un homme fait le travail d'une femme, qu'est-ce que les gens vont dire?

Ce propos peut constituer une expression du « bon discours », parce qu'il a été formulé en présence d'un homme – Arvind, l'interprète qui m'a accompagnée. Cependant, il démontre comment l'association entre l'eau, la domesticité et les normes de genre justifie le fait qu'il incombe spécialement aux femmes de faire ce travail. Ainsi, pour Mona, cette charge de travail distincte aux femmes est justifiée par certaines normes de genre liées au travail.

Enfin, j'ai également questionné les hommes eux-mêmes sur la situation. Tous m'ont expliqué ne pas avoir le temps de travailler à l'étang, puisqu'ils sont occupés par les tâches agricoles et par le travail dans les États voisins. Exceptionnellement, un homme a soutenu ne pas participer aux travaux du NREGA parce que, comme il a expliqué, « ce travail est pour les femmes ». Ce type d'explications soulève la même ambiguïté que celle évoquée dans le chapitre 4, puisque, nous l'avons vu, ce ne sont pas tous les foyers de Givas (de même que tous les membres d'un foyer) qui s'adonnent à la migration. De plus, lorsqu'il y a une migration, celle-ci n'a lieu que durant une partie de l'année. Enfin, ces entrevues, je le réitère, ont été effectuées en dehors de la saison agricole : forcément, les hommes présents dans le village ne se consacraient pas à des activités agraires.

L'ensemble de ces propos démontre que l'étang de Givas est un espace qui incarne la division du travail selon le genre. Cet espace culturel et environnemental est étroitement lié à la domesticité. J'ose ici soutenir que dans le contexte particulier du Rajasthan, où il y a une distinction importante entre les tâches effectuées par les hommes et celles effectuées par les femmes, puisqu'il incombe à ces dernières de puiser l'eau à l'étang, sur elles repose également la responsabilité d'y effectuer le travail d'entretien. Ainsi, un homme qui travaillerait à l'étang

compromettrait son statut puisque cela suggérerait une association aux corvées domestiques. Ceci constituerait une transgression de l'ordre naturel des choses et l'homme qui y travaillerait entacherait son statut dans un contexte où, rappelons-le, une grande importance est accordée au maintien de l'honneur masculin.

Cette réflexion permet donc d'envisager l'étang de Givas comme un espace culturel, qui est l'expression des relations de genre propres à ce contexte. Cet espace est créé par des composantes environnementales particulières – la salinité de l'eau souterraine et le manque d'eau douce à proximité –, qui font en sorte que l'étang constitue l'une des principales sources locales d'approvisionnement en eau. Parce que le ravitaillement du foyer en eau s'inscrit dans les tâches domestiques dans cette région de l'Inde, l'étang est devenu un espace environnemental qui, à cause du contexte culturel et social, est lié à la domesticité et de fait aux femmes.

Cette situation a ses avantages et ses inconvénients. D'abord, comme le souligne Khera, le fait que les femmes travaillent en groupe contribue à rendre « socialement acceptables » les emplois sur le NREGA (Khera and Nayak, 2009:51). Par exemple, dans le cadre de leurs études, Khera and Nayak (2009:57) rapportent qu'une femme du Rajasthan a déclaré qu'avec le NREGA, c'était la première fois qu'elle gagnait un salaire et que son mari l'avait autorisée à le faire parce que ce travail était disponible au sein du village. Il est possible que son époux eût été moins favorable si ce travail avait eu lieu dans un environnement mixte. Ainsi, dans le contexte du travail à l'étang, le fait qu'il n'y ait que des femmes sur le chantier contribue probablement à faire accepter ce changement au sein des ménages. Ceci permet donc aux femmes d'avoir accès à un emploi au sein de la communauté, ce qui est particulièrement important, considérant les normes locales d'accès à la terre – et donc à une source de sécurité financière –, et les questions d'autonomie des femmes abordées dans le chapitre 3.

Toutefois, parce que cet espace culturel est divisé selon le genre – du moins lorsqu'il est question de travaux domestiques et salariés –, les femmes supportent un double fardeau : alors qu'elles continuent d'exécuter leurs tâches domestiques, elles doivent également assumer cette nouvelle charge de travail. Nous verrons un peu plus loin quelles sont les impressions des femmes sur cette double responsabilité. Cependant, soulignons pour l'instant que plusieurs d'entre elles ont dit devoir se lever quelques heures plus tôt afin d'avoir le temps d'accomplir leurs tâches domestiques avant de quitter pour aller travailler à l'étang. Ceci évoque donc l'idée du fardeau supplémentaire.



Bien entendu, considérant que le travail exécuté sur le site NREGA ne peut excéder 100 jours par foyer par année, on peut croire que les hommes n'auraient aucun avantage à renoncer à des emplois plus réguliers à l'extérieur du village. Cependant, rarement les états sont capables de fournir aux citoyens les 100 jours de travail obligatoires<sup>193</sup>. Par exemple, en 2008-2009, la moyenne nationale était de 48 jours de travail exécuté par foyer, le Rajasthan arrivant au premier rang avec 76 jours de travail. Toutefois, soulignons qu'il serait en pratique possible pour une maisonnée de combler tous ces jours, en ce sens où plusieurs membres du foyer peuvent simultanément travailler sur le site – ce qui permettrait d'atteindre le maximum de jours de travail avant que le site ne soit fermé. En principe, hormis les questions liées au statut de l'homme évoquées plus tôt, rien ne justifie (pas même un facteur économique) le fait que hors saison agricole, les hommes adultes présents dans le village et physiquement aptes à travailler ne participent pas au programme du NREGA à l'étang. En somme, le travail à l'étang permet aux femmes d'accéder à un emploi dans des conditions sécuritaires et selon un salaire raisonnable, mais contribue simultanément au renforcement de certaines idéologies quant à la division du travail entre les hommes et les femmes.

### **5.2.3 Le programme NREGA à Givas : participation et perceptions**

Le programme NREGA a été mis en place dans la communauté de Givas en 2007. Il n'a pas complètement remplacé les programmes de vivres contre travail de sorte que s'il y a sécheresse, des mesures supplémentaires seront entreprises pour soutenir la population.

#### **5.2.3.a Participation locale**

À Givas, le taux de participation aux travaux dans le cadre du NREGA varie selon les communautés. Les trois quarts (76%) des foyers comportent au moins un membre qui travaille sur le site du NREGA. Chez les fermiers marginaux à semi-moyens, cette proportion s'élève à

---

<sup>193</sup> Les raisons pour lesquelles les états n'arrivent pas à fournir les 100 jours de travail demeurent peu étudiées. Drèze et Khera (2009) réfèrent aux « *substantial 'leakages' in NREGA expenditure* » – suggérant que les fonctionnaires corrompus s'emparent d'une partie des fonds, ce qui engendre inévitablement l'arrêt des travaux. Pour leur part, Mukherjee et Ghosh (2009) ont effectué une enquête sur le sujet dans l'État de West Bengal. Leur investigation révèle que le manque de fonds n'est pas le problème en question : il s'agit plutôt du manque de compétences spécialisées (en termes de ressources humaines et techniques) du *panchayat* – qui s'occupe du fonctionnement du chantier. Ainsi, lorsque les travaux plus simples comme le creusage d'étang et la construction de route sont complétés, le manque d'expertise pour déployer de nouveaux projets engendre souvent l'impossibilité de fournir de l'emploi.

75% et chez les fermiers moyens à grands à 69%. Tout comme la classe agraire, la migration ne semble pas être un facteur décisif quant au recours ou non au programme NREGA puisque 71% des foyers où il n'y a pas de migration travaillent sur le site, taux qui s'élève à 79% chez les foyers où il y a des personnes qui migrent.

Par contre, la caste s'avère un critère de différenciation. En effet, selon les données recueillies à Givas, toutes classes de fermiers confondues, le taux de participation est de 88% pour les Jats, 67% pour les Bhils et 55% pour les Bishnois<sup>194</sup>. Chez ces communautés, la possession agraire semble constituer un facteur décisif. En effet, chez les Jats, tous les ménages de petits à moyens fermiers travaillent sur le site NREGA alors que cette proportion est de 81% chez ceux de classe moyenne à grande. Cette différence est par ailleurs beaucoup plus éloquente chez les fermiers Bishnois : parmi ceux-ci, 67%<sup>195</sup> des ménages de fermiers marginaux à semi-moyens travaillent sur le site NREGA, alors que ce taux est de 40% chez les ménages de moyens à grands fermiers. Ainsi, chez les Bishnois (et dans une moindre mesure chez les Jats), plus les ménages sont bien nantis, moins les femmes participent au programme d'emploi local.

La sanskritisation peut apporter un éclairage sur ce phénomène. Terme rendu populaire par le sociologue indien M.N. Srinavas dans les années 1950,<sup>196</sup> la sanskritisation désigne le processus par lequel les castes dépréciées cherchent une mobilité ascendante en émulant les rituels et les pratiques des castes supérieures ou dominantes. Selon l'anthropologue Gerald D. Berreman (1993), spécialiste des questions de justice sociale et dont les recherches portent sur le nord de l'Inde, la sanskritisation est une source d'oppression des femmes, puisque l'émulation des castes supérieures se fait à leur détriment<sup>197</sup>. Par ailleurs, Sharma (1980:116) – sans pour autant référer au processus de sanskritisation – remarque que l'ascension économique de certains paysans en

---

<sup>194</sup> Pour les mêmes raisons que celles évoquées dans le chapitre 1, les données concernant les Bhils ont peu de robustesse statistique. Par conséquent, les précisions analytiques ne portent que sur les Bishnois et les Jats.

<sup>195</sup> Parmi ces familles de propriétaires marginaux à moyens, deux femmes ont dit ne pas travailler sur le site NREGA pour des motifs familiaux : une a un poupon de seulement trois semaines, alors que l'autre à six enfants en bas âge.

<sup>196</sup> Selon Jaffrelot (2005:33), Ambedkar aurait déjà avancé 40 ans avant Srinivas la base du concept du processus de sanskritisation.

<sup>197</sup> Selon Berreman (1993:388), la sanskritisation est particulièrement préjudiciable pour les femmes parce qu'elle encourage et renforce la patrilinéarité, la patrilocalité, les mariages précoces, le célibat des veuves, la limitation du divorce à l'initiative des hommes, le mariage avec dot, le favoritisme envers les garçons, l'appropriation masculine de la quasi-totalité des biens (en particulier les propriétés productives), la faible priorité pour l'éducation des filles, de même que pour leur santé, la limitation du pouvoir d'accumuler des gains aux hommes, l'isolement et la séquestration des femmes de même que leur exploitation sexuelle, la limitation de la mobilité sociale et physique en grande partie aux hommes et la dépendance économique, politique et sociale complète aux hommes.

Inde – résultant d'améliorations techniques – s'accompagne souvent d'un retrait des femmes de l'agriculture. Ainsi, suivant l'analyse de Berreman, puisque le travail des femmes est déprécié par les castes supérieures, les foyers qui améliorent leur situation économique en profitent pour tenter de faire évoluer positivement leur statut social en retirant les femmes du marché du travail ou en les empêchant de travailler. À la lumière de l'ensemble de ces observations, il est donc possible que la participation moins importante au programme de travail NREGA chez les ménages Bishnois (et encore une fois dans une moindre mesure chez les ménages Jats) mieux nantis s'inscrit, je le suggère, dans une idéologie de sanskritisation – et non strictement parce que ces familles n'ont pas besoin de ce revenu supplémentaire. En effet, les maisonnées Bishnois qui ont une situation économique supérieure à la majorité des membres de la communauté ne profitent pas du gain « facile » que constitue le NREGA<sup>198</sup>, car permettre aux femmes d'y travailler serait « affaiblir » leur statut social au sein de la communauté.

### 5.2.3.b Perceptions locales

De manière générale, la venue du travail sous le plan NREGA semble être appréciée de la population locale, car ce programme permet d'accéder facilement et localement à un revenu. Toutefois, pour plusieurs personnes – tant hommes que femmes –, le nombre de jours de travail offert est jugé insuffisant. Comme cette femme l'explique :

Le problème, c'est qu'il n'y a pas de travail dans le village. Le travail sur le NREGA, ce n'est pas un travail décent, ça ne fournit pas assez d'argent. Le chantier est toujours en arrêt... En ce moment, c'est pour les élections, et après ce sera pour autre chose... (Chayar Devi, Jat, 30 ans).

De plus, quelques femmes ont fait part d'un sentiment d'injustice par rapport aux irrégularités salariales : non seulement le salaire peut osciller entre 80 et 100 roupies par jour, mais ce même salaire peut varier dans la même journée d'une personne à l'autre. Des hommes ont également évoqué la corruption, soutenant que le *panchayat* s'enrichissait avec le programme NREGA.

J'ai également questionné les travailleuses sur l'appropriation des revenus. Dans l'enquête menée par Khera et Nayak (2009:52), 74% des femmes travaillant sur le site NREGA au Rajasthan ont dit conserver leur propre salaire – comparativement à une moyenne de 69% pour

---

<sup>198</sup> Nous pouvons également conclure que certains préfèrent même continuer à migrer plutôt que de tirer parti de cette opportunité, car comme nous l'avons vu dans le chapitre 4, certains foyers Bishnois qui figurent parmi les semi-moyens et grands propriétaires terriens ont recours à la migration.

l'ensemble des états sondés<sup>199</sup>. Mes données de terrain diffèrent cependant de celles de Khera et Nayak<sup>200</sup>. Certaines femmes m'ont expliqué que les besoins du foyer sont si pressants et les ressources si maigres que l'argent gagné dans le cadre du NREGA est normalement dépensé sur réception. D'autres ont expliqué pouvoir conserver leur salaire lorsque leurs époux sont à l'extérieur, mais devoir leur remettre lorsqu'ils sont présents. Toutefois, de manière générale, il semble que les besoins monétaires du foyer étaient si importants que l'idée même de conserver pour soi le salaire semblait inappropriée. À ce sujet, une femme m'a expliqué : « Il n'y a pas de cachette avec l'argent, on en a si peu ».

Plusieurs femmes ont souligné les difficultés de devoir conjuguer les travaux domestiques et le travail à l'étang. Je l'ai mentionné, certaines ont dit devoir se lever plus tôt le matin afin d'accomplir toutes leurs tâches ménagères avant de quitter pour le travail. Toutefois, bien que des femmes aient signalé que cet emploi pouvait les épuiser physiquement – plusieurs ont rapporté avoir des douleurs musculaires après une journée de travail à l'étang –, aucune n'a suggéré qu'elle préférerait s'abstenir de s'y rendre. En effet, la majorité d'entre elles semblent heureuses du salaire qu'elles peuvent y gagner – en particulier en ces temps difficiles –, comme si cet emploi valait « mieux que rien ».

Fait intéressant, une femme a souligné l'opportunité de socialisation que le NREGA lui apporte:

J'aime aller travailler à l'étang parce que je peux être en compagnie des autres femmes et commérer. Quand je ne travaille pas à l'étang, je suis obligée de rester à la maison. Au moins là-bas je vois d'autres femmes, je vois mes amies et je peux discuter avec elles (Chayar Devi, Jat, 30 ans).

À cet égard, j'ai un jour rencontré deux femmes qui travaillaient seules à l'étang du village alors que le chantier était en arrêt pour la période des élections. Intriguée par la situation, je les ai questionnées sur ce travail non officiel :

Karine : Est-ce que vous êtes rémunérées pour votre ouvrage, même s'il n'y a pas de superviseur?

Ritu Devi : Non. Nous sommes venues de notre propre gré, nous faisons ça gratuitement.

Karine : Pourquoi?

---

<sup>199</sup> Qui étaient les suivants : Bihar, Chhattisgarh, Jharkhand, Madhya Pradesh, Rajasthan et Uttar Pradesh.

<sup>200</sup> Cette différence peut hypothétiquement s'expliquer par le fait que mes données ont été recueillies durant une période de grave sécheresse, ce qui ne fut peut-être pas le cas durant l'enquête de Khera et Nayak.

Ritu Devi : Parce que c'est notre endroit, alors, nous sommes venues donner de notre temps, pour contribuer à son entretien.

Karine : Vous faites ça régulièrement?

Ritu Devi : Il y avait beaucoup de chicane à la maison aujourd'hui, alors nous avons préféré venir ici et travailler plutôt que de rester là-bas.

L'explication de Ritu Devi suggère que la conceptualisation de l'étang de Givas varie selon les acteurs sociaux et qu'il n'est pas strictement un endroit utilitaire en matière de ressources naturelles. Pour l'État, il s'agit d'un lieu permettant de déployer un programme d'emploi. Pour les femmes, il peut également constituer un endroit qui, par sa fonction, est principalement fréquenté par des femmes, et donc un espace où elles peuvent se réfugier. Si l'on suit la logique des dynamiques liées au NREGA, ceci est légitimé par le caractère domestique de l'étang.

En somme le programme NREGA, tout comme l'intervention de *Water Agency* à Givas a ses revers, notamment à cause de la corruption et de la discrimination. Toutefois, l'initiative semble davantage atteindre l'objectif de prémunition contre les sécheresses car elle permet d'avoir accès à un revenu, et par conséquent, de mieux affronter les dépenses liées aux sécheresses. Enfin, fait intéressant, à travers l'intervention du NREGA, la connotation de genre de l'étang est cristallisée, démontrant ainsi le caractère social de la nature.

## CONCLUSION

La communauté de Givas est l'hôte de deux initiatives qui ont pour but de prémunir sa population contre les effets des sécheresses. Depuis 2004, l'ONG *Water Agency* intervient à Givas à travers des projets qui visent à soutenir sa population au niveau de l'approvisionnement en eau. Cet objectif a été partiellement atteint car selon la population locale, l'étang principal du village peut désormais contenir beaucoup plus d'eau qu'autrefois<sup>201</sup>. Le mode opérationnel de *Water Agency* s'inscrit dans une gestion décentralisée des ressources naturelles. Cette approche trouve sa légitimité dans divers fondements idéologiques – gestion traditionnelle, savoir local, communauté et développement durable. Ainsi, suivant l'idée qu'autrefois, les communautés entières – des communautés conceptualisées comme étant apolitiques, je le réitère – du désert de Thar se rassemblaient pour entretenir les structures traditionnelles d'eau, assurant ainsi une

---

<sup>201</sup> J'utilise le terme « partiellement » parce que l'étang n'est pas résilient aux sécheresses – je pense notamment au fait que l'étang était tari lors de mon passage et également au conflit qui a éclaté avec la communauté de Purkas à ce sujet, tel que mentionné dans le chapitre 3. Il permet donc une plus grande capacité d'accumulation qu'autrefois, mais ses réserves ne suffisent pas à surmonter une saison de faible mousson.

gestion durable des ressources naturelles, *Water Agency* tente de supporter la communauté de Givas vers un retour à ce type de pratique. L'initiative de *Water Agency* s'adresse donc à la communauté entière dans une approche participative. Pour ce faire, la collaboration de la population s'effectue par la mise en place d'un comité qui, en principe, doit représenter les intérêts de toute la collectivité. Pour s'assurer d'une telle représentation – c'est-à-dire une représentation à la fois juste et équitable –, l'ONG a instauré des règles liées à la formation du comité de sorte qu'au moins un membre de chaque sexe et de chaque caste doit adhérer au groupe. À Givas, ces règles ont été mises en application au moment de la formation initiale du comité. Nous avons toutefois vu que le comité est en pratique animé par les intérêts d'une section particulière de la communauté. Cette élite locale profite donc de sa position pour consolider son statut et accumuler un capital social et politique.

Ceci constitue donc un exemple des limitations des paramètres et règles qui, sur papier, tiennent compte de la diversité des communautés et des moyens nécessaires pour assurer la représentation de ses membres marginalisés. Comme le cas de Givas le démontre, ces règles ne suffisent toutefois pas à accomplir ce pour quoi elles ont été mises en place. J'ai suggéré dans le chapitre 4 que les problèmes environnementaux ont des effets différenciés selon le genre, et j'ai démontré que les femmes sont aujourd'hui appelées à avoir une part de responsabilité importante dans le métier d'agriculteur, qui est de plus en plus dévalorisé. La vulnérabilité des femmes aux problèmes environnementaux a d'ailleurs été démontrée à travers de nombreuses recherches et études de cas sur le sujet, de sorte que les organisations internationales reconnaissent depuis les dernières décennies la nécessité de s'orienter vers leurs besoins spécifiques dans les programmes de développement. Encore une fois, nous l'avons vu, *Water Agency* s'est doté de règles afin d'assurer la représentation des femmes. Toutefois, le cas de Givas démontre la faible efficacité d'une telle mesure : en effet, lorsque les mécanismes nécessaires à la participation des femmes ne sont pas déployés de manière consciencieuse, de tels efforts peuvent s'avérer peu efficaces<sup>202</sup>.

---

<sup>202</sup> J'ose même ici m'avancer sur deux aspects très controversés. D'abord, je crois que les hommes membres des comités profitent parfois des positions réservées aux femmes pour y affecter leurs épouses et ainsi, bénéficier des avantages liés à ces positions. C'est notamment ce que j'ai pu constater dans le cadre d'une tournée dans une autre communauté, où *Water Agency* a instauré un programme de vente d'eau traitée. De plus, je suggère que l'ONG paye (parfois) ces femmes (ou leurs époux) pour qu'elles occupent une position au sein du comité. C'est notamment ce que j'ai pu apprendre à Givas, car une des femmes membres du comité m'a dit qu'elle recevait un salaire mensuel par *Water Agency* pour faire partie du comité. Je n'ai pas pu vérifier si les hommes membres du comité reçoivent eux-mêmes un salaire pour leur participation. Toutefois, je soupçonne que cette stratégie est utilisée par *Water Agency* pour inciter les femmes à faire partie du comité de l'eau. Ceci permet en retour à l'ONG de démontrer aux enquêteurs de terrain envoyés par les donateurs qu'elle se conforme aux prescriptions internationales voulant que les programmes de développement soient dotés d'un volet participatif pour les femmes.

Le comité de l'eau de Givas présente plusieurs analogies avec le *panchayat* qui, au moment de la réforme agraire, s'est vu attribuer la responsabilité de la gestion des ressources naturelles du Marwar. En effet, tout comme le *panchayat*, le comité internalise le factionnalisme local et, de fait, n'incarne pas les intérêts et les besoins différenciés de la communauté. Enfin, les démarches de *Water Agency* mettent l'accent sur l'idée d'un retour à un mode traditionnel de gestion des ressources naturelles, tradition qui par définition évoque la durabilité – car ce qui appartient à la tradition a le pouvoir de traverser l'épreuve du temps. Cependant, deux remarques peuvent modérer une telle conceptualisation. D'abord, nous l'avons vu, la tradition – si l'on doit forcément parler de tradition – de la gestion des ressources naturelles dans la région du Marwar nous a démontré qu'à l'époque des *jagirdars*, l'administration des ressources était imbriquée dans une structure de pouvoir autoritaire et que de nombreux mécanismes assuraient leur protection et leur durabilité. Aujourd'hui, avec l'intervention de *Water Agency*, les règles et fonctionnements mêmes de l'ONG constituent ce mécanisme. On peut donc douter de la pérennité d'un tel programme : rien ne suggère – certainement pas l'histoire locale et mondiale – la durabilité des modèles de développement néolibéraux. Je ne traite pas ici de la tragédie des biens communs (Hardin, 1968) et de l'incapacité d'une communauté de gérer ses ressources naturelles limitées sans s'en remettre à des conflits individuels qui inévitablement entraîneront leur surexploitation. Je considère plutôt le fait que l'idée de tradition tait le manque de volonté (financière entre autres) et de soutien (actif et non apathique) de l'État de même que sa responsabilité à l'égard du bien-être des populations – ou de certaines populations. Ainsi, il y a lieu de s'interroger sur la sous-traitance d'une partie de ces fonctions à des organisations qui n'ont pas le pouvoir ni les moyens de s'assurer que leurs initiatives rejoignent tous les groupes qui composent les communautés où elles interviennent, et dont le financement, tributaire d'instances internationales, n'est pas garanti *ad vitam aeternam*. De plus, remarquons que le concept même de communauté occulte les divergences et intérêts des populations. En effet, si l'on considère les nouvelles dynamiques communautaires et familiales qu'ont engendrées les migrations, il y a lieu de se demander : qui constitue cette communauté? Qui est présent? Qui peut investir de son temps? Quelle partie de la communauté dispose des mesures de *Water Agency* et en profite? Somme toute, qu'advient-il de ces initiatives le jour où *Water Agency* devra se retirer ou n'aura plus de ressources financières?

Le programme NREGA a pour but d'améliorer la situation économique des populations en milieu rural, de réduire la migration et dans le contexte de la région aride du Rajasthan, de prémunir la population contre les effets des sécheresses. Ces objectifs sont partiellement

atteints<sup>203</sup> : les gens peuvent effectivement améliorer quelque peu leur situation économique – les gens interrogés ont tous salué cette possibilité d’emploi – et de fait, être plus aptes à affronter (au plan économique) les sécheresses. De plus, le travail effectué à l’étang permet d’améliorer l’approvisionnement local en eau – même si sa résilience aux sécheresses n’est pas encore confirmée. Enfin, les salaires peu élevés et le nombre limité de jours de travail, de même que le lieu même du travail font en sorte que le NREGA n’a pas réussi à arrêter le mouvement de migration à Givas.

Le programme NREGA s’adresse à toute la population de sorte que tous les membres de la communauté peuvent en bénéficier. Toutefois, nous avons vu que l’accès au travail est à la discrétion du *panchayat*, qui peut refuser des membres de castes ou de sexe spécifique en les intimidant ou en exerçant des moyens dissuasifs. Mais, contrairement à *Water Agency* et au comité de l’eau de Givas, le NREGA a créé un contexte propice à la participation des femmes. En fait, bien que la participation ne soit pas en théorie limitée aux femmes, elle l’est en pratique, et ce à cause des aspects économiques, sociaux, politiques et culturels que nous avons évoqués. Au plan individuel, les femmes jouissent d’une opportunité d’emploi qui leur apporte une valorisation – plusieurs ont dit être fières de pouvoir contribuer financièrement à leur ménage. De plus, ce travail leur permet de passer du temps à l’extérieur du foyer et de socialiser en compagnie d’autres femmes. Enfin, au plan économique, les commentaires des travailleuses suggèrent par contre que le salaire gagné à l’étang profite à l’ensemble du ménage.

Parce que le terrain du NREGA à Givas ne favorise que la participation des femmes, il engendre aussi quelques revers : celles-ci doivent supporter le double fardeau des tâches domestiques et du travail à l’étang. De plus si cette exclusivité rend socialement acceptable cet emploi pour les femmes, le tout contribue néanmoins au renforcement de normes de genre et à une idéologie liée à la division du travail entre les hommes et les femmes. Relevons finalement que les hommes ne bénéficient pas de la valorisation par le travail dont jouissent les femmes. En effet, nous avons vu dans le chapitre 4 que les hommes semblent désillusionnés par le métier d’agriculteur. Considérant ce contexte, la « possibilité » de participer au NREGA selon des termes qui ne constitueraient pas une offense à leur statut et une transgression de leur vision du monde pourrait leur apporter un sentiment de productivité.

---

<sup>203</sup> Soulignons toutefois que le programme est très récent dans cette communauté (depuis 2007 seulement); de fait, ce bilan a tout de même un caractère provisoire.



## RÉFLEXION ET CONCLUSION

Dans ce mémoire, j'ai démontré que le paysage de la région du Marwar est hybride et changeant. Il s'agit d'un « environnement agraire », terme qu'Agrawal et Sivaramakrishnan (2001:1-2) emploient pour souligner les frontières floues entre la nature supposément autonome et hors de portée de l'action humaine, et l'agentivité humaine dont on suppose qu'elle construit tous les paysages. L'idée de l'environnement agraire dénote le champ de négociations sociales autour de l'environnement dans des contextes à prédominance agraire, démontrant ainsi l'incongruité de traiter de ces deux sphères isolément. En particulier, dans le contexte socioéconomique agraire de l'Inde, les études qui n'explorent pas la relation entre les changements environnementaux et les structures et processus agricoles dissocient la gouvernance environnementale du monde agraire, lequel est pourtant est à la fois le locus et l'objet de cet exercice des pouvoirs politiques.

Dans le cadre d'une réflexion sur les dimensions sociales de l'environnement agraire, Agrawal et Sivaramakrishnan (2001:12-13) soutiennent que les conflits d'allocation des ressources donnent lieu à l'articulation d'identités et d'intérêts qui sont conditionnés par des contextes historiques et culturels. Toutefois, soulignent-ils, les aspects sociohistoriques des problématiques liées aux ressources naturelles sont trop peu souvent appréciés lorsque celles-ci sont situées dans une sphère quelconque de l'économie agraire. Ainsi, l'analyse unidirectionnelle tend à s'imposer dans les explications sur la dégradation de l'environnement, ce phénomène étant souvent strictement imputé à l'introduction de nouvelles technologies. Cependant, le cas du Marwar démontre qu'afin d'être bien interprétées, les problématiques liées aux ressources naturelles doivent être l'objet d'une analyse nuancée au niveau des relations entre les changements environnementaux, les politiques de gestion de l'environnement et le monde de la production agraire ainsi que les relations sociales qui s'y rapportent. L'élaboration d'une telle réflexion peut s'effectuer par l'étude des paysages en tant que représentations de luttes pour les ressources (lesquelles sont liées à des facteurs socioculturels) et en tant qu'expression de la relation dialectique entre le monde agraire et les changements environnementaux. Cependant, soulignent Agrawal et Sivaramakrishnan, cette approche nouvelle a jusqu'à présent très peu influencé l'histoire environnementale de l'Inde, puisque ses analyses traitent bien souvent de l'environnement et du monde agraire comme deux domaines souverains, isolés l'un de l'autre.

Un tel exercice de réconciliation a été l'objet du présent mémoire. J'ai étudié les transformations du paysage du Marwar, de l'indépendance de l'Inde à aujourd'hui, en considérant la relation dialogique entre le champ environnemental et le champ agraire. De plus, tout comme les forêts de l'Uttarakhand analysées par Gururani (2002), les espaces de la nature n'ont pas été envisagés strictement comme des entités biophysique, isolés des relations de pouvoir mondiales, régionales, locales, mais ont été considérés comme étant dialectiquement constitués par la politique locale du lieu, de son histoire et de son écologie en tant qu'éléments constitutifs des relations sociales. Cette analyse sociohistorique, politique et culturelle de l'environnement agraire du Marwar a permis de comprendre les effets des transformations environnementales de même que l'impact sur la population locale des interventions de soutien et des stratégies de subsistance qui en découlent.

Afin d'effectuer cette démonstration, j'ai relevé les particularités historiques de l'environnement agraire de la région du Marwar. Celles-ci ont révélé qu'avant l'indépendance de l'Inde, la gestion des ressources naturelles était imbriquée dans le *jagirdari*, un système foncier domaniaux autoritaire, au sein duquel les terres étaient cultivées par des métayers, assujettis à l'arbitraire de leurs maîtres et opprimés par les redevances et les exactions (Pouchepadass, 2006). L'administration des ressources communes s'effectuait également dans ce cadre autoritaire de sorte que la gestion des pâturages, forêts et points d'eau faisait l'objet de règles et de sanctions. Le régime de gestion des terres et des ressources naturelles du *jagirdari*, parce qu'il ne favorisait qu'une agriculture de subsistance (du moins pour les paysans), et parce qu'il était doté de règlements et que leur violation menait à des sanctions, assurait une durabilité environnementale.

Ainsi, pour comprendre pourquoi les procédés de gestion durable des ressources communes n'ont pas survécu aux transformations administratives postindépendances, il faut réfléchir au contexte hégémonique de l'époque. Je l'ai mentionné dans le chapitre 5, l'historiographie environnementale de l'Inde a eu tendance à idéaliser les modes de gestion des ressources naturelles avant l'intervention de l'État – qu'il s'agisse du gouvernement colonial ou de l'État indien souverain. Cette partie de l'histoire de l'Inde a été écrite dans le contexte de la critique postcoloniale (Tomalin 2004:283) et a été inspirée par la contestation radicale du gouvernement central et du développement par le mouvement Sarvodaya<sup>204</sup> dans les années 1970 (Agrawal and Sivaramakrishnan, 2001:10). Toutefois, l'idée de la communauté autosuffisante et

---

<sup>204</sup> Le Sarvodaya est un mouvement social postindépendance voué à l'autodétermination et l'égalité pour toutes les strates de la société indienne.

durkheimienne, parce qu'elle occulte les questions de hiérarchies et d'oppressions, a pour effet de réifier les inégalités en mécanismes sociaux qui permettent une gestion durable des ressources naturelles. On connaît la suite : prôner les vertus des systèmes de sujétion s'avère légitimer leur existence et de fait justifier la domination. Cependant, le retour sur l'histoire environnementale de la région du Marwar démontre que sous le régime *jagirdari*, les communautés n'avaient rien d'organique et que la gestion des ressources naturelles n'était pas liée à un contrat social : s'il y avait contrat, c'était celui qui liait le métayer à son maître, l'obligeant à lui livrer une partie importante de ses récoltes et effectuer un travail qui aux dires des habitants de Givas rappelait l'esclavage. Ainsi, la domination – et non la cohésion – assurait la gestion durable des ressources.

De plus, s'il est vrai que dans la foulée de la réforme agraire et de l'abolition du système *jagirdari*, l'élite a usé de son capital social et politique pour conserver sa position, ces mesures de réorganisation socio-administratives ont néanmoins marqué le passage à une existence plus digne pour les paysans. Ainsi, si dans cette région, avant l'indépendance de l'Inde, l'entretien des infrastructures d'eau s'effectuait dans le cadre de travaux forcés, si les restrictions au niveau de l'utilisation des arbres, des terres et des pâturages s'inscrivaient comme une extension de l'absolutisme des *jagirdars*, et si la gestion des terres était liée à une imposition qui rappelle l'extorsion, on ne peut qualifier ce système d'auto-gouvernance et encore moins présumer que les gens allaient d'eux-mêmes prendre la relève d'une gestion qui évoquait l'oppression. De plus, si les paysans ont commencé à abattre les arbres sans modération à la suite de l'abolition de la monarchie, leur geste peut autant être perçu comme une manifestation d'insouciance ou d'avidité qu'un exercice délibéré de souveraineté. Aussi, considérant le système autoritaire que constituait le *jagirdari*, il est possible de croire que les gens n'ont pas cessé d'entretenir les structures d'eau strictement par négligence et par désresponsabilisation ou parce que les promesses d'approvisionnement du gouvernement et le recours à l'eau souterraine offraient des alternatives plus intéressantes. Il est en effet possible d'y voir un refus de poursuivre volontairement des pratiques étroitement liées à l'asservissement: s'y adonner aurait pu paraître une forme de subordination volontaire et même un recul social. Ceci explique en grande partie pourquoi le *panchayat* n'a pu assurer la continuité des mesures de gestion durable des ressources naturelles : puisque les anciens princes, tels les ex-*jagirdars*, ont décidé d'entrer en politique afin de marchander l'influence qu'ils exerçaient sur leurs (ex-)métayers (Jaffrelot, 2006:136-137), les institutions politiques ont inévitablement été associées à un exercice de pouvoir de l'élite locale. Ainsi, au plan de la gestion des ressources naturelles, l'insubordination des paysans au

*panchayat* peut ne pas être strictement envisagée comme un manque d'autorité de ce dernier et un désintérêt pour les méthodes dites traditionnelles de gestions des ressources : elle peut également s'expliquer comme un refus de soutenir ouvertement la perpétuité du pouvoir oligarchique. Bref, des règles et mécanismes sont certes nécessaires afin d'assurer une gestion durable des ressources naturelles : toutefois, si ceux-ci sont associés à une forme d'exploitation dont la légitimité politique a été ébranlée, il y a peu de chance que les usagers s'y conforment sans contester. Ainsi, ces particularités socio-environnementales démontrent que l'introduction de nouvelles technologies agricoles dans le cadre des mesures de développement postindépendance ne peut à elle seule expliquer la dégradation de l'environnement dans la région du Marwar. En effet, la reconfiguration socio-administrative de cette partie du désert de Thar – laquelle a notamment inclus la conversion des terres communes en terres privées de même que l'abolition des systèmes d'intermédiaires et la dévolution d'une partie de leurs pouvoirs au *panchayat* – a autant contribué à la dégradation de l'environnement.

Le retour sur l'histoire environnementale postindépendance de la région du Marwar démontre également la conceptualisation diversifiée de son paysage. Ainsi, les formes et fonctions qui lui sont attribuées peuvent varier selon la perception des acteurs sociaux et selon de leur degré de pouvoir, ces derniers peuvent également le rendre – ou tenter de le rendre – conforme à leur vision. Des suites de l'indépendance, ce paysage a été reconfiguré à la lumière de l'image que voulait lui donner l'administration indienne, soit un espace agraire productif qui répond à une idée de la modernité. Certes, cet objectif ne pouvait être atteint qu'au moyen de l'introduction de nouvelles technologies agraires par l'État. Toutefois, on ne peut soutenir que seul l'État était désireux de passer de l'agriculture de subsistance à l'agriculture commerciale, et les habitants eux-mêmes ont embrassé cette réorientation agraire. Ainsi, rappelons que pour les paysans, cette nouvelle étape signifiait la venue de la propriété agraire individuelle ainsi que la fin des travaux forcés et des taxes sur les céréales. L'agriculture commerciale a donc été adoptée d'emblée par les paysans du Marwar et ces derniers s'avouent responsables, par leur cupidité (qui mène notamment à la partition des terres, l'abandon des jachères et la déforestation), de la dégradation de l'environnement. Précisons toutefois que l'agriculture scientifique – monoculture, semences hybrides, engrais chimiques – n'a pas été adoptée d'emblée. En effet, les données recueillies à Givas démontrent que les fermiers ont durant longtemps résisté (et dans plusieurs cas résistent toujours) à l'importation de produits agricoles qu'ils jugent néfastes pour la santé. Ainsi, certes l'État a le pouvoir de remanier le paysage avec l'introduction de nouvelles politiques, mais les fermiers adoptent de manière sélective les options qui s'offrent à eux.

Plus d'un demi-siècle après leur mise en place, les processus de refonte des pratiques agricoles et des modes de gestion des ressources naturelles de la région du Marwar ont produit, je l'ai démontré, un environnement agraire plutôt sinistre. Ces circonstances se vivent présentement dans le contexte des sécheresses récurrentes qui sévissent depuis la dernière décennie. Ainsi, si les conséquences des désordres écologiques étaient palpables depuis plusieurs années, les récents et nombreux accidents pluviométriques aggravent aujourd'hui une situation déjà critique.

L'analyse de l'impact des circonstances environnementales et agraires actuelles de la région du Marwar sur la population locale a constitué la démarche du second volet du présent mémoire. Celle-ci a été effectuée au moyen d'une recherche empirique réalisée à Givas, une communauté du désert de Thar. Pour mieux comprendre l'expérience locale de la dégradation de l'environnement, j'ai identifié les caractéristiques sociales, démographiques, culturelles et économiques du lieu d'étude. Informée des critiques issues des études postcoloniales, j'ai exposé les particularités qui permettent de mieux saisir la réalité des populations marginalisées dans cette région, et ce en vue de comprendre si elles sont plus sévèrement affectées par les changements environnementaux. L'ensemble de ces variables a démontré que le Rajasthan est un État économiquement et socialement défavorisé en comparaison avec le reste de l'Inde, et qu'il constitue, en particulier à cause de l'idéologie du *purdah* et des normes de parenté, un contexte grandement limitatif pour les femmes au plan de leur capacité d'action.

L'analyse des dynamiques locales a de plus révélé que les hommes ont un quasi-monopole sur les propriétés agraires. Ainsi, la transmission des terres se fait selon la lignée agnatique masculine et l'acquisition des propriétés agraires familiales est sujette à une vive compétition entre les frères. Cette idéologie patriarcale s'effectue au détriment des femmes, dont l'accès aux terres est restreint par des moyens coercitifs et par des règles de parenté qui sont peu favorables à l'acquisition d'une partie de la terre de leur défunt père ou époux – et à laquelle elles ont légalement droit. De plus, l'investigation de la division du travail entre les hommes et les femmes a révélé que les femmes n'occupent pas d'emplois salariés réguliers – du moins jusqu'à la venue du NREGA – et que leurs activités quotidiennes sont en grande partie limitées à la sphère domestique et sont souvent étroitement liées aux ressources naturelles. De plus, les femmes participent activement à la réalisation des travaux agricoles. Toutefois, les mécanismes de transmission des propriétés agraires et la sous-évaluation de leur contribution aux travaux agricoles – parce que le domaine agraire est idéologiquement associé aux hommes et que la

participation des femmes tend à être perçue comme un rôle de soutien et que les tâches qu'elles accomplissent sont présumées « légères » –, nuisent à l'affirmation de leur identité en tant qu'agricultrice. Ces dynamiques et idéologies démontrent que la réalité sociale des hommes et des femmes comporte plusieurs différences. Ces mêmes différences ont une influence sur l'expérience des problèmes environnementaux de même que sur les interventions déployées pour en mitiger les effets.

Les circonstances environnementales et agraires actuelles ont non seulement modifié l'expérimentation matérielle de la vie dans le désert de Thar, mais ont également altéré son expérience métaphysique. En effet, les problèmes agraires et environnementaux ont engendré une insécurité financière et alimentaire, ainsi qu'un sentiment d'incertitude face à l'avenir. De plus, ces conditions d'existence ont redéfini l'expérience cognitive du statut d'agriculteur et celle de Givas en tant que lieu qui permet sa réalisation. En effet, que représente cet endroit qui jadis permettait à l'entreprise agraire familiale de prendre forme et à un métier de se vivre, mais qui est désormais dévalorisé et associé à l'échec? Ainsi, moins les conditions environnementales permettent à l'entreprise agraire de se réaliser, moins l'expérimentation et le statut du métier d'agriculteur sont valorisants et cohérents.

Les stratégies de subsistance que constituent la migration et l'éducation ont également contribué à la modification du caractère phénoménologique de Givas et à l'expérience cognitive du statut d'agriculteur. D'une part, l'éducation a engendré un sentiment d'aspirations non comblées, de sorte que pour la jeune génération, le paysage du Marwar n'incarne bien souvent que la désillusion. D'autre part, bien que l'expérimentation et l'occurrence de la migration soient conditionnées par certains facteurs sociaux, économiques et culturels et que tous les foyers n'aient pas recours à cette stratégie de subsistance, elle est également vécue, je l'ai démontré, par ceux qui demeurent au sein de la communauté. Ainsi, ce mouvement transforme la vie des femmes qui restent derrière, non seulement parce qu'en absence de leurs époux, elles ont plus de responsabilités, mais aussi parce que le désengagement des hommes envers l'agriculture qui s'en suit fait en sorte que celles-ci assument une plus grande part de responsabilité d'un métier au sein duquel leur identité n'est pas affirmée. Cette situation démontre que les contrecoups des problèmes environnementaux se vivent tant de manière empirique que métaphysique et ce de façon différenciée selon le sexe, et également la caste et la classe sociale.

Enfin, depuis les dernières années, les autorités indiennes et des ONGs – dont *Water Agency* dans le cas de Givas – ont démontré une sensibilité aux difficultés que vivent les populations du désert de Thar. À travers leurs interventions, ces deux acteurs sociaux interviennent dans les communautés afin de réduire les effets de la crise environnementale et agricole et de permettre aux populations d’être plus résilientes aux sécheresses.

L’amélioration de l’approvisionnement en eau constitue une de ces initiatives. Cette mesure s’inscrit dans la nouvelle tendance mondiale dans le domaine du développement à une gestion moins directive et paternaliste des ressources naturelles. Dans le contexte indien, les écrits de l’histoire environnementale de l’Inde sont une source d’inspiration pour de tels programmes de développement décentralisés (Robbins, 2001).

Le concept de communauté est central à cette nouvelle vague de programmes de gestion des ressources naturelles. Toutefois, la notion même de communauté, lorsque conçue comme étant *ipso facto* cohésive et dotée d’une économie morale, peut occulter les différences internes des collectivités. À ce sujet, le cas de Givas démontre très bien la complexité et les subtilités des hiérarchies au sein des communautés : celles-ci peuvent être liées tant au genre qu’à la caste et à la sous-caste, qu’aux histoires locales telles celles qui mènent à l’ostracisme de certaines familles. En ce sens, tel que formulé dans le domaine du développement, le discours de la communauté ne prend pas en considération les critiques postcoloniales qui revendiquent la reconnaissance et l’intégration des voix marginalisées. Similairement, les écrits de l’histoire environnementale de l’Inde, dont s’inspirent de nombreux programmes de développement, lorsque leurs thèses s’appuient sur un système d’oppression pour justifier la gestion durable des ressources naturelles, étouffent en grande partie les voix marginalisées et leur expérience de la sujétion<sup>205</sup>.

Ainsi, l’absence de considération pour les relations de pouvoir et de domination et la supposition d’une harmonie interne créent un terrain favorable pour que l’élite puisse consolider sa position.

---

<sup>205</sup> Cette tendance est particulièrement éloquent dans la description que fait Vandana Shiva, fondatrice de l’écoféminisme indien, de l’époque précoloniale comme une période où il y a avait une base idéologique et matérielle inhérente à une harmonie avec la nature et à une égalité dans les relations sociales. En effet, Shiva (1989:5) soutient que : « *Under conditions of subsistence, the interdependence and complementarity of the separate male and female domains of work is the characteristic mode, based on diversity, not inequality* ». Ainsi, dans ce passé reconstruit, il y a absence d’exploitation et les relations entre les hommes et les femmes sont égalitaires et permettent une gestion durable des ressources naturelles. Une telle affirmation utopique mystifie la réalité des femmes en milieu rural et constitue certes un manque de considération pour les relations de pouvoir qui sont sous-jacentes aux interactions socio-environnementales propres à ce milieu.

Le cas de la mise en place du comité de l'eau à Givas illustre bien ce propos : son accès s'avère être exclusif à l'élite locale et ne reflète guère les intérêts de tous les groupes qui composent la communauté. De même, le discours sur le développement communautaire qui anime présentement le Marwar est paradoxalement peu informé des caractéristiques sociales et des dynamiques de la région : en effet, les mouvements de migration se doivent d'être pris en considération, car je l'ai démontré, ils ajoutent une nouvelle dimension à la communauté. Ainsi, les gens qui appartiennent à une communauté physique n'ont pas toujours le privilège d'y être présents la majorité du temps. De plus, considérant que les communautés comportent leurs propres hiérarchies internes, que les acteurs sociaux dans un champ donné se disputent les ressources et le pouvoir, on peut comprendre que l'accès aux ressources naturelles peut devenir une question d'accumulation de capital social et politique et – si l'on pense à la corruption – de capital économique. Évidemment, certains facteurs sociaux et culturels font en sorte que tous les acteurs n'ont pas les mêmes moyens pour se disputer ce capital, et même si des mécanismes sont mis en place pour assurer la représentation des groupes marginalisés – femmes, castes dépréciées –, le cas de *Water Agency* démontre qu'il faut plus que des règles sur papiers pour y arriver.

De plus, bien qu'attrayant, le discours de la tradition s'avère tout aussi problématique. J'ai à ce sujet soulevé la question de la pérennité des initiatives issues d'un modèle de développement néolibéral. Remarquons également que l'idée de la tradition, telle qu'évoquée dans le discours du développement et celui des ONGs, sous-tend la cohésion – l'entretien des ressources communautaires étant volontairement effectué par les habitants. Toutefois, le cas du système *jagirdari* remet en doute cette idée d'union étroite et lorsque imaginé de la sorte, la notion de tradition, tout comme le concept de communauté, occulte les différences internes.

Le concept de tradition peut également être très chargé si l'on considère le contexte actuel du développement néolibéral, puisqu'il justifie la limitation du rôle de l'État à la satisfaction des « besoins de base » et le retrait de son investissement envers certaines populations. Le fait n'est pas que les méthodes traditionnelles de gestion de l'eau dans le désert de Thar soient mauvaises : elles ont certes prouvé leur efficacité là où l'État a démontré son incapacité. En effet, elles sont peu coûteuses et s'avèrent très efficaces lorsqu'elles sont améliorées par des innovations



technologiques<sup>206</sup>. Toutefois, je le suggère, considérant les estimations liées à l'augmentation de la population indienne (on prédit que l'Inde sera le pays le plus peuplé au monde en 2025, et le Rajasthan n'échappera certainement pas à cette croissance<sup>207</sup>), les accidents pluviométriques qui semblent s'intensifier et le fait que ces structures ne soient pas résilientes aux sécheresses – parce qu'elles subissent un processus normal d'évaporation –, la stratégie du gouvernement de renoncer à l'investissement dans l'approvisionnement local (ou à sous-traiter cette fonction à des ONGs financées par des institutions internationales, qui ont ainsi peut-être accès à des fonds importants, mais n'arrivent pas toujours à rejoindre l'ensemble de la population) est davantage un choix stratégique au plan financier qu'une initiative réellement innovatrice.

La réponse actuelle de l'État indien à la crise environnementale et agricole a pris la forme d'un programme d'emploi en milieu rural, qui par extension permet d'améliorer une partie de l'infrastructure d'approvisionnement en eau. Par ses modalités, ce programme rejoint une plus grande partie de la communauté, assurant la participation des populations marginalisées. Toutefois, parce que l'accès au travail sur le site NREGA est sous l'arbitraire du *panchayat*, comme c'est le cas avec le comité de l'eau, les antagonismes locaux privent certains membres de la communauté de participation à ce programme. De plus, les normes de genre ont assuré dans le cas de Givas (et ailleurs au Rajasthan) une forme de participation exclusive aux femmes, « privant » cette fois les hommes d'accès au programme.

Ainsi, contrairement au programme de *Water Agency*, le NREGA (au Rajasthan) est un programme qui est très inclusif envers les femmes. Dans un contexte où l'idéologie du *purdah* prévaut, où les femmes n'ont presque aucune opportunité d'emploi et où leurs activités quotidiennes sont limitées à la sphère domestique, cette initiative est certes très novatrice. L'opportunité de socialiser avec d'autres femmes, la valorisation par le travail et l'accès à un revenu constituent autant de facteurs qui font en sorte que le NREGA a un potentiel bénéfique important pour les femmes. Toutefois, parce que le travail sur le site NREGA à Givas se déroule à l'étang du village et que cet espace incarne une extension des corvées domestiques, il cristallise une division du travail entre les hommes et les femmes et réaffirme certaines idéologies qui y sont liées. Par conséquent, puisque les femmes connaissent des difficultés d'approvisionnement en ressources naturelles avec les problèmes environnementaux et que leur

---

<sup>206</sup> En effet, plusieurs des ONGs locales améliorent les réservoirs et étangs « traditionnels » par des techniques simples qui augmentent leur capacité de stockage et préservent la qualité de l'eau qui y est recueillie.

<sup>207</sup> Cette estimation provient du Bureau du recensement des États-Unis : <http://www.census.gov/ipc/www/idb/country.php>

participation aux travaux agricoles semble augmenter avec la démotivation des hommes pour ce métier, le programme NREGA vient alourdir leur charge de travail. Ainsi, le contexte du travail sous le NREGA à l'étang de Givas démontre que les espaces environnementaux ne sont pas strictement des sources de subsistance, mais également des espaces culturels qui incarnent l'expérience des populations locales et qui sont l'expression des relations politiques et sociales propres à ce contexte.

En résumé, cette analyse a révélé que les transformations environnementales et agraires de même que l'expérimentation de leurs effets sont liées à des processus sociaux, politiques, économiques et environnementaux. Sur le plan de la production des désordres écologiques, les politiques gouvernementales et les manifestations environnementales elles-mêmes – les sécheresses récurrentes – ont contribué à altérer le paysage du Marwar. Sur le plan de l'expérimentation des effets de ces changements, la classe agraire – un facteur économique qui est étroitement lié à des processus politiques – contribue grandement à l'expérience différenciée de ces changements. Ainsi, les paysans qui possèdent moins de terres (situation qui est plus commune chez les ménages nucléaires) sont plus susceptibles de devoir recourir à la migration pour assurer leur subsistance. Bien qu'elle ne constitue pas inévitablement une expérience négative, la migration tend à être plus favorablement vécue chez les hommes qui ont accès à de meilleurs emplois. Par définition, ceux-ci ont au préalable bénéficié d'une meilleure éducation, ce qui suggère qu'ils sont issus d'un ménage où la situation financière est plus aisée. Ainsi, puisque nous traitons ici d'un contexte où l'économie est à prédominance agraire, l'accès à la terre demeure déterminant au niveau de l'expérimentation de la dégradation de l'environnement. Par ailleurs, s'il est vrai que les grands propriétaires sont tout aussi susceptibles que les petits propriétaires de subir les conséquences des accidents pluviométriques, il est également juste de dire qu'ils bénéficient davantage des bonnes pluies. De plus, considérant que les femmes ont un accès très limité aux ressources agraires de même qu'à l'emploi – hormis le NREGA, bien sûr –, nous pouvons déduire qu'elles ont une position particulièrement désavantagée dans le contexte des circonstances agraires et environnementales actuelles, en particulier si elles sont veuves ou divorcées. De plus, les bouleversements écologiques pénalisent d'une manière distinctive les jeunes filles, qui à cause de la migration, sont à l'occasion amenées à connaître des cohabitations (liées au mariage) ou des retraits de l'école précoces afin de soutenir les besoins du foyer.

La structure familiale a aussi un impact sur l'expérience de la dégradation de l'environnement chez les femmes. Bien que les données de la présente recherche sont relativement limitées à ce

sujet, certaines orientations ont pu être observées et permettent de présumer que les femmes vivant au sein de ménages nucléaires sont plus vulnérables aux charges de travail supplémentaire, même si l'absence de leurs époux peut potentiellement leur permettre d'acquérir une plus grande autonomie.

La possession agraire a également un impact sur l'expérience des interventions déployées en réponse aux problèmes environnementaux. En effet, le contexte des approches décentralisées au développement et à la gestion des ressources naturelles peut être une occasion pour l'élite paysanne locale de renforcer son capital en faisant partie des institutions de gouvernance locale. Toutefois, dans le contexte actuel de crise environnementale et agricole, ce privilège est réservé aux paysans mieux nantis au plan agraire et financier et qui ne sont pas obligés de passer plusieurs mois à l'extérieur du village pour assurer la subsistance de leur famille. Certes, si le comité de l'eau créait un contexte plus propice à la participation des femmes (et non strictement les épouses de ses membres actuels), les épouses des travailleurs migrants pourraient représenter les intérêts de leurs groupes.

Les dynamiques sont toutefois différentes au niveau de l'intervention que constitue le NREGA qui, contrairement à *Water Agency*, rejoint une large portion de la population et non seulement une faction élitiste. Si l'application du plan NREGA comporte ses failles, si dans certains cas il arrive que des groupes ostracisés soient privés d'accès aux emplois qu'il fournit, le cas du Rajasthan est néanmoins encourageant. En particulier, le contexte favorable qu'il crée à la participation des femmes est des plus salutaires, bien qu'il soit possible d'y voir l'augmentation de leur fardeau de travail.

À cet égard, l'impact des changements au niveau de l'expérience métaphysique du métier d'agriculteur s'est révélé être l'un des aspects saillants mes recherches empiriques. Ainsi, la dévalorisation du métier d'agriculteurs entraîne un désengagement des hommes envers celui-ci, de sorte qu'ils s'impliquent moins dans les travaux qui y sont liés. Cette désillusion et la diminution d'un sentiment de cohérence identitaire sont certainement très problématiques pour les hommes et les allusions à l'augmentation de la consommation d'opium constituent un signal alarmant de problèmes sociaux imminents. Enfin, pour les femmes cette transformation identitaire a des implications concrètes puisqu'elle se traduit bien souvent par une diminution de la contribution des hommes aux travaux agricoles et donc une augmentation de leur charge de travail.

En conclusion, les origines des forces qui ont reconfiguré (et qui reconfigurent toujours) le paysage du Marwar depuis l'indépendance de l'Inde sont multiples – internationales, nationales et régionales. Celles-ci proviennent également de l'interne, par l'expressivité des hiérarchies locales – notamment par le recours aux subterfuges – et la manifestation de l'agentivité des acteurs sociaux – par les pratiques de gestion des ressources et d'usage des terres auxquels ils adhèrent. À ce sujet, longtemps l'Inde a été perçue par les indianistes comme un village isolé, dont les coutumes procuraient un ordre social et une stabilité (Robbins, 2001:193; Wadley, 2008) et la discipline de l'anthropologie en Inde a elle-même contribué à cet isolationnisme, se définissant jusqu'à il y a quelques décennies selon une conceptualisation disciplinaire désuète, axée sur la classification des populations et l'étude des tribus comme des groupes isolés (Assayag, 1996). Le cas de la reconfiguration du paysage socio-environnemental de la région du Marwar démontre plutôt que les communautés locales, pour tant qu'elles semblent parfois géographiquement isolées du monde extérieur, sont en fait étroitement liées à des processus externes.

De plus, concurremment à l'attention portée depuis les dernières décennies aux sociogénèses et aux dynamiques culturelles des localités, l'anthropologie indianiste est devenue respectueuse du caractère pluriel de ses objets d'étude, intégrant notamment depuis la critique postcoloniale des années 1980 et 1990 les voix marginalisées, telles celles des femmes et des castes dépréciées. Et pourtant, remarque Robbins (2001:193), dans la planification contemporaine, le « *village republic* » continue à régner, et on assiste à une conceptualisation dépolitisée de la communauté. Ainsi, paradoxalement, alors que la conceptualisation de l'Inde comme un « *self-contained village* » est (presque) révolue au niveau des écrits sur l'Inde, les interventions de développement renouvellent cette idéologie par le déploiement de leurs programmes.

Enfin, remarquons que les dynamiques actuelles du paysage du désert de Thar, par les interventions de l'État et des ONGs, illustrent une situation relativement paradoxale. En effet, d'un côté l'État transfère son rôle d'intermédiaire entre les ressources naturelles et la population à un tiers parti, l'ONG : on assiste donc ici au retrait de l'État tant annoncé par les détracteurs du développement néolibéral. Or, simultanément, l'État s'investit de manière novatrice en milieu rural à travers un programme de création d'emplois. Cette situation paradoxale peut s'expliquer comme une stratégie du *cunning state*, expression que l'anthropologue Shalini Randeria (2007a) emploie dans le cadre d'une discussion sur le pluralisme législatif pour exprimer l'attitude de

certaines États à volontairement exprimer leurs faiblesses devant divers acteurs sociaux, et ce en vue de redistribuer stratégiquement leurs responsabilités. Ainsi, contrairement aux penseurs du développement postcolonial, plutôt que de concevoir la relation entre les forces transnationales et les pays où elles œuvrent comme celle d'une division binaire entre des états forts et faibles, Randeria propose de concevoir la redistribution par l'État de ses responsabilités (sous prétexte de son incapacité d'action dans certaines sphères) comme une tactique réfléchie, à la lumière des intérêts domestiques en jeu. Si l'approvisionnement en eau présente peu d'intérêt pour l'État, ses planificateurs peuvent donc décider de l'impartir à la communauté et à des groupes externes tel *Water Agency* : après tout, par leur statut, ceux-ci peuvent accéder aux fonds parfois colossaux des organisations internationales.

Considérant les impasses financières qu'affrontent présentement de nombreuses administrations étatiques et le fait que les problèmes environnementaux – qui s'intensifient à l'échelle mondiale – sont trop souvent gérés au moyen de solutions *ad hoc* et ne font pas l'objet de stratégies cohérentes par l'État, cette architecture de la gouvernance risque d'être de plus en plus commune dans les années à venir. De fait, les dynamiques qu'elle génère nécessitent un intérêt soutenu par les chercheurs des questions socio-environnementales, car comme l'expérience du Marwar le suggère, les groupes les plus socialement et économiquement désavantagés souffrent inévitablement davantage des transformations administratives liées aux ressources naturelles et de la dégradation de l'environnement.

## Bibliographie

Agarwal, Anil and Sunita Narain (1997[2005]). *Dying Wisdom: Rise, Fall and Potential of India's Traditional Water Harvesting Systems*. New Delhi: Centre for Science and Environment.

Agarwal, Anil and Sunita Narain (1989). *Towards Green Villages*. New Delhi: Center for Science and Environment.

Agarwal, Bina (2010). « Does Women's Proportional Strength Affect their Participation Governing Local Forests in South Asia? », *World Development*, 38(1): 98-112.

Agarwal, Bina (1995). « Gender, Environment and Poverty Interlinks in Rural India: Regional Variations and Temporal Shifts, 1971-1991 », *United Nations Research Institute for Social Development*: 1-60.

Agarwal, Bina (1994). *A Field of One's Own: Gender and Land Rights in South Asia*. Cambridge: Cambridge University Press.

Agrawal, Arun (2005). *Environmentality: Technologies of Government and the Making of Subjects*. Durham: Duke University Press.

Agrawal, Arun (1995). « Dismantling the Divide Between Indigenous and Scientific Knowledge », *Development and Change*, 26(3): 413-439.

Agrawal, Arun and K. Sivaramakrishnan (2001). « Introduction: Agrarian Environments ». In Arun Agrawal and K. Sivaramakrishnan (Eds.), *Agrarian Environments: Resources, Representations, and Rules in India*, Durham: Duke University Press: 1-22.

Appadurai, Arjun (1996). *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Appadurai, Arjun (1995). « The Production of Locality ». In Richard Fardon (Ed.), *Counterworks: Managing the Diversity of Knowledge*, Routledge: London: 204-225.

Appadurai, Arjun (1991). « Global Ethnoscapes: Notes and Queries for a Transnational Anthropology ». In Richard G. Fox (Ed.), *Recapturing Anthropology*, Sante Fe: School of American Research Press: 191-210.

Appadurai, Arjun (Ed.) (1986). *The Social Life of Things*. Cambridge: Cambridge University Press.

Assayag, Jackie (2006). « La fabrique de la caste : société, État, démocratie ». In Christophe Jaffrelot (Ed.), *L'Inde Contemporaine : de 1950 à nos jours*, Paris: Fayard: 483-507.

Assayag Jackie (1996). « Déjà lu: l'heritage colonial de l'anthropologie en Inde ». *L'Homme*, 137: 205-209.

- Aull Davies, Charlotte (1999). *Reflexive Ethnography : A Guide to Researching Selves and Others*. London : Routledge.
- Bandyopadhyay, Jayanta (1987). « Political Ecology of Drought and Water Scarcity: Need for an Ecological Water Resources Policy », *Economic and Political Weekly*, 22(50): 2159-2169.
- Baqri, Q.H. and P. L. Kankane (2001). « Desert: Thar ». In J R B Alfred; A K Das & A K Sanyal (Eds.), *Ecosystems on India*, Kolkata: ENVIS Zoological Survey: 93-122.
- Bates, Karine (2006). « Du texte au sujet en action : les défis de l'accès à la justice en Inde ». In Etienne Le Roy (Ed.), Paris: Karthala: 75-91.
- Baviskar, Amita (1999). « Vanishing Forests, Sacred Trees: A Hindu Perspective on Eco-Consciousness », *Asian Geographer*, 18(1-2): 21-31.
- Baviskar, Amita (Ed.) (2007). *Waterscapes: The Cultural Politics of a Natural Resource*. Delhi: Permanent Black.
- Baviskar, Amita (Ed.) (2008). *Contested Grounds: Essays on Nature, Culture, and Power*. Delhi: Oxford University Press.
- Berkes, Fikret (1999). *Sacred Ecology: Traditional Ecological Knowledge*. Philadelphia: Taylor & Francis.
- Bernard, Russell H. (1994). *Research Methods in Anthropology: Qualitative and Quantitative Approaches*. London: Sage Publications.
- Berremen, Gerald D. (1993). « Sanskritization as Female Oppression ». In Barbara Miller (Ed.), *Sex and Gender Hierarchies*, Cambridge: Cambridge University Press: 366-392.
- Bharara, L.P. (1999). *Man in the Desert: Drought, Desertification, and Indigenous Knowledge for Sustainable Development*, Jodhpur: Scientific Publishers.
- Biersack, Aletta et James B. Greenberg (Eds.) (2006). *Reimaging Political Ecology*, Durham: Duke University Press.
- Blaikie, Piers and Harold Brookfield (1987). *Land Degradation and Society*, London: Routledge Kegan & Paul.
- Boas, Franz (1911). *The Mind of the Primitive Man*. New York: The Macmillan Company.
- Bokil, Milind (2000), « Drought in Rajasthan, in Search of a Perspective », *Economic and Political Weekly*, 35(48): 4171-4175.
- Boland-Crewe, Tara and David Lea (2002). *The Territories and States of India*, London: Europa Publications Limited.
- Boserup, Ester (1970). *Women's Role in Economic Development*, London: Alan & Unwin.
- Bouglé, Célestin (2009 [1908]). *Essais sur le régime des castes*, Whitefish: Kessinger Publishing.

- Bourdieu, Pierre (2000 [1972]). *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris: Seuil
- Bourdieu, Pierre (1994). *Le sens pratique*, Paris: Seuil
- Bourdieu, Pierre (1984), « Espace social et genèse des classes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52-53: 3-12.
- Bourdieu, Pierre (1980). *Raisons pratiques*, Paris: Seuil
- Braidotti, Rosie, Ewa Charkiewicz, Sabine Häusler, and Saskia Wierin (1994). *Women, the Environment and Sustainable Development: Towards a Theoretical Synthesis*. London: Zed Books.
- Brara, Rita (1987). *Shifting Sands: A Study of Rights in Common Pastures*, Jaipur: Institute of Development Studies.
- Bromley, Daniel W. (1992). « The Commons: Common Property, and Environmental Policy », *Environmental and Resource Economics*, 2(1): 1-17.
- Bryant, Richard L. (1991). « Putting Politics First: The Political Ecology of Sustainable Development », *Global Ecology and Biogeography Letters*, 1(6): 164-166.
- Bryant, Richard L., and Sinead Bailey (1997). *Third World Political Ecology*. London: Routledge.
- Chayanov, Alexandre V. (1990[1924]). *L'organisation de l'économie paysanne*, Paris: Librairie du Regard.
- Clifford, James, and George E. Marcus (Eds.) (1986). *Writing culture: The poetics and politics of ethnography*. Berkeley: University of California Press.
- Cooke, Bill and Uma Kothari (2001). *Participation: The New Tyranny?*, London: Zed Books.
- Das, Veena (2007). *Life and Words: Violence and Descent into the Ordinary*. Berkeley: University of California Press
- De Neve, Geert (2006). Hidden Reflexivity : Assistants, Informants and the Creation of Anthropological Knowledge. In *Critical Journeys : The Making of Anthropologists*. Geert De Neve and Maya Unnithan-Kumar (Eds.), Burlington : Ashgate, pp. 67-89
- Desai, Sonalde and Banerji Manjistha (2008). « Negotiated Identities: Male Migration and Left-Behind Wives in India », *Journal of Population Research*, 25(3): 337-355.
- Dewalt, Kathleen M. and Billie R. Dewalt (2002). *Participant Observation: a Guide for Fieldworkers*. Walnut Creek: AltaMira Press.
- Drèze, Jean (2009). « Employment guarantee or slave Labour? », *The Hindu*, document électronique : <http://www.thehindu.com/2009/09/19/stories/2009091954430800.htm>, consulté le 12 août 2010.



Drèze, Jean (2007). « NREGA: Dismantling the Contractor Raj », *The Hindu*, document électronique : <http://www.thehindu.com/2007/11/20/stories/2007112056181000.htm>, consulté le 12 août 2010.

Drèze, Jean and Reetika Khera (2009). « The battle for employment guarantee », *The Hindu*, document électronique: <http://www.flonnet.com/fl2601/stories/20090116260100400.htm>, consulté le 12 août 2010.

Drèze, Jean, Reetika Khera and Siddhartha (2008). « Corruption in NREGA: Myths and Reality », *The Hindu*, document électronique: <http://www.thehindu.com/2008/01/22/stories/2008012254901000.htm>, consulté le 12 août 2010.

Drèze, Jean and Siddhartha Lal (2007). « Employment Guarantee: Unfinished Agenda », *The Hindu*, document électronique: <http://www.thehindu.com/2007/07/13/stories/2007071353781100.htm>, consulté le 12 août 2010.

Drèze, Jean and Bela Bathia (2006). « Employment Guarantee in Jharkhand :Ground Realities », *Economic and Political Weekly*, 41(22) :3191-3202.

Dube, Leela. (2001). *Anthropological Exploration in Gender*. New Delhi: Sage Publications.

Dube, Leela. (1998). « Trends in Kinship and Gender Relations in South Asia ». In Carla Risseuw and Kamala Ganesh (Eds.), *Negotiation and Social Space: A Gendered Analysis of Changing Kin and Security Networks in South Asia and Sub-Saharan Africa*, London: Alta Mira Press: 87-112.

Dube, Leela. (1997). *Women and Kinship: Perspectives on Gender in South and South-East Asia*, Tokyo: United Nations University Press.

Dumont, Louis (1953). « The Dravidian Kinship Terminology as an Expression of Marriage », *Man*, 53:34-39.

Dumont, Louis (1970) *Homo Hierarchicus: The Caste System and Its Implications*, Chicago: University of Chicago Press.

Dyson, Tim and Mick Moore (1983). « On Kinship Structure, Female Autonomy and Demographic Behavior in India », *Population and Development Review*, 9(1): 35-60.

Dwivedi, O.P. (1996). « Satyagraha for Conservation: Awakening the Spirit of Hinduism ». In Roger S. Gottlieb (Ed.), *This Sacred Earth: Religion, Nature and Environment*, New York: Routledge: 151-163.

Escobar Arturo (1999). « After Nature : Steps to an Antiessentialist Political Ecology », *Current Anthropology*, 40(1):1-30.

Escobar, Arturo (1996). « Construction Nature: Elements for a post-Structuralist Political Ecology » in *Futures*, 28(4): 325-343.

Escobar, Arturo (1995) *Encountering Development. The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton: Princeton University Press.

- Evans-Pritchard, E. E. (1951). *Kinship and Marriage Among the Nuer*, London: Oxford University Press.
- Evans-Pritchard, E. E. (1937). *Witchcraft, Oracles, and Magic among the Azande*, Oxford : Clarendon Press: 63-83.
- Feit, Harvey A. (2007). « Myths of the Ecological Withemen: Histories, Science, and Rights in North American - Native American Relation ». In Michael E. Harkin and David Rich Lewis (Eds.), *Native Americans and the Environment: Perspectives on the Ecological Indian*, Lincoln: University of Nebraska Press: 52-92.
- Ferguson, James (1990). *The Anti-Politics Machine: "Development," Depoliticization, And Bureaucratic Power In Lesotho*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Forsyth, Tim (2003). *Critical Political Ecology*, New York: Routledge.
- Fortes, Meyer (1953). « The Structure of Unilineal Descent Groups », *American Anthropologist* 55(1): 17-41.
- Foster, John Bellamy (2001). « Marx's Theory of Metabolic Rift: Classical Foundations for Environmental Sociology ». In R. Scott Frey (Ed.), *The Environment and Society Reader*, Boston: Allyn And Bacon: 63-95.
- Gadgil, Madhav (1989). « The Indian Heritage of a Conservation Ethic » in Bridget Allchin, Raymond E. Allchin and B.K. Thapar (Eds.), *Conservation of the Indian Heritage*, New Delhi: Cosmo Publications: 13-22.
- Gadgil, Madhav and Guha Ramachandra (1993). *This Fissured Land: An Ecological History of India*, Delhi: Oxford University Press.
- Gadgil, Madhav and K.C. Malhotra (1998). « The Ecological Significance of Caste ». In Ramachandra Guha (Ed.), *Social Ecology*, New Delhi: Oxford University Press: 27-41.
- Ganguly KK, H.K. Sharma, K.A.V.R. Krishnamachari (1995). « An Ethnographic Account of Opium Consumers of Rajasthan (India): Socio-Medical Perspective », *Addiction* 90(1): 9-12.
- George, Annie (2006). « Indian Community Reinventing Honorable Masculinity : Discourses from a Working-Class », *Men and Masculinities*, 9(1): 35-52.
- Giddens, Anthony (1990). *The Consequences of Modernity*, Stanford: Stanford University Press
- Gluckman, Max (1950). « Kinship and Marriage Among the Lozi of Northern Rhodesia and the Zulu of Natal ». In Alfred Reginald Radcliffe-Brown and Cyril Daryll Forde (Eds.), *African Systems of Kinship and Marriage*, London: Oxford University Press: 166-206.
- Gold, Ann Grodzins and Bhoju Ram Gujar (2002). *In the Time of Trees and Sorrows: Nature, Power, and Memory in Rajasthan*, Durham: Duke University Press.
- Gold, Ann Grodzins and Gloria Goodwin Raheja (1994). *Listen to the Heron's Word. Reimagining Gender and Kinship in North India*, Berkeley: University of California Press.

Goldman, Michael (2005). *Imperial Nature: The World Bank and Struggles for Social Justice in the Age of Globalization*, New Haven: Yale University Press.

Goldman, Michael (1991). « Cultivation Hot Peppers and Water Crisis in India's Desert Toward a Theory of Understanding Ecological Crisis », *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, 23(4):19-29.

Government of India, Planning Commission (2010). « First Five-year plan », document électronique: <http://planningcommission.gov.in/plans/planrel/fiveyr/welcome.html>, consulté le 23 avril 2010.

Government of India (2009a). *Statistical Abstract, Rajasthan*, Jaipur: Directorate of Economics & Statistics, Rajasthan.

Gouvernement of India (2009b). « NREGA Outcomes (Physical: Employment) for the Financial Year 2008-2009 », Ministry of Rural Development Department of Rural Development, document électronique : [http://164.100.12.7/Netnrega/mpr\\_ht/nregampr\\_dmu.aspx?state\\_code=27&flag=21&page1=D&month=Latest&fin\\_year=2008-2009](http://164.100.12.7/Netnrega/mpr_ht/nregampr_dmu.aspx?state_code=27&flag=21&page1=D&month=Latest&fin_year=2008-2009), consulté le 14 août 2010.

Government of India (2008). *The National Rural Employment Guarantee Act 2005 (NREGA), Operational Guidelines 2008*, 3<sup>rd</sup> edition, New Delhi: Ministry Of Rural Development, Department of Rural Development Government Of India.

Government of India (2006a). *Towards Faster and More Inclusive Growth: An approach to the 11th five-year plan*, New Delhi: Planning Commission, Government of India.

Government of India (2006b). *Rajasthan Development Report*, New Delhi: Planning Commission, Government of India.

Government of India (2006c). *Agricultural Census Database, Ministry of Agriculture, Agricultural Census Division*, document électronique: <http://agcensus.nic.in/cendata/nationalsizedisplay.aspx>, consulté le 15 juillet 2010.

Government of India (2006d). *Third National Report on Implementation of United Nations Convention to Combat Desertification*, New Delhi: Ministry of Environment and Forests.

Government of India (2006e). *50 Years: Agricultural Statistics of Rajasthan, 1956-57 to 2005-06*, Jaipur: Directorate of Economics & Statistics.

Government of India (2005a). *State-Wise Percentage of Population Below Poverty Line by Social Groups, 2004-05*, New Delhi: Ministry of Social Justice and Empowerment, document électronique: <http://socialjustice.nic.in/socialg0405.php>, consulté le 16 juillet 2010.

Government of India (2005b). *Percentage of Population below Poverty Line of Social Groups by States -2004-05*, New Delhi: Ministry of Social Justice and Empowerment, document électronique: <http://socialjustice.nic.in/pdf/stat3.pdf>, consulté le 16 juillet 2010.

- Government of India, Census of India (2002). « Census of India », document électronique: <http://web.archive.org/web/20040616075334/http://www.censusindia.net/results/town.php?stad=A&state5=999>, consulté le 23 avril 2010.
- Government of India (2001). *India Nation Action Programme to Combat Desertification in the Context of United Nations Convention to Combat Desertification, Vol. 1: Status of Desertification*, New Delhi: Ministry of Environment and Forest, Government of India.
- Government of Rajasthan and Institute of Development Studies (2008). *Barmer District, Human Development Report*, 2009, Jaipur: Institute of Development Studies.
- Guha, Ramachandra (1989). *The Unquiet Woods: Ecological Change and Peasant Resistance in the Himalaya*, New Delhi: Oxford University Press.
- Guha, Ramachandra, and Juan Martinez-Alier (Eds.) (1997). *Varieties of Environmentalism: Essays North and South*, London: Earthscan.
- Gujit, Irene and Meera Kaul Shah (1998). « Waking Up to Power, Conflict and Process ». In Irene Gujit and Meera Kaul Shah (Eds.), *The Myth of Community: Gender Issues in Participatory Development*, London: Intermediate Technology Publications: 1-23.
- Gupta, Akhil (1995). « Blurred Boundaries: The Discourse of Corruption, the Culture of Politics, and the Imagined State », *American Ethnologist*, 22(2): 375-402.
- Gupta, Akhil (1998). *Postcolonial Developments: Agriculture in the Making of Modern India*, Durham: Duke University Press.
- Gupta, Akhil and James Ferguson (1997). « 'The Field' as Site, Method, and Location in Anthropology ». In *Anthropological Locations: Boundaries and Grounds of a Field Science* Akhil Gupta and James Ferguson (Eds.), Berkeley : University of California Press: 1-46.
- Gururani, Shubhra (2002). « Forests of Pleasure and Pain: Gendered Practices of Labor and Livelihood in the Forests of the Kumaon Himalayas, India », *Gender, Place and Culture* 9(3): 229-243.
- Gustafsson, Örjan, Martin Kruså, Zdenek Zencak, Rebecca J. Sheesley, Lennart Granat, Erik Engström, P. S. Praveen, P. S. P. Rao, Caroline Leck, Henning Rodhe (2009), « Brown Clouds over South Asia: Biomass or Fossil Fuel Combustion? », *Science* 323(5913): 495-498.
- Hardin, Garrett (1968). « The Tragedy of the Commons », *Science*, 162(859):1243-1248.
- Haraway, Donna (1991). *Simians, Cyborgs and Women: The Reinvention of Nature*, New York; Routledge.
- Hastings, James and John A. Selbie (2003). *Encyclopedia of Religion and Ethics Part 20*, Whitefish: Kessinger Publishing.
- Heidegger, Martin (1996 [1927]). *Being and Time*, Albany: State University of New York Press.
- Herbert, Steve (2000). « For Ethnography », *Progress in Human Geography* 24(4): 550-568.

- Hildyard, Nicholas, Pandurang Hedge, Paul Wolvekamp and Somasekhare Reddy (2001). « Pluralism, Participation and Power: Joint Forest management in India ». In Bill Cooke and Uma Kothari (Eds.) *Participation : The New Tyranny?*, London: Zed Books: 56-71.
- Inden, Ronald B. (1990). *Imagining India*. Cambridge: Blackwell.
- Ingold, Tim (1996). « Hunting and Gathering as Way of Perceiving the Environment ». In Roy F. Ellen and Katsuyoshi Fukui (Eds.), *Redefining Nature: Ecology, Culture and Domestication*, Oxford: Berg: 117-155.
- International Institute for Population Sciences (IIPS) and Macro International (2007). *National Family Health Survey (NFHS-3), 2005-06: India: Volume I*, Mumbai: IIPS.
- Jaffrelot, Christophe (2010). *Politique intérieure et extérieure de l'Inde*. Conférence présentée lors de la 3<sup>ème</sup> édition de l'École d'été sur l'Inde du Centre d'Études et de Recherches Internationales de l'Université de Montréal, Montréal, 10 juillet.
- Jaffrelot, Christophe (2006). « L'Inde, démocratie dynastique ou démocratie lignagère? », *Critique internationale*, 33:135-152.
- Jaffrelot, Christophe (2005). *Dr Ambedkar and Untouchability: Analysing and Fighting Caste*, London: C. Hurst & Co. Publishers.
- Joshi, Deepa and Ben Fawcett (2005). « The Role of Water in an Unequal Social Order in India », In Anne Coles and Tina Wallace (Eds.), *Gender, Water and Development*, Oxford: Berg: 39-56.
- Jeffery, Patricia and Roger Jeffery (1994). « Killing My Heart's Desire: Education and Female Autonomy in Rural North India ». In N. Kumar (Ed.), *Women as Subjects: South Asian Histories*, Charlottesville and London: University of Virginia Press: 124-172.
- Jewitt, Sanjay and S. Kumar (2000). « A Political Ecology of Forest Management ». In Philip A. Stott and Sean Sullivan (Eds.), *Political Ecology: Science, Myth and Power*, New York: Arnold: 91-113.
- Jodha, Narpat S. (1985). « Population Growth and the Decline of Common Property Resources in Rajasthan, India », *Population and Development Review*, 11 (2): 247-264
- Jodha, Narpat S. (1987). « A Case Study of the Degradation of Common Property Resources in Rajasthan ». In Piers Blaikie and Harold Brookfield (Eds.), *Land Degradation and Society*, London: Methuen: 196-207.
- Jodha, Narpat S. (1997[1995]). « Trends in Tree Management in Arid Land Use in Western Rajasthan ». In J. E. M. Arnold and Peter A. Dewees (Eds.), *Farms, Trees and Farmers: Responses to Agricultural Intensification*, London : Earthscan Publications: 43-64.
- Kabeer, Naila (1999). « Resources, Agency, Achievements: Reflections on the Measurement of Women's Empowerment », *Development and Change* 30:(3): 435-464.
- Kabeer, Naila (2000). *The Power to Choose*, Verso: London.

- Kabeer, Naila (2008). « Paid Work, Women's Empowerment and Gender Justice: Critical Pathways of Social Change », Working Paper 3, Brighton: Pathways.
- Khera, Reetika (2009). « 'Group Measurement' of NREGA work: The Jalore Experiment », Working Paper 180, Delhi School of Economic: Centre for Development Economics.
- Khera, Reetika (2006a). « Employment Guarantee and Migration », *The Hindu*, document électronique <http://www.thehindu.com/2006/07/13/stories/2006071303360900.htm>, consulté le 12 août 2010.
- Khera, Reetika (2006b). « Political Economy of State Response to Drought in Rajasthan, 2000-03 », *Economic and Political Weekly*, 41(50): 5163-5172.
- Khera, Reetika (2004). Drought Proofing in Rajasthan: Imperatives, Experience and Prospects, Discussion Paper Series - 5, New Delhi: UNDP.
- Reetika Khera and Nandini Nayak (2009). « Women Workers and Perceptions of the National Rural Employment Guarantee Act », *Economic and Political Weekly*, 44(43): 49-57.
- Kottak Conrad P. (1999). « The New Ecological Anthropology », *American Anthropologist*, 101(1): 23-35.
- Latour, Bruno (2004). *Politics of Nature: How to Bring the Sciences into Democracy*, Cambridge: Harvard University Press.
- Latour, Bruno (1987). *Science In Action: How to Follow Scientists and Engineers Through Society*. Cambridge: Harvard University Press.
- Latour, Bruno (1993). *We Have Never Been Modern*, Cambridge: Harvard University Press.
- Lévi-Strauss, Claude (1973). « Structuralism and Ecology », *Social Science Information*, 12(1): 7-23.
- Lévi-Strauss, Claude (1969 [1949]). *The Elementary Structures of Kinship*, Boston: Beacon Press.
- Lévi-Strauss, Claude (1966[1962]). *The Savage Mind*. London: Weidenfeld and Nicolson.
- Li, Tania Murray (2007). *The Will to Improve: Governmentality, Development, and the Practice of Politics*, Durham: Duke University Press.
- Li, Tania Murray (1996). « Images of Community : Discourse and Strategy in Property Relations », *Development and Change*, 27: 501-527.
- Little, Paul Elliott (2007). « Political Ecology As Ethnography: A Theoretical And Methodological Guide ». *Horiz. antropol. Porto Alegre*, vol.3 no.se.
- Maikhuri, R.K., S. Nautiyal, K.S. Rao ,and K.G. Saxena (2001). « Conservation Policy-People Conflicts: A Case Study from Nanda Devi Biosphere Reserve (A World Heritage Site) », *India. Forest Policy and Economics*, 2: 355-365.

- Malinowski, Bronislaw (1948). *Magic, Science and Religion and Other Essays*, Boston: Beacon Press.
- Marcus, George and Michael Fisher (1986). « Two Contemporary Techniques of Cultural Critique » in *Anthropology as Cultural Critique*. Chicago: The University of Chicago Press
- Marx, Karl (1976[1867]). *Capital*, vol. 1, New York: Vintage.
- Moore, Erin P. (1985). *Conflict and Compromise: Justice in an Indian Village*, Lanham, University Press of America.
- Moran, Emilio F. (1982). *Human Adaptability: An Introduction to Ecological Anthropology*, Boulder: Westview Press.
- Morgan, Lewis Henry (1959). *The Indian Journals, 1859-62*, Ann Arbor: The University of Michigan Press.
- Mosse, David (1997a). « The Ideology and Politics of Community Participation: Tank Irrigation Development in Colonial and Contemporary Tamil Nadu ». In Ralph D. Grillo and Roderick L. Stirrat (Eds.), *Discourses of Development: Anthropological Perspectives*. Oxford: Berg: 255-291.
- Mosse, David (1997b). « The Symbolic Making of a Common Property Resource: History, Ecology and Locality in a Tank-irrigated Landscape », *South India Development and Change*, 28: 467-504.
- Mosse, David (1999). « Colonial and Contemporary Ideologies of ‘Community Management’: The Case of Tank Irrigation Development in South India », *Modern Asian Studies* 33(2):303-338.
- Mukherjee, Subrata and Saswata Ghosh (2009). « What Determines the Success and Failure of ‘100 Days Work’ at the Panchayar Level? A Study of Birbhum District in West Bengal », Occasional Paper 16, Institute of Development Studies Kolkata.
- Nadasdy, Paul (2007). « The Gift of the Animal: The Ontology of Hunting and Human-Animal Sociality », *American Ethnologist*, 34(1): 25-43.
- Narain, Pratap, K.D. Sharma, A.S. Rao, D.V. Singh, B. K. Mathur and Usha Rani Ahuja (2000a). *Strategy to Combat Drought and Famine in The Indian Arid Zone*, Jodhpur: Central Arid Zone Research Institute.
- Narain, Pratap, Amal Kar, Balak Ram, D.C. Joshi and R.S. Singh (2000b). *Wind Erosion in Western Rajasthan*, Jodhpur: Central Arid Zone Research Institute.
- Narayana, L. (1995). « Tank Management : Change and Continuity, Rejuvenation and Extension of Traditional Systems ». In N.V. Pundarikanthan and K. Jayasekhar (Eds.), *Proceedings of the National Workshop on Traditional Management for Tanks and Ponds (Madras, 14-15 September)*, Madras: Centre for Water Resources and Ocean Management, Anna University.
- Ninan, K.N. and H. Chandrashekar (1993). « Green Revolution, Dryland Agriculture and Sustainability: Insights from India », *Economic and Political Weekly*, 28(12/13): A2-A7.

- Nygren Anja and Sandy Rikoon (2008). « Political Ecology Revisited: Integration of Politics and Ecology Does Matter », *Society and Natural Resources*, 21(9): 767-782.
- Pande, Ram (1980). *An Appraisal of Land Reforms in Rajasthan*, Shodak: Jaipur.
- Paulson, Susan, Lisa L. Gezon, and Michael Watts (2003). « Locating the Political in Political Ecology: An Introduction », *Human Organization*, 62(2): 205-17.
- Palriwala, Rajni. (1991). « Transitory Residence and Invisible Work: Case Study of a Rajasthan Village ». *Economic and Political Weekly*, Vol. 26, No. 48. 2763-2772.
- Peet, Richard and Michael Watts (1996). « Liberating Political Ecology ». In Richard Peet and Michael Watts (Eds.), *Liberation Ecologies. Environment, Development, Social Movements*, London: Routledge: 3-47.
- Poshyachinda V. (1995). « Commentaries-Comments on Ganguly et al's Paper 'An Ethnographic Account of Opium Consumers of Rajasthan (India): Socio-Medical Perspective' ». *Addiction*, 90(2): 13-21.
- Pouchepadass, Jacques (2006). « Le monde rural ». In Christophe Jaffrelot (Ed.), *L'Inde Contemporaine : de 1950 à nos jours*, Paris: Fayard: 421-458.
- Povinelli, Elizabeth (1995). « Do Rock Listen? The Cultural Politics of Apprehending Australian Aboriginal Labor », *American Anthropologist*, 97(3): 505-518.
- Radcliffe-Brown, Alfred Reginald. (1952). *Structure and Function in Primitive Society*. London: Cohen & West.
- Ram, Balak and A.K. Sen (1992). « Prospect of Irrigated Farming in Rajasthan Desert ». In Noor Mohammad (Ed.), *New Dimensions in Agricultural Geography: Socio-economic dimensions of Agriculture*, Delhi: Concept Publishing Company: 299-319.
- Ramanathan, V., M. Agrawal, H. Akimoto, M. Aufhammer, S. Devotta, L. Emberson, S.I. Hasnain, M. Iyngararasan, A. Jayaraman, M. Lawrance, T. Nakajima, T. Oki, H. Rodhe, M. Ruchirawat, S.K. Tan, J. Vincent, J.Y. Wang, D. Yang, Y.H. Zhang, H. Autrup, L. Barregard, P. Bonasoni, M. Brauer, B. Brunekreef, G. Carmichael, C.E. Chung, J. Dahe, Y. Feng, S. Fuzzi, T. Gordon, A.K. Gosain, N. Htun, J. Kim, S. Mourato, L. Naeher, P. Navasumrit, B. Ostro, T. Panwar, M.R. Rahman, M.V. Ramana, M. Rupakheti, D. Settachan, A. K. Singh, G. St. Helen, P. V. Tan, P.H. Viet, J. Yinlong, S.C. Yoon, W.-C. Chang, X. Wang, J. Zelikoff and A. Zhu (2008). *Atmospheric Brown Clouds: Regional Assessment Report with Focus on Asia*, Nairobi: United Nations Environment Programme.
- Randeria, Shalini (2007a). « The State of Globalization: Legal Plurality, Overlapping Sovereignties and Ambiguous Alliances between Civil Society and the Cunning State in India », *Theory, Culture & Society*, 24(1): 1-33.
- Randeria, Shalini (2007b) « Global Designs and Local Lifeworlds: Colonial Legacies of Conservation, Disenfranchisement and Environmental Governance in Postcolonial India », *Interventions*, 9(1): 12-30.



- Rappaport, Roy A. (1984). *Pigs for the Ancestors: Rituals in the Ecology of a New Guinea People*, New Haven: Yale University Press.
- Rathore, M. S. (2004). « State Level Analysis Of Drought Policies and Impacts in Rajasthan, India », Working Paper 93, Drought Series Paper No. 6, Colombo: International Water Management Institute.
- Rawat, Mamta, Jakher, G.R., Dookia, Sumit (2008). « Natural Disaster and Ecological Dilemma: Flood Affected Areas of Barmer, Thar Desert, Rajasthan », *Current Science*, 94(4): 450-451.
- Ray, R., S. Kattimani, and H.K. Sharma (2008) *Opium Abuse and Its Management: Global Scenario*, Geneva: World Health Organization, Department of Mental Health and Substance Abuse.
- Redclift, Michael (1984). *Development and the Environmental Crisis: Red or Green Alternatives?*, London: Methuen.
- Redclift, Michael (1987). *Sustainable Development : Exploring the Contradictions*, London : Methun.
- Richards, John E., Edward S. Haynes, and James R. Hagen (1985). « Changes in The Land And Human Productivity in Northern India, 1870-1970 », *Agricultural History*, 59(4): 52-548.
- Robbins, Paul (2004). *Political Ecology: A Critical Introduction*. Malden: Blackwell Publishing.
- Robbins, Paul (2000) « The Practical Politics of Knowing: State Environmental Knowledge and Local Political Economy », *Economic Geography* 76(2): 126-144.
- Robbins, Paul (2001). « Pastoralism and Community in Rajasthan: Interrogating Categories of Arid Lands Developments ». In Arun Agrawal and K. Sivaramakrishnan (Eds.), *Agrarian Environments: Resources, Representations, and Rules in India*, Durham: Duke University Press: 191-215.
- Robbins, Paul (1998). « Authority and Environment: Institutional Landscapes in Rajasthan, India », *Annals of the Association of American Geographers*, 88(3): 410-435.
- Rocheleau, Dianne, Barbara Thomas-Slayter, and Esther Wangari (Eds.) (1996). *Feminist Political Ecology*, London: Routledge.
- Sachs, Wolfgang (Ed.) (1992). *The Development Dictionary : a Guide to Knowledge as Power*, London: Zed Books.
- Sahlins, Marshall (1972). *Stone Age Economics*, Chicago: Aldine.
- Sainath, Palagummi (1998). *Everybody Loves a Good Drought: Stories from India's Poorest Districts*, New Delhi: Penguin Books India.
- Scott, Colin (1996). « Science for the West, Myth for the Rest? The Case of James Bay Cree Knowledge Construction ». In Laura Nader (Ed.), *Naked Science : Anthropological Inquiry into Boudaries, Power, and Knowledge*. London: Routledge: 69-86.

- Scott, James C. (1998). *Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, New Haven: Yale University Press
- Scott, James C. (1990). *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*, New Haven: Yale University Press.
- Sen, Amartya (1989). « Cooperation, Inequality, and the Family », *Population and Development Review*, 15: 61-76.
- Sen, Amartya (1995). « Gender, Inequality and Theory of Justice ». In Martha Nussbaum and Jonathan Glover (Eds.), *Women, Culture, and Development: a Study of Human Capabilities* », Clarendon Press: Oxford: 259-273.
- Sen, Amartya and Jean Drèze (2002). *India: Development and Participation*, Delhi. Oxford University Press.
- Sen, Amartya and Jean Drèze (1989). *Hunger and Public Action*, Oxford University Press.
- Sengupta, Rana (2005). *Report on ASM in Rajasthan*, Jodhpur: Mine Labour Protection Campaign.
- Shanmugaratnam, N. (1996). « Nationalisation, Privatisation and the Dilemmas of Common Property Management in Western Rajasthan », *The Journal of Development Studies*, 33(2): 163-187.
- Sharma, Arun K. (2003). « Arid Zone Agroforestry: Dimensions and Directions for Sustainable Livelihood », Central Arid Zone Research Institute. Paper Presented at the international workshop: Forest Science and Forest Policy in the Asia-Pacific Region: Building Bridges to a Sustainable Future: Chennai (Madras), India July 16-19, 2002
- Sharma, C.L. (1993). *Ruling elites of Rajasthan: a changing profile*, Delhi: M. D. Publications
- Sharma, Mukul (2002). « Saffronising Green », Seminar 516, document électronique: <http://www.india-seminar.com/2002/516/516%20mukul%20sharma.htm>, consulté le 19 mai 2010.
- Sharma, Ursula. (1980) *Women, Work, and Property in North-West India*, New York: Tavistock.
- Shiva, Vandana (1989). *Staying Alive: Women, Ecology and Development*, London: Zed Books
- Sinha, Subir, Shubhra Gururani and Brian Greenberg (1997). « The 'New Traditionalist' Discourse of Indian Environmentalism », *Journal of Peasant Studies*, 24(3): 65-99.
- Sirohi, Smita and Axel Michealowa (2007). « Sufferer and Cause: Indian Livestock and Climate Change », *Climate Change*, 85(3-4): 285-298.
- Sivaramakrishnan, Kalyanakrishnan (2003). « Nationalisms and the Writing of Environmental Histories », Seminar 522, document électronique: [www.india-seminar.com/2003/522/522%20k.%20sivaramakrishnan.htm](http://www.india-seminar.com/2003/522/522%20k.%20sivaramakrishnan.htm), consulté le 19 mai 2010.
- Sjoblom, Disa and John Farrington (2008). « The Indian National Rural Employment Guarantee

Act: Will it Reduce poverty and Boost the economy? », *Project Briefing, Overseas Development Institute*, 7:1-3.

Smart RC. (1995). « Commentaries-Comments on Ganguly *et al*'s paper 'An Ethnographic Account of Opium Consumers of Rajasthan (India): Socio-Medical Perspective' », *Addiction* 90(2): 13-21.

Stern, Robert W. and K.L. Kamal (1974). « Class, Status and Party in Rajasthan », *Commonwealth and Comparative Politics*, 12(3): 276-296.

Srinivas, M. N. (1957). « Caste in Modern India », *The Journal of Asian Studies*, 16(4): 529-548.

Swallow, Brent and Daniel W. Bromley (1995). « Institutions, Governance and Incentives in Common Property Regimes for African Rangelands », *Environmental and Resource Economics*, 6(2): 99-118.

Taylor, David A. (2003). « The ABCs of Haze », *Environmental Health Perspectives*, 111(1): A21.

Tomalin, Emma (2004). « Bio-Divinity and Biodiversity: Perspectives on Religion and Environmental Conservation in India », *Numen*, 51(3): 265-295.

Tomalin, Emma (2002). « The Limits of Religious Environmentalism to India », *Worldviews: Environment, Culture, Religion*, 6(1): 12-30.

Tsing, Anna Lowenhaupt (2005). *Friction: An Ethnography of Global Connection*, Princeton: Princeton University Press.

Turnbull, Colin M. (1986). Sex and Gender : The Role of Subjectivity in Field Research. In *Self, Sex and Gender in Cross-Cultural Fieldwork*. Tony Larry Whitehead and Mary Ellen Conaway (Eds.), Champaign : University of Illinois Press, pp. 17-28.

Uberoi, Patricia. (1993). *Family, Kinship and Marriage in India*, Delhi. Oxford University Press.

Uberoi, Patricia and Rajni Palriwala (2005). « Marriage and Migration in Asia: Gender Issues », *Indian Journal of Gender Studies*, 12: 5-29.

UNICEF (2006). « Torrential rains in the desert continue to cause havoc in flood-affected Rajasthan », document électronique: [http://www.unicef.org/infobycountry/india\\_35586.html](http://www.unicef.org/infobycountry/india_35586.html), consulté le 15 juillet 2010.

United Nations Development Programme (2004). *Women and the Environment*, Nairobi: UNEP.

Unnithan, Maya and Srivastava Kavita (1997). « Gender, Politics, Development and Women's agency in Rajasthan ». In Ralph D. Grillo and Roderick L. Stirrat (Eds.) *Discourses of Development: Anthropological Perspectives*, Oxford: Berg: 157-181.

Unnithan-Kumar, Maya and Geert De Neve (2006). « Introduction : Producing Fields, Selves and Anthropology ». In *Critical Journeys : The Making of Anthropologists*. Geert De Neve and Maya Unnithan-Kumar (Eds.), Burlington : Ashgate, pp. 1-16

Upadhyaya, Veena (2004). « Traditional knowledge and modern technology for sustainable

development of dryland ecosystems: the Indian experience ». In UNESCO (Ed.), *Proceedings of international Workshop on Combating Desertification: Traditional Knowledge and Modern Technology Technology for a Sustainable Management of Dryland Ecosystem (Elista, Republic of Kalmykia, Russian Federation, 23-27 June)*, Paris: UNESCO, Division of Ecological and Earth Sciences.

Van Den Berg (2008). « Global Status of DDT and its Alternatives for Use in Vector Control to Prevent Disease », Secretariat of the Stockholm Convention, United Nations Environment Program.

Vanaik Anish and Siddhartha (2008). « Bank Payments: End of Corruption in NREGA? », *Economic and Political Weekly*, 43(17): 33-39.

Wadley, Susan S. (2008). « In Search of the Hindu 'Peasants' Subjectivity », *India Review*, 7(4): 320-348.

Whitehead, Tony Larry and Mary Ellen Conaway (1986). Introduction. In *Self, Sex and Gender in Cross-Cultural Fieldwork*. Tony Larry Whitehead and Mary Ellen Conaway (Eds.), Champaign : University of Illinois Press, pp. 1-9.

World Bank (2010). *Global Economic Prospects: Crisis, Finance, and Growth*, World Bank : Washington.

Wolf, Eric (1972). « Ownership and Political Ecology », *Anthropological Quarterly*, 45: 201-05.

Wollenberg, Eva K. (1994). « Selecting Methods of Time Allocation Research ». In Hilary Sims Feldstein and Janice Jiggins (Eds.), *Tools For The Field: Methodologies Handbook for Gender Analysis in Agriculture*, West Hartford: Kumarian Press: 172-178.

Wood, John R. (2007). *The Politics of Water Resource Development in India: The Narmada Dams Controversy*, Delhi: Sage Publications.

World Commission on Environment and Development [WCED] (1987). *Our common future: The World Commission on Environment and Development*, Oxford: Oxford University Press.

Ziegler, P. (1978). « Some Notes on Rajput Loyalties During the Mughal Period ». In J.F. Richards (Ed.), *Kingship and Authority in South Asia*, Madison: University of Wisconsin Press: 231-232.

## **ANNEXE 1: GUIDE POUR LES ENTREVUES**

### **A. Personal information**

- What is your name?
  - How old are you?
  - What is your religion/ caste?
  - What is your level of education?
  - How many children do you have?
  - How many members are living in your household?
  - Where were you born?
  - How many brothers and sisters do you have?
  - Married or not? When did you get married?
  - How old was your husband?
- 

### **B. Household unit and Finances**

- IF MAN: Are you living on a land that has been partitioned between you and your brothers? When the land was partitioned were the animals also separated among you and your brothers?
  - IF WOMAN: Are you living on a land that has been partitioned between your husband and his brothers?
  - How many *bighas* of land does your current household own?
  - How many animals (and what type) does your current household own?
  - When you were younger and living with your parents, how many *bighas* of land did they own?
  - When you were younger and living with your parents, how many animals did they own?
  - How does your household get money?
  - Were you able to make money with your crop this year?
  - In your household, who keeps control of the money?
  - In your household, who decides how the money is spent?
- 

### **C. Work**

- Do people in household work at the NREGA site? Who?
- What do you think of this work?

### **QUESTIONS FOR MEN:**

- Do you sometimes do paid work outside the household?
- IF YES: What type of work?
- IF YES: Do you stay outside the village? What is the duration of your stays outside?
- IF YES: Are you doing this work outside only when there is a severe drought or all the time?
- IF YES: What do think about this work?
- What is the busiest period of the year? Why?
- What jobs are you doing in the field?
- What are the jobs your wife is doing in the field?
- When you were young, do members of your household were migrating for work?

## **QUESTIONS FOR WOMAN**

- Does someone in your household have a paid work?
  - IF YES: What type of work?
  - IF YES: Does this person stays outside the village and then come back?
  - IF YES: When did this person started this job?
  - IF YES: When this person is away, do you have more responsibilities at home?
  - IF YES: When this person is away, who is taking the decision in the household?
  - IF YES: What do you think about this?
  - Comparing to your mother and grandmother, do you feel you are doing more work at home?
  - What is the busiest period of the year? Why?
  - When you were young, do members of your household were migrating for work?
- 

### **D. WOMEN: Time allocation: In your household, who is doing these tasks?**

- Grinding grains + How long does it take you everyday?
  - Collecting fodder/ wood + How long does it take you everyday?
  - Collecting water + How long does it take you everyday?
  - Milking livestock + How long does it take you everyday?
  - Cooking and preparing food + How long does it take you everyday?
  - What farming tasks do women perform?
  - What farming tasks do men perform?
  - Are there some jobs that you are doing today, but used to be done by men in previous time?
  - Has your work burden increase/ decrease in the last 10/ 20/ 30 years?
  - Would you say your workload has increased comparing to your female ancestors?
  - Who is the first in your household to start working in the morning?
  - Who is the last to finish working at the end of the day?
  - Who would you say works the hardest in your household?
- 

### **E. Changes and Land Degradation**

- Were you growing some crops in your field that you are not able to grow anymore?
- Do know if your parents/ grandparents were growing some crops in their field that you are not able to grow anymore?
- Are you using fertilizer only, cow dung only or a mix of both? Why and when have you started to use fertilizer?
- Were your parents and grandparents using fertilizer?
- Are you using hybrid seeds? Why and when have you started to use hybrid seeds?
- Were your parents and grandparents using hybrid seeds?
- We learned that it has not rained here during the last raining season. Do you know if nowadays it happens more often that the rains does not come (does it happens more than when your parents were young)?
- In which ways has the rain started to change within the last 10, 15 or 20 years (is it only raining less, or there are other differences)?
- According to you why has the rain changed?
- Is the quality of the land better or worst than before?
- IF WORST: According to you why has it changed?
- Have the trees and shrub changed since the last 10, 15 or 20 years?

- IF CHANGED: According to you why has the rain changed?
  - Would you say there is more or less animals than the last 10, 15 or 20 years
  - Why has it changed?
- 

#### **F. Food Security**

- Would you say the food is more or less nutritious than before (or it's the same)?
  - Why?
  - Would you say the milk is less nutritious than before (or it's the same)?
  - Why?
  - Would you say the water you are drinking is better or worst than before (or it's the same)?
  - Why?
  - From where does your household get food?
  - This year, has your land produced enough food or you have to buy on the market the food you are normally growing in your field?
  - How often do you purchase food other than what you are growing in your field?
  - What are the common foods consumed in your household in a week?
  - How many meal does the members of your family eat in a day?
  - When you finish your plate, do you have second serving?
  - Are people sicker than before? What type of disease? Why?
- 

#### **F. Traditional Ecological Knowledge and Livelihood Strategies**

- Do you have ways to predict drought (how do you know if a drought is coming)?
  - IF YES: Who taught you how to do this?
  - IF YES: Would you say your ancestors were better at predicting drought?
  - IF YES: According to you, why were your ancestors better at predicting drought?
  - IF YES: If you have ways to predict droughts, what measure are you taking in order to cope better with the situation?
  - IF NO: Were your ancestor able to do so?
  - IF NO: Why were they able and you are not?
- 

#### **G. Livelihood Strategies**

- When there is a severe drought, what is the most difficult thing you are experiencing?
  - When there is a severe drought, do you or other members of your household have to look for work outside?
  - Do you know of people who left permanently this region and settled in cities or other states because they could not maintain a sustainable livelihood anymore in this area?
- 

#### **H. Community**

- Do you know if there are conflicts related to natural resources between neighbors? Does it happen that people are fighting because other people's animals are eating on their land?
- Would you say the relations between the people in the community have changed within the last 10, 15, 20 years?
- IF YES: In which way? Why? And what do you think of this?
- Before the monsoon the catchment area of the *nadi* have to be cleaned. How is this job done and by whom? Are they paid for this work? Do both men and women are doing it (or is there a majority of women or a majority of men)?
- Do you or any member of your household participate in the water committee in the

- village?
- Why not? Would you like to participate in it?
- 

### **I. Children**

- Are your children going to school? All of them?
  - What do you think about the school in this village?
  - IF THEY HAVE SONS: At what age/grade your son will stop going to school? Why?
  - IF THEY HAVE DAUGHTERS: At what age/grade your son will stop going to school? Why?
- 

### **J. Introduction of the NGO in the Community**

- Do you know about *Water Agency*? If so what do you think about their work?
  - Do you participate in any of the activities undertaken by *Water Agency*?
  - IF YES: What do you think about this?
  - Are you part of the water committee?
  - Would you like to be a member?
- 

### **K. General and Aspirations**

- What is the happiest time for you?
  - What is the saddest time for you?
  - How do you see the future of your children in this village? Will they be able to make a sustainable livelihood on this land?
  - What would you wish for them?
  - What would you say is the biggest difference between your life and the one of your male/female ancestors? What has changed the most?
  - What do think about these changes?
  - What would make your life better?
- 

### **L. Questions for elders**

- Do you remember when the king was ruling this region?
- What is the biggest difference between that time and today?
- When the king was ruling, how was the water managed?
- When the king was ruling, how was the land was managed?
- Have some type of vegetation and animals disappear completely?
- Were the relations between the people in the community different at that time?



## ANNEXE 2: PROFIL DES RÉPONDANTS

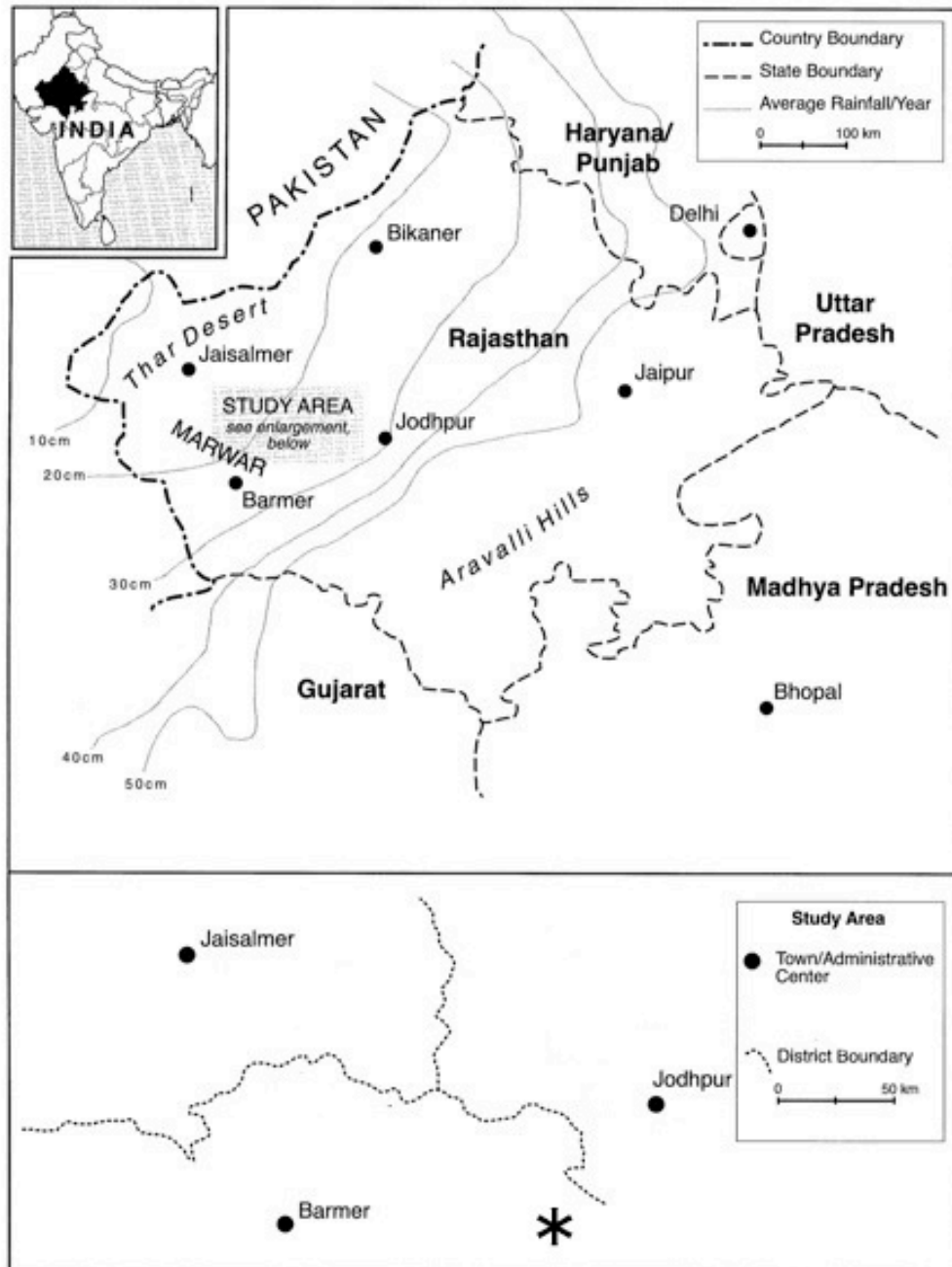
Répondants cités dans le texte :

Entrevue #	Nom	Caste	Sexe	Âge	Niveau d'éducation	Enfants	Famille nucléaire?	# d'hectares de terre	Migration?
1	Kamla	Bishnoi	Femme	32	Jamais allée à l'école	3	Oui	5.75	Non
2	Subhash	Bishnoi	Homme	55	-	3	Non	-	Non
3	Deva Ram	Jat	Homme	45	-	4	Non	5	Oui
4	Hanuman Ram	Jat	Homme	30	-	2	Non	7.5	Oui
5	Sona Ram	Bishnoi	Homme	42	-	3	Oui	2.5	Oui
6	Mukna Ram	Jat	Homme	70	-	-	Non	20	-
7	Sugni	Bishnoi	Femme	60	Jamais allée à l'école	-	Non	2.5	Oui
8	Buju Ram	Jat	Homme	35	-	3	Oui	1.25	Oui
9	Ganga Ram	Jat	Homme	50	-	3	Oui	2.5	Oui
10	Bhanu Ram	Bishnoi	Homme	30	Classe 10	1	Non	37.5	Oui
11	Rita Devi	Bishnoi	Femme	50	-	4		62.5	Non
12	Meti	Bhil	Femme	50	Jamais allée à l'école	4	Oui	2.5	Oui
13	Mona Devi	Jat	Femme	40	Jamais allée à l'école	2	Oui	4	Oui
14	Prela Ram	Jat	Homme	25	A étudié pour être professeur	2	Non	10	Oui
15	Sushil	Jat	Homme	45	Classe 8	3	Oui	10	Non
16	Mala Ram	Bhil	Homme	40	Classe 8	3	Oui	3.75	Oui
17	Bhajan Ram	Jat	Homme	50	-	4	Oui	3.25	Non
18	Ritu Devi	Jat	Femme	30	Jamais allée à l'école	4	Non	-	Oui
19	Boma Ram	Jat	Homme	35	Classe 8	3	Oui	2.5	Oui
20	Chayar Devi	Jat	Femme	30	Jamais allée à l'école	3	Oui	-	Non
21	Chena Ram	Jat	Homme	45	Classe 4	6	Oui	10	Non
22	Govind Singh	Rajput	Homme	60	Professionnel de l'armée	3		150	Non
23	Ami Devi	Jat	Femme	30	-	3	Non	-	Non

**Autres répondants (non-cités) :**

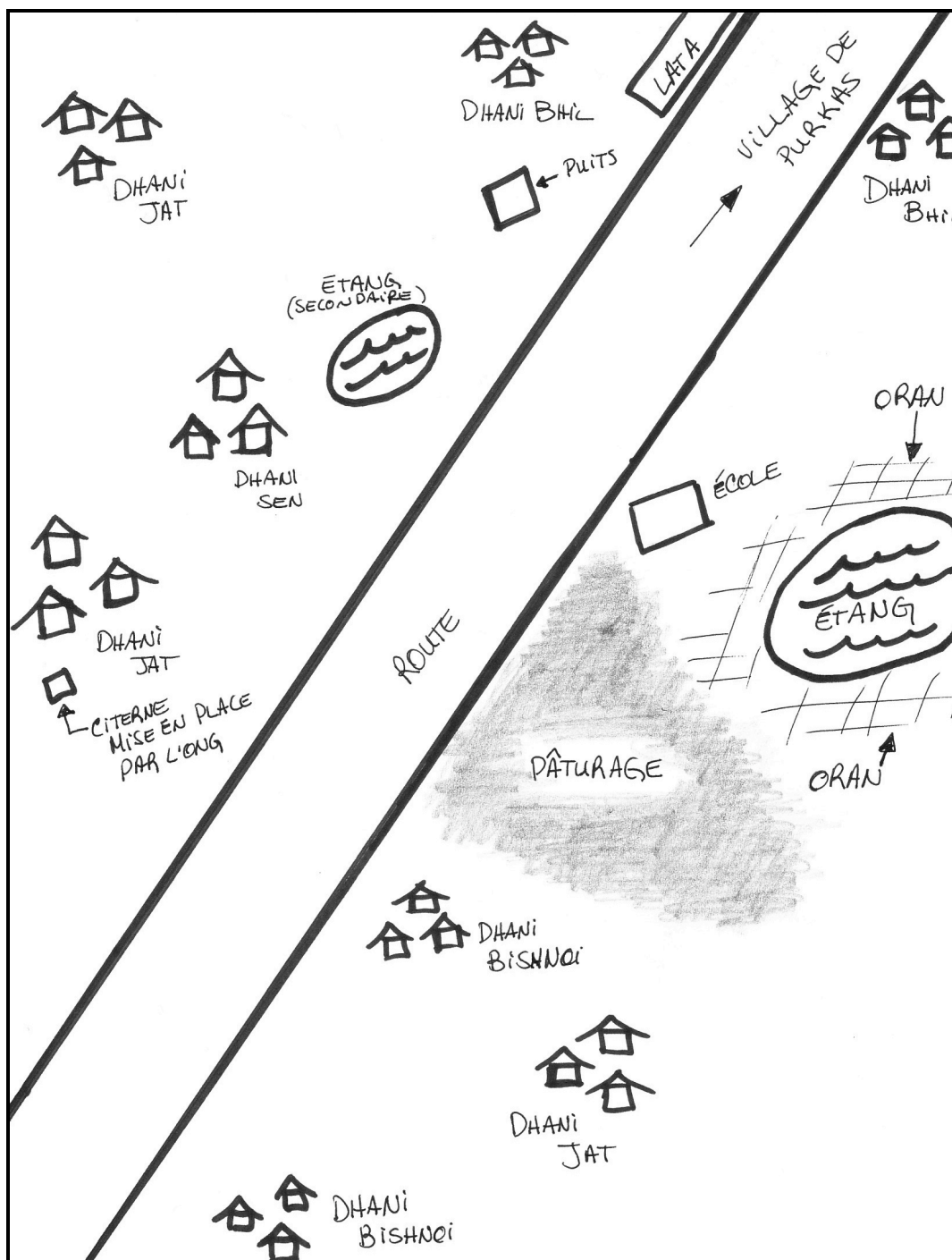
Entrevue #	Nom	Caste	Sexe	Âge	Niveau d'éducation	Enfants	Famille nucléaire?	# d'hectares de terre	Migration?
24	Répondant 24	Bishnoi	Homme	25	A étudié pour être professeur	0	Non	4.25	Non
25	Répondant 25	Jat	Femme	50	Jamais allée à l'école	4	Non	5	Oui
26	Répondant 26	Jat	Homme	35	-	5	Non	1	Oui
27	Répondant 27	Jat	Femme	50	Jamais allée à l'école	8	Non	3.75	Oui
28	Répondant 28	Bishnoi	Homme	40	Classe 8	5	Oui	12	Oui
29	Répondant 29	Bishnoi	Femme	20	Classe 5	1	Non	1	Oui
30	Répondant 30	Bishnoi	Femme	45	Jamais allée à l'école	3	Oui	3.75	Non
31	Répondant 31	Bishnoi	Femme	28	Jamais allée à l'école	2	Non	20	Non
32	Répondant 32	Bhil	Femme	50	Jamais allée à l'école	10	Non	0	Oui
33	Répondant 33	Rajput	Homme	30	Jamais allé à l'école	4	Non	31.25	Oui
34	Répondant 34	Jat	Femme	40	-	-	Non	15	Oui
35	Répondant 35	Jat	Femme	22	-	3	Oui	2	Oui
36	Répondant 36	Jat	Femme	20	Classe 6	1	Non	3.75	Oui
37	Répondant 37	Jat	Femme	20	Jamais allée à l'école	4	Non	1	Non
38	Répondant 38	Jangir Sutar	Homme	40	Classe 6	2	Oui	1.75	Non

### ANNEXE 3: CARTE DU LIEU DE L'ÉTUDE<sup>208</sup>



<sup>208</sup> Source : *Annals of the Association of American Geographers*, 1998, 88(3) : 411.

L'étoile dans la section du bas a été ajoutée pour indiquer l'emplacement de Givas, village où se situe la présente étude.

ANNEXE 4: CARTE DE GIVAS<sup>209</sup>

<sup>209</sup> La carte a été dessinée avec l'aide d'un membre du *panchayat*. Faute de moyens techniques, les distances sont très approximatives.

## ANNEXE 5 : *NADI* (ÉTANG)

Zone de bassin versant permettant à l'eau de s'écouler dans l'étang

Zone de bassin versant



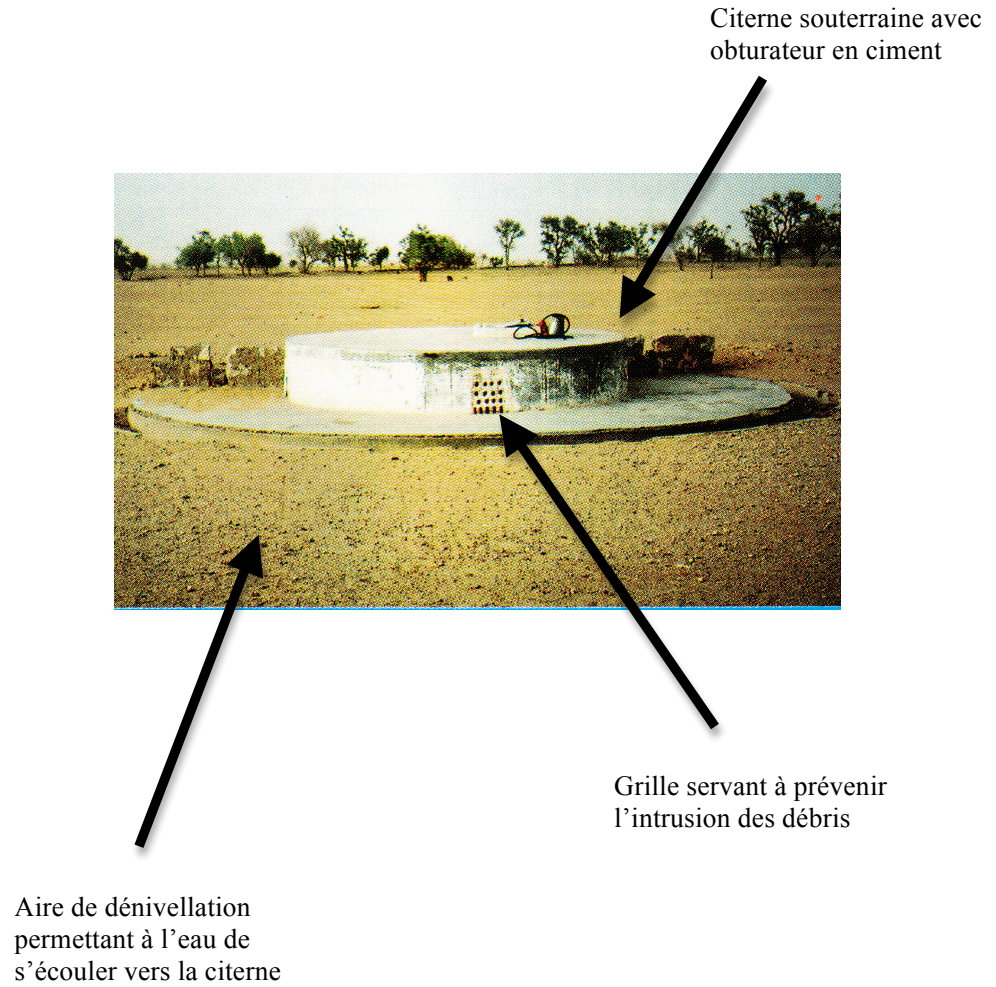
Zone de l'étang

Canal artificiel permettant de maximiser l'accumulation d'eau



Femmes puisant de l'eau à l'étang

## ANNEXE 6: *TANKA* (CITERNES)<sup>210</sup>



---

<sup>210</sup> Source de la photographie : Gramin Vikas Vigyan Samiti, Jodhpur